

**2023**  
**RAPPORT**  
**FINANCIER**  
**ANNUEL**

Au 31 décembre

# SOMMAIRE

|  |            |
|--|------------|
| Attestation de la personne physique responsable<br>du Rapport financier annuel au 31 décembre 2023 | 3          |
| <b>01. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS</b>   | <b>4</b>   |
| 1.1 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés                                | 6          |
| 1.2 États financiers consolidés  | 10         |
| 1.3 Annexe aux comptes consolidés  | 15         |
| 1.4 Annexe 1 : Informations sur les implantations et activités                                     | 83         |
| 1.5 Annexe 2 : Les risques financiers  | 85         |
| 1.6 Annexe 3 : Honoraires des commissaires aux comptes   | 90         |
| <b>02. COMPTES ANNUELS</b>   | <b>92</b>  |
| 2.1 Bilan et compte de résultat  | 94         |
| 2.2 Annexe aux comptes annuels   | 96         |
| 2.3 Tableau des filiales et des participations   | 126        |
| <b>03. RAPPORT DE GESTION</b>  | <b>128</b> |
| 3.1 Chiffres clefs du groupe Mobilize F.S.   | 130        |
| 3.2 Présentation des activités du groupe Mobilize Financial Services                               | 131        |
| 3.3 Activité commerciale   | 132        |
| 3.4 Analyse de la performance économique – comptes consolidés                                      | 133        |
| 3.5 Facteurs de risques  | 139        |
| 3.6 Déclaration de performance extra-financière  | 146        |
| 3.7 Responsabilité sociale de l'entreprise   | 146        |
| 3.8 Comptes sociaux  | 160        |
| 3.9 Assemblée générale de RCI Banque S.A. du 20 mai 2024   | 165        |



# 2023

# RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Au 31 décembre

AUTORITE  
DES MARCHÉS FINANCIERS  
**AMF**

Ce rapport financier annuel est une reproduction de la version officielle du rapport financier annuel établi au format XHTML, déposé auprès de l'AMF le 03 avril 2024, et disponible sur notre site internet.



## **Attestation de la personne physique responsable du Rapport financier annuel au 31 décembre 2023**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. Le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Le 09 février 2024

**Le Président du Conseil d'administration**

Gianluca De Ficchy

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gianluca De Ficchy', is written over a large, light-colored oval shape that serves as a background for the signature.

01.

**ÉTATS  
FINANCIERS  
CONSOLIDÉS**

# SOMMAIRE

|            |  |           |            |  |           |
|------------|--|-----------|------------|--|-----------|
| <b>1.1</b> | <b>Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés</b> | <b>6</b>  | <b>1.4</b> | <b>Annexe 1 : Informations sur les implantations et activités</b>                            | <b>83</b> |
| <b>1.2</b> | <b>États financiers consolidés</b>                                     | <b>10</b> | <b>1.5</b> | <b>Annexe 2 : Les risques financiers</b>   | <b>85</b> |
| 1.2.1      | Bilan consolidé  | 10        | 1.5.1      | L'organisation du contrôle des risques de marché   | 85        |
| 1.2.2      | Compte de résultat consolidé   | 11        | 1.5.2      | La gestion des risques globaux de taux d'intérêt, de change, de contrepartie et de liquidité | 85        |
| 1.2.3      | État de résultat global consolidé                                      | 12        | 1.5.3      | L'analyse du risque structurel de taux fait ressortir les points suivants                    | 86        |
| 1.2.4      | Tableau de variation des capitaux propres consolidés                   | 13        | 1.5.4      | Le risque de liquidité   | 87        |
| 1.2.5      | Tableau des flux de trésorerie consolidés                              | 14        | 1.5.5      | Le risque de change  | 87        |
| <b>1.3</b> | <b>Annexe aux comptes consolidés</b>                                   | <b>15</b> | 1.5.6      | Le risque de contrepartie  | 88        |
| 1.3.1      | Approbation des comptes – distributions                                | 15        | <b>1.6</b> | <b>Annexe 3 : Honoraires des commissaires aux comptes</b>                                    | <b>90</b> |
| 1.3.2      | Faits marquants  | 15        |            |  |           |
| 1.3.3      | Règles et méthodes comptables  | 16        |            |  |           |
| 1.3.4      | Adaptation à l'environnement Économique et financier                   | 33        |            |  |           |
| 1.3.5      | Refinancement  | 35        |            |  |           |
| 1.3.6      | Exigences réglementaires   | 35        |            |  |           |
| 1.3.7      | Notes sur les comptes consolidés                                       | 36        |            |  |           |
| 1.3.8      | Filiales et succursales du groupe                                      | 77        |            |  |           |

## 1.1 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de la société RCI Banque S.A.,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société RCI Banque S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité des comptes et de l'audit.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « 1.3.3 Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes consolidés concernant le changement de méthode lié à la première application de la norme IFRS 17.

### Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.



**Appréciation du risque de crédit et dépréciations afférentes**

|                 |   |
|-----------------|---|
| Risque identifi | <p>RCI Banque S.A. constitue des dépréciations pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. En conformité avec la norme IFRS 9 « Instruments financiers », RCI Banque S.A. calcule des dépréciations sur pertes de crédit attendues sur les actifs sains (bucket 1), sur les actifs dont le risque s'est dégradé depuis la comptabilisation initiale (bucket 2) et sur les actifs défaillants (bucket 3), tel que décrit dans la note 3. E) des états financiers consolidés.</p> <p>Nous considérons que les dépréciations pour pertes de crédit attendues sur les opérations avec la clientèle finale et au réseau de concessionnaires constituent un point clé de l'audit en raison de leur importance à l'actif du bilan du groupe, de l'utilisation de nombreux paramètres et hypothèses dans les modèles de calcul et du recours important au jugement par la direction.</p> <p>Les modalités d'estimation des dépréciations prennent en compte le contexte macro-économique contrasté qui se traduit notamment par le ralentissement de l'inflation et la hausse des taux, ces modalités sont décrites dans la note 1.3.4 « adaptation à l'environnement économique et financier » des états financiers</p> <p>Les dépréciations déterminées en application d'IFRS 9 sont détaillées dans la note 7 des annexes aux comptes consolidés et s'élèvent au 31 décembre 2023 à 1 168 millions d'euros pour un encours de 56 583 millions d'euros de valeur brute.</p>  |
| Notre réponse   | <p>Avec l'appui de nos experts en risque de crédit et nos spécialistes en informatique, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Apprécier les méthodologies appliquées pour déterminer les paramètres utilisés dans le modèle de dépréciation et leur correcte insertion opérationnelle dans les systèmes d'information ;</li> <li>● Évaluer les contrôles clés mis en place pour valider les changements de paramètres et les hypothèses clés qui soutiennent le calcul de dépréciations pour pertes de crédit attendues ;</li> <li>● Apprécier les ajustements de dépréciation à dire d'expert et examiner la documentation sous tendant les dépréciations complémentaires constituées ;</li> <li>● Apprécier les hypothèses utilisées dans la détermination des modèles de <i>Forward-Looking</i>, notamment la pondération des différents scénarii retenue, et la gouvernance sous-tendant le choix des pondérations ;</li> <li>● Réaliser des contrôles sur le système informatique de RCI Banque, incluant une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatiques participant à l'élaboration de l'information financière relative à IFRS9 ;</li> </ul> <hr/> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Apprécier le processus de classification des actifs par catégorie ;</li> <li>● Réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours de crédits à la clientèle finale et au réseau de concessionnaires, et des dépréciations du risque de crédit d'un exercice à l'autre ;</li> <li>● Examiner la conformité des informations publiées dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés au regard des règles comptables applicables.</li> </ul> |

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

01.

02.

03.

## Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

En raison des limites techniques inhérentes au macro-balisage des comptes consolidés selon le format d'information électronique unique européen, il est possible que le contenu de certaines balises des notes annexes ne soit pas restitué de manière identique aux comptes consolidés joints au présent rapport.

Par ailleurs, il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société RCI Banque S.A. par l'assemblée générale du 22 mai 2014 pour le cabinet KPMG S.A. et du 28 avril 2020 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2023, le cabinet KPMG S.A. était dans sa 10<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans sa 4<sup>ème</sup> année de sa mission.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité des comptes et de l'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

## Rapport au comité des comptes et de l'audit

Nous remettons au comité des comptes et de l'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité des comptes et de l'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité des comptes et de l'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité des comptes et de l'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes,

Paris La Défense, le 8 mars 2024

**KPMG SA**  
Ulrich SARFATI  
Associé

**MAZARS**  
Anne VEAUTE  
Associée

## 1.2 États financiers consolidés

### 1.2.1 Bilan consolidé

#### ACTIF

| En millions d'euros   | Notes  | 12/2023       | 12/2022 Retraité* | 01/01/2022 Retraité* |
|---|--------|---------------|-------------------|----------------------|
| Caisse et Banques centrales                                       | 2      | 4 733         | 5 874             | 6 745                |
| Instruments dérivés de couverture                                 | 3      | 225           | 329               | 135                  |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres          | 4      | 483           | 521               | 837                  |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat                  | 4      | 143           | 224               | 149                  |
| Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit | 5      | 1 539         | 1 690             | 1 294                |
| Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle                 | 6 et 7 | 53 851        | 48 631            | 44 074               |
| Actifs d'impôts courants  | 8      | 88            | 41                | 21                   |
| Actifs d'impôts différés  | 8      | 249           | 220               | 179                  |
| Créances fiscales hors impôts courants                            | 8      | 322           | 125               | 112                  |
| Contrats de réassurance actifs                                    | 8      | 33            | 36                | 59                   |
| Comptes de régularisation et actifs divers                        | 8      | 1 583         | 978               | 852                  |
| Actifs non courants destinés à être cédés                         |        | -             | 19                | -                    |
| Participations dans les entreprises associées et coentreprises    | 9      | 97            | 66                | 146                  |
| Opérations de location opérationnelle                             | 6 et 7 | 1 564         | 1 383             | 1 344                |
| Immobilisations corporelles et incorporelles                      | 10     | 150           | 123               | 94                   |
| Goodwill  | 11     | 136           | 137               | 149                  |
| <b>TOTAL ACTIF</b>  |        | <b>65 196</b> | <b>60 397</b>     | <b>56 190</b>        |

(\*) Les états financiers 2022 ont été retraités en application de la norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance (voir règles et méthodes comptables). Ils incluent également le reclassement des swaps comptabilisés à la juste valeur par résultat (voir note 4 Actifs financiers).

#### PASSIF

| En millions d'euros  | Notes | 12/2023       | 12/2022 Retraité* | 01/01/2022 Retraité* |
|--|-------|---------------|-------------------|----------------------|
| Banques centrales  | 13.1  | 2 375         | 3 715             | 3 738                |
| Instruments dérivés de couverture  | 3     | 289           | 322               | 27                   |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat                          | 12    | 62            | 29                | 17                   |
| Dettes envers les établissements de crédit                                 | 13.2  | 2 275         | 2 012             | 1 997                |
| Dettes envers la clientèle   | 13.3  | 29 312        | 25 473            | 22 030               |
| Dettes représentées par un titre   | 13.4  | 20 316        | 18 108            | 17 971               |
| Passifs d'impôts courants  | 15    | 135           | 108               | 227                  |
| Passifs d'impôts différés  | 15    | 772           | 899               | 670                  |
| Dettes fiscales hors impôts courants                                       | 15    | 54            | 25                | 21                   |
| Comptes de régularisation et passifs divers                                | 15    | 1 880         | 2 004             | 1 916                |
| Dettes liées aux actifs destinés à être cédés                              |       | -             | 1                 | -                    |
| Passif sur contrats d'assurance émis                                       | 16    | 182           | 166               | 132                  |
| Provisions   | 17    | 151           | 188               | 162                  |
| Dettes subordonnées  | 19    | 893           | 886               | 893                  |
| Capitaux propres   |       | 6 500         | 6 461             | 6 389                |
| • Dont capitaux propres part du groupe                                     |       | 6 499         | 6 460             | 6 375                |
| Capital souscrit et réserves liées   |       | 814           | 814               | 814                  |
| Réserves consolidées et autres   |       | 5 256         | 5 160             | 5 117                |
| Gains ou pertes latents  |       | (358)         | (198)             | (402)                |
| Résultat de l'exercice   |       | 787           | 684               | 846                  |
| • Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle |       | 1             | 1                 | 14                   |
| <b>TOTAL PASSIF</b>  |       | <b>65 196</b> | <b>60 397</b>     | <b>56 190</b>        |

(\*) Les états financiers 2022 ont été retraités en application de la norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance (voir règles et méthodes comptables). Ils incluent également le reclassement des swaps comptabilisés à la juste valeur par résultat (voir note 4 Actifs financiers).

## 1.2.2 Compte de résultat consolidé

| En millions d'euros  | Notes | 12/2023      | 12/2022 Retraité* |
|--|-------|--------------|-------------------|
| Intérêts et produits assimilés   | 27    | 3 397        | 2 152             |
| Intérêts et charges assimilées   | 28    | (2 109)      | (883)             |
| Commissions (Produits)   | 28    | 765          | 679               |
| Commissions (Charges)  | 29    | (383)        | (311)             |
| Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat                  | 30    | (109)        | 69                |
| Produits des contrats d'assurance émis   | 16    | 387          | 359               |
| Charges afférentes aux contrats d'assurance émis   | 16    | (25)         | (65)              |
| Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus                              | 16    | -            | 1                 |
| Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis                                   | 16    | (16)         | (10)              |
| Produits des autres activités  | 31    | 813          | 601               |
| Charges des autres activités   | 31    | (759)        | (576)             |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>  |       | <b>1 961</b> | <b>2 016</b>      |
| Charges générales d'exploitation   | 32    | (693)        | (618)             |
| Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles |       | (19)         | (20)              |
| <b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>  |       | <b>1 249</b> | <b>1 378</b>      |
| Coût du risque   | 33    | (153)        | (195)             |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>   |       | <b>1 096</b> | <b>1 183</b>      |
| Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises <sup>(2)</sup>                | 9     | (12)         | (127)             |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés   |       | (1)          | -                 |
| Résultat sur exposition inflation <sup>(3)</sup>   |       | (49)         | (31)              |
| <b>RÉSULTAT AVANT IMPOTS</b>   |       | <b>1 034</b> | <b>1 025</b>      |
| Impôts sur les bénéfices   | 34    | (234)        | (321)             |
| <b>RÉSULTAT NET</b>  |       | <b>800</b>   | <b>704</b>        |
| Dont part des participations ne donnant pas le contrôle  |       | 13           | 20                |
| Dont part du groupe  |       | 787          | 684               |
| Nombre d'actions   |       | 1 000 000    | 1 000 000         |
| Résultat net par action <sup>(1)</sup> et en euros   |       | 787,00       | 684,12            |
| Résultat net dilué par action et en euros  |       | 787,00       | 684,12            |

(\*) Les états financiers 2022 ont été retraités en application de la norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance (voir règles et méthodes comptables)

(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions.

(2) La cession de RN Bank a eu un impact positif sur le résultat de mise en équivalence de 9 M€ d'euros sur la période. La dépréciation de Mobility Trader Holding GmbH (Heycar) a eu un impact négatif sur le résultat de mise en équivalence de (20) M€ d'euros

(3) Hyperinflation Argentine.

### 1.2.3 État de résultat global consolidé

| En millions d'euros  | 12/2023      | 12/2022 Retraité* |
|--|--------------|-------------------|
| <b>RÉSULTAT NET</b>  | <b>800</b>   | <b>704</b>        |
| Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi              | (4)          | 11                |
| Réévaluation des contrats d'assurance  | (3)          | -                 |
| <i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i> | <i>(7)</i>   | <i>11</i>         |
| Opérations de couverture de flux de trésorerie                                       | (173)        | 199               |
| Variation de JV des actifs financier   | 4            | (8)               |
| Différences de conversion  | 16           | (1)               |
| <i>Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</i>        | <i>(153)</i> | <i>190</i>        |
| <b>Autres éléments du résultat global</b>  | <b>(160)</b> | <b>201</b>        |
| <b>RÉSULTAT GLOBAL</b>   | <b>640</b>   | <b>905</b>        |
| Dont part des participations ne donnant pas le contrôle                              | 13           | 17                |
| Dont part des actionnaires de la société mère  | 627          | 888               |

(\*) Les états financiers 2022 ont été retraités en application de la norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance (voir règles et méthodes comptables)

## 1.2.4 Tableau de variation des capitaux propres consolidés

| En millions d'euros  | Capital <sup>(1)</sup> | Réserves liées au capital <sup>(2)</sup> | Réserves consolidées | Écarts de conversion <sup>(3)</sup> | Gains ou pertes latents ou différés <sup>(4)</sup> | Résultat net (Part des actionnaires de la société mère) | Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère) | Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle) | Total capitaux propres consolidés |
|--|------------------------|--|----------------------|-------------------------------------|--|---|---|--|-----------------------------------|
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2021*</b>                                   | <b>100</b>             | <b>714</b>                               | <b>4 950</b>         | <b>(399)</b>                        | <b>(3)</b>   | <b>846</b>  | <b>6 208</b>  | <b>14</b>  | <b>6 222</b>                      |
| Retraitement des capitaux propres d'ouverture IFRS17                           | -                      | -  | 167                  | -                                   | -  | -   | 167   | -  | 167                               |
| <b>Capitaux propres au 1 janvier 2022*</b>                                     | <b>100</b>             | <b>714</b>                               | <b>5 117</b>         | <b>(399)</b>                        | <b>(3)</b>   | <b>846</b>  | <b>6 375</b>  | <b>14</b>  | <b>6 389</b>                      |
| Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres |                        |  |                      |                                     | 194  |   | 194   | (3)  | 191                               |
| Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.      |                        |  |                      |                                     | 11   |   | 11  |  | 11                                |
| Différences de conversion  |                        |  |                      | (1)                                 |  |   | (1)   | -  | (1)                               |
| Résultat de la période avant affectation                                       |                        |  |                      |                                     |  | 684   | 684   | 20   | 704                               |
| <b>Résultat global de la période</b>   |                        |  |                      | <b>(1)</b>                          | <b>205</b>   | <b>684</b>  | <b>888</b>  | <b>17</b>  | <b>905</b>                        |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent                                |                        |  | 846                  |                                     |  | (846)   | -   |  |                                   |
| Effet des variations de périmètre, stocks options et autres                    |                        |  | (11)                 |                                     |  |   | (11)  | -  | (11)                              |
| Distribution de l'exercice   |                        |  | (800)                |                                     |  |   | (800)   | (12)   | (812)                             |
| Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle             |                        |  | 8                    |                                     |  |   | 8   | (18)   | (10)                              |
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2022*</b>                                   | <b>100</b>             | <b>714</b>                               | <b>5 160</b>         | <b>(400)</b>                        | <b>202</b>   | <b>684</b>  | <b>6 460</b>  | <b>1</b>   | <b>6 461</b>                      |
| Retraitement des capitaux propres d'ouverture                                  |                        |  |                      |                                     |  |   | -   |  | -                                 |
| <b>Capitaux propres au 1 janvier 2023</b>                                      | <b>100</b>             | <b>714</b>                               | <b>5 160</b>         | <b>(400)</b>                        | <b>202</b>   | <b>684</b>  | <b>6 460</b>  | <b>1</b>   | <b>6 461</b>                      |
| Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres |                        |  |                      |                                     | (161)  |   | (161)   | (8)  | (169)                             |
| Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.      |                        |  |                      |                                     | (4)  |   | (4)   |  | (4)                               |
| Réévaluation des contrats d'assurance  |                        |  |                      |                                     | (3)  |   | (3)   |  | (3)                               |
| Différences de conversion  |                        |  |                      | 8                                   |  |   | 8   | 8  | 16                                |
| Résultat de la période avant affectation                                       |                        |  |                      |                                     |  | 787   | 787   | 13   | 800                               |
| <b>Résultat global de la période</b>   |                        |  |                      | <b>8</b>                            | <b>(168)</b>                                       | <b>787</b>  | <b>627</b>  | <b>13</b>  | <b>640</b>                        |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent                                |                        |  | 684                  |                                     |  | (684)   | -   |  | -                                 |
| Effet des variations de périmètre, stocks options et autres                    |                        |  | 16                   |                                     |  |   | 16  | -  | 16                                |
| Effet des variations de capital  |                        |  | (18)                 |                                     |  |   | (18)  |  | (18)                              |
| Distribution de l'exercice <sup>(5)</sup>                                      |                        |  | (600)                |                                     |  |   | (600)   | (31)   | (631)                             |
| Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle             |                        |  | 14                   |                                     |  |   | 14  | 18   | 32                                |
| <b>CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2023</b>                                    | <b>100</b>             | <b>714</b>                               | <b>5 256</b>         | <b>(392)</b>                        | <b>34</b>  | <b>787</b>  | <b>6 499</b>  | <b>1</b>   | <b>6 500</b>                      |

(\*) Les états financiers 2022 ont été retraités en application de la norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance (voir règles et méthodes comptables)

(1) Le capital social de RCI Banque S.A. de 100 millions d'euros est composé de 1 000 000 actions ordinaires de 100 euros entièrement libérées 999 999 actions ordinaires étant détenues par Renault s.a.s.

(2) Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.

(3) La variation des écarts de conversion constatée au 31 décembre 2023 concerne principalement l'Argentine, la Corée du Sud, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Colombie, le Brésil et la Turquie. Au 31 décembre 2022, il concernait l'Argentine, le Brésil, la Colombie, l'Inde, le Maroc, la Pologne, le Royaume-Uni, la Russie, la Suisse et la Turquie.

(4) Comprend notamment la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et des instruments de dettes pour 46 M€ et les écarts actuariels IAS 19 pour - 5 M€ à fin décembre 2023.

(5) Distribution à l'actionnaire Renault d'un dividende sur le résultat 2022 de 600 M€ d'euros.

## 1.2.5 Tableau des flux de trésorerie consolidés

| En millions d'euros  | 12/2022 Retraité* |              |
|--|-------------------|--------------|
| <b>RÉSULTAT NET</b>  | <b>800</b>        | <b>704</b>   |
| Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles           | 18                | 19           |
| Dotations nettes aux provisions  | (20)              | 137          |
| Part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises                         | 12                | 127          |
| Produits et charges d'impôts différés  | (78)              | 33           |
| Pertes et gains nets des activités d'investissement  | 1                 | (11)         |
| Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)                       | 157               | (80)         |
| <b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>  | <b>890</b>        | <b>929</b>   |
| Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)                 | 49                | 173          |
| <b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements</b>     | <b>139</b>        | <b>398</b>   |
| Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit                                     | (1 351)           | 107          |
| • Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit                 | (100)             | 5            |
| • Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit                   | (1 251)           | 102          |
| Flux liés aux opérations avec la clientèle   | (1 474)           | (1 258)      |
| • Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle                             | (5 179)           | (4 953)      |
| • Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle                               | 3 705             | 3 695        |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financier                      | 1 197             | 557          |
| • Encaissements / décaissements liés au portefeuille de titres de placements                   | 39                | 285          |
| • Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres                    | 1 827             | 397          |
| • Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement                              | (669)             | (125)        |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers                 | (88)              | 11           |
| <b>VARIATION NETTE DES ACTIFS ET PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>           | <b>(1 716)</b>    | <b>(583)</b> |
| <b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (A)</b>                         | <b>(777)</b>      | <b>519</b>   |
| Flux liés aux actifs financiers et aux participations  | (13)              | (15)         |
| Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles                                     | (72)              | (53)         |
| <b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B)</b>                          | <b>(85)</b>       | <b>(68)</b>  |
| Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires                                 | (643)             | (819)        |
| • Remboursement d'instruments de capital et emprunts subordonnés                               | 9                 | -            |
| • Dividendes versés  | (631)             | (812)        |
| • Var. de trésorerie provenant d'opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle | (21)              | (7)          |
| <b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C)</b>                            | <b>(643)</b>      | <b>(819)</b> |
| <b>EFFET DES VAR. DES TAUX DE CHANGE ET DE PÉRIMÈTRE SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS (D)</b>  | <b>73</b>         | <b>(46)</b>  |
| <b>VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A+ B+C+D)</b>                | <b>(1 432)</b>    | <b>(414)</b> |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :  | 7 291             | 7 705        |
| • Caisse, Banques centrales (actif et passif)  | 5 836             | 6 729        |
| • Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit      | 1 455             | 976          |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :   | 5 859             | 7 291        |
| • Caisse, Banques centrales (actif et passif)  | 4 729             | 5 836        |
| • Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit      | 1 130             | 1 455        |
| <b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE <sup>(1)</sup></b>   | <b>(1 432)</b>    | <b>(414)</b> |

(\*) Les états financiers 2022 ont été retraités en application de la norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance (voir règles et méthodes comptables)

(1) Les règles de détermination de la trésorerie et des équivalents de trésorerie sont présentées au paragraphe "règles et méthodes comptables".



## 1.3 Annexe aux comptes consolidés

RCI Banque S.A., société mère du groupe, est une société anonyme (public limited company) à Conseil d'administration, au capital de 100 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A. est situé au 15 rue d'Uzès 75002 Paris, France.

RCI Banque SA a pour principale activité le financement des marques Renault, Nissan et Mitsubishi.

Les états financiers consolidés du groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre portent sur la société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros (M€), sauf indication contraire.

### 1.3.1 Approbation des comptes – distributions

Les comptes consolidés condensés du groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre 2023, ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 9 février 2024 et seront présentés pour approbation à l'Assemblée générale du 20 mai 2024.

#### Distribution de dividendes 2022

Les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services, pour l'année 2022, ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 10 février 2023 et approuvés à l'Assemblée générale mixte du 19 mai 2023. Il a été décidé de verser aux actionnaires un dividende de 600 M€ sur le résultat 2022, soit un dividende par action de 600 €.

#### Dividendes au titre de l'exercice 2023

Le conseil d'administration du 9 février 2024 a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes arrêtés au 31/12/2023, le versement d'un dividende de 600 M€, soit un dividende par action de 600 €.

### 1.3.2 Faits marquants

#### Guerre en Ukraine

Le conflit en Ukraine et les sanctions économiques et commerciales décidées progressivement à l'encontre de la Russie ainsi que les contre-sanctions décidées par la Russie ont impacté l'activité du groupe. Les domaines concernés incluent principalement la sécurité des employés, le risque d'incapacité de financement en Russie, le risque de cyberattaque et de défaillance des systèmes d'information.

L'investissement net de RCI Banque S.A. en Ukraine est limité à la part de capital détenue dans sa filiale locale pour un montant de 0,3 M€ qui a été intégralement provisionné au cours de l'année 2022.

En Russie, la société RN Bank a été cédée le 20 juin 2023 pour un montant 7 milliards de roubles russes (76,4 M€). Le groupe détenait 30% des intérêts économiques de cette société à travers la holding RN SF B.V. qui est consolidée par mise en équivalence. Les titres de RN SF B.V. avaient été intégralement dépréciés en 2022. Cette cession a fait varier les participations dans les entreprises associées et coentreprises de +24,4 M€ dont +8,6 M€ comptabilisés en résultat et +15,8 M€ de réserve de change.

Le 3 août 2023, Insight Investment Group LLC a conclu un accord pour acquérir 100% de RNL Leasing LLC (ainsi que sa filiale RNL Finance LLC) auprès de RCI Banque S.A.. La société RNL Leasing LLC et sa filiale RNL Finance LLC ont été cédés pour un montant 675 millions de roubles russes après effets des taxes (6,6 M€). Le groupe détenait 100% de RNL Leasing et cette société était consolidée en intégration globale. En application d'IFRS 5, les actifs et passifs de RNL Leasing LLC avaient été reclassés dans les rubriques « actifs/passifs non courants destinés à être cédés » dans les états financiers consolidés du groupe Mobilize Financial

Services au 31 décembre 2022. Cette vente de titres a généré un résultat de cession négatif de 11 M€ en résultat et représente la dernière étape du retrait de RCI Banque SA de la Fédération de Russie, conformément à la décision prise par le Groupe Renault en 2022.

#### Nouvelle émission de Fonds communs de titrisation

Le groupe Mobilize Financial Services a placé courant mars une opération pour environ 719 M€ adossée à des prêts automobiles accordés par sa succursale allemande (dont 700 M€ de titres senior et environ 19 M€ de titres subordonnés)

La filiale française a mis en place un nouveau programme de titrisation des encours de Location avec Option d'Achat (LOA) originé par DIAC. Dans le cadre de ce programme, une opération publique (compartiment « Cars Alliance Auto Lease France V 2023-1 ») pour environ 737 M€ adossée à des créances de loyer a été émise (dont 700 M€ de titres senior [100M€ auto-souscrits] et environ 37 M€ de titres subordonnés).

#### Entrées de périmètre

En 2023, cinq nouvelles entités sont entrées dans le périmètre de consolidation en intégration globale

Les sociétés Bipi Mobility Germany GmbH, Mobilize Lease&Co SAS, Mobilize Lease&Co UK Ltd et Mobilize Insurance SAS sont entrées dans le périmètre de consolidation en intégration globale.

De plus, le groupe Mobilize Financial Services a acquis 36,6% de Select Vehicle Group Holdings Ltd. via la filiale RCI Bank UK Ltd. entrée dans le périmètre de consolidation par mise en équivalence.

### 1.3.3 Règles et méthodes comptables

En application de la réglementation européenne, les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services de l'exercice 2023 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2023 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

#### 1.3.3.1 Évolutions des principes comptables

Le groupe Mobilize Financial Services applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union Européenne d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

#### Nouveaux textes d'application obligatoire en 2023

| IFRS 17 et amendements | Contrats d'assurance   |
|------------------------|--|
| Amendement IAS 12      | Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction<br>Réforme fiscale internationale (pilier 2) |
| Amendements IAS 1      | Informations à fournir sur les méthodes comptables significatives  |
| Amendements IAS 8      | Définition des estimations comptables  |

L'application des amendements IAS12, IAS 1 et IAS 8 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 est sans effet significatif sur les états financiers du groupe. Les impacts de l'application d'IFRS17 sont présentés dans le paragraphe dédié ci-après.

#### Nouveaux textes non appliqués par anticipation par le groupe

| Nouvelles normes et amendements IFRS non appliqués par anticipation par le Groupe | Date d'application selon l'IASB  |
|---|--|
| Amendement IFRS 16  | Passif de location dans le cadre d'une cession-bail  |
| Amendement IAS 1  | Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants. Passifs non courants assortis de clauses restrictives |

Le groupe n'anticipe à ce stade aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application de ces amendements.

#### Autres normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

Par ailleurs, L'IASB a publié de nouvelles normes et amendements non adoptés à ce jour par l'Union Européenne.

| Nouvelles normes et amendements IFRS non adoptés par l'Union Européenne | Date d'application selon l'IASB   |
|---|---|
| Amendement IAS 7  | Entente de financement de fournisseurs  |
| Amendement IAS 21   | Effets des variations des cours des monnaies étrangères (absence de convertibilité) |

Le groupe n'anticipe aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application de ces amendements.

#### 1.3.3.2 Application d'IFRS 17

La norme IFRS 17 - Contrats d'assurance, publiée le 18 mai 2017 et modifiée par les amendements du 25 juin 2020, énonce les principes de reconnaissance, d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir pour les contrats d'assurance. Elle remplace la norme IFRS 4 - Contrats d'assurance et est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Le groupe Mobilize Financial Services n'avait pas retenu l'exemption d'application proposée de la norme IFRS 9 et l'appliquait déjà depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'introduction d'IFRS17 conduit donc à l'arrêt de l'approche par superposition (ou « overlay ») précédemment appliquée. Conformément à la recommandation n°2022-01, le groupe a retenu l'option 2 (ventilation des placements financiers d'assurance dans les catégories comptables de l'activité bancaire à l'actif du bilan) pour la présentation des placements financiers d'assurance au bilan.

#### Méthodologie de calcul des passifs et actifs d'assurance et traitement des cashflows d'acquisition

IFRS 17 s'applique principalement dans le groupe aux contrats d'assurance émis et aux traités de réassurance émis et/ou détenus par les compagnies d'assurance du groupe.

Compte tenu de la nature des portefeuilles d'assurance et de réassurance - contrats d'une durée supérieure à 1 an avec un profil de risque non linéaire - leurs provisions techniques sont évaluées selon le modèle général (dit « building blocks approach ») comprenant : (1) les estimations des flux de trésorerie futurs actualisés et pondérés par leur probabilité de réalisation, (2) un ajustement pour risque non financier et (3) la marge de service contractuelle.

Il n'existe aucun contrat participatif en portefeuille justifiant l'application du modèle « VFA - Variable Fee Approach ». Aucun contrat n'est évalué selon le modèle « PAA - Premium allocation Approach ».

L'activité d'assurance détient certaines couvertures de réassurance proportionnelle. Les composants des contrats de réassurance existants sont évalués séparément mais leur date de comptabilisation correspond à celle des contrats sous-jacents couverts, la réassurance portant sur les générations de contrat.

La marge sur services contractuels sera reconnue en compte de résultat en fonction des unités de couverture fournies sur la période. Une unité de couverture permet de refléter l'allocation de la marge de service contractuelle à mesure des services rendus.

#### Niveau d'agrégation des contrats

Conformément à la norme, les provisions techniques sont évaluées par groupes homogènes de contrats selon les règles d'agrégation suivantes :

- Par portefeuilles portant des risques similaires et gérés ensemble,
- Par cohortes annuelles
- Par groupe de profitabilité, avec un groupe séparé pour les contrats onéreux au moment de leur comptabilisation.

### Flux de trésorerie (BE – Best Estimate)

Le BE des portefeuilles d'assurance et de réassurance correspond à la projection des flux futurs de trésorerie (primes, prestations, frais attribuables notamment) des contrats inclus dans la frontière des contrats. Ces projections se basent sur des modèles qui reflètent le fonctionnement des contrats d'assurance et de réassurance et sont réalisées selon les niveaux d'agrégation précédemment définies. Ces modèles de projection se basent sur les mêmes fondements que ceux utilisés pour les calculs Solvabilité II. Ils ont fait l'objet d'une revue externe en 2023.

La frontière des contrats correspond à leur date de prise et de fin d'effet.

### Frais d'acquisition

Les frais d'acquisition correspondent aux commissions de distribution payés au réseau de distribution. Ces frais sont engagés à la date d'effet du contrat et sont amortis selon le même profil que la Marge de Service contractuelle (CSM).

### Frais attribuables/non attribuables

L'ensemble des frais généraux comptabilisés en 2023 sont classés en intégralité en frais attribuables à l'activité d'assurance et sont donc entièrement reflétés dans les flux de frais projetés.

EIOPA Risk-Free rate au 31/12/2023:

| EIOPA - RFR (FY2023)   | 1     | 2     | 3     | 4     | 5     | 6     | 7     | 8     | 9     | 10    |
|------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Forward rates (yearly) | 3.73% | 2.68% | 2.46% | 2.51% | 2.62% | 2.72% | 2.81% | 2.88% | 2.96% | 3.05% |

L'ajustement de la prime d'illiquidité est dérivé de la courbe des prix du marché en utilisant le modèle de risque de crédit structurel de Merton et l'ajustement CoC (Cost Of Capital) pour supprimer la probabilité de défaut « attendue » et les primes de risque de crédit pour les pertes (in)attendues, ajustées en fonction du portefeuille obligataire détenu.

### Option OCI

Le groupe Mobilize Financial Service a décidé de recourir à l'option permettant de ventiler les produits financiers ou charges financières d'assurance de la période entre le résultat et les autres éléments du résultat global.

### Traitement des marges internes

Le traitement des marges interne correspond uniquement au retraitement des commissions de distributions payées par les compagnies d'assurance du groupe aux filiales du groupe.

### Estimations comptables pertinentes

L'ensemble des hypothèses techniques sous-jacentes pour le calcul flux futurs de trésorerie issus des portefeuilles d'assurance sont définies sur la base d'études statistiques sur les données des portefeuilles et représentent la meilleure estimation de ces éléments à la date de calcul.

- Fréquence des sinistres,
- Taux d'acceptation de sinistres
- Durées d'indemnisation dans le cas de couverture des mensualités des financements sous-jacents

### Ajustement pour risque au titre du risque non financier (RA – Risk Adjustment)

L'ajustement pour risque non financier est déterminé pour compenser l'incertitude inhérente aux montants et au timing des flux de trésorerie projetés. Il repose sur la distribution observée la fréquence des sinistres, représentant le facteur de risque principal du portefeuille d'assurance et est calibré avec un seuil de confiance à 90%, cohérent avec ce qui est retenu dans les règles d'appétence aux risques. L'ajustement pour risques est amorti selon le profil des cashflow de sinistres.

### Marge de service contractuelle (CSM - Contractual Service Margin)

La marge de service contractuelle représente la partie des bénéfices réalisés sur les contrats d'assurance souscrits qui sera différée et progressivement reportée au revenu sur la durée de vie estimée des contrats d'assurance. Elle est définie à la souscription des contrats et évolue en cours de vie des contrats en fonction des écarts d'expérience et d'hypothèse avec ce qui avait été attendu à l'origine.

### Unités de couvertures

Les unités de couvertures permettent de mesurer les périodes de couverture du risque pour la reconnaissance du revenu (marge de service contractuelle). Ces unités de couvertures sont basées sur le profil de risques des cohortes annuelles de contrats en considérant le profil des sommes sous risques.

### Taux d'actualisation

Les taux d'actualisation sont définis selon la méthode « bottom-up » à laquelle est ajoutée une prime d'illiquidité. La courbe des taux sans risque est celle définie par l'EIOPA.

- Taux de rachat anticipé des contrats
- Frais unitaires

Les hypothèses financières sont basées sur des données fournies par le régulateur et des données de marché retenues par le groupe.

### Impacts de la transition

L'application d'IFRS17 étant rétrospective au 1<sup>er</sup> janvier 2022, le groupe a considéré que l'obtention de toutes les données historiques requises pour l'estimation des contrats en portefeuille en date de transition n'était pas possible par l'approche rétrospective complète sans engager des coûts et efforts excessifs. Dès lors, l'approche rétrospective modifiée a été retenue et appliquée sur l'ensemble du périmètre concerné pour comptabiliser l'impact de la transition sur les comptes au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

L'impact de la transition génère un effet positif sur les capitaux propres de 167 M€ au bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Cet effet positif sur les capitaux propres provient d'une reconnaissance plus rapide des profits sous IFRS 17 lié au profil des unités de couvertures qui reflètent, sur la durée des contrats d'assurance, la décroissance des sommes sous risques correspondant à l'évolution des encours financiers sous-jacents. Sous IFRS 4, les primes d'assurances étant acquises selon un profil linéaire.

01.

02.

03.

Comme requis par la norme IFRS 17, les états financiers comparatifs ont été retraités pour tenir compte de l'application de la norme en date du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Les provisions techniques IFRS 17 au 31/12/2022 ont été définies par l'application du modèle général sur le portefeuille sur la base du bilan d'ouverture issu de la transition au 01/01/2022.

Les provisions techniques mesurant la valeur des contrats d'assurance sont présentées sur une ligne dédiée « Passif sur contrats d'assurance émis » dans l'état de la situation financière. Elles représentent un montant de 436 M€ au 31 décembre 2021, de 132 M€ au 1<sup>er</sup> janvier 2022 après application d'IFRS 17 et de 166 M€ au 31 décembre 2022.

| En millions d'euros                        | 31/12/2021 | 31/12/2021<br>Retraité | Ajustement | 31/12/2022 | 31/12/2022<br>retraité | Ajustement |
|--|------------|------------------------|------------|------------|------------------------|------------|
| Contrats d'assurance et réassurance actifs | 105        | 59                     | (46)       | 63         | 36                     | (27)       |
| Passif - contrats d'assurance émis         | (436)      | (132)                  | 304        | (425)      | (166)                  | 259        |
| Passifs d'impôts courants                  |            |                        | (91)       |            |                        | (81)       |
| Retraitement en situation nette            |            |                        | 167        |            |                        | 151        |

La transition au 1<sup>er</sup> janvier 2022 a conduit à distinguer de nouvelles décompositions comptables au sein de l'agrégat du bilan « Passif - Contrats d'assurance émis ». Le passif de (132) M€ au 31/12/2021 présenté dans le tableau ci-dessus se décompose donc de la façon suivante :

- le Best Estimate (BE) des flux de trésorerie futurs : 155M€
- la marge sur services contractuels (CSM) : -274M€

- l'ajustement pour risques (RA) : -13 M€

Le résultat des activités d'assurance est présenté sur une ligne dédiée dans le compte de résultat du groupe Mobilize Financial Services. Il représente un impact résultat de 44 M€ sur le premier semestre 2022 et de 95 M€ sur l'année 2022.

| En millions d'euros  | 31/12/2022 | 31/12/2022<br>retraité | Ajustement |
|----------------------|------------|------------------------|------------|
| Résultat d'assurance | 314        | 285                    | (29)       |
| PNB                  | 314        | 285                    | (29)       |
| Résultat avant impôt | 310        | 285                    | (25)       |
| Résultat net         | 202        | 185                    | (16)       |

### 1.3.3.3 Principes de consolidation

#### Périmètre et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées au sens d'IFRS 10 (entreprises associées ou contrôle conjoint - co-entreprises), directement ou indirectement, par le groupe (filiales et succursales).

Les actifs titrisés de Diac SA, de RCI Financial Services Ltd, des succursales italiennes, espagnole et allemande pour lesquels le groupe Mobilize Financial Services a conservé la majorité des risques et avantages, sont maintenus à l'actif du bilan. En effet, le groupe garde le contrôle, selon IFRS 10, sur les véhicules fonds commun de titrisation-FCT qu'il crée dans le cadre de ses titrisations car il garde les parts les plus risquées. Ce sont elles qui déterminent qui a le pouvoir dans le véhicule fonds commun de titrisation-FCT. Ainsi, ayant le contrôle, le groupe peut consolider et éliminer les opérations réciproques ; tout en conservant les créances cédées. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe. En parallèle, les emprunts obligataires émis par le Fonds sont intégrés au passif du bilan du groupe et les charges y afférentes sont intégrées au compte de résultat.

Ainsi, lors de la titrisation, le groupe ne décomptabilise pas les créances titrisées car le véhicule (fonds commun de titrisation-FCT), qui gère la titrisation, reste sous le contrôle du groupe Mobilize Financial Services. Le paragraphe 3.2.4 IFRS 9, vient appuyer cette absence de dé-comptabilisation des créances cédées dans le cadre des programmes de titrisation.

À noter que dans le cadre du business model de « collecte », dans le cadre de la politique comptable et de seuils pratiqués par le groupe, les cessions de créances via la titrisation sont les cessions peu fréquentes mais significatives. Ces cessions de créances via la titrisation ne remettent pas en cause le business model de « collecte » appliqué à ces portefeuilles.

Les entreprises associées et co-entreprises sont comptabilisées par mise en équivalence (IFRS 11).

Les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées.

Les sociétés consolidées par le groupe Mobilize Financial Services sont principalement les sociétés de financement des ventes de véhicules du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi ainsi que les sociétés de service associées.

#### Coût d'acquisition des titres et goodwill

Les goodwill sont évalués, à la date d'acquisition, comme étant l'excédent entre :

- le total de la contrepartie transférée évaluée à la juste valeur ainsi que le montant éventuel d'une participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; et
- le solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs.

Les frais connexes à l'acquisition comme les commissions d'apporteurs d'affaires, les honoraires de conseil, juridiques, comptables, de valorisation et autres honoraires professionnels ou de conseil, sont enregistrés en charges pour les périodes au cours desquelles les coûts sont encourus et les services reçus.

Les coûts d'émission de titres d'emprunt ou de capitaux propres sont eux comptabilisés selon IAS 32 et IFRS 9.

Si le regroupement d'entreprises génère un goodwill négatif, celui-ci est enregistré immédiatement en résultat.

Un test de dépréciation est effectué, au minimum une fois par an et dès que survient un indice de perte de valeur, en comparant la valeur comptable des actifs à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée entre la juste valeur (diminuée du coût de cession) et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est fondée sur une approche de marché, elle est déterminée par l'utilisation de multiples pour chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie, constituées d'entités juridiques ou de regroupement d'entités juridiques dans un même pays. Un taux d'actualisation unique est utilisé pour l'ensemble des UGT testées, composé du taux sans risque à 10 ans augmenté de la prime de risque moyenne du secteur dans lequel ces dernières évoluent.

L'horizon des données prévisionnelles relatives au résultat est de un an pour la majorité des UGT. Pour BIPI, l'horizon est de Bans et le taux d'actualisation utilisé est la WACC de BIPI

Les goodwill sont donc évalués à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. Le cas échéant, une dépréciation est inscrite au compte de résultat.

Les transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle (achats/cessions) sont comptabilisées comme des transactions en capital. La différence entre la rémunération reçue ou versée et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle cédées ou rachetées est reconnue directement en capitaux propres.

### Participations ne donnant pas le contrôle

Le groupe a consenti des engagements de rachat de participations sur les filiales consolidées par intégration globale détenues par des actionnaires minoritaires. Ces engagements de rachat correspondent pour le groupe à des engagements optionnels (ventes d'options de vente). Le prix d'exercice de ces options est établi en estimant le prix de rachat éventuel que le groupe Mobilize Financial Services aurait à payer aux participations ne donnant pas le contrôle si ces dernières étaient exercées, en tenant compte notamment des résultats futurs du portefeuille de financement existant à la date de clôture et en référence aux dispositions définies dans les contrats de coopération.

Conformément aux dispositions prévues par la norme IAS 32, le groupe a enregistré un passif au titre des options de vente vendues aux participations ne donnant pas le contrôle des entités contrôlées de manière exclusive, pour un montant total de 157 M€ au 31 décembre 2023 contre 186 M€ au 31 décembre 2022. Ce passif est comptabilisé initialement pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé des options de vente.

La contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle sous-jacent aux options et pour le solde en diminution des capitaux propres - part des actionnaires de la société mère. L'obligation d'enregistrer un passif alors même que les options de vente ne sont pas exercées conduit, par cohérence, à retenir initialement le même traitement comptable que celui appliqué aux augmentations de pourcentage d'intérêts dans les sociétés contrôlées.

À l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, les écritures antérieurement comptabilisées sont extournées ; si le rachat est effectué, le montant constaté en passif est annulé en contrepartie du décaissement de trésorerie lié au rachat de la participation ne donnant pas le contrôle.

Le détail des filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives sont détaillées dans la note 1.3.8.2

### 1.3.3.4 Présentation des états financiers

Les états de synthèse sont établis sur la base du format proposé par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dans sa recommandation n° 2017-02 du 14 juin 2017 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales.

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles, comme les coûts de restructuration.

### 1.3.3.5 Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le groupe Mobilize Financial Services doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le groupe Mobilize Financial Services revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles. La valeur recouvrable des créances sur la clientèle et les provisions sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements.

Ces estimations sont prises en compte dans chacune des notes correspondantes.

### Hypothèses significatives pour les calculs de pertes attendues IFRS 9 :

Elles sont proches de celles retenues au cours de l'exercice 2022, auxquelles s'ajoute l'effet défavorable prévisible sur le montant des provisions de l'application de la nouvelle définition du défaut pour le périmètre traité en méthode avancé.

### Forward-looking

La provision « forward looking » est composée d'une provision statistique et d'une provision d'expertise sectorielle.

### Approche sectorielle

La provision forward looking intègre une provision sectorielle qui sert à couvrir le risque de certains secteurs d'activité spécifiques (dont les entreprises opérant dans ces secteurs et les particuliers travaillant dans ces entreprises).

A fin décembre 2023 les secteurs identifiés comme risqués, notamment à cause de la hausse des prix des matières premières et de l'énergie et des taux d'intérêt, sont l'hôtellerie, la restauration, le textile, la distribution de vêtements et la construction, ajoutée lors de la dernière revue de juin 2023.

Le secteur des transports de passagers est sorti des secteurs risqués du fait du retour à la normale post Covid et de la reprise du tourisme, notamment la réouverture de la Chine, ainsi qu'à l'impact des politiques publiques, comme celles mises en œuvre en Allemagne.

01.

02.

03.

Le taux de provisionnement moyen de ces secteurs a été augmenté en appliquant la moyenne du taux de provisionnement des encours B1 (bucket 1) et du taux de provisionnement des encours B2 appliquée aux expositions B1. La méthodologie a été revue car une étude des transitions de B1 vers B2 a démontré que le comportement de paiement des entreprises et salariés n'était plus en adéquation avec le taux de provisionnement antérieur.

L'impact reprise nette) en 2023 est de 17 M€ et se décompose principalement par la dotation de 24 M€ pour l'ajout du secteur construction et par les reprises de 29 M€ pour le changement de méthodologie de provisionnement, de 8,5 M€ suite au retrait du secteur du transport et enfin de 3 M€ sur l'expertise des secteurs spécifiques GP (grand public) et ENT (entreprise) de la France.

La provision expertise sectorielle s'établit à 29,4 M€ à fin décembre 2023, contre 46,9 M€ à fin décembre 2022.

## Approche statistique

La provision statistique est basée sur trois scénarios :

- Scénario « Stability » : Stabilité pendant les trois prochaines années des paramètres de provisions des pertes attendues ou ECL (Expected Credit Losses), sur la base des derniers paramètres de risque disponibles ;
- Scénario « Baseline » : Utilisation des paramètres de stress issus de modèles internes. Les projections sont basées sur des données macro-économiques utilisées dans le cadre du dispositif ICAAP (Internal Capital Adequacy Assessment Process) de l'institution datant de septembre 2023. Cela permet de stresser les PD et LGD, et donc les ECL sur les portefeuilles disposant de modèles.
- Scénario « Adverse » : Approche similaire au scénario « Baseline » mais avec une utilisation de données macro-économiques dégradées utilisées dans l'ICAAP amenant à des ECL plus élevés.

Les différents scénarios sont ensuite pondérés pour tenir compte des dernières projections macro-économiques à date de l'OCDE (variation de PIB, taux de chômage et inflation) et de leur probabilité de survenance, ce qui permet de calculer une provision forward looking statistique (montant de la provision obtenu par différence avec les provisions comptables IFRS 9 du scénario Stability).

A fin septembre 2023, les perspectives de la BCE sont positives quant à la croissance du revenu disponible à une époque où l'inflation globale est moins élevée que l'an passé et où les marchés du travail restent solides. La croissance de l'économie est restée modérée jusqu'à la fin de l'année 2023.

L'économie mondiale devrait afficher de meilleurs résultats en 2024, dans un contexte de ralentissement de l'inflation et de vigueur du marché du travail, les hausses de taux ayant déjà porté leurs plus grands impacts sur la croissance du PIB.

La croissance pourrait être plus élevée que prévu si le marché du travail reste résilient et si la hausse des revenus réels influe positivement sur le moral des ménages et des entreprises.

Du fait de l'utilisation des modèles internes dans le calcul du forward looking statistique et de la normalisation progressive de la situation macro-économique, le scénario Baseline constitue le scénario dont les projections macro-économiques sont les plus en ligne avec celles de l'OCDE (projections OCDE datant de juin 2023) et reste donc le scénario considéré comme étant le plus probable.

Compte-tenu de la forte volatilité observée au cours des années 2020 et 2022 (crise du Covid-19, confinements, guerre en Ukraine, crise des semi-conducteurs) et des changements macro-économiques observés (accélération de l'inflation), la probabilité d'occurrence du scénario Stability avait été considérée comme relativement faible.

Du fait de la stabilisation progressive de l'environnement économique en 2023 et de la fin annoncée des cycles de resserrement monétaire, le scénario Stability est désormais considéré comme plus probable. Sa pondération a ainsi été revue à la hausse.

La pondération du scénario Adverse est en revanche revue à la baisse alors que la situation macro-économique tend à se stabiliser et que les prévisions de l'OCDE se rapprochent des prévisions du scénario Baseline.

Les nouvelles projections des indicateurs macro-économiques entre l'OCDE et le scénario Adverse étant moins corrélées, le scénario est considéré comme moins probable qu'en décembre 2022.

| Clientèle       | FL Scénario Poids - Décembre 2022 |          |         | FL Scénario Poids - Décembre 2023 |          |         | Variance  |          |         |
|-----------------|-----------------------------------|----------|---------|-----------------------------------|----------|---------|-----------|----------|---------|
|                 | Stability                         | Baseline | Adverse | Stability                         | Baseline | Adverse | Stability | Baseline | Adverse |
| France          | 0,10                              | 0,65     | 0,25    | 0,35                              | 0,55     | 0,10    | 0,25      | (0,10)   | (0,15)  |
| Germany         | 0,10                              | 0,60     | 0,30    | 0,35                              | 0,55     | 0,10    | 0,25      | (0,05)   | (0,20)  |
| Italy           | 0,10                              | 0,65     | 0,25    | 0,35                              | 0,45     | 0,20    | 0,25      | (0,20)   | (0,05)  |
| UK              | 0,10                              | 0,65     | 0,25    | 0,35                              | 0,50     | 0,15    | 0,25      | (0,15)   | (0,10)  |
| Brazil          | 0,55                              | 0,10     | 0,35    | 0,30                              | 0,45     | 0,25    | (0,25)    | 0,35     | (0,10)  |
| Spain           | 0,10                              | 0,65     | 0,25    | 0,35                              | 0,45     | 0,20    | 0,25      | (0,20)   | (0,05)  |
| Korea           | 0,10                              | 0,65     | 0,25    | 0,35                              | 0,50     | 0,15    | 0,25      | (0,15)   | (0,10)  |
| Hors G7 (ECLAT) | 0,10                              | 0,65     | 0,25    | 0,35                              | 0,45     | 0,20    | 0,25      | (0,20)   | (0,05)  |

| Réseau          | FL Scenario Poids - Décembre 2022 |          |         | FL Scenario Poids - Décembre 2023 |          |         | Variance  |          |         |
|-----------------|-----------------------------------|----------|---------|-----------------------------------|----------|---------|-----------|----------|---------|
|                 | Stability                         | Baseline | Adverse | Stability                         | Baseline | Adverse | Stability | Baseline | Adverse |
| France          | 0,10                              | 0,65     | 0,25    | 0,35                              | 0,55     | 0,10    | 0,25      | (0,10)   | (0,15)  |
| Germany         | 0,10                              | 0,60     | 0,30    | 0,35                              | 0,55     | 0,10    | 0,25      | (0,05)   | (0,20)  |
| Italy           | 0,10                              | 0,65     | 0,25    | 0,35                              | 0,45     | 0,20    | 0,25      | (0,20)   | (0,05)  |
| UK              | 0,10                              | 0,65     | 0,25    | 0,35                              | 0,50     | 0,15    | 0,25      | (0,15)   | (0,10)  |
| Brazil          | 0,55                              | 0,05     | 0,40    | 0,30                              | 0,45     | 0,25    | (0,25)    | 0,40     | (0,15)  |
| Spain           | 0,10                              | 0,65     | 0,25    | 0,35                              | 0,45     | 0,20    | 0,25      | (0,20)   | (0,05)  |
| Korea           |                                   |          |         |                                   |          |         | 0,00      | 0,00     | 0,00    |
| Hors G7 (ECLAT) | 0,10                              | 0,65     | 0,25    | 0,35                              | 0,45     | 0,20    | 0,25      | (0,20)   | (0,05)  |

### Evolution des paramètres de calcul de la provision forward looking statistique réalisée au 31 décembre 2023 :

Mobilize Financial Services a développé en 2022 des modèles internes (sur les portefeuilles où cela était possible, c'est-à-dire disposant d'une volumétrie et d'une qualité de données suffisantes) et a utilisé ces modèles pour le calcul des provisions Forward Looking statistiques depuis 2022.

Des proxys ont été mis en place pour les portefeuilles ne disposant pas de modèles internes (exemple de proxys utilisés : moyenne des résultats des portefeuilles disposant de modèles internes pour les portefeuilles ne disposant pas de modèles internes).

#### Activité financement clientèle

Suite aux changements de pondérations des différents scénarios, la provision forward looking statistique Clientèle s'établit à 100,2 M€ à fin décembre 2023, contre 99,6 M€ à fin décembre 2022.

Après les nouvelles prévisions de l'OCDE, les économies Françaises et Allemandes s'améliorent modérément par rapport à 2022. La pondération du scénario Adverse a été diminuée à 10% et celle du scénario Stability augmentée à 35%, justifiée par une inflation inférieure et un PIB supérieur.

Pour le Royaume-Uni et la Corée, l'inflation continue à diminuer depuis le point haut de fin 2022. La tendance du PIB et du taux chômage est légèrement à la baisse et très proche du scénario Baseline. En se basant sur ces éléments, le comité forward looking a décidé d'attribuer une pondération du scénario Adverse à 15% contre 25% en décembre 2022.

Pour l'Italie et l'Espagne, le comité a assigné une pondération de 20% sur le scénario adverse contre 30% en décembre 2022. En effet, malgré des prévisions de ralentissement du PIB, les taux de chômage et d'inflation devraient poursuivre leur amélioration en 2023 et 2024. Le comité a considéré que le scénario Baseline était le plus probable, avec une pondération de 45%.

Les pays plus petits ont historiquement une tendance à prendre plus de temps à réagir à une phase de ralentissement économique. En conséquence, le comité forward looking a décidé d'attribuer 20% de pondération au scénario Adverse et 45% au scénario Baseline.

On continue à observer une très forte volatilité sur le PIB et le taux de chômage au cours des dernières années au Brésil. L'économie brésilienne devrait ralentir à 0,8% en 2023, après avoir augmenté de 2,9% en 2022, avant de remonter à 2,0% en 2024. Plusieurs facteurs tels que le ralentissement de la croissance de l'emploi et le resserrement des conditions de prêt devraient limiter les dépenses de consommation et les investissements. Du fait de l'incertitude économique observée historiquement au Brésil, une pondération prudente de 25% a été attribuée au scénario Adverse et 30% au scénario stabilité.

#### Activité financement réseaux :

La pondération de chacun des scénarios a été alignée avec les pondérations observées sur l'activité de financement clientèle.

À la suite de ces changements de pondérations, la provision de forward looking statistique Réseaux s'établit à 1,6 M€ à fin décembre 2023 contre 1,4 M€ en décembre 2022.

#### Sensibilité du forward looking statistique versus décembre 2022 :

L'application d'une pondération de 100% au scénario Stability conduirait à une réduction de la provision statistique de 101,3 M€.

L'application d'une pondération de 100% au scénario Baseline conduirait à une réduction de 9,8 M€ de la provision statistique.

L'application d'une pondération de 100% au scénario Adverse conduirait à une augmentation de 224,8 M€ de cette provision.

## Forward looking total : Activité financement Clientèle et Réseaux :

Approche statistique : 101,8 M€ à fin décembre 2023 contre 101,0 M€ à fin décembre 2022.

Approche sectorielle : 29,4 M€ à fin décembre 2023 contre 46,9 M€ à fin décembre 2022.

Les provisions statistique et sectorielle s'établissent à 131,2 M€ contre 147,9 M€ décembre 2022.

| En millions d'euros | Clientèle |           |           | Réseau   |          |          | Total      |
|---------------------|-----------|-----------|-----------|----------|----------|----------|------------|
|                     | Bucket 1  | Bucket 2  | Bucket 3  | Bucket 1 | Bucket 2 | Bucket 3 | 12/2023    |
| France              | 22        | 13        | 3         |          |          |          | 38         |
| Espagne             | 10        | 4         | 1         | 1        |          |          | 16         |
| Allemagne           | 7         | 8         | 2         |          |          |          | 17         |
| Italie              | 5         | 6         |           |          |          |          | 11         |
| Royaume-Uni         | 5         | 4         | 1         |          |          |          | 10         |
| Corée               | 4         | 3         |           |          |          |          | 7          |
| Colombie            | 2         | 5         | 1         |          |          |          | 8          |
| Brésil              | 2         | 3         | 2         |          |          |          | 7          |
| Maroc               | 4         | 2         | 1         |          |          |          | 7          |
| Pologne             | 1         | 1         |           |          |          |          | 2          |
| Portugal            | 2         |           |           |          |          |          | 2          |
| Autriche            | 1         |           |           |          |          |          | 1          |
| Autres              | 2         | 1         | 1         |          |          |          | 4          |
| <b>TOTAL</b>        | <b>67</b> | <b>50</b> | <b>12</b> | <b>1</b> |          |          | <b>130</b> |

| En millions d'euros | Clientèle |           |          | Réseau   |          |          | Total      |
|---------------------|-----------|-----------|----------|----------|----------|----------|------------|
|                     | Bucket 1  | Bucket 2  | Bucket 3 | Bucket 1 | Bucket 2 | Bucket 3 | 12/2022    |
| France              | 29        | 17        | 1        | 1        |          |          | 48         |
| Espagne             | 11        | 6         | 2        |          |          |          | 19         |
| Italie              | 8         | 9         | 1        |          |          |          | 18         |
| Allemagne           | 7         | 6         | 1        |          |          |          | 14         |
| Royaume-Uni         | 10        | 3         |          |          |          |          | 13         |
| Maroc               | 6         | 2         | 1        |          |          |          | 9          |
| Colombie            | 2         | 4         |          |          |          |          | 6          |
| Brésil              | 1         | 2         | 2        |          |          |          | 5          |
| Autriche            | 3         | 1         |          |          |          |          | 4          |
| Pologne             | 2         | 1         |          |          |          |          | 3          |
| Portugal            | 2         | 1         |          |          |          |          | 3          |
| Corée               | 1         | 1         |          |          |          |          | 2          |
| Autres              | 1         | 2         | 1        |          |          |          | 4          |
| <b>TOTAL</b>        | <b>83</b> | <b>55</b> | <b>9</b> | <b>1</b> |          |          | <b>148</b> |

## Provisions au dire d'expert

Des provisions au dire d'expert sont enregistrées pour compléter les dépréciations statistiques réalisées sur les encours performants et non-performants. En 2023, 5 catégories de provisions au dire d'expert sont établies visant à couvrir un risque spécifique : risque de crédit relatif aux clients identifiés comme fragiles, risque relatif à l'inflation, risque individuel sur des contreparties entreprises, risque de non-adéquation du modèle statistique sur un type de contrepartie ou sous-portefeuille de clientèle, un risque de classification non adapté en stage de risque IFRS9. Au 31 décembre 2023, le montant total des provisions au dire d'expert s'élève à 23,8 M€.

## Risque relatif aux clients fragiles

En 2022, MFS groupe a mis en place un dispositif visant à identifier de façon préventive les clients qui pourraient connaître des difficultés financières à faire face aux obligations de paiement de leur crédit. Ce dispositif permet d'évaluer la sévérité de la difficulté financière selon 3 grades. Ainsi, sur les deux grades exprimant la sévérité la plus élevée, une provision est enregistrée, elle s'élève à fin décembre 2023 à 10,9 M€.



## Risque relatif à l'inflation

Sur les portefeuilles Grand Public, un ajustement lié à une dégradation de la solvabilité des clients qui voient le coût de la vie impacté par l'inflation a été généralisé fin 2022. La méthodologie utilisée pour calibrer cet ajustement consiste à estimer quelle part du portefeuille en Bucket 1 serait susceptible de basculer en Bucket 2 en stressant les éléments de coût de la vie, et de couvrir cette partie du portefeuille en Bucket 1 sur la base du taux de provisionnement du Bucket 2. Le stock de cette expertise Inflation représente à fin décembre 2023 une provision de 27,3 M€ contre 42,7 M€ à fin 2022. Cette expertise a été revue à la baisse du fait de la baisse structurelle de l'inflation et des coûts de l'énergie durant l'année 2023.

## Risque individuel sur contrepartie entreprise

Pour les contreparties entreprises avec une note de risque dégradée et une exposition au-delà d'un seuil minimum, une revue individuelle est réalisée. Cette revue vise à évaluer le risque de crédit et à ajuster, par l'enregistrement d'une provision, éventuellement la dépréciation de l'encours de la contrepartie sous revue individuelle. Fin décembre 2023, le montant total des provisions sur risque individuel sur contrepartie entreprise s'élève à 8,2 M€ contre 14,6 M€ à fin décembre 2022.

## Risque de non-adéquation du modèle statistique

Dans certaines circonstances et de façon ponctuelle, les modèles internes basés sur une approche statistique évaluent incorrectement les pertes attendues. En conséquence, pour pallier cette lacune temporaire, des provisions, pour enregistrées. En 2023, le principal ajustement a été réalisée sur les dépréciations des créances douteuses du portefeuille de la filiale Mobilize Financial Services Colombie. Le montant de l'ajustement est une baisse de 30,4 millions d'euros de l'Expected Credit Losses. A fin décembre 2023, le montant des provisions est un produit de 19,7 millions d'euros contre une charge de 19,6 millions d'euros fin décembre 2022.

## Risque de classification

Dans certaines circonstances, la classification de prêts aux entreprises en stage 3 (prêts non performants) restitue de façon incorrecte le risque de pertes attendues. Cette lacune apparaît principalement en cas d'impayés dit techniques.

### 1.3.3.6 Prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »

#### Principe d'évaluation (hors dépréciation) et de présentation des prêts et créances sur la clientèle

Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau appartiennent à la catégorie des « prêts et créances émis par l'entreprise ». À ce titre, elles sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Le coût amorti des créances de financement des ventes comprend, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêt reçues du constructeur ou du réseau dans

le cadre de campagnes promotionnelles, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Ces différents éléments, qui concourent au rendement de la créance, sont présentés en minoration ou majoration du montant de la créance. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Les contrats de « Location Financement » identifiés selon les règles décrites au paragraphe "1.3.3.7: Les contrats de « location opérationnelle" sont comptabilisés en substance comme des créances de financement des ventes.

À noter que lorsque les commissions sont rattachées à un contrat de financement crédit ou location financière, l'évaluation des commissions se fait actuariellement en fonction du TIE du contrat. L'étalement de ces commissions se fait sur la durée de vie du contrat. En effet, ces commissions sont directement liées à l'établissement du contrat et sont donc traitées comme des coûts marginaux selon IFRS 9.

Lorsque les commissions sont en « stand alone », elles ne sont pas rattachées à un contrat de financement. Ces commissions sont comptabilisées en application d'IFRS 15. Elles sont reconnues en résultat lorsque l'obligation de performance est remplie c'est-à-dire soit à un instant précis soit à l'avancement (cf. note 29).

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location financière sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

Ainsi, les plus et moins-values sur revente de véhicules relatives aux contrats sains, les flux de provisions pour risques sur valeurs résiduelles ainsi que les plus et moins-values sur véhicules dégagées à l'occasion de sinistres et les indemnités d'assurance correspondantes sont classés dans les « Autres produits d'exploitation bancaire » et « Autres charges d'exploitation bancaire ».

#### Dégradation significative du risque (définition du bucketing)

Chaque prêt ou créance, en date d'arrêté, est classé dans une catégorie de risque selon qu'il a subi ou non de détérioration significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale. De cette classification dépend le niveau de la provision pour perte de valeur attendue à comptabiliser pour chaque instrument :

- Bucket 1 : aucune dégradation ou dégradation non significative du risque de crédit depuis l'origination ;
- Bucket 2 : dégradation significative du risque de crédit depuis l'origination ou contrepartie financière non investment-grade
- Bucket 3 : Classement en défaut de la contrepartie

Cette segmentation des encours par niveau de risque, induite par la norme IFRS 9, est intégrée dans les processus de suivi et de gestion des risques de crédit des entités du groupe et implémentée dans les systèmes opérationnels.

La date d'origination est définie au niveau de chaque prêt ou créance et non pas au niveau de la contrepartie (e.g. date d'entrée en relation).

La date d'origination est définie comme suit :

- pour les engagements de financement irrévocables, la date d'origination est la date de signature de l'engagement ou pour les engagements de financement Réseau la date de dernière revue des limites.

01.

02.

03.

- pour les encours de crédits classiques, de location financière ou opérationnelle, la date d'origination est la date de son passage en gestion, i.e. date à laquelle l'engagement de financement est extourné et la créance enregistrée au bilan.
- pour les encours « comptes uniques » de crédit Réseau, la date d'origination correspondra à la date de dernier passage en solde débiteur.
- pour les titres, la date d'origination correspond à la date d'achat.

## Identification et analyse du risque de crédit

Différents systèmes de notation interne sont actuellement utilisés dans le groupe Mobilize Financial Services :

- Une notation groupe pour les emprunteurs « Réseau », utilisée aux différentes phases de la relation avec l'emprunteur (acceptation initiale, suivi du risque, provisionnement) ;
- Une notation groupe pour les contreparties bancaires, établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie ;
- Pour les emprunteurs « Clientèle », différents systèmes de score d'acceptation sont utilisés en fonction des filiales et des types de financement concernés.

De ce fait, la dégradation significative du risque de crédit s'apprécie au niveau de la transaction, c'est-à-dire au niveau du contrat de financement (activité financement clientèle particuliers et entreprises) ou de la ligne de financement (activité Financement Réseau). Pour les portefeuilles en notation IRB-A, largement majoritaire dans le groupe, un déclassement du Bucket 1 vers le Bucket 2 est effectué en fonction de la dégradation de la notation de la transaction par rapport à l'origination.

Exemple : si le rating d'une transaction s'est dégradé de x crans à la date de reporting vs la date d'origination, nous déclassons du Bucket 1 vers le Bucket 2 la transaction concernée.

Le nombre de crans « x » est déterminé selon le portefeuille considéré.

La note de crédit n'est pas projetée sur la durée de vie de la transaction, ni sur 12 mois.

Les contrats restructurés (forborne) sont soit déclassés en Bucket 2 (performing, "viable forbearance measure") ou en Bucket 3 (non-performing, "distressed forbearance measure").

Pour les portefeuilles en méthode standard (non notés), le déclassement du Bucket 1 en Bucket 2 s'effectue en fonction d'arbres de décision différents entre les activités Clientèle et Réseau, tenant compte entre autres de la présence d'impayés et des restructurations de contrats (forborne).

Les portefeuilles sont découpés en quatre segments sur lesquels sont développés des scores de comportement : Grand Public, Entreprises, Très Grandes Entreprises (France uniquement), Réseau.

Les variables de score sont spécifiques à chaque pays et à chaque segment :

- Critères qualitatifs : forme juridique de l'entreprise, âge de l'entreprise, type de véhicule : véhicule neuf/véhicule Occasion, pourcentage d'apport comptant, état civil, mode d'habitation, profession...

- Critères quantitatifs : durée de l'impayé en cours, durée écoulée depuis le dernier impayé régularisé, exposition, durée initiale de financement, ratios bilantiels usuels.

## Encours restructurés

Le groupe Mobilize Financial Services applique, pour l'identification des encours restructurés, la définition de l'European Banking Authority (EBA) donnée dans son ITS (Implementing Technical Standards) 2013/03 rev1 du 24 juillet 2014.

La restructuration de crédit (ou Forbearance) consiste dans la mise en place de concessions envers un client emprunteur qui rencontre ou est sur le point de rencontrer des difficultés financières pour honorer ses engagements.

Elle désigne ainsi les cas :

- de modification des clauses et des conditions d'un contrat afin de redonner au client en difficulté financière la possibilité d'honorer ses engagements (exemple : changement du nombre d'échéances, report de la date d'échéance, changement du montant des échéances, changement du taux client) ;
- de refinancement total ou partiel d'un engagement d'une contrepartie en difficulté (au lieu de le résilier), qui n'aurait pas eu lieu si le client n'avait pas connu de difficultés financières.

La classification d'un contrat en encours restructurés est indépendante du provisionnement (par exemple un contrat qui sera restructuré et retournera en encours sain n'aura pas de provisions et sera pourtant qualifié d'encours restructuré durant la période probatoire).

Sont exclues des créances restructurées, les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de difficultés financières.

L'encours restructuré se définit au niveau du contrat (« facility ») qui est restructuré, et non au niveau du tiers (pas de principe de contagion).

Les difficultés financières s'appréhendent en revanche au niveau du client.

Les conditions de sortie d'un contrat des encours restructurés sont cumulatives et sont les suivantes :

- Le contrat est considéré comme performant (sain ou incidenté) et l'analyse de la situation du client confirme qu'il a recouvré sa solvabilité et sa capacité à honorer ses engagements ;
- Un minimum de deux ans de période probatoire s'est écoulé depuis que le contrat restructuré est revenu en encours performant ;
- Des remboursements réguliers et significatifs ont été effectués par le client au cours, a minima, de la moitié de la période probatoire ;
- Aucune des expositions du client ne présente d'impayés de plus de 30 jours à la fin de la période probatoire.

Si un contrat sorti des encours restructurés bénéficie à nouveau de mesures de restructuration (extension de durée, etc.) ou s'il présente des impayés de plus de 30 jours, il doit être reclassé en encours restructuré.

## Dépréciation pour risque de crédit

Selon la norme IFRS 9, il n'est plus nécessaire qu'un fait générateur intervienne pour constater une dépréciation comme c'était le cas sous IAS 39 (« Incurred loss »). Ainsi, tous les instruments financiers entrant dans le champ de la norme se voient affecter une dépréciation pour pertes attendues dès l'origine (à l'exception de ceux originés ou acquis en présence d'un événement de défaut) :

- À l'origine, l'instrument est affecté d'une perte de valeur représentant les pertes attendues à 12 mois (Bucket 1) ;
- En cas de détérioration significative du risque de crédit depuis l'origine, l'instrument est alors affecté d'une perte de valeur représentant les pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

## Définition de l'Expected Credit Loss

La norme IFRS 9 définit l'ECL comme l'espérance de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Cette espérance constituera le montant de la provision allouée à une facilité ou à un portefeuille.

Pour calculer les ECL, la norme exige d'utiliser les informations internes et externes pertinentes (validées) et raisonnablement disponibles, afin de faire des estimations de perte prospectives/forward-looking, qui incluent les événements passés, les conditions actuelles et les prévisions d'événements futurs et de conditions économiques.

## Formule générique de l'ECL

Sur la base des éléments susmentionnés, la formule de calcul de l'ECL utilisée par le groupe Mobilize Financial Services peut être présentée de manière générique comme suit :

$$ECL_{\text{Maturité}} = \sum_{i=1}^{\text{M mois}} EAD_i * PD_i^9 * ELBE_0^9 * \frac{1}{(1+t)^{i/12}}$$

Avec :

- **M** = maturité
- **EAD<sub>i</sub>** = exposition attendue au moment de l'entrée en défaut l'année considérée (en prenant en compte les remboursements anticipés éventuels)
- **PD<sub>i</sub><sup>9</sup>** = probabilité de faire défaut durant l'année considérée
- **ELBE<sub>0</sub><sup>9</sup>** = meilleure estimation de la perte en cas de défaut de la facilité
- **t** = taux d'actualisation

Chacun de ses paramètres fait l'objet d'un calibrage dédié.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie qui surviendraient advenant une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance. Par conséquent l'ECL à un an (12-month ECL) se déduit de la formule ci-dessus en se restreignant à mesurer des paramètres sur les 12 mois suivants.

Il apparaît donc que, pour les contrats dont la maturité est inférieure à 12 mois, la provision est identique que l'opération soit classée en Bucket 1 ou en Bucket 2. Pour le groupe Mobilize Financial Services cela a notamment un impact sur le périmètre Réseau puisqu'il s'agit principalement de financements court-terme.

## Probabilité de défaut – PD :

Le groupe Mobilize Financial Services capitalise sur les dispositifs bâlois pour calculer ses paramètres IFRS 9.

## Meilleure estimation de la perte en cas de défaut – ELBE IFRS 9 :

La norme IFRS 9 ne comporte aucune mention spécifique concernant la période d'observation et de collecte de données historiques utilisées pour le calcul des paramètres LGD. Il est par conséquent possible, pour les pays concernés, d'utiliser les estimations de LGD telles que déterminées dans l'environnement prudentiel en approche IRB comme point de départ (des ajustements sont réalisés si nécessaires).

## Lors de la comptabilisation initiale :

La norme précise que les pertes attendues doivent être actualisées à la date de reporting au taux d'intérêt effectif (TIE) de l'actif (ou une estimation approximative de ce taux déterminé lors de la comptabilisation initiale).

Compte tenu de la structure générique des contrats du groupe Mobilize Financial Services, le choix a été fait de déterminer le TIE comme étant le taux du contrat.

## Perspective prospective – forward-looking :

La norme IFRS 9 introduit dans le calcul des pertes attendues liées au risque de crédit (ECL) la notion de forward-looking. À travers cette notion, de nouvelles exigences en termes de suivi et de mesure du risque de crédit sont introduites avec le recours aux données prospectives, notamment de type macroéconomique.

L'intégration du forward-looking n'a pas pour objectif de déterminer une marge de prudence sur le montant des provisions. Il s'agit essentiellement de tenir compte du fait que les observations passées ne reflètent pas nécessairement les anticipations futures et par conséquent des ajustements sont nécessaires par rapport à un montant de provision déterminé sur base de paramètres calibrés exclusivement sur base historique. Ces ajustements du montant de provision peuvent se faire à la hausse comme à la baisse et doivent être dûment documentés.

La méthodologie du groupe Mobilize Financial Services repose sur une approche multi-scénario (trois scénarios). Pour chaque scénario des PD et LGD sont déterminés afin de calculer les pertes attendues pour chacun.

Des indicateurs macroéconomiques (PIB, taux long terme, ...) et éléments sectoriels sont utilisés pour associer une probabilité d'occurrence à chaque scénario et ainsi obtenir le montant final du forward-looking. Les projections macro-économiques sont utilisées pour l'ensemble des contrats en portefeuille, indépendamment du produit (crédit, location financière, location opérationnelle).

Dans le groupe la provision forward-looking couvre deux composantes :

- La provision statistique qui tient compte de scénarios macro-économiques et appliquée à l'ensemble des encours Clientèle et Réseau ;
- La provision sectorielle pour la Clientèle Corporate dont l'objet est de couvrir les secteurs identifiés comme fragilisés (notamment les changements macro-économiques observés - accélération de l'inflation).

01.

02.

03.

## Définition du défaut utilisée chez le groupe Mobilize Financial Services

Critères de passage en défaut pour le secteur de la clientèle de particulier et entreprise (Retail) :

- Critère quantitatif : le seuil absolu et le seuil relatif sont dépassés depuis plus de 90 jours consécutifs ou
- Critère qualitatif : Unlikelihood To Pay (UTP) : signes d'une probable absence de paiement. À savoir :
  - il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (en application des règles de comptage du retard conforme à nouveau défaut) ou
  - la situation financière dégradée de la contrepartie se traduit par un risque de non-recouvrement. En particulier, en cas de procédures de surendettement, de redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal international ou
  - il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Les critères quantitatifs de passage en défaut sont :

### a) seuil de matérialité absolu (SA)

- La valeur du seuil absolu a été fixée par le régulateur à 500 EUR pour les encours « Non Retail »

La valeur du seuil absolu est à comparer avec l'ensemble de tous les impayés non techniques du client (single obligor) au jour du calcul.

Le seuil est considéré comme atteint si :  $\sum (\text{Impayés non techniques } J) \text{ du client} > \text{SA}$ .

Ce calcul de l'ensemble des impayés non techniques du client doit être réalisé sur une base quotidienne.

Valeur du seuil en devise hors Euro :

Pour les pays hors zone Euro, le seuil absolu doit correspondre à l'équivalent des 100 et 500 EUR en monnaie nationale.

Les taux de change appliqués dans le groupe Mobilize Financial Services sont toujours ceux utilisés par Renault.

### b) La valeur du seuil relatif a été fixée par la BCE à 1 %.

La valeur du seuil relatif de 1 % est à comparer avec le ratio Somme de tous les impayés du client au jour J sur la somme des montants de l'encours bilan (y compris impayés) du client au jour J.

Ce calcul doit être réalisé sur une base quotidienne pour les impayés ainsi que pour les encours bilan.

Le seuil est considéré comme atteint si :

$$(\sum(\text{Impayés } J) / \sum(\text{Encours Bilan } J)) > \text{SR}$$

L'encours Bilan du client sera calculé de la manière suivante :

ENCOURS =

+ Encours à échoir restant dû

- Encours créditeurs

- Reliquat du dépôt de garantie

+ ICNE

+ Solde exigible Comptabilisé à la Facturation (principal)

+ Solde exigible Comptabilisé à la Facturation (frais de recouvrement)

+ Solde exigible Comptabilisé à la Facturation (IR)

+ Solde non exigible (principal)

La définition du défaut pour les concessionnaires repose sur la présence d'au moins un des critères de défaut suivants, commun à l'ensemble du périmètre RCI :

Défaut :

- (1) Comptage des jours de retard
- (2) Impossibilité de payer :
  - une abstention
  - procédure judiciaire et contentieuse
  - anomalies d'audit des stocks
  - fraude
  - autres indications d'improbabilité de paiement (cf. comme détaillé ci-dessous)
  - contagion
  - fin de contrat financier
- (3) Liquidation judiciaire
- (4) Déchéance du terme

Pour le secteur Clientèle et pour le secteur Réseau, sont exclus des créances en défaut :

- les créances litigieuses : créances faisant l'objet d'un refus de paiement de la part du client suite à contestation de l'interprétation des clauses du contrat (si la situation financière du client n'apparaît pas compromise),
- les clients à conditions de paiement négociables si et seulement si, il n'y a aucun doute sur le recouvrement,
- les créances sur lesquelles ne pèse qu'un risque pays : une créance ne doit pas être considérée comme douteuse du seul fait de l'existence d'un risque pays.

Les opérations de prêt au jour le jour avec la Banque Centrale figurent dans la rubrique « Caisse et Banques Centrales ».

## Règles de passage en pertes (write-off)

Le traitement des write-offs est précisé dans la norme IFRS 9 §5.4.4 : la valeur brute comptable d'un actif financier est réduite lorsqu'il n'y a pas d'attente raisonnable de rétablissement. Les filiales du groupe Mobilize Financial Services doivent sortir du bilan les encours par la contrepartie d'un compte de perte, et reprendre la dépréciation associée, lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé et donc au plus tard lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints.

En particulier, les créances deviennent irrécouvrables et donc sorties du bilan s'il s'agit :

- de créances ayant fait l'objet d'abandons de créances négociés avec le client notamment dans le cadre d'un plan de redressement ;
- de créances prescrites ;
- de créances ayant fait l'objet d'un jugement légal défavorable (résultat négatif des poursuites engagées ou de l'action d'un contentieux) ;
- de créances envers un client disparu.

## Transferts de bucket (informations complémentaires)

En complément des éléments déjà présentés dans la section « Identification et analyse du risque de crédit », les conditions retenues pour le retour en bucket 1 des transactions précédemment classées en Bucket 2 sont les suivantes :

- pour les portefeuilles retail et réseau, notés en IRB-A, le retour en Bucket 1 se fait lorsque le rating de la transaction s'est amélioré ;

- pour les portefeuilles Clientèle en approche standard non notés, le retour en Bucket 1 s'opère douze mois après la date de régularisation du dernier impayé ;
- pour les portefeuilles Réseau en approche standard, le retour en Bucket 1 s'opère au travers de l'amélioration du statut risque du tiers.

De plus le retour en Bucket 2 des instruments classés en Bucket 3 s'opère lorsque le client a remboursé l'intégralité de ses impayés et qu'il ne rencontre plus de critère de défaut.

Pour l'activité Clientèle, l'apurement des impayés du client permet le retour de Bucket 3 à Bucket 2.

Pour l'activité Réseau, les lignes de financement originées lorsque le client était en défaut (POCI) restent en Bucket 3. En cas de retour sain, les nouvelles expositions suivent ce statut.

### Dépréciation des valeurs résiduelles

Le groupe Mobilize Financial Services assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement.

La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée/kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, une dépréciation est constituée en comparant :

- la valeur économique du contrat : à savoir, la somme des flux futurs contractuels et de la valeur résiduelle réestimée aux conditions de marché à la date d'évaluation et actualisés au taux du contrat ;
- la valeur comptable inscrite au bilan au moment de la valorisation.

La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

La dépréciation est calculée sans compensation avec les profits éventuels.

### 1.3.3.7 Les contrats de « location opérationnelle » (IFRS 16), côté bailleur

En application de la norme IFRS 16, le groupe Mobilize Financial Services opère une distinction entre les contrats de « location financière » et les contrats de « location opérationnelle », côté bailleur.

Le principe général conduisant le groupe Mobilize Financial Services à qualifier ses contrats de location en « location opérationnelle » est toujours celui du « non-transfert » des risques et avantages inhérents à la propriété. Ainsi, les contrats qui prévoient que le véhicule loué soit repris en fin de contrat par une entité du groupe Mobilize Financial Services sont qualifiés de contrat de « location opérationnelle », la majorité des risques et avantages n'étant pas transféré à un tiers extérieur au groupe. La qualification de location opérationnelle des contrats comportant un engagement de reprise par le groupe Mobilize Financial Services tient également compte de la durée estimée de ces contrats. Celle-ci est très inférieure à la durée de vie économique des véhicules, estimée par le groupe Renault à sept ou huit ans selon le type de véhicule, ce qui conduit l'ensemble des

contrats assortis de cet engagement à être considérés comme des contrats de location opérationnelle.

La qualification en location opérationnelle des locations de batteries de véhicules électriques se justifie par la conservation par le groupe Mobilize Financial Services des risques et avantages commerciaux inhérents à la propriété tout au long de la durée de vie automobile des batteries fixée de 8 à 10 ans, durée bien plus longue que les contrats de location.

Les contrats de « location opérationnelle » sont comptabilisés en immobilisations données en location et font apparaître au bilan les immobilisations en valeur brute, desquelles sont déduits les amortissements et auxquelles s'ajoutent les créances de loyer et les coûts de transactions restant à étaler. Les loyers et les amortissements sont comptabilisés de manière distincte au compte de résultat dans les produits (et charges) net(te)s des autres activités. Les amortissements s'effectuent hors valeur résiduelle et sont rapportés au résultat de manière linéaire comme les coûts de transactions. L'évaluation du risque de contrepartie et l'appréciation du risque sur les valeurs résiduelles ne sont pas remises en cause par cette classification.

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location opérationnelle sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

### 1.3.3.8 Les contrats de « location opérationnelle » (IFRS 16), côté preneur

En application de la norme IFRS 16, tous les contrats de location sont comptabilisés au bilan par la constatation d'un actif représentatif du droit d'utilisation du bien pris en location, en contrepartie d'une dette locative, correspondant à la valeur actualisée des loyers à décaisser sur la durée raisonnablement certaine du contrat qualifié de location. La durée du contrat de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien loué, à laquelle s'ajoutent les options de renouvellement que le groupe a la certitude raisonnable d'exercer.

Le droit d'utilisation engendre des charges d'amortissement alors que l'existence d'une dette génère des charges financières.

Le groupe a par ailleurs opté pour l'exemption des contrats de faible valeur et de courte durée. En effet, le groupe Mobilize Financial Services n'applique IFRS 16 que sur ses contrats de location jugés significatifs. Ces contrats sont majoritairement représentés par des locations immobilières significatives présentes dans certaines filiales et des contrats de locations de véhicule détenus uniquement par sa filiale Bipi.

En effet, courant 2021, le groupe a acquis Bipi, une plateforme proposant des offres d'abonnement automobile ; « Car subscription ». Bipi, à travers des partenariats avec des loueurs longue durée, choisit des véhicules à mettre dans sa propre vitrine. Cette entité prend en location auprès de ces loueurs des véhicules pour une durée minimum de 24 mois et maximum 36 mois (Bipi paie donc un loyer mensuel aux loueurs y compris de services) sans aucun engagement de valeur résiduelle et retourne les véhicules aux loueurs à la fin de la durée contractuelle.

Par la suite, Bipi donne en location ces véhicules (à travers sa plateforme) aux clients finaux avec un mark-up qui dépend de la durée du contrat et donc de la flexibilité laissée aux clients (c'est-à-dire trois mois jusqu'à un maximum de 36 mois) et s'occupe de la remise en location.

Au vu de cette nouvelle activité significative, le groupe Mobilize Financial Services a activé ses contrats mobiliers sous IFRS 16.

01.

02.

03.

### 1.3.3.9 Opérations entre le groupe Mobilize Financial Services et le Groupe Renault et les marques Nissan et Mitsubishi

Les transactions entre parties liées sont réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale si ces modalités peuvent être démontrées.

Le groupe Mobilize Financial Services contribue à conquérir et fidéliser les clients du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi en apportant une offre de financements et de services intégrée à leur politique commerciale.

Les principaux indicateurs et flux entre les deux entités sont les suivants :

#### L'aide à la vente

Au 31 décembre 2023, le groupe Mobilize Financial Services a assuré 21 187 M€ de nouveaux financements (cartes incluses) contre 18 232 M€ au 31 décembre 2022.

#### Relations avec le réseau de concessionnaires

Le groupe Mobilize Financial Services agit en partenaire financier afin de maintenir et s'assurer de la bonne santé financière des réseaux de distribution du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

Au 31 décembre 2023, les financements réseaux nets de dépréciations s'élevaient à 11 641 M€ contre 10 429 M€ au 31 décembre 2022.

Au 31 décembre 2023, 276 M€ sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du groupe Renault contre 489 M€ au 31 décembre 2022.

Au 31 décembre 2023, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 804 M€ contre 764 M€ au 31 décembre 2022.

#### Relations avec les constructeurs

Le groupe Mobilize Financial Services règle les véhicules livrés aux concessionnaires dont il assure le financement. À l'inverse, en fin de contrat, le groupe Mobilize Financial Services est réglé par le groupe Renault du montant des engagements de reprise des véhicules dont ce dernier s'est porté garant. Ces opérations génèrent d'importants flux de trésorerie entre les deux groupes.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe Mobilize Financial Services. Au 31 décembre 2023, cette participation s'élève à 747 M€ contre 357 M€ au 31 décembre 2022.

### 1.3.3.10 Comptabilisation et évaluation du portefeuille de titres

Le portefeuille de titres de RCI Banque S.A. est classé suivant les catégories d'actifs financiers fixées par la norme IFRS 9.

#### Titres évalués en juste valeur par résultat (JVP&L)

Les OPCVM et les FCP (parts de fonds) sont réputés non SPPI et sont donc valorisés à la juste valeur par résultat.

Les titres de sociétés ni contrôlées ni sous influence notable rentrent également dans cette catégorie dont l'évaluation se fait par le résultat.

La juste valeur de ces actifs financiers est déterminée en priorité par référence au prix de marché, ou, à défaut, sur la base de méthodes de valorisation non basées sur des données de marché.

#### Titres évalués en juste valeur par capitaux propres (JVOCI)

Cette catégorie regroupe les titres qui sont gérés dans le cadre d'un modèle de gestion de collecte et vente et passent les tests SPPI chez le groupe Mobilize Financial Services. Il s'agit des instruments de dettes.

L'évaluation de ces titres se fait à la juste valeur (intérêts courus inclus). Les variations de valeur (hors intérêts courus) sont comptabilisées en réserve de réévaluation directement dans les capitaux propres. La dépréciation de ce type de titre suit les modèles préconisés par la norme IFRS 9 en fonction des ECL.

### 1.3.3.11 Immobilisations (IAS 16/IAS 36)

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur le cas échéant.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amortis linéairement sur les durées estimées d'utilisation suivantes :

|                                    |             |
|------------------------------------|-------------|
| Constructions                      | 15 à 30 ans |
| Autres immobilisations corporelles | 4 à 8 ans   |

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des logiciels amortis linéairement sur trois ans.

### 1.3.3.12 Impôts sur les résultats (IAS 12)

Les retraitements apportés aux comptes annuels des sociétés consolidées afin de les mettre en harmonie avec les normes IAS, ainsi que les reports d'imposition dans le temps qui existent dans les comptes sociaux, dégagent des différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable. Une différence temporaire est également constatée dès lors que la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale.

Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés. Selon la méthode du report variable retenue par le groupe Mobilize Financial Services, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences temporaires. Au sein d'une même entité fiscale (société juridique, établissement ou groupe d'entités redevable de l'impôt auprès de l'administration fiscale), les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée, dès lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôts exigibles. Les actifs d'impôts différés sont dépréciés lorsque leur réalisation n'est pas probable.

Pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt différé est reconnu à hauteur des impôts de distribution dont le versement est anticipé par le groupe.

### 1.3.3.13 Engagements de retraite et assimilés (IAS 19)

Les régimes donnent lieu à la constitution de provisions et concernent : France, Suisse, Royaume-Uni, Corée du sud, Italie et Autriche.

#### Présentation des régimes

Le groupe Mobilize Financial Services a recours à différents types de régimes de retraite et avantages assimilés :

#### Régimes à prestations définies :

Ces régimes donnent lieu à la constitution de provisions et concernent :

- les indemnités de fin de carrière (France) ;
- les compléments de retraites : les principaux pays ayant recours à ce type de régime sont le Royaume-Uni et la Suisse ;
- les régimes légaux d'épargne : c'est le cas de l'Italie.

Les régimes à prestations définies sont parfois couverts par des fonds. Ces derniers font périodiquement l'objet d'une évaluation actuarielle par des actuaires indépendants. La valeur de ces fonds, lorsqu'ils existent, est déduite du passif.

Les filiales du groupe Mobilize Financial Services qui ont recours à des fonds de pension externes sont RCI Financial Services Ltd et RCI Finance SA.

#### Régimes à cotisations définies :

Le groupe verse, selon les lois et usages de chaque pays, des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux ou privés chargés des régimes de retraite et de prévoyance.

Ces régimes libèrent l'employeur de toutes obligations ultérieures, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Les paiements du groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils se rapportent.

#### Méthode d'évaluation des passifs relatifs aux régimes à prestations définies

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie et d'une durée correspondant à la durée moyenne estimée du régime évalué.

Les écarts actuariels résultant de révisions des hypothèses de calcul et des ajustements liés à l'expérience sont enregistrés en autres éléments du résultat global.

La charge nette de l'exercice, correspondant au coût des services rendus éventuellement majorée du coût des services passés, au coût lié à la désactualisation des provisions diminuées de la rentabilité des actifs du régime est constatée en résultat dans les charges de personnel.

Les détails par pays sont présentés dans les notes au bilan.

### 1.3.3.14 Conversion des comptes des sociétés étrangères

La monnaie de présentation du groupe est l'euro.

La monnaie fonctionnelle des sociétés étrangères est généralement leur monnaie locale. Dans les cas où la majorité des transactions est effectuée dans une monnaie différente de la monnaie locale, c'est cette monnaie qui est retenue.

Les comptes des sociétés étrangères du groupe sont établis dans leur monnaie fonctionnelle, leurs comptes étant ensuite convertis dans la monnaie de présentation du groupe de la manière suivante :

- les postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, qui sont maintenus au taux historique, sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de la période ; ce taux étant utilisé comme une valeur approchée du cours applicable aux transactions sous-jacentes, sauf cas de fluctuations significatives ;
- l'écart de conversion est inclus dans les capitaux propres consolidés et n'affecte pas le résultat.

Les écarts d'évaluation dégagés lors d'un regroupement avec une société étrangère sont traités comme des actifs et des passifs de l'entité acquise.

Lors de la cession d'une société étrangère, les différences de conversion sur ses actifs et passifs, constatées précédemment en capitaux propres, sont reconnues en résultat.

Pour déterminer si un pays est en hyperinflation, le groupe se réfère à la liste publiée par l'International Task Force de l'AICPA (American Institute of Certified Public Accountants). L'Argentine et la Turquie dans lequel le groupe Mobilize Financial Services exerce une activité significative figurent sur cette liste. Le référentiel IFRS, IAS 29 « Informations financières dans les économies hyperinflationnistes », impose une réévaluation des états financiers de l'année au cours de laquelle apparaît la situation d'hyperinflation. Celui-ci impose des retraitements dans les comptes individuels des sociétés concernées de façon à permettre la diffusion d'une information homogène. Ces états financiers individuels retraités sont ensuite incorporés dans les comptes consolidés du groupe. La monnaie étant en situation d'hyperinflation, son cours de conversion se dévalue ; les retraitements opérés dans les comptes locaux neutralisent partiellement, dans les comptes consolidés, les impacts de cette dévaluation. Pour les sociétés argentines une réévaluation a été faite dans le compte de résultat en fonction de l'indicateur IPC. La contrepartie des retraitements de réévaluation liée à l'hyperinflation argentine est présentée en résultat sur exposition inflation. L'effet de l'entité Turque sur la contribution aux comptes du groupe Mobilize Financial Services est présente dans la part du résultat des entreprises associées et co-entreprises.

### 1.3.3.15 Conversion des transactions en monnaie étrangère

Les opérations libellées dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité qui les réalise sont initialement converties et comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle au cours en vigueur à la date de ces transactions.

À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires exprimés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité sont convertis au cours de change à cette même date. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées dans le compte de résultat.

### 1.3.3.16 Les passifs financiers

Le groupe Mobilize Financial Services enregistre un passif financier constitué d'emprunts obligataires et assimilés, de titres de créances négociables, de titres émis dans le cadre des opérations de titrisation ainsi que de dettes auprès des établissements de crédit et de dépôts Épargne auprès de la clientèle.

Les éventuels frais d'émission et primes qui y sont rattachés sont étalés actuariellement selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'émission.

Lors de leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés à la juste valeur nette des coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur émission.

À chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture, les passifs financiers sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières ainsi calculées prennent en compte les frais d'émission et les primes d'émission ou de remboursement.

Les passifs faisant l'objet d'une couverture de juste valeur sont comptabilisés selon les principes exposés dans les règles et méthodes comptables au point : Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture.

Les programmes d'émission du groupe à moyen et long terme ne présentent pas de clause qui pourrait conduire à une exigibilité anticipée de la dette.

### 1.3.3.17 Émissions structurées et dérivés incorporés

Les émissions structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont adossées à des instruments dérivés qui viennent neutraliser le dérivé sous-jacent de façon à obtenir un passif synthétique à taux révisable.

Les seuls dérivés incorporés identifiés dans le groupe Mobilize Financial Services correspondent à des sous-jacents contenus dans des émissions structurées. Lorsque les dérivés incorporés ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, ils sont évalués et comptabilisés séparément à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont alors comptabilisées en compte de résultat. Après extraction du dérivé, l'émission structurée (contrat hôte) est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

Les émissions structurées sont ainsi associées à des swaps dont la branche active présente des caractéristiques strictement identiques à celles du dérivé incorporé, assurant sur le plan économique une couverture efficace. Néanmoins, les dérivés incorporés séparés du contrat hôte et les swaps associés aux émissions structurées sont comptablement réputés détenus à des fins de transaction.

### 1.3.3.18 Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

#### Risques

La gestion des risques financiers par le groupe Mobilize Financial Services (risque de taux, risque de change, risque de contrepartie et liquidité) est exposée au chapitre 'Les risques financiers' annexé au présent document.

Les instruments financiers dérivés sont contractés par le groupe Mobilize Financial Services dans le cadre de sa politique de gestion des risques de change et de taux. La comptabilisation des instruments financiers en tant qu'instruments de couverture dépend ensuite de leur éligibilité ou non à la comptabilité de couverture.

Les instruments financiers utilisés par le groupe Mobilize Financial Services peuvent être qualifiés de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs et passifs couverts. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeur des flux de trésorerie associés à des actifs ou des passifs existants ou futurs. Le groupe Mobilize Financial Services applique les dispositions d'IFRS 9 pour la désignation et le suivi de ses relations de couverture.

#### Évaluation

Les dérivés sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Par la suite, à chaque clôture, la juste valeur des dérivés est réestimée.

Celle-ci correspond, en application de la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur », au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif (valeur de sortie).

- La juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de devises est déterminée par actualisation des flux financiers, en utilisant les taux (change et intérêt) du marché à la date de clôture. Elle intègre par ailleurs la valorisation des effets « de base » des swaps de taux et change.
- Celle des dérivés de taux représente ce que le groupe recevrait (ou paierait) pour dénouer à la date de clôture les contrats en cours, en prenant en compte les plus ou moins-values latentes déterminées à partir des taux d'intérêts courants à la date de clôture.

#### Ajustement de crédit

Un ajustement comptable est constaté sur la valorisation des portefeuilles de dérivés de gré à gré à l'exclusion de ceux compensés en chambre au titre du risque de crédit des contreparties (ou CVA, Credit Valuation Adjustment) et du risque de crédit propre (ou DVA, Debit Valuation Adjustment).

L'exposition (EAD - Exposure At Default) est approximée par la valeur de marché (MTM) incrémentée ou diminuée d'un add-on, représentant le risque potentiel futur et en tenant compte des accords de compensation avec chaque contrepartie. Ce risque potentiel futur est estimé par utilisation de la méthode standard proposée par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, article 274).

La perte en cas de défaut (LGD - Loss Given Default) est estimée par défaut à 60 %.

La probabilité de défaut (PD) correspond à la probabilité de défaut associée aux CDS (Credit Default Swap) de chaque contrepartie. Dans certains pays, lorsque l'information n'est pas disponible, la probabilité de défaut est approchée avec celle du pays de la contrepartie.

#### Couverture de juste valeur

Le groupe Mobilize Financial Services a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de juste valeur (« fair value hedge ») à ses couvertures du risque de taux d'un passif à taux fixe et par un swap ou cross currency swap receveur fixe/payeur variable.



Cette comptabilité de couverture est appliquée sur la base d'une documentation de la relation de couverture à la date de mise en place et des résultats des tests d'efficacité des couvertures de juste valeur qui sont réalisés à chaque arrêt.

Les variations de valeurs des dérivés de couverture de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Pour les passifs financiers couverts en juste valeur, seule la composante couverte est évaluée et comptabilisée à la juste valeur. Les variations de valeur de la composante couverte sont comptabilisées en résultat. La fraction non couverte de ces passifs est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

En cas d'arrêt anticipé de la relation de couverture, le dérivé de couverture est qualifié d'actif ou de passif financé à la juste valeur par résultat l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti pour un montant égal à sa dernière évaluation en juste valeur.

### Couverture de flux de trésorerie

Le groupe Mobilize Financial Services a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de flux de trésorerie (« cash-flow hedge ») dans les cas suivants :

- couverture du risque de taux sur des passifs à taux variable par un swap receveur variable/payeur fixe ; permettant ainsi de les adosser aux actifs à taux fixe ;
- couverture du risque de taux sur des ensembles composés d'un passif à taux fixe et d'un swap payeur variable/receveur fixe par un swap payeur fixe/receveur variable ;
- couverture de flux futurs ou probables en devises.

Des tests d'efficacité des couvertures de flux de trésorerie sont réalisés à chaque arrêt pour s'assurer de l'éligibilité des opérations concernées à la comptabilité de couverture. Le groupe calcule un ratio de couverture pour s'assurer que les nominaux des couvertures n'excèdent pas les nominaux couverts. En ce qui concerne le deuxième type de couverture, le test pratiqué consiste à s'assurer que l'exposition au risque de taux liée aux actifs financiers non dérivés est bien réduite par les flux liés aux instruments dérivés utilisés en couverture.

Les variations de valeur de la part efficace des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées en capitaux propres, dans un compte spécifique de réserve de réévaluation.

### Instruments dérivés à la juste valeur par résultat

On retrouve dans ce poste les opérations non éligibles à la comptabilité de couverture et les opérations de couverture de change pour lesquelles le groupe Mobilize Financial Services n'a pas souhaité appliquer la comptabilité de couverture.

Les variations de valeur de ces dérivés sont comptabilisées en compte de résultat.

### 1.3.3.19 Secteurs opérationnels (IFRS 8)

Les informations sectorielles sont présentées dans les états financiers annuels, selon la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Le groupe Mobilize Financial Services a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses deux marchés de référence : la clientèle finale (Grand Public et Entreprises) et le Réseau de concessionnaires du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi. Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en termes de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de

méthodes commerciales et de communication. L'organisation du groupe a été aménagée pour être en parfaite cohérence avec ces deux clientèles, pour renforcer son rôle de pilotage et de support.

Conformément à la norme IFRS 8, la répartition par marché a donc été adoptée en tant que segmentation opérationnelle. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Les informations présentées sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité exécutif groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel » au sens de la norme IFRS 8.

Les contributions par marché sont ainsi analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Le Comité exécutif ayant décidé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 de suivre les précédentes activités Grand Public et Entreprises de manière consolidée (marché « Clientèle »), la répartition des secteurs opérationnels demandée par IFRS 8 a suivi la même segmentation.

L'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi. L'activité Clientèle recouvre l'ensemble des financements et services associés, autres que ceux du Réseau. Les résultats de chacun de ces deux segments de marché sont présentés séparément. Les activités de refinancement et de holding sont regroupées au sein des « Autres activités ».

Les activités de financements des ventes du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi sont regroupées.

| Activité                | Clientèle | Réseau |
|-------------------------|-----------|--------|
| Crédit                  | ✓         | ✓      |
| Location Financière     | ✓         | NA     |
| Location Opérationnelle | ✓         | NA     |
| Services                | ✓         | NA     |

### 1.3.3.20 Assurance

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par les contrats d'assurance émis par les sociétés d'assurance consolidées sont établis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 conformément à la norme IFRS 17.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du groupe et sont présentés dans les postes de même nature du bilan et du compte de résultat consolidé.

#### Actifs dédiés à l'assurance :

L'objectif premier de la stratégie d'investissement du groupe est de protéger et préserver ses actifs, avec toutes les décisions d'investissement à faire conformément au principe de la « personne prudente », tout en recherchant un retour adéquat afin de s'assurer que les investissements sont faits dans le meilleur intérêt des assurés.

À cet égard, le portefeuille d'investissement des activités d'assurance peut être considérée comme gérée de manière conservatrice car il est largement composé d'obligations corporate, souveraines et supranationales, les prêts à terme ainsi que les dépôts à vue. Le groupe a poursuivi la diversification de ses participations en obligations d'entreprises de qualité investment grade en privilégiant les émetteurs ayant un bilan ESG satisfaisant selon les critères "CDP - Carbon Disclosure Project (cf Note 4 Actifs Financiers).

01.

02.

03.

Il est à noter que les obligations et les prêts à terme sont détenus jusqu'à l'échéance conformément à la politique du groupe business model de « collecte ».

## Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance :

Se référer à la section 1.3.3.2 dédiée à la norme IFRS 17.

### Compte de résultat :

Les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance sont présentés au compte de résultat sous les rubriques « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités » uniquement pour les frais d'assurance gérés en externe.

Les autres éléments d'assurances émis par le groupe font l'objet de rubriques dédiées dans le compte de résultat (IFRS 17) et sont détaillés dans la note 16.

### Gestion du risque :

L'appétence du groupe au risque Assurance lié à l'activité des compagnies d'assurance est « Modéré ». En effet, l'activité assurance n'est pas le cœur de métier de Mobilize Financial Services, mais elle contribue significativement au résultat du groupe.

Le groupe a une gestion de « personne prudente » concernant les risques auxquels il pourrait être exposé dans ses activités d'assurance. Les risques principaux liés à cette activité sont les suivants :

#### Risques de souscription (risques techniques)

Les risques techniques regroupent les potentielles pertes liées à :

- une conception des produits, une définition des garanties défaillante,
- une tarification inadaptée,
- un non-respect des règles de souscription
- un profil de risque des assurés défavorable (structure par âge...),
- une dérive de la sinistralité sous-jacente,
- une hausse des annulations et rachats des contrats,
- une couverture de réassurance inadaptée.

Les risques souscrits (décès, invalidité/incapacité, chômage, perte totale du véhicule financé) sont sujets à une faible volatilité et sont assurés sur des durées courtes correspondant aux durées de financement. De plus la diversification des portefeuilles par zone géographique permet de réduire les risques. Le profil de risque est donc modéré. De plus, les produits d'assurance et leur distribution sont soumis à un processus de revue périodique conformément aux exigences réglementaires de surveillance et de gouvernance produit. Les indicateurs techniques sont en place pour monitorer la structure du portefeuille assuré, la sinistralité et les taux de rachat et ainsi d'identifier les éventuelles dérives.

#### Risque de liquidité

Les sociétés d'assurance n'ont pas de dettes financières. En effet, les principaux passifs financiers de la société découlent de dettes à court terme. L'exposition au risque de liquidité résulte principalement de la nécessité de régler les obligations futures

relatives aux provisions techniques d'assurance (ses engagements vis-à-vis des clients sont à plus d'un an) et autres dettes tels que l'impôt sur le revenu et autres sommes dues. Pour répondre à ces obligations, le groupe se fixe des critères très stricts d'analyse de sa liquidité sur la base d'une analyse actif-passif dans un scénario de run-off des portefeuilles d'assurance. Cette analyse est réactualisée chaque trimestre. De surcroît le groupe n'investit que dans des actifs très liquides renforçant le profil de sécurité.

Aucune exposition aux actifs non liquides tels que les actions, l'immobilier, participations, actifs non cotés...

#### Risque de contrepartie

Comme précisé plus haut, les sociétés d'assurance n'investissent que dans des actifs (dépôt bancaires, obligations souveraines, supra ou agences ou obligations d'entreprises) de qualité investment grade à faible risque de crédit.

#### Risque de taux d'intérêt

Avec l'introduction d'IFRS17, l'ensemble du bilan des compagnies d'assurance est désormais soumis au risque de taux d'intérêt ; les actifs financiers sont valorisés à la « Valeur de marché » (IFRS 9) tandis que les provisions techniques d'assurance au passif sont valorisées à la « juste valeur » (IFRS17). Les variations de courbe des taux amènent donc de la volatilité dans les états financiers. Toutefois cette volatilité est contenue et représente un impact économique limité. En effet, les actifs financiers sont à taux fixe et détenus jusqu'à leur maturité, les engagements d'assurances du portefeuille des contrats encours ont une maturité moyenne courte de l'ordre de 24 mois et la politique d'investissement repose sur une adéquation actif-passif. Les portefeuilles d'assurance ne comportent pas de contrats avec une participation aux bénéfices aux assurés.

De plus, le groupe ne s'appuie pas sur des refinancements externes pour les activités d'assurance.

L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un suivi détaillé dans le rapport ORSA « Own Risk & Solvency Assessment » des compagnies d'assurance. Il s'agit notamment de mesurer leur potentiel impact sur la solvabilité des compagnies d'assurance dans le cadre de la réalisation de stress-tests.

### 1.3.3.21 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte. Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Mobilize Financial Services. Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière et concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

### 1.3.4 Adaptation à l'environnement Économique et financier

Dans un environnement économique contrasté, le groupe Mobilize Financial Services maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

#### Liquidité

Le groupe Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base historique d'investisseurs obligataires en euros, de nouvelles zones de distribution ont été exploitées avec succès.

L'extension à huit ans des maturités maximales émises en Euro a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de durée. Par ailleurs le groupe accède aux marchés obligataires dans des devises multiples que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner son développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 vient compléter cette diversification et vient renforcer le ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR).

Le pilotage du risque de liquidité du groupe Mobilize Financial Services prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le Comité des risques du Conseil d'administration ;
- **refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement ;
- **réserve de liquidité** : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE ou de la Banque d'Angleterre, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité financier ;
- **prix de transfert** : Le refinancement des entités européennes du groupe est principalement assuré par la Trésorerie groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification ;
- **scénarios de stress** : Le Comité financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers ;

- **plan d'urgence** : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

#### Risque de crédit

L'environnement économique 2023 dans les principaux pays où opèrent Mobilize Financial Services Group a été stable hormis en Colombie où la forte inflation a fortement dégradé la capacité des ménages à rembourser leurs dettes. Ainsi, les dépréciations sur les crédits aux ménages colombiens a fortement augmenté pour le secteur bancaire. Cette situation explique pour Mobilize Financial Services Group la dégradation en 2023 du ratio des prêts non performants (encours en défaut) qui s'établit à 2,52% fin décembre 2023 contre 2,44% fin décembre 2022.

L'appétit au risque de crédit du Groupe MFS reste modéré et vise à maintenir une qualité des encours à la clientèle en adéquation avec la rentabilité du Groupe.

#### Rentabilité

Le groupe Mobilize Financial Services revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

#### Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des Comités financiers mensuels.

Les Comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales

#### Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie financière résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts bancaires à court terme auprès d'établissements bancaires de premier ordre, d'investissements dans des fonds monétaires, ou d'achats d'obligations (émises par des états, émetteurs supranationaux, agences gouvernementales ou des entreprises) dont la durée moyenne était inférieure à un an au 31 décembre 2023.

Tous ces investissements sont réalisés auprès de contreparties de qualité de crédit supérieure préalablement autorisées par le Comité Financier. Le groupe Mobilize Financial Services porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), le groupe Mobilize Financial Services investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an.

01.

02.

03.

En outre, RCI Banque S.A. a également investi dans un fonds dont les actifs sont constitués de titres de créances émis par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Son exposition moyenne au risque de crédit est de six ans avec une limite à neuf ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de deux ans.

Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés peuvent exposer l'entreprise à un risque de contrepartie. En Europe, où le groupe est soumis à la réglementation EMIR, les dérivés font l'objet de techniques de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral ou enregistrement en chambre de compensation. En dehors d'Europe, le groupe est attentif à la qualité de crédit des contreparties bancaires avec lesquelles il traite des dérivés.

## Environnement macroéconomique

Pour lutter contre l'inflation, les Banques Centrales ont poursuivi leurs politiques de resserrement monétaire au cours du premier semestre 2023. Au cours du second semestre 2023, constatant un reflux de l'inflation et une résilience des économies, les Banques Centrales ont mis fin au cycle de hausse des taux. Fin 2023, le cycle de politique monétaire entre dans une nouvelle phase avec l'éloignement du risque de récession, la montée des risques géopolitiques et budgétaires.

Aux États-Unis, face à la persistance des tensions inflationnistes et la robustesse du marché du travail, les hausses de taux directeurs se sont poursuivies jusqu'en juillet après avoir marqué une pause en juin (+100bps de hausse depuis décembre 2022, +525bps depuis janvier 2022).

En milieu de premier semestre, les marchés financiers ont connu une phase de volatilité et d'aversion au risque. Après une période de hausse des taux, certaines banques, qui détenaient des portefeuilles obligataires importants en moins-values latentes, présentaient un bilan fragilisé. Les autorités américaines ont mis en place des mesures de sauvetage pour protéger les déposants de ces établissements. Fin mai, l'amélioration des statistiques économiques (inflation et prix à la production en baisse, moins de tension sur le marché de l'emploi) a conduit la FED à laisser ses taux directeurs inchangés lors de sa réunion de juin.

Le deuxième semestre a été marqué par une accélération de la croissance de l'économie américaine (+4,9% de GDP au troisième trimestre, +2,9% sur un an), et une prise de conscience de l'ampleur des déficits des gouvernements (nouvelle crise sur le plafond de la dette et dégradation de la notation pays). Entre juillet et octobre, la hausse des taux longs a incité la FED à maintenir ses taux directeurs inchangés, estimant qu'ils produisent des effets équivalents à un resserrement monétaire. La solidité de l'économie US est confirmée par les données publiées en fin d'année et permettent à la FED de confirmer l'arrêt de la hausse des taux lors de la réunion de décembre. Les tensions inflationnistes s'apaisent (3,1% en novembre) tandis que le marché de l'emploi s'est normalisé. (Le chômage augmente à 3,9% en novembre contre 3,6% à fin juin et en moyenne annuelle. Les créations d'emplois ont baissé significativement à 150 000 au troisième trimestre contre 240 000 en moyenne en 2023). Les marchés ont réagi fortement à cette nouvelle orientation de politique monétaire. A fin décembre, ils anticipaient une réduction de 150bps au cours des 12 prochains mois et une première baisse dès mars 2024.

En Europe, la BCE a augmenté son taux directeur à chaque réunion des gouverneurs de février à septembre 2023 (+200bps entre décembre 2022 et septembre 2023, +450bps depuis le début du cycle de resserrement initié en juillet 2022) et a procédé à la réduction de son bilan à partir de début mars 2023 tel qu'annoncé en décembre 2022. Le portefeuille du programme d'achats d'actifs « APP » a été ainsi réduit de 15 milliards d'euros par mois en moyenne. Comme aux États Unis, les marchés européens ont connu une importante volatilité en milieu de semestre.

La recherche d'un équilibre entre stabilité des prix et stabilité financière a été la priorité de la BCE dans ses décisions de politique monétaire. A partir de septembre, la BCE a indiqué préférer maintenir ses taux hauts pendant longtemps pour continuer de lutter contre l'inflation et réduire les risques économiques. Les indicateurs économiques du deuxième semestre ont contrastés. L'inflation semble maîtrisée et est en forte baisse (+2,4% en novembre, +5,5% en juin vs +8,6% en janvier) mais l'économie montre des signes de faiblesse (PIB: +0,1% fin septembre vs +1,8% fin 2022). Lors de la dernière réunion de l'année, la BCE a décidé de réduire les réinvestissements du PEPP à partir du 2e semestre 2024 (-7,5 milliards d'euros en moyenne mensuelle) et d'interrompre complètement les réinvestissements à partir du 1er janvier 2025. A fin décembre les marchés anticipaient le maintien des taux au niveau actuel jusqu'au deuxième trimestre 2024 et une baisse de 160 bps sur d'ici fin 2024.

La Banque d'Angleterre (BoE), une des premières banques centrales à avoir enclenché le cycle de resserrement monétaire, a relevé son taux directeur de 175bps entre janvier et août 2023, le portant à 5,25%, soit une hausse totale de 515bps depuis le début du cycle de resserrement monétaire en décembre 2021. L'inflation reste élevée mais s'améliore nettement sur la fin d'année (3,9% en novembre, 8,9% en septembre contre 13,4% en janvier) et l'économie du Royaume Uni reste fragile (PIB à -0,1% au trimestre, -0,4% de consommation privée). A fin décembre le marché anticipait un maintien des taux actuels jusqu'au deuxième semestre 2024 et une baisse de 150bps sur un an.

Après avoir subi un écartement des taux courts au premier semestre, les taux souverains se sont écartés fortement sur les maturités longues au mois d'octobre puis sont revenus au niveau de début septembre en fin d'année. Les rendements des obligations allemandes à 2 ans ont progressé de 51bps au premier semestre et baissé de -28bps depuis le début de l'année (2,39% fin 2023 contre 2,67% début 2023). En parallèle, le taux des emprunts d'état allemands à 10 ans s'établit à 2,02% à fin décembre 2023 après avoir atteint un point haut à 3% mi-octobre (2,39% à fin juin et 2,44% début 2023). Les rendements des obligations US ont augmenté de 53bps sur le 2 ans et 14 bps sur le 10 ans depuis début 2023 et atteignent respectivement 4,25% et 3,88% fin décembre 2023 (contre 4,38% et 3,7% début 2023).

En dépit de quelques périodes de fortes baisses (mars et octobre 2023), les marchés actions ont continué leur reprise amorcée au quatrième trimestre 2022. L'Eurostoxx 50 et le S&P 500 progressent de +19% et +24,2% respectivement depuis le début de l'année. Après un épisode de volatilité en milieu de semestre au cours duquel l'index IBOXX Corporate Bond Euro a atteint un plus haut à 115,6 bp, l'indice s'établit à 91bps à fin décembre 2023, un niveau très proche de celui observé fin 2022.

### 1.3.5 Refinancement

Dans ce contexte, le groupe a émis l'équivalent de 3.9 milliards d'euros sur le marché obligataire en 2023 et a vu sa note de crédit réhaussée d'un cran par Moody's au cours du mois d'août. Il a notamment lancé son deuxième emprunt obligataire vert pour 750 M€. Le succès rencontré par cette opération démontre que la stratégie ESG du Groupe est appréciée par le marché et confirme l'engagement de Mobilize Financial Service dans la lutte contre le changement climatique. Le groupe a également émis 200 millions de francs suisses à 5 ans et cinq tranches de 750 M€ à respectivement 3, 3 1/2, 4, 5 et 6 ans.

Sur le marché de la titrisation, le groupe a placé deux opérations publiques au cours de l'année 2023. La première opération placée pour 719 M€ de titres adossés à des prêts automobiles accordés par sa succursale allemande. La deuxième opération émise pour 737 M€ de titres (dont 100 M€ auto-souscrits) adossés à des créances de Location avec Option d'Achat (LOA) automobiles octroyées par la filiale française. Les titrisations privées de prêts automobiles au Royaume-Uni, de leasing en Allemagne et de composante valeur résiduelle des contrats de LOA en France ont vu leur période revolving étendue pour une année supplémentaire. Leur montant a été augmenté pour atteindre 600 M€ au Royaume-Uni et de 400M€ en Allemagne et en 400 M€ en France.

L'activité de collecte d'épargne s'est montrée très dynamique et compétitive en termes de coût de la ressource collectée. Les dépôts ont permis d'atténuer l'impact de l'augmentation du coût des financements de marché, démontrant ainsi la pertinence de la stratégie de diversification des financements initiée il y a plus de 10 ans. Les encours d'épargne collectée ont progressé de 3,8 milliards d'euros depuis le début d'année pour s'établir à 28,2 milliards d'euros.

### 1.3.6 Exigences réglementaires

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la directive 2013/36/UE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD IV) et le règlement (UE)

Ces ressources, auxquelles s'ajoutent, sur le périmètre Europe, 4,4 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 5.4 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire des Banques Centrales, 4.6Md€ d'actifs hautement liquides (HQLA) permettent au groupe Mobilize Financial Services d'assurer le maintien des financements accordés à ses clients pendant plus de 12 mois sans accès à la liquidité extérieure. Au 31 décembre 2023, la réserve de liquidité du groupe Mobilize Financial Services (périmètre Europe) s'établit à 14.6 Md€.

La sensibilité globale au risque de taux de RCI Banque s'est maintenue en dessous de la limite de 70 M€ fixée par le groupe.

Au 31 décembre 2023, une hausse des taux parallèle <sup>(1)</sup> aurait un impact sur la marge nette d'intérêts (MNI) du groupe de -4,5 M€ avec la contribution par devise suivante :

|                     |                    |
|---------------------|--------------------|
| / -5.4 M€ en EUR ;  | / -1.3 M€ en GBP ; |
| / +0.2 M€ en CHF ;  | / -0.6 M€ en PLN ; |
| / + 0,7 M€ en MAD ; | / +0,2 M€ en COP ; |

La somme des valeurs absolues des sensibilités à un choc de taux parallèle <sup>(1)</sup> dans chaque devise s'élève à 10,9 M€.

La position de change transactionnelle <sup>(2)</sup> consolidée du groupe RCI Banque atteint 17,9 M€ à fin décembre.

575/2013, le groupe Mobilize Financial Services est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier). Au 31 décembre 2023, les ratios calculés ne mettent pas en évidence un non-respect des exigences réglementaires.

1) Depuis 2021 et en conformité avec les orientations de IEBA (Guidelines IRRBB), l'amplitude des chocs de taux est fonction de la devise. Au 30 juin 2023, les chocs de taux appliqués pour chaque devise ont été de : + 100 bps pour EUR, CHF, DKK et MAD; + 150 bps pour SEK et GBP; + 200 bps pour CZK; + 250 bps pour HUF; + 300 bps pour le RON, COP, PLN et BRL; + 350 bps pour le BRL; + 500 bps pour ARS et RUB.

2) Position de change excluant les titres de participations au capital des filiales.

## 1.3.7 Notes sur les comptes consolidés

|                |   |    |                |  |    |
|----------------|---|----|----------------|--|----|
| <b>NOTE 1</b>  | Secteurs opérationnels  | 37 | <b>NOTE 14</b> | Titrisation  | 54 |
|                | 1.1 Segmentation par marché   | 37 | <b>NOTE 15</b> | Comptes de régularisation et passifs divers  | 56 |
|                | 1.2 Segmentation géographique   | 38 | <b>NOTE 16</b> | Passif sur contrats d'assurance émis   | 56 |
| <b>NOTE 2</b>  | Caisse et Banques centrales   | 39 | <b>NOTE 17</b> | Provisions   | 61 |
| <b>NOTE 3</b>  | Instruments dérivés de couverture   | 39 | <b>NOTE 18</b> | Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie  | 63 |
| <b>NOTE 4</b>  | Actifs financiers   | 41 | <b>NOTE 19</b> | Dettes subordonnées  | 63 |
| <b>NOTE 5</b>  | Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit                       | 41 | <b>NOTE 20</b> | Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir  | 64 |
| <b>NOTE 6</b>  | Opérations avec la clientèle et assimilées  | 42 | <b>NOTE 21</b> | Ventilation des flux futurs contractuels par échéance  | 65 |
|                | 6.1 Opérations avec la clientèle  | 42 | <b>NOTE 22</b> | Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13) et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur | 66 |
|                | 6.2 Opérations de location financière   | 43 | <b>NOTE 23</b> | Accords de compensation et autres engagements similaires   | 68 |
|                | 6.3 Opérations de location opérationnelle   | 44 | <b>NOTE 24</b> | Engagements donnés   | 68 |
|                | 6.4 Exposition maximale au risque de crédit sur la qualité des créances jugées saines   | 44 | <b>NOTE 25</b> | Engagements reçus  | 69 |
|                | 6.5 Valeurs résiduelles en risque porté par le groupe Mobilize Financial Services       | 44 | <b>NOTE 26</b> | Exposition au risque de change   | 69 |
| <b>NOTE 7</b>  | Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité                     | 45 | <b>NOTE 27</b> | Intérêts et produits assimilés   | 70 |
|                | 7.1 Ventilation des opérations avec la clientèle par buckets et zones géographiques     | 47 | <b>NOTE 28</b> | Intérêts et charges assimilées   | 71 |
|                | 7.2 Variation des opérations avec la clientèle  | 48 | <b>NOTE 29</b> | Commissions  | 71 |
|                | 7.3 Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle                        | 48 | <b>NOTE 30</b> | Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat  | 72 |
| <b>NOTE 8</b>  | Comptes de régularisation et actifs divers  | 48 | <b>NOTE 31</b> | Produits et charges nets des autres activités  | 72 |
| <b>NOTE 9</b>  | Participations dans les entreprises associées et coentreprises                          | 49 | <b>NOTE 32</b> | Charges générales d'exploitation et des effectifs  | 73 |
| <b>NOTE 10</b> | Immobilisations corporelles et incorporelles  | 49 | <b>NOTE 33</b> | Coût du risque par catégorie de clientèle  | 74 |
| <b>NOTE 11</b> | Goodwill  | 50 | <b>NOTE 34</b> | Impôts sur les bénéfices   | 75 |
| <b>NOTE 12</b> | Passifs financiers à la juste valeur par résultat                                       | 50 | <b>NOTE 35</b> | Événements postérieurs à la clôture  | 76 |
| <b>NOTE 13</b> | Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre | 50 |                |  |    |
|                | 13.1 Banques centrales  | 50 |                |  |    |
|                | 13.2 Dettes envers les établissements de crédit   | 51 |                |  |    |
|                | 13.3 Dettes envers la clientèle   | 51 |                |  |    |
|                | 13.4 Dettes représentées par un titre   | 52 |                |  |    |
|                | 13.5 Ventilation des dettes par méthode d'évaluation                                    | 52 |                |  |    |
|                | 13.6 Ventilation de l'endettement par taux avant dérivés                                | 53 |                |  |    |
|                | 13.7 Ventilation de l'endettement par durée restant à courir                            | 53 |                |  |    |

## NOTE 1 Secteurs opérationnels

### 1.1 Segmentation par marché

| En millions d'euros          | Clientèle | Réseau | Autres | Total 12/2023 |
|------------------------------|-----------|--------|--------|---------------|
| Encours productif moyen      | 39 195    | 10 488 |        | 49 683        |
| Actif productif moyen        | 40 684    | 10 488 |        | 51 172        |
| Produit net bancaire         | 1 543     | 342    | 76     | 1 961         |
| Résultat brut d'exploitation | 999       | 278    | (28)   | 1 249         |
| Résultat d'exploitation      | 838       | 287    | (29)   | 1 096         |
| Résultat avant impôts        | 778       | 286    | (30)   | 1 034         |

| En millions d'euros          | Clientèle | Réseau | Autres | Total 12/2022 |
|------------------------------|-----------|--------|--------|---------------|
| Encours productif moyen      | 36 936    | 6 443  |        | 43 379        |
| Actif productif moyen        | 38 283    | 6 443  |        | 44 726        |
| Produit net bancaire         | 1 557     | 215    | 244    | 2 016         |
| Résultat brut d'exploitation | 1 033     | 160    | 185    | 1 378         |
| Résultat d'exploitation      | 817       | 181    | 185    | 1 183         |
| Résultat avant impôts        | 662       | 181    | 182    | 1 025         |

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe Mobilize Financial Services provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe Mobilize Financial Services tels que présentés aux notes 6 et 7 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées/ Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

01.

02.

03.

## 1.2 Segmentation géographique

| En millions d'euros             | Année       | Encours net à fi <sup>(1)</sup> | dont Encours Clientèle net à fi <sup>(1)</sup> | dont Encours Réseaux net à fi |
|---------------------------------|-------------|---------------------------------|--|-------------------------------|
| <b>Europe</b>                   | <b>2023</b> | <b>50 466</b>                   | <b>39 588</b>                                  | <b>10 878</b>                 |
|                                 | 2022        | 45 125                          | 35 387   | 9 738                         |
| dont Allemagne                  | <b>2023</b> | <b>8 676</b>                    | <b>7 362</b>                                   | <b>1 315</b>                  |
|                                 | 2022        | 7 981                           | 6 803  | 1 178                         |
| dont Espagne                    | <b>2023</b> | <b>4 421</b>                    | <b>3 574</b>                                   | <b>847</b>                    |
|                                 | 2022        | 3 883                           | 3 204  | 679                           |
| dont France                     | <b>2023</b> | <b>18 282</b>                   | <b>14 000</b>                                  | <b>4 282</b>                  |
|                                 | 2022        | 17 264                          | 12 711   | 4 553                         |
| dont Italie                     | <b>2023</b> | <b>6 863</b>                    | <b>5 649</b>                                   | <b>1 215</b>                  |
|                                 | 2022        | 5 752                           | 4 942  | 810                           |
| dont Royaume-Uni                | <b>2023</b> | <b>6 325</b>                    | <b>5 287</b>                                   | <b>1 038</b>                  |
|                                 | 2022        | 5 302                           | 4 383  | 919                           |
| dont Autres pays <sup>(2)</sup> | <b>2023</b> | <b>5 899</b>                    | <b>3 716</b>                                   | <b>2 183</b>                  |
|                                 | 2022        | 4 943                           | 3 344  | 1 599                         |
| <b>Afrique - Moyen-Orient</b>   | <b>2023</b> | <b>527</b>                      | <b>377</b>                                     | <b>151</b>                    |
|                                 | 2022        | 505                             | 369  | 136                           |
| <b>Asie - Pacifique</b>         | <b>2023</b> | <b>834</b>                      | <b>823</b>                                     | <b>11</b>                     |
|                                 | 2022        | 1 255                           | 1 242  | 13                            |
| dont Corée du Sud               | <b>2023</b> | <b>834</b>                      | <b>823</b>                                     | <b>11</b>                     |
|                                 | 2022        | 1 255                           | 1 242  | 13                            |
| <b>Amérique</b>                 | <b>2023</b> | <b>2 868</b>                    | <b>2 267</b>                                   | <b>601</b>                    |
|                                 | 2022        | 2 607                           | 2 065  | 542                           |
| dont Argentine                  | <b>2023</b> | <b>100</b>                      | <b>34</b>                                      | <b>66</b>                     |
|                                 | 2022        | 213                             | 101  | 112                           |
| dont Brésil                     | <b>2023</b> | <b>1 935</b>                    | <b>1 450</b>                                   | <b>485</b>                    |
|                                 | 2022        | 1 694                           | 1 324  | 370                           |
| dont Colombie                   | <b>2023</b> | <b>833</b>                      | <b>783</b>                                     | <b>50</b>                     |
|                                 | 2022        | 700                             | 640  | 60                            |
| <b>TOTAL GROUPE RCI BANQUE</b>  | <b>2023</b> | <b>54 695</b>                   | <b>43 054</b>                                  | <b>11 641</b>                 |
|                                 | 2022        | 49 492                          | 39 063   | 10 429                        |

(1) Y compris opérations de location opérationnelle.

(2) Belgique, Pays-Bas, Suisse, Autriche, Suède, Hongrie, Malte, Pologne, République Tchèque, Slovénie, Slovaquie, Croatie, Irlande, Portugal, Roumanie.

Les produits provenant des clients externes sont affectés aux différents pays en fonction du pays d'appartenance de chacune des entités. En effet, chaque entité n'enregistre que des produits provenant de clients résidents dans le même pays que l'entité.



## NOTE 2 Caisse et Banques centrales

| En millions d'euros                           | 12/2023      | 12/2022      |
|---|--------------|--------------|
| <b>CAISSE ET BANQUES CENTRALES</b>            | <b>4 729</b> | <b>5 836</b> |
| Caisse et Banques centrales                   | 4 728        | 5 836        |
| Créances rattachées                           | 1            |              |
| <b>CRÉANCES À TERME SUR BANQUES CENTRALES</b> | <b>4</b>     | <b>38</b>    |
| Créances rattachées                           | 4            | 38           |
| <b>TOTAL DES CAISSE ET BANQUES CENTRALES</b>  | <b>4 733</b> | <b>5 874</b> |

## NOTE 3 Instruments dérivés de couverture

| En millions d'euros   | 12/2023    |            | 12/2022    |            |
|---|------------|------------|------------|------------|
|   | Actif      | Passif     | Actif      | Passif     |
| Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur | 44         | 196        |            | 315        |
| Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs | 181        | 93         | 329        | 7          |
| <b>TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE</b>                    | <b>225</b> | <b>289</b> | <b>329</b> | <b>322</b> |

Les instruments dérivés non qualifiés d'instruments de couverture ont été reclassés en tant qu'actifs financiers à la juste valeur par résultat

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe Mobilize Financial Services dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

L'impact de la variation de juste valeur des dérivés utilisés en couverture de flux de trésorerie est de -166 M€ en 2023. Cet impact expliqué par l'amortissement des swaps réalisés en 2022 compensé partiellement par les hausses des taux constatés en 2023 est inclus dans le poste Opérations de couverture de flux de trésorerie de l'état de résultat global consolidé.

Les instruments dérivés qualifiés dans des relations de couverture de flux de trésorerie sont adossés à des dettes à taux variable et à des ensembles agrégés composés d'une dette à taux fixe et d'un swap de taux d'intérêt payeur variable.

### Variation de la réserve de réévaluation des instruments financiers de couvertures de flux de trésorerie

| En millions d'euros                                | Couvertures de flux de trésorerie | Échéancier de transfert en résultat de la réserve de couverture de flux de trésorerie |              |           |
|--|-----------------------------------|---|--------------|-----------|
|  |                                   | < à 1 an  | de 1 à 5 ans | > à 5 ans |
| <b>Solde au 31 décembre 2021</b>                   | <b>16</b>                         | <b>1</b>  | <b>15</b>    |           |
| Variation de juste valeur en capitaux propres      | 198                               |   |              |           |
| Transfert en résultat net d'impôt sur les sociétés | 4                                 |   |              |           |
| <b>Solde au 31 décembre 2022</b>                   | <b>218</b>                        | <b>15</b>   | <b>203</b>   |           |
| Variation de juste valeur en capitaux propres      | (46)                              |   |              |           |
| Transfert en résultat net d'impôt sur les sociétés | (119)                             |   |              |           |
| <b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2023</b>                   | <b>53</b>                         | <b>28</b>   | <b>25</b>    |           |

Le tableau ci-dessus indique pour les couvertures de flux de trésorerie, les périodes au cours desquelles RCI Banque SA s'attend à ce que les flux de trésorerie interviennent et influent sur le résultat.

La variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie résulte d'une part de la variation de la juste valeur des instruments de couverture portée en capitaux propres, ainsi que du transfert en résultat de la période selon le même rythme que l'élément couvert.

**Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion**

| En millions d'euros                     | < 1 an | de 1 à 5 ans | > 5 ans | Total 12/2023 | Dt entreprises liées |
|---|--------|--------------|---------|---------------|----------------------|
| <b>COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE</b>   |        |              |         |               |                      |
| <b>Opérations de change à terme</b>     |        |              |         |               |                      |
| Ventes                                  | 1 619  |              |         | 1 619         |                      |
| Achats                                  | 1 561  |              |         | 1 561         |                      |
| <b>Opérations de change au comptant</b> |        |              |         |               |                      |
| Prêts                                   | 1      |              |         | 1             |                      |
| Emprunts                                | 1      |              |         | 1             |                      |
| <b>Opérations de swap de devises</b>    |        |              |         |               |                      |
| Prêts                                   | 82     | 93           |         | 175           |                      |
| Emprunts                                | 84     | 91           |         | 175           |                      |
| <b>COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX</b>     |        |              |         |               |                      |
| <b>Opérations de swap de taux</b>       |        |              |         |               |                      |
| Prêteurs                                | 9 407  | 11 451       | 500     | 21 358        |                      |
| Emprunteurs                             | 9 407  | 11 451       | 500     | 21 358        |                      |

| En millions d'euros                     | < 1 an | de 1 à 5 ans | > 5 ans | Total 12/2022 | Dt entreprises liées |
|---|--------|--------------|---------|---------------|----------------------|
| <b>COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE</b>   |        |              |         |               |                      |
| <b>Opérations de change à terme</b>     |        |              |         |               |                      |
| Ventes                                  | 1 489  |              |         | 1 489         |                      |
| Achats                                  | 1 451  |              |         | 1 451         |                      |
| <b>Opérations de change au comptant</b> |        |              |         |               |                      |
| Prêts                                   | 1      |              |         | 1             |                      |
| Emprunts                                | 1      |              |         | 1             |                      |
| <b>Opérations de swap de devises</b>    |        |              |         |               |                      |
| Prêts                                   | 122    | 136          |         | 258           |                      |
| Emprunts                                | 122    | 137          |         | 259           |                      |
| <b>COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX</b>     |        |              |         |               |                      |
| <b>OPÉRATIONS DE SWAP DE TAUX</b>       |        |              |         |               |                      |
| Prêteurs                                | 11 172 | 12 628       | 250     | 24 050        |                      |
| Emprunteurs                             | 11 172 | 12 628       | 250     | 24 050        |                      |

## NOTE 4 Actifs financiers

| En millions d'euros  | 12/2023    | 12/2022    |
|--|------------|------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES (**)</b> | <b>483</b> | <b>521</b> |
| Effets publics et valeurs assimilées                                 | 322        | 401        |
| Obligations et autres titres à revenus fi es                         | 161        | 119        |
| Participations dans les sociétés non consolidées                     |            | 1          |
| <b>ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT</b>              | <b>143</b> | <b>224</b> |
| Titres à revenus variables   | 41         | 36         |
| Obligations et autres titres à revenus fi es                         | 72         | 71         |
| Participations dans les sociétés non consolidées                     | 3          | 12         |
| Instruments dérivés de taux  | 23         | 91         |
| Instruments dérivés de change  | 4          | 14         |
| <b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS (*)</b>                               | <b>626</b> | <b>745</b> |
| (*) Dont entreprises liées   | 3          | 13         |
| (**) Dont actifs financiers dédiés à l'assurance                     | 202        | 180        |

Dans le cadre de la couverture des dépôts à vue modélisés à taux variable (Dépôts et TLTRO), le groupe Mobilize Financial Services a mis en place des dérivés de taux non qualifiés comptablement de dérivés de couverture selon les dispositions d'IFRS 9. En conséquence, ces dérivés de couverture économique sont classés en actifs financiers ou passifs

financiers à la juste valeur par résultat. Le produit net bancaire a été impacté par un effet de valorisation de ces swaps représentant une perte de - 84 M€ en 2023. Cet impact est expliqué par l'amortissement des swaps mis en place en 2022 qui avaient alors bénéficié de la hausse des taux.

## NOTE 5 Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

| En millions d'euros   | 12/2023      | 12/2022      |
|---|--------------|--------------|
| <b>CRÉANCES À VUE SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>                  | <b>1 390</b> | <b>1 638</b> |
| Comptes ordinaires débiteurs  | 1 359        | 1 589        |
| Prêts au jour le jour   | 31           | 49           |
| <b>CRÉANCES À TERME SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>                | <b>149</b>   | <b>52</b>    |
| Comptes et prêts à terme en bucket 1                                    | 143          | 27           |
| Comptes et prêts à terme en bucket 2                                    | 6            | 25           |
| <b>TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (*)</b> | <b>1 539</b> | <b>1 690</b> |
| (*) Dont entreprises liées  | 3            | 2            |

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds commun de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élevaient à 888 M€ à décembre 2023 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Les opérations de prêt au jour le jour avec la Banque Centrale figurent dans la rubrique « Caisse, Banques Centrales ».

## NOTE 6 Opérations avec la clientèle et assimilées

| En millions d'euros                                     | 12/2023       | 12/2022       |
|---|---------------|---------------|
| <b>PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE</b>               | <b>53 851</b> | <b>48 631</b> |
| Opérations avec la clientèle                            | 36 919        | 33 901        |
| Opérations de location financière                       | 16 932        | 14 730        |
| <b>OPÉRATIONS DE LOCATION OPÉRATIONNELLE</b>            | <b>1 564</b>  | <b>1 383</b>  |
| <b>TOTAL OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE ET ASSIMILÉES</b> | <b>55 415</b> | <b>50 014</b> |

La valeur brute des encours restructurés (y compris le non-performing), suite à l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés

financières, s'élève à 225 M€ au 31 décembre 2023 contre 238 M€ au 31 décembre 2022. Elle est dépréciée à hauteur de 64 M€ au 31 décembre 2023 contre 78 M€ au 31 décembre 2022.

### 6.1 Opérations avec la clientèle

| En millions d'euros  | 12/2023       | 12/2022       |
|--|---------------|---------------|
| <b>CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE</b>                                 | <b>37 203</b> | <b>34 046</b> |
| Affacturation saine  | 347           | 217           |
| Affacturation dégradée depuis l'origination                      | 4             | 7             |
| Autres créances commerciales saines                              | 6             | 3             |
| Autres crédits sains à la clientèle                              | 33 664        | 31 038        |
| Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination      | 1 838         | 1 729         |
| Comptes ordinaires débiteurs sains                               | 577           | 375           |
| Créances en défaut   | 767           | 677           |
| <b>CRÉANCES RATTACHÉES SUR CLIENTÈLE</b>                         | <b>114</b>    | <b>80</b>     |
| Autres crédits à la clientèle en non défaut                      | 46            | 41            |
| Comptes ordinaires débiteurs en non défaut                       | 65            | 36            |
| Créances en défaut   | 3             | 3             |
| <b>ÉLÉMENTS INTÉGRÉS AU COÛT AMORTI SUR CRÉANCES CLIENTÈLE</b>   | <b>393</b>    | <b>560</b>    |
| Étalement des frais de dossiers et divers                        | (30)          | (59)          |
| Étalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau | (414)         | (265)         |
| Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires    | 837           | 884           |
| <b>DÉPRÉCIATION DES CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE</b>                | <b>(791)</b>  | <b>(785)</b>  |
| Dépréciation sur créances saines                                 | (137)         | (151)         |
| Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination         | (113)         | (110)         |
| Dépréciation des créances en défaut                              | (450)         | (409)         |
| Dépréciation de la valeur résiduelle                             | (91)          | (115)         |
| <b>TOTAL NET DES CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE</b>                   | <b>36 919</b> | <b>33 901</b> |

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par le Groupe Renault et les marques Nissan et Mitsubishi. La dépréciation de la Valeur résiduelle concerne le crédit (en risque porté et non porté).

## 6.2 Opérations de location financière

| En millions d'euros   | 12/2023       | 12/2022       |
|---|---------------|---------------|
| <b>CRÉANCES SUR OPÉRATIONS DE LOCATION FINANCIÈRE</b>                         | <b>17 206</b> | <b>14 878</b> |
| Crédit-bail et location longue durée contrats sains                           | 15 065        | 13 029        |
| Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination   | 1 722         | 1 512         |
| Créances en défaut  | 419           | 337           |
| <b>CRÉANCES RATTACHÉES SUR OPÉRATIONS DE LOCATION FINANCIÈRE</b>              | <b>8</b>      | <b>8</b>      |
| Crédit-bail et location longue durée en non défaut                            | 7             | 7             |
| Créances en défaut  | 1             | 1             |
| <b>ÉLÉMENTS INTÉGRÉS AU COÛT AMORTI SUR OPÉRATIONS DE LOCATION FINANCIÈRE</b> | <b>47</b>     | <b>162</b>    |
| Étalement des frais de dossiers et divers                                     | 6             | 28            |
| Étalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau              | (379)         | (229)         |
| Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires                 | 420           | 363           |
| <b>DÉPRÉCIATION DES CRÉANCES SUR OPÉRATIONS DE LOCATION FINANCIÈRE</b>        | <b>(329)</b>  | <b>(318)</b>  |
| Dépréciation sur créances saines  | (66)          | (79)          |
| Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination                      | (73)          | (75)          |
| Dépréciation des créances en défaut   | (189)         | (163)         |
| Dépréciation de la valeur résiduelle  | (1)           | (1)           |
| <b>TOTAL NET DES CRÉANCES SUR OPÉRATIONS DE LOCATION FINANCIÈRE</b>           | <b>16 932</b> | <b>14 730</b> |

### Rapprochement entre l'investissement brut dans les contrats de location financière à la date de clôture et la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir

| En millions d'euros  | < 1 an       | de 1 à 5 ans  | > 5 ans   | Total 12/2023 |
|--|--------------|---------------|-----------|---------------|
| Location financière e - Investissement net   | 6 641        | 10 577        | 43        | 17 261        |
| Location financière e - Intérêts futurs à recevoir   | 677          | 767           | 7         | 1 451         |
| <b>LOCATION FINANCIÈRE - INVESTISSEMENT BRUT</b>   | <b>7 318</b> | <b>11 344</b> | <b>50</b> | <b>18 712</b> |
| Valeur résiduelle garantie revenant au groupe RCI Banque   | 4 417        | 7 310         | 1         | 11 728        |
| • Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées  | 2 118        | 2 451         |           | 4 569         |
| Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17) | 5 200        | 8 893         | 50        | 14 143        |

| En millions d'euros  | < 1 an       | de 1 à 5 ans | > 5 ans   | Total 12/2022 |
|--|--------------|--------------|-----------|---------------|
| Location financière e - Investissement net   | 6 504        | 8 505        | 39        | 15 048        |
| Location financière e - Intérêts futurs à recevoir   | 489          | 487          | 15        | 991           |
| <b>LOCATION FINANCIÈRE - INVESTISSEMENT BRUT</b>   | <b>6 993</b> | <b>8 992</b> | <b>54</b> | <b>16 039</b> |
| Valeur résiduelle garantie revenant au groupe RCI Banque   | 4 950        | 5 054        | 1         | 10 005        |
| • Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées  | 2 823        | 2 069        |           | 4 892         |
| Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17) | 4 170        | 6 923        | 54        | 11 147        |

## 6.3 Opérations de location opérationnelle

| En millions d'euros  | 12/2023      | 12/2022      |
|--|--------------|--------------|
| <b>IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION</b>                     | <b>1 595</b> | <b>1 402</b> |
| Valeur brute des immobilisations données en location           | 2 433        | 2 148        |
| Amortissements sur immobilisations données en location         | (838)        | (746)        |
| <b>CRÉANCES SUR OPÉRATIONS DE LOCATION OPÉRATIONNELLE</b>      | <b>17</b>    | <b>19</b>    |
| Créances saines et dégradées depuis l'origine                  | 13           | 12           |
| Créances en défaut   | 13           | 13           |
| Produits et charges restant à étaler                           | (9)          | (6)          |
| <b>DÉPRÉCIATION DES OPÉRATIONS DE LOCATION OPÉRATIONNELLE</b>  | <b>(48)</b>  | <b>(38)</b>  |
| Dépréciation des créances en défaut                            | (8)          | (9)          |
| Dépréciation de la valeur résiduelle                           | (40)         | (29)         |
| <b>TOTAL NET DES OPÉRATIONS DE LOCATION OPÉRATIONNELLE (*)</b> | <b>1 564</b> | <b>1 383</b> |
| (*) Dont entreprises liées.                                    | (3)          | (1)          |

### Montant des paiements futurs minimaux à recevoir au titre des contrats de location opérationnelle non résiliables

| En millions d'euros | 12/2023    | 12/2022    |
|---------------------|------------|------------|
| Inférieur à 1 an    | 109        | 79         |
| De 1 an à 5 ans     | 428        | 255        |
| Supérieur à 5 ans   | 100        | 304        |
| <b>TOTAL</b>        | <b>637</b> | <b>638</b> |

## 6.4 Exposition maximale au risque de crédit sur la qualité des créances jugées saines

L'exposition consolidée maximale au risque de crédit s'établit à 67 102 M€ au 31 décembre 2023 contre 63 350 M€ au 31 décembre 2022. Cette exposition comprend principalement les encours nets de financement des ventes, débiteurs divers et

produits dérivés actifs ainsi que les engagements de financement irrévocables présents au hors-bilan consolidé du groupe Mobilize Financial Services (cf. note 25 Engagements reçus).

### Montant des créances échues

| En millions d'euros              | 12/2023    | dont non défaut (1) | 12/2022    | dont non défaut (1) |
|----------------------------------|------------|---------------------|------------|---------------------|
| Depuis 0 à 3 mois                | 680        | 461                 | 611        | 362                 |
| Depuis 3 à 6 mois                | 71         |                     | 57         |                     |
| Depuis 6 mois à 1 an             | 74         |                     | 59         |                     |
| Depuis plus de 1 an              | 54         |                     | 48         |                     |
| <b>TOTAL DES CRÉANCES ÉCHUES</b> | <b>879</b> | <b>461</b>          | <b>775</b> | <b>362</b>          |

(1) Ne comprend que les créances de financement des ventes non classées en Bucket 3.

Les risques sur la qualité des crédits de la clientèle font l'objet d'une évaluation (par système de score) et d'un suivi par type d'activité (Clientèle et Réseau). À la date de clôture des comptes, aucun élément ne remet en cause la qualité de crédit des créances de financement des ventes non échues et non dépréciées.

Par ailleurs, il n'existe pas de concentration de risques significative au sein de la clientèle du Financement des ventes au regard des dispositions réglementaires.

Le montant des garanties détenues sur les créances douteuses ou incidentées est de 916 M€ au 31 décembre 2023 contre 784 M€ au 31 décembre 2022.

## 6.5 Valeurs résiduelles en risque porté par le groupe Mobilize Financial Services

Le montant total de l'exposition au risque sur valeurs résiduelles porté en propre par le groupe Mobilize Financial Services (hors expositions sur batteries et expositions au risque résiliation anticipée) s'élève à 3 356 M€ au 31 décembre 2023 contre 2 506 M€ au 31 décembre 2022. Cette exposition est provisionnée à hauteur de 74 M€ au 31 décembre 2023

contre 56 M€ au 31 décembre 2022 pour la provision valeur résiduelle des véhicules en risque portée hors risque batterie et hors risque sur Voluntary Termination (concerne pour l'essentiel le Royaume-Uni). La provision pour valeur résiduelle en risque porté, est une provision qui couvre la perte de valeur portée par le groupe Mobilize Financial Services à la revente d'un véhicule.

**NOTE 7** Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

| En millions d'euros  | Clientèle      | Réseau        | Autres     | Total 12/2023  |
|--|----------------|---------------|------------|----------------|
| <b>VALEUR BRUTE</b>  | <b>44 182</b>  | <b>11 679</b> | <b>722</b> | <b>56 583</b>  |
| Créances saines  | 39 651         | 11 430        | 720        | 51 801         |
| <i>En % du total des créances</i>  | 89,7%          | 97,9%         | 99,7%      | 91,5%          |
| Créances dégradées depuis l'origination  | 3 394          | 185           |            | 3 579          |
| <i>En % du total des créances</i>  | 7,7%           | 1,6%          |            | 6,3%           |
| Créances en défaut   | 1 137          | 64            | 2          | 1 203          |
| <i>En % du total des créances</i>  | 2,6%           | 0,5%          | 0,3%       | 2,1%           |
| <b>DÉPRÉCIATION</b>  | <b>(1 128)</b> | <b>(38)</b>   | <b>(2)</b> | <b>(1 168)</b> |
| Dépréciation créances saines   | (316)          | (18)          | (1)        | (335)          |
| <i>En % du total des dépréciations</i>   | 28,0%          | 47,4%         | 50,0%      | 28,7%          |
| Dépréciation créances dégradées depuis l'origination                             | (183)          | (3)           |            | (186)          |
| <i>En % du total des dépréciations</i>   | 16,2%          | 7,9%          |            | 15,9%          |
| Dépréciation créances en défaut  | (629)          | (17)          | (1)        | (647)          |
| <i>En % du total des dépréciations</i>   | 55,8%          | 44,7%         | 50,0%      | 55,4%          |
| Taux de couverture   | 2,6%           | 0,3%          | 0,3%       | 2,1%           |
| <i>Créances saines</i>   | 0,8%           | 0,2%          | 0,1%       | 0,6%           |
| <i>Créances dégradées depuis l'origination</i>                                   | 5,4%           | 1,6%          |            | 5,2%           |
| <i>Créances en défaut</i>  | 55,3%          | 26,6%         | 50,0%      | 53,8%          |
| <b>TOTAL DES VALEURS NETTES (*)</b>  | <b>43 054</b>  | <b>11 641</b> | <b>720</b> | <b>55 415</b>  |
| (*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées) | (2)            | 276           | 379        | 653            |

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

| En millions d'euros  | Clientèle      | Réseau        | Autres     | Total 12/2022  |
|--|----------------|---------------|------------|----------------|
| <b>VALEUR BRUTE</b>  | <b>40 154</b>  | <b>10 477</b> | <b>524</b> | <b>51 155</b>  |
| Créances saines  | 36 083         | 10 261        | 522        | 46 866         |
| <i>En % du total des créances</i>  | 89,9%          | 97,9%         | 99,6%      | 91,6%          |
| Créances dégradées depuis l'origination  | 3 091          | 167           |            | 3 258          |
| <i>En % du total des créances</i>  | 7,7%           | 1,6%          |            | 6,4%           |
| Créances en défaut   | 980            | 49            | 2          | 1 031          |
| <i>En % du total des créances</i>  | 2,4%           | 0,5%          | 0,4%       | 2,0%           |
| <b>DÉPRÉCIATION</b>  | <b>(1 091)</b> | <b>(48)</b>   | <b>(2)</b> | <b>(1 141)</b> |
| Dépréciation créances saines   | (354)          | (20)          | (1)        | (375)          |
| <i>En % du total des dépréciations</i>   | 32,4%          | 41,7%         | 50,0%      | 32,9%          |
| Dépréciation créances dégradées depuis l'origination                             | (179)          | (6)           |            | (185)          |
| <i>En % du total des dépréciations</i>   | 16,4%          | 12,5%         |            | 16,2%          |
| Dépréciation créances en défaut  | (558)          | (22)          | (1)        | (581)          |
| <i>En % du total des dépréciations</i>   | 51,1%          | 45,8%         | 50,0%      | 50,9%          |
| Taux de couverture   | 2,7%           | 0,5%          | 0,4%       | 2,2%           |
| <i>Créances saines</i>   | 1,0%           | 0,2%          | 0,2%       | 0,8%           |
| <i>Créances dégradées depuis l'origination</i>                                   | 5,8%           | 3,6%          |            | 5,7%           |
| <i>Créances en défaut</i>  | 56,9%          | 44,9%         | 50,0%      | 56,4%          |
| <b>TOTAL DES VALEURS NETTES (*)</b>  | <b>39 063</b>  | <b>10 429</b> | <b>522</b> | <b>50 014</b>  |
| (*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées) | 1              | 489           | 207        | 697            |

Le contexte économique restant incertain, l'approche prudente retenue fin 2022 a été conservée.

Concernant le taux de provisionnement du bucket 1, il a baissé de 1% à 0,8% du fait de la reprise du FL sectoriel (17M€) et de la baisse des expertises inflation (15M€) et expertise paramètres de risque (10M€).

Au 31 décembre 2023, les provisions s'élèvent à 1 166 M€ dont : provision moteur (statistique) pour 852 M€, provision d'expertise (ajustements complémentaires hors modèle) pour 20 M€, provision Forward-looking pour 131 M€, provision sur valeur résiduelle de véhicule pour 116 M€

Sur l'activité clientèle, le taux de provisionnement des buckets 2 a baissé de 5,8% à 5,4% du fait de l'amélioration du paramètre PD Lifetime au Brésil et en Espagne.

Sur l'activité clientèle, en 2023, les baisses de LGD sur le Brésil et l'Italie et les ventes de NPL de l'Italie et de la Corée respectivement d'un encours de 16,8 M€ à un taux de couverture de 77,3% et de 4 M€ à un taux de couverture de 90% expliquent en grande partie la baisse du taux de provisionnement du B3 de 55,9% contre 56,9% à fin décembre 2022.

Sur l'activité réseaux, le taux de couverture du bucket 1 (créances saines) est stable, le taux de couverture du bucket 2 (créances dégradées depuis l'origination) est à 1.6% à fin décembre 2023 vs 3.6% à fin décembre 2022, amélioration liée principalement à l'évolution positive de la distribution des encours par classe de risque et à la mise à jour des paramètres PD/LGD. Sur le bucket 3 le taux de couverture est à 26.6% vs 44.9% à fin décembre 2022, évolution expliquée notamment par une LGD plus basse (effet maturité dans le défaut et effet mix par statut avec un poids moins important en Defaut-Compromis) et par une baisse du taux de couverture au Brésil avec l'entrée en défaut sur la période de 4 contreparties avec des encours couverts en grande partie par garantie.

- Sur les critères de reclassement de certaines créances au bucket 2 (créances dégradées depuis l'origination).

Il s'agit d'ajustement hors modèle, concernant principalement a) des expositions corporate hors réseau sur lesquelles une revue individuelle est réalisée régulièrement, et b) des clients sous moratoires expirés forborne.

L'approfondissement de l'analyse des situations à travers des données externes et / ou un recul plus conséquent permettant maintenant d'apprécier le comportement des encours passés par des moratoires plus longs, entraîne un déclassement de 12 M€ en Italie (forbearance) et de 2 M€ au Maroc.

- Dans le provisionnement des mêmes créances ; il s'agit d'ajustement hors modèle (essentiellement sur les moratoires expirés lorsque des signes d'une possible dégradation sont identifiés).

Concernant les ajustements sur les expositions Corporate faisant l'objet de revues individuelles, une reprise significative a été effectuée en France pour 10,9 M€ due à une baisse du risque estimé sur ces contreparties.

Par ailleurs, de la même manière qu'au 31 décembre 2022, l'estimation a été revue en juin 2023 et décembre 2023 de la provision forward-looking afin de maintenir les secteurs d'activité de clientèle jugés plus particulièrement impactés par l'inflation. En l'absence de retards de paiement matérialisés, les segments concernés ont été maintenus dans leur bucket d'origine. Il s'agit de l'ensemble des expositions Corporate sur des clients opérant dans des secteurs d'activité particulièrement affectés par la crise (inflation et énergie) mais pour lesquels une analyse individuelle n'était pas envisageable. Les encours concernés s'élèvent à 1 978 M€. L'ajustement réalisé a consisté à porter le taux de provisionnement à un taux moyen entre le bucket 1 et le bucket 2. Pour le portefeuille Particulier qui travaille dans ces secteurs d'activité, les encours concernés en France et au UK sont couverts et s'élèvent à 211 M€.



## 7.1 Ventilation des opérations avec la clientèle par buckets et zones géographiques

| En millions d'euros | Valeur brute des créances |              |              | Dépréciation des créances |              |              | Total<br>12/2023 |
|---------------------|---------------------------|--------------|--------------|---------------------------|--------------|--------------|------------------|
|                     | Bucket 1                  | Bucket 2     | Bucket 3     | Bucket 1                  | Bucket 2     | Bucket 3     |                  |
| France              | 17 002                    | 1 478        | 419          | (68)                      | (64)         | (222)        | 18 546           |
| Allemagne           | 8 170                     | 559          | 75           | (21)                      | (25)         | (36)         | 8 722            |
| Italie              | 6 598                     | 397          | 86           | (14)                      | (12)         | (59)         | 6 996            |
| Royaume-Uni         | 6 153                     | 323          | 43           | (128)                     | (9)          | (23)         | 6 359            |
| Espagne             | 4 252                     | 228          | 88           | (27)                      | (13)         | (68)         | 4 460            |
| Brésil              | 1 745                     | 187          | 105          | (16)                      | (15)         | (43)         | 1 963            |
| Corée du Sud        | 802                       | 43           | 30           | (11)                      | (5)          | (25)         | 834              |
| Suisse              | 869                       | 81           | 28           | (1)                       | (3)          | (4)          | 970              |
| Colombie            | 697                       | 89           | 160          | (17)                      | (24)         | (71)         | 834              |
| Pologne             | 977                       | 76           | 46           | (3)                       | (4)          | (18)         | 1 074            |
| Pays-Bas            | 789                       | 7            | 3            | (2)                       | -            | (1)          | 795              |
| Portugal            | 652                       | 8            | 7            | (7)                       | (1)          | (4)          | 655              |
| Autriche            | 628                       | 10           | 3            | (5)                       | (2)          | (1)          | 634              |
| Maroc               | 495                       | 33           | 88           | (8)                       | (7)          | (66)         | 534              |
| Autres pays         | 1 975                     | 62           | 22           | (8)                       | (2)          | (9)          | 2 041            |
| <b>TOTAL</b>        | <b>51 801</b>             | <b>3 579</b> | <b>1 203</b> | <b>(335)</b>              | <b>(186)</b> | <b>(647)</b> | <b>55 415</b>    |

| En millions d'euros | Valeur brute des créances |              |              | Dépréciation des créances |              |              | Total<br>12/2022 |
|---------------------|---------------------------|--------------|--------------|---------------------------|--------------|--------------|------------------|
|                     | Bucket 1                  | Bucket 2     | Bucket 3     | Bucket 1                  | Bucket 2     | Bucket 3     |                  |
| France              | 16 150                    | 1 315        | 362          | (83)                      | (68)         | (205)        | 17 471           |
| Allemagne           | 7 546                     | 496          | 63           | (22)                      | (20)         | (30)         | 8 033            |
| Italie              | 5 446                     | 357          | 95           | (21)                      | (16)         | (68)         | 5 793            |
| Royaume-Uni         | 5 159                     | 286          | 40           | (136)                     | (6)          | (20)         | 5 323            |
| Espagne             | 3 719                     | 225          | 83           | (29)                      | (18)         | (63)         | 3 917            |
| Brésil              | 1 470                     | 212          | 110          | (19)                      | (19)         | (56)         | 1 698            |
| Corée du Sud        | 1 209                     | 53           | 35           | (8)                       | (2)          | (31)         | 1 256            |
| Suisse              | 768                       | 76           | 11           | (2)                       | (3)          | (2)          | 848              |
| Colombie            | 634                       | 43           | 67           | (8)                       | (12)         | (23)         | 701              |
| Pologne             | 667                       | 67           | 41           | (3)                       | (4)          | (14)         | 754              |
| Pays-Bas            | 698                       | 7            | 7            | (1)                       |              | (1)          | 710              |
| Portugal            | 598                       | 21           | 6            | (7)                       | (2)          | (5)          | 611              |
| Autriche            | 543                       | 16           | 2            | (7)                       | (2)          | (1)          | 551              |
| Maroc               | 483                       | 26           | 81           | (14)                      | (8)          | (54)         | 514              |
| Autres pays         | 1 776                     | 58           | 28           | (15)                      | (5)          | (8)          | 1 834            |
| <b>TOTAL</b>        | <b>46 866</b>             | <b>3 258</b> | <b>1 031</b> | <b>(375)</b>              | <b>(185)</b> | <b>(581)</b> | <b>50 014</b>    |

## 7.2 Variation des opérations avec la clientèle

| En millions d'euros                            | 12/2022       | Augmen-<br>tation <sup>(1)</sup> | Transfert <sup>(2)</sup> | Rembour-<br>sements | Abandons     | 12/2023       |
|--|---------------|----------------------------------|--------------------------|---------------------|--------------|---------------|
| Créances saines                                | 46 866        | 67 779                           | (2 035)                  | (60 809)            |              | 51 801        |
| Créances dégradées depuis l'origination        | 3 258         |                                  | 1 499                    | (1 178)             |              | 3 579         |
| Créances en défaut                             | 1 031         |                                  | 536                      | (194)               | (170)        | 1 203         |
| <b>TOTAL OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE (VB)</b> | <b>51 155</b> | <b>67 779</b>                    |                          | <b>(62 181)</b>     | <b>(170)</b> | <b>56 583</b> |

(1) Augmentations = Nouvelle production.

(2) Transfert = Changement de classification.

## 7.3 Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

| En millions d'euros   | 12/2022      | Augmen-<br>tation <sup>(1)</sup> | Diminu-<br>tion <sup>(2)</sup> | Transfert <sup>(3)</sup> | Variations <sup>(4)</sup> | Autres <sup>(5)</sup> | 12/2023      |
|---|--------------|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|--------------|
| Dépréciation sur créances saines <sup>(*)</sup>             | 375          | 109                              | (80)                           | (203)                    | 131                       | 3                     | 335          |
| Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination    | 185          | 33                               | (29)                           | (7)                      | 1                         | 3                     | 186          |
| Dépréciation des créances en défaut                         | 581          | 84                               | (258)                          | 210                      | 21                        | 9                     | 647          |
| <b>TOTAL DÉPRÉCIATIONS DES OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE</b> | <b>1 141</b> | <b>226</b>                       | <b>(367)</b>                   | <b>-</b>                 | <b>153</b>                | <b>15</b>             | <b>1 168</b> |

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production.

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons.

(3) Transfert = Changement de classification.

(4) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL...).

(5) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre.

À noter : les mouvements en augmentation (1), en diminution (2), et transfert (3) passent au compte de résultat dans des rubriques du Produit net bancaires ou du coût du risque.

Les autres mouvements <sup>(4)</sup> et <sup>(5)</sup> ne sont que des variations bilantielles.

(\*) Les dépréciations sur créances saines comprennent des dépréciations sur les valeurs résiduelles (véhicules et batteries) pour un montant de 131 M€ au 31 décembre 2023 contre 144 M€ au 31 décembre 2022.

## NOTE 8 Comptes de régularisation et actifs divers

| En millions d'euros   | 12/2023      | 12/2022      |
|---|--------------|--------------|
| <b>CRÉANCES D'IMPÔTS ET TAXES FISCALES</b>                      | <b>659</b>   | <b>386</b>   |
| Actifs d'impôts courants  | 88           | 41           |
| Actifs d'impôts différés  | 249          | 220          |
| Créances fiscales hors impôts courants                          | 322          | 125          |
| <b>COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>               | <b>1 583</b> | <b>978</b>   |
| Créances sociales   | 1            | 1            |
| Autres débiteurs divers   | 912          | 537          |
| Comptes de régularisation actif                                 | 110          | 84           |
| Autres actifs   | 5            | 3            |
| Valeurs reçues à l'encaissement                                 | 555          | 353          |
| <b>CONTRATS D'ASSURANCE ET RÉASSURANCE ACTIFS</b>               | <b>33</b>    | <b>36</b>    |
| Contrats de réassurance détenus                                 | 33           | 36           |
| <b>TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS (*)</b> | <b>2 275</b> | <b>1 400</b> |
| (*) Dont entreprises liées                                      | 390          | 223          |

Les actifs d'impôts différés sont analysés en note 34.

La société RCI Banque SA a opté pour la possibilité de comptabiliser au bilan une partie de ses contributions versées annuellement au Fonds de résolution Unique, la partie complémentaire étant quant à elle, enregistrée au compte de résultat en impôts et taxes.

Ainsi les débiteurs divers comprennent au titre du 31/12/2023, un montant cumulé de dépôt de garantie au titre du FRU de 19,6 M€ et un montant cumulé de 13M€ au titre du 31/12/2022.

En contrepartie un engagement hors-bilan de paiement irrévocable d'un montant identique, est enregistré dans les engagements de financement (Note 24)

## NOTE 9 Participations dans les entreprises associées et coentreprises

| En millions d'euros   | 12/2023              |             | 12/2022              |              |
|---|----------------------|-------------|----------------------|--------------|
|   | Valeur bilan des SME | Résultat    | Valeur bilan des SME | Résultat     |
| Orfin Finansman Anonim Sirketi  | 13                   | (2)         | 15                   | (3)          |
| RN SF B.V.  | 25                   | 8           |                      | (110)        |
| Nissan Renault Financial Services India Private Limited                         | 37                   | 2           | 37                   | 2            |
| Mobility Trader Holding GmbH (RCI)  | 4                    | (20)        | 14                   | (16)         |
| Select Vehicule Groupe Holding Limited  | 18                   |             |                      |              |
| <b>TOTAL DES PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET COENTREPRISES</b> | <b>97</b>            | <b>(12)</b> | <b>66</b>            | <b>(127)</b> |

## NOTE 10 Immobilisations corporelles et incorporelles

| En millions d'euros   | 12/2023    | 12/2022    |
|---|------------|------------|
| <b>VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>             | <b>42</b>  | <b>34</b>  |
| Valeur brute  | 87         | 75         |
| Amortissements et provisions                                      | (45)       | (41)       |
| <b>VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>               | <b>25</b>  | <b>22</b>  |
| Valeur brute  | 133        | 127        |
| Amortissements et provisions                                      | (108)      | (105)      |
| <b>VALEUR NETTE DES DROITS D'UTILISATION DES ACTIFS LOUÉS</b>     | <b>83</b>  | <b>67</b>  |
| Valeur brute  | 177        | 121        |
| Amortissements et provisions                                      | (94)       | (54)       |
| <b>TOTAL NET DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES</b> | <b>150</b> | <b>123</b> |

Les valeurs nettes des droits d'utilisation intègrent les contrats immobiliers ou mobiliers activés sous IFRS 16 (voir paragraphe 1.3.3. - Règles et méthodes comptables).

Les entités de Bipi ont contribué une hausse de 51 M€ sur le droit d'utilisation en valeur brute, et 28 M€ en amortissement.

## NOTE 11 Goodwill

| En millions d'euros                         | 12/2023    | 12/2022    |
|---|------------|------------|
| Royaume-Uni                                 | 36         | 35         |
| Allemagne                                   | 12         | 12         |
| Italie                                      | 9          | 9          |
| Corée du Sud                                | 18         | 19         |
| République tchèque                          | 2          | 3          |
| Espagne                                     | 59         | 59         |
| <b>TOTAL DES GOODWILL VENTILÉS PAR PAYS</b> | <b>136</b> | <b>137</b> |

L'ensemble de ces goodwill a fait l'objet de tests de dépréciation (selon les méthodes et hypothèses décrites au paragraphe 1.3.3.3 - principe de consolidation). Ces tests n'ont pas fait apparaître de risque de dépréciation significative au 31 décembre 2023.

## NOTE 12 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

| En millions d'euros  | 12/2023   | 12/2022   |
|--|-----------|-----------|
| Instruments dérivés de taux  | 15        | 5         |
| Instruments dérivés de change                                      | 47        | 24        |
| <b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT</b> | <b>62</b> | <b>29</b> |

## NOTE 13 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre

### 13.1 Banques centrales

| En millions d'euros            | 12/2023      | 12/2022      |
|--------------------------------|--------------|--------------|
| Comptes et emprunts à terme    | 2 321        | 3 711        |
| Dettes rattachées              | 54           | 4            |
| <b>TOTAL BANQUES CENTRALES</b> | <b>2 375</b> | <b>3 715</b> |

La valeur comptable du collatéral présenté à la Banque de France (3G) s'élève au 31 décembre 2023 à 7 702 M€, soit 6 968 M€ en titres de véhicules de titrisations et 735 M€ en créances privées.

Le groupe a pu bénéficier du programme TLTRO III émis par la BCE. Trois remboursements ont été effectués pour un nominal total de 1 750 M€ sur l'exercice 2023. Deux tirages sont encore dûs au 31 décembre 2023.

Deux tirages ont été réalisés au cours de l'année 2021 ;

- 750 M€ à maturité septembre 2024 ;
- 750 M€ à maturité décembre 2024.

Pour rappel, le groupe a choisi d'appliquer IFRS 9 aux tirages effectués sur le programme TLTRO III, en considérant que le taux fi é par le BCE est un taux de marché. Le taux d'intérêt effectif des tirages prend en compte l'atteinte par le groupe des objectifs d'octroi de crédit fi és pour la période de référence se terminant au mois de mars 2021. L'atteinte de ces objectifs a été confirmée par la BCE au mois de septembre 2021. Compte tenu de ses anticipations initiales, le groupe n'avait pas intégré dans ses estimations l'atteinte des objectifs d'octroi de crédit sur la période spéciale de référence additionnelle. De ce fait et

en application des dispositions actuelles d'IFRS 9, l'atteinte des objectifs d'octroi de crédit concernant la période spéciale de référence additionnelle (octobre 2020 – décembre 2021) a donné lieu à un ajustement de la valeur des lignes de dettes liées au TLTRO de 14 M€ en juin 2022.

Le taux d'intérêt applicable à ces financements est désormais calculé sur la base de la moyenne des taux des facilités de dépôts (Deposit Facility Rate) de la Banque Centrale Européenne.

#### Programme TFSME

Le groupe a également pu bénéficier du programme TFSME annoncé par la Banque d'Angleterre en 2020 et a pu effectuer en 2021 des tirages cumulés de 409,3 M€ avec une maturité en septembre et en octobre 2025.

Le taux d'intérêt applicable est calculé sur la base du taux de base de la Banque d'Angleterre (5,25% au 31 décembre 2023) plus une marge de 0,25%.

Le groupe a appliqué IFRS 9 à ces financements, en considérant ce taux ajustable comme un taux de marché applicable à toutes les banques bénéficiaires du programme TFSME.

### 13.2 Dettes envers les établissements de crédit

| En millions d'euros   | 12/2023      | 12/2022      |
|---|--------------|--------------|
| <b>DETTES À VUE ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>     | <b>260</b>   | <b>183</b>   |
| Comptes ordinaires créditeurs                               | 15           | 12           |
| Autres sommes dues  | 245          | 171          |
| <b>DETTES À TERME ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>   | <b>2 015</b> | <b>1 829</b> |
| Comptes et emprunts à terme                                 | 1 920        | 1 734        |
| Dettes rattachées   | 95           | 95           |
| <b>TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b> | <b>2 275</b> | <b>2 012</b> |

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

### 13.3 Dettes envers la clientèle

| En millions d'euros   | 12/2023       | 12/2022       |
|---|---------------|---------------|
| <b>COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE</b>                     | <b>29 061</b> | <b>25 367</b> |
| Comptes ordinaires créditeurs                                 | 341           | 256           |
| Comptes créditeurs à terme                                    | 608           | 701           |
| Comptes d'épargne – Livrets ordinaires (**)                   | 18 224        | 17 647        |
| Dépôts à terme de la clientèle (**)                           | 9 888         | 6 763         |
| <b>AUTRES SOMMES DUES À LA CLIENTÈLE ET DETTES RATTACHÉES</b> | <b>251</b>    | <b>106</b>    |
| Autres sommes dues à la clientèle                             | 171           | 60            |
| Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue                | 15            | 14            |
| Dettes rattachées sur comptes créditeurs à terme              | 1             | 1             |
| Dettes rattachées sur comptes d'épargne – Livrets ordinaires  | 31            | 14            |
| Dettes rattachées sur dépôts à terme de la clientèle          | 33            | 17            |
| <b>TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE (*)</b>               | <b>29 312</b> | <b>25 473</b> |
| (*) Dont entreprises liées.                                   | 635           | 769           |
| (**) Dont couverts par un régime de garantie des dépôts       | 25 072        | 21 764        |
| En pourcentage  | 89,2%         | 89,2%         |

| En millions d'euros                 | 12/2023          |                |               | 12/2022          |                |               |
|-------------------------------------|------------------|----------------|---------------|------------------|----------------|---------------|
|                                     | Compte d'épargne | Compte à terme | Total         | Compte d'épargne | Compte à terme | Total         |
| Allemagne                           | 10 838           | 6 025          | 16 863        | 11 412           | 4 070          | 15 482        |
| Royaume-Uni                         | 2 695            | 2 822          | 5 517         | 2 642            | 2 027          | 4 669         |
| Autriche                            | 1 334            | 419            | 1 753         | 1 353            | 285            | 1 638         |
| France                              | 1 424            | 24             | 1 448         | 1 114            | 117            | 1 231         |
| Espagne                             | 1 087            | 463            | 1 550         | 570              | 251            | 821           |
| Pays-Bas                            | 877              | 143            | 1 020         | 570              |                | 570           |
| Brésil                              |                  | 25             | 25            |                  | 30             | 30            |
| <b>TOTAL DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE</b> | <b>18 255</b>    | <b>9 921</b>   | <b>28 176</b> | <b>17 661</b>    | <b>6 780</b>   | <b>24 441</b> |

Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage-espèces accordée à RCI Banque S.A. par le constructeur Renault pour un montant de 600 M€ couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault.

Le groupe Mobilize Financial Services a lancé son activité d'épargne en février 2012 en France, en février 2013 en Allemagne, en avril 2014 en Autriche, en juin 2015 au Royaume-Uni, en mars 2019 au Brésil, et en novembre 2020 en Espagne, en commercialisant des comptes sur livrets ainsi que des dépôts à terme. Le groupe a déployé en juillet 2021 son activité de collecte d'épargne au Pays-Bas par l'intermédiaire de la fi tech Raisin.

La collecte de dépôts a progressé de 3 735 M€ (dont 594 M€ de dépôts à vue et 3 141 M€ de dépôts à terme) au cours de l'année 2023, pour atteindre 28 176 M€ (dont 18 255 M€ de dépôts à vue et 9 921 M€ de dépôts à terme), classés en autres dettes porteuses d'intérêts. 89,2% de ces dépôts sont couverts par un régime de garantie des dépôts en fin décembre 2023 comme en fin 2022.

## 13.4 Dettes représentées par un titre

| En millions d'euros   | 12/2023       | 12/2022       |
|---|---------------|---------------|
| <b>TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES <sup>(1)</sup></b>          | <b>1 808</b>  | <b>1 221</b>  |
| Certificats de dépôt  | 1 570         | 1 013         |
| Billets de trésorerie, Papiers commerciaux et assimilés       | 184           | 175           |
| Dettes rattachées sur titres de créances négociables          | 54            | 33            |
| <b>AUTRES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE <sup>(2)</sup></b> | <b>4 324</b>  | <b>3 319</b>  |
| Autres dettes représentées par un titre                       | 4 317         | 3 317         |
| Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre | 7             | 2             |
| <b>EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILÉS</b>                     | <b>14 184</b> | <b>13 568</b> |
| Emprunts obligataires   | 13 857        | 13 369        |
| Dettes rattachées sur emprunts obligataires                   | 327           | 199           |
| <b>TOTAL DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE</b>             | <b>20 316</b> | <b>18 108</b> |

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par RCI Banque S.A., Banco RCI Brasil SA, RCI Colombia SA Compania de Financiamiento et Diac SA.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland), britannique (RCI Financial Services Ltd) et française (Diac SA).

## 13.5 Ventilation des dettes par méthode d'évaluation

| En millions d'euros  | 12/2023       | 12/2022       |
|--|---------------|---------------|
| <b>DETtes ÉVALUÉES AU COÛT AMORTI - HORS COUVERTURE JUSTE VALEUR</b> | <b>48 411</b> | <b>44 417</b> |
| Banques centrales  | 2 375         | 3 715         |
| Dettes envers les établissements de crédit                           | 2 275         | 2 012         |
| Dettes envers la clientèle   | 29 312        | 25 473        |
| Dettes représentées par un titre                                     | 14 449        | 13 217        |
| <b>DETtes ÉVALUÉES AU COÛT AMORTI - COUVERTURE JUSTE VALEUR</b>      | <b>5 867</b>  | <b>4 891</b>  |
| Dettes représentées par un titre                                     | 5 867         | 4 891         |
| <b>TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES</b>                                  | <b>54 278</b> | <b>49 308</b> |

### 13.6 Ventilation de l'endettement par taux avant dérivés

| En millions d'euros                     | Variable      | Fixe          | 12/2023       |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Banques centrales                       | 2 025         | 350           | 2 375         |
| Dettes sur les établissements de crédit | 1 224         | 1 051         | 2 275         |
| Dettes envers la clientèle              | 15 655        | 13 657        | 29 312        |
| Titres de créances négociables          | 532           | 1 276         | 1 808         |
| Autres dettes représentées par un titre | 4 317         | 7             | 4 324         |
| Emprunts obligataires                   | 2 126         | 12 058        | 14 184        |
| <b>TOTAL DE L'ENDETTEMENT PAR TAUX</b>  | <b>25 879</b> | <b>28 399</b> | <b>54 278</b> |

| En millions d'euros                     | Variable      | Fixe          | 12/2022       |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Banques centrales                       | 3 715         |               | 3 715         |
| Dettes sur les établissements de crédit | 760           | 1 252         | 2 012         |
| Dettes envers la clientèle              | 17 483        | 7 990         | 25 473        |
| Titres de créances négociables          | 855           | 366           | 1 221         |
| Autres dettes représentées par un titre | 3 311         | 8             | 3 319         |
| Emprunts obligataires                   | 2 708         | 10 860        | 13 568        |
| <b>TOTAL DE L'ENDETTEMENT PAR TAUX</b>  | <b>28 832</b> | <b>20 476</b> | <b>49 308</b> |

### 13.7 Ventilation de l'endettement par durée restant à courir

La ventilation des dettes par échéance est exposée en note 20.

01.

02.

03.

## NOTE 14 Titrisation

### Titrisation – Opérations publiques

| Pays   | France   | France   | France   | France   | France  | France   | Italie   |
|--|--|--|--|--|---|--|--|
| Entités cédantes   | DIAC SA  | DIAC SA  | DIAC SA  | DIAC SA  | DIAC SA   | DIAC SA  | RCI Banque Succursale Italiana                                   |
| Collatéral concerné  | Crédits automobiles à la clientèle                               | Créances concessionnaires indépendants                           | Crédits automobiles à la clientèle                                 | LOA automobiles (Loyer)  | LOA automobiles (Loyer)                                       | LOA automobiles (Loyer)  | Crédits automobiles à la clientèle                               |
| Véhicule d'émission  | CARS Alliance Auto Loans France FCT Master                       | FCT Cars Alliance DFP France                                     | CARS Alliance Auto Loans France V 2022-1                           | CARS Alliance Auto Leases France V 2023-1                        | CARS Alliance Auto Leases France V 2020-1                     | CARS Alliance Auto Leases France Master                          | Cars Alliance Auto Loans Italy 2015 s.r.l.                       |
| Date de début  | mai 2012   | juillet 2013   | mai 2022   | octobre 2023   | octobre 2020  | octobre 2020   | juillet 2015   |
| Maturité légale des fonds  | août 2034  | juillet 2028   | novembre 2032  | octobre 2038   | octobre 2036  | octobre 2038   | décembre 2031  |
| Montant des créances cédées à l'origine  | 715  | 1 020  | 759  | 769  | 1 057   | 533  | 1 234  |
| Réhaussement de crédit à la date initiale  | Cash reserve pour 1% Sur -collatéralisation en créances de 13,3% | Cash reserve pour 1% Sur -collatéralisation en créances de 12,5% | Cash reserve pour 0,7% Sur -collatéralisation en créances de 13,7% | Cash reserve pour 1,25% Sur -collatéralisation en créances de 9% | Cash reserve pour 1% Sur -collatéralisation en créances de 9% | Cash reserve pour 1% Sur -collatéralisation en créances de 11,1% | Cash reserve pour 1% Sur -collatéralisation en créances de 14,9% |
| Créances cédées au 31 décembre 2023  | 770  | 1 261  | 717  | 713  | 354   | 731  | 2 073  |
| Titres émis au 31 décembre 2023 (y compris parts éventuellement souscrites par le groupe RCI Banque) | Class A  | Class A  | Class A  | Class A  | Class A   | Class A  | Class A  |
|  | Notation : AAA   | Notation : AA  | Notation : AAA   | Notation : AAA   | Notation : AAA  | Notation : AAA   | Notation : AA  |
|  | 657  | 1 000  | 619  | 700  | 300   | 722  | 1 835  |
|  |  |  | Class B  | Classe B   | Class B   |  |  |
|  |  |  | Notation : AA-   | Notation : AA  | Notation : AA   |  |  |
|  |  |  | 52   | 37   | 42  |  |  |
|  | Classe B   |  | Class C  | Class C  | Class C   | Class B  | Class J  |
| Non noté   |  | Non noté   | Non noté   | Non noté   | Non noté  | Non noté   |  |
| 104  |  | 45   | 32   | 53   | 91  | 296  |  |
| Période  | Revolving  | Revolving  | Amortissement  | Revolving  | Amortissement   | Revolving  | Revolving  |
| Nature de l'opération  | auto-souscrite   | Auto-souscrite   | Marché   | Marché   | Marché  | Auto-souscrite   | Auto-souscrite   |



| Pays   | Espagne   | Allemagne   | Allemagne   | Allemagne  | Allemagne  | Allemagne  | Royaume-Uni  |
|--|---|---|---|--|--|--|--|
| Entités cédantes   | RCI Banque Sucursal en Espana                                     | RCI Bank Niederlassung  | RCI Bank Niederlassung  | RCI Bank Niederlassung   | RCI Bank Niederlassung   | RCI Bank Niederlassung   | RCI Financial Services   |
| Collatéral concerné  | Crédits automobiles à la clientèle                                | Crédits automobiles à la clientèle                            | Crédits automobiles à la clientèle                              | Crédits automobiles à la clientèle                                 | Créances concessionnaires indépendants                             | Crédits automobiles à la clientèle                                 | Crédits automobiles à la clientèle                             |
| Véhicule d'émission  | Cars Alliance Auto Loans Spain 2022                               | CARS Alliance Auto Loans Germany Master                       | Cars Alliance Auto Loans Germany V 2019-1                       | CARS Alliance Auto Loans Germany V 2021-1                          | Cars Alliance DFP Germany 2017                                     | CARS Alliance Auto Loans Germany V 2023-1                          | CARS Alliance UK Master Plc                                    |
| Date de début  | novembre 2022   | mars 2014   | mai 2019  | octobre 2021   | juillet 2017   | mars 2023  | octobre 2021   |
| Maturité légale des fonds  | octobre 2036  | mars 2031   | août 2031   | juin 2034  | août 2031  | mars 2035  | septembre 2032   |
| Montant des créances cédées à l'origine  | 1 223   | 674   | 1 107   | 1 009  | 852  | 757  | 1 249  |
| Rehaussement de crédit à la date initiale  | Cash reserve pour 1,1% Sur -collatéralisation en créances de 8,8% | Cash reserve pour 1% Sur -collatéralisation en créances de 8% | Cash reserve pour 1% Sur -collatéralisation en créances de 7,5% | Cash reserve pour 0,75% Sur -collatéralisation en créances de 7,5% | Cash reserve pour 1,5% Sur -collatéralisation en créances de 20,8% | Cash reserve pour 1,25% Sur -collatéralisation en créances de 7,5% | Cash reserve pour 1% Sur -collatéralisation en créances de 28% |
| Créances cédées au 31 décembre 2023  | 1 121   | 983   | 105   | 703  | 649  | 813  | 1 212  |
| Titres émis au 31 décembre 2023 (y compris parts éventuellement souscrites par le groupe RCI Banque) | Class A   | Class A   | Class A   | Class A  | Class A  | Class A  | Classe A   |
|  | Notation : AA   | Notation : AAA  | Notation : AAA  | Notation : AAA   | Notation : AAA   | Notation : AAA   | Notation : AA  |
|  | 1 120   | 891   | 34  | 612  | 540  | 700  | 861  |
|  |   |   | Class B   | Class B  |  | Class B  |  |
|  |   |   | Notation : AAA  | Notation : AA  |  | Notation : AA  |  |
|  |   |   | 26  | 24   |  | 19   |  |
|  | Class B   | Class B   | Class C   | Class C  |  | Class C  | Classe B   |
| Non noté   | Non noté  | Non noté  | Non noté  |  | Non noté   | Non noté   |  |
| 108  | 67  | 51  | 49  |  | 38   | 334  |  |
| Période  | Revolving   | Revolving   | Amortissement   | Amortissement  | Revolving  | Revolving  | Revolving  |
| Nature de l'opération  | Auto-souscrite  | Auto-souscrite  | Marché  | Marché   | Auto-souscrite   | Marché   | Auto-souscrite   |

En 2023 le groupe Mobilize Financial Services a procédé à une opération de titrisation publique en Allemagne et une opération de titrisation publique en France par l'intermédiaire de véhicules ad hoc

En complément et dans le cadre de la diversification du refinancement, des opérations ont été assurées par des banques ou des conduits et ces émissions étant privées, leurs modalités ne sont pas détaillées dans le tableau ci-dessus.

Au 31 décembre 2023, le montant total des financements obtenus à travers les titrisations privées est de 1 489 M€, le montant des financements obtenus par les titrisations publiques placées sur les marchés est de 3 165 M€.

Toutes les opérations de titrisation du groupe répondent à l'exigence de rétention de 5 % du capital économique mentionné à l'article 405 de la directive européenne n° 575/2013. Ces opérations n'ont pas eu pour conséquence la décomptabilisation des créances cédées, le montant des créances de financement des

ventes ainsi maintenu au bilan s'élève à 14 822 M€ au 31 décembre 2023 (13 926 M€ au 31 décembre 2022), soit :

- pour les titrisations placées sur le marché : 3 404 M€ ;
- pour les titrisations auto-souscrites : 8 800 M€ ;
- pour les titrisations privées : 2 618 M€.

La juste valeur de ces créances est de 18 945 M€ au 31 décembre 2023.

Un passif de 4 324 M€ d'euros a été comptabilisé en « Autres dettes représentées par un titre » correspondant aux titres émis lors des opérations de titrisation, la juste valeur de ce passif est de 4 364 M€ d'euros au 31 décembre 2023.

La différence entre le montant des créances cédées et le montant du passif cité précédemment correspond au rehaussement de crédit nécessaire à ces opérations ainsi qu'à la quote-part des titres conservés par le groupe Mobilize Financial Services, constituant une réserve de liquidité.

01.

02.

03.

## NOTE 15 Comptes de régularisation et passifs divers

| En millions d'euros  | 12/2023      | 12/2022      |
|--|--------------|--------------|
| <b>DETTES D'IMPÔTS ET TAXES FISCALES</b>                         | <b>961</b>   | <b>1 032</b> |
| Passifs d'impôts courants  | 135          | 108          |
| Passifs d'impôts différés  | 772          | 899          |
| Dettes fiscales hors impôts courants                             | 54           | 25           |
| <b>COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>               | <b>1 880</b> | <b>2 004</b> |
| Dettes sociales  | 68           | 64           |
| Autres créiteurs divers  | 887          | 952          |
| Dettes sur actifs loués  | 85           | 69           |
| Comptes de régularisation passif                                 | 513          | 508          |
| Dettes rattachées sur autres créiteurs divers                    | 318          | 400          |
| Comptes d'encaissement   | 9            | 11           |
| <b>TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS (*)</b> | <b>2 841</b> | <b>3 036</b> |
| (*) Dont entreprises liées.                                      | 64           | 119          |

Les passifs d'impôts différés sont analysés en note 34.

De plus, les autres créiteurs divers et les dettes rattachées sur créiteurs divers concernent les factures non parvenues, les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer, les commissions d'assurance à payer par les entités maltaises et la valorisation des puts sur minoritaires.

## NOTE 16 Passif sur contrats d'assurance émis

### Réserves techniques d'assurance par composants

| En millions d'euros   | Flux de trésorerie actualisés | Ajust. pour risque non financie | Marge de service contract. | Total        |
|---|-------------------------------|---------------------------------|----------------------------|--------------|
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 32                            | 3                               | 1                          | 36           |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 186                           | (19)                            | (333)                      | (166)        |
| <b>SOLDE NET D'OUVERTURE AU 01/01/2023</b>                          | <b>218</b>                    | <b>(16)</b>                     | <b>(332)</b>               | <b>(130)</b> |
| <b>Changements liés aux services actuels</b>                        | <b>2</b>                      | <b>2</b>                        | <b>180</b>                 | <b>184</b>   |
| MSC reconnue pour les services rendus                               |                               |                                 | 180                        | 180          |
| Modification de l'ajustement du risque                              |                               | 2                               |                            | 2            |
| Ajustements d'expérience  | 2                             |                                 |                            | 2            |
| <b>Changements liés aux services futurs</b>                         | <b>318</b>                    | <b>(5)</b>                      | <b>(159)</b>               | <b>154</b>   |
| Contrats initialement comptabilisés sur la période                  | 348                           | (5)                             | (188)                      | 155          |
| Modifications des estimations qui ajustent la MSC                   | (29)                          |                                 | 29                         |              |
| Changements d'estimations de pertes sur des contrats onéreux        | (1)                           |                                 |                            | (1)          |
| <b>Changements liés aux services passés</b>                         | <b>20</b>                     | <b>4</b>                        |                            | <b>24</b>    |
| Modifications du passif pour l'exécution des sinistres survenus     | 24                            | 2                               |                            | 26           |
| Ajustements d'expérience sur sinistres et autres charges            | (4)                           | 2                               |                            | (2)          |
| <b>RÉSULTAT DU SERVICE D'ASSURANCE</b>                              | <b>340</b>                    | <b>1</b>                        | <b>21</b>                  | <b>362</b>   |
| <b>Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis</b> | <b>(10)</b>                   |                                 | <b>(6)</b>                 | <b>(16)</b>  |
| Autres mouvements   | (10)                          |                                 | (6)                        | (16)         |
| <b>Autres éléments du résultat global</b>                           | <b>(5)</b>                    |                                 |                            | <b>(5)</b>   |
| <b>TOTAL VARIATIONS DU COMPTE DE RÉSULTAT ET OCI</b>                | <b>325</b>                    | <b>1</b>                        | <b>15</b>                  | <b>341</b>   |
| <b>Flux de trésorerie</b>   | <b>(353)</b>                  | <b>(1)</b>                      | <b>(6)</b>                 | <b>(360)</b> |
| Primes et impôts sur les primes reçus                               | (591)                         |                                 |                            | (591)        |
| Sinistres et autres charges des services d'assurance payées         | 54                            |                                 |                            | 54           |
| Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance                        | 184                           | (1)                             | (6)                        | 177          |
| <b>SOLDE NET DE CLÔTURE AU 31/12/2023</b>                           | <b>190</b>                    | <b>(16)</b>                     | <b>(323)</b>               | <b>(149)</b> |
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 28                            | 2                               | 3                          | 33           |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 162                           | (18)                            | (326)                      | (182)        |

| En millions d'euros   | Flux de trésorerie actualisés | Ajust. pour risque non financier | Marge de service contract. | Total        |
|---|-------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--------------|
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 56                            | 3                                |                            | 59           |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 155                           | (13)                             | (274)                      | (132)        |
| <b>SOLDE NET D'OUVERTURE AU 01/01/2022</b>                          | <b>211</b>                    | <b>(10)</b>                      | <b>(274)</b>               | <b>(73)</b>  |
| <b>Changements liés aux services actuels</b>                        | <b>(14)</b>                   | <b>(1)</b>                       | <b>170</b>                 | <b>155</b>   |
| CSM reconnu pour les services rendus                                |                               |                                  | 170                        | 170          |
| Modification de l'ajustement du risque                              |                               | (1)                              |                            | (1)          |
| Ajustements d'expérience  | (14)                          |                                  |                            | (14)         |
| <b>Changements liés aux services futurs</b>                         | <b>374</b>                    | <b>(6)</b>                       | <b>(230)</b>               | <b>138</b>   |
| Contrats initialement comptabilisés sur la période                  | 317                           | (6)                              | (174)                      | 137          |
| Modifications des estimations qui ajustent la MSC                   | 57                            |                                  | (56)                       | 1            |
| <b>Changements liés aux services passés</b>                         | <b>1</b>                      |                                  |                            | <b>1</b>     |
| Modifications du passif pour l'exécution des sinistres survenus     | 2                             | (2)                              |                            |              |
| Ajustements d'expérience sur sinistres et autres charges            | (1)                           | 2                                |                            | 1            |
| <b>RÉSULTAT DU SERVICE D'ASSURANCE</b>                              | <b>361</b>                    | <b>(7)</b>                       | <b>(60)</b>                | <b>294</b>   |
| <b>Produits et charges des contrats de réassurance</b>              |                               |                                  | <b>1</b>                   | <b>1</b>     |
| <b>Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis</b> | <b>(12)</b>                   | <b>1</b>                         | <b>1</b>                   | <b>(10)</b>  |
| Autres mouvements   | (12)                          | 1                                | 1                          | (10)         |
| <b>TOTAL VARIATIONS DU COMPTE DE RÉSULTAT ET OCI</b>                | <b>349</b>                    | <b>(6)</b>                       | <b>(58)</b>                | <b>285</b>   |
| <b>Flux de trésorerie</b>   | <b>(342)</b>                  |                                  |                            | <b>(342)</b> |
| Primes et impôts sur les primes reçus                               | (397)                         |                                  |                            | (397)        |
| Sinistres et autres charges des services d'assurance payées         | 51                            |                                  |                            | 51           |
| Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance                        | 4                             |                                  |                            | 4            |
| <b>SOLDE NET DE CLÔTURE AU 31/12/2022</b>                           | <b>218</b>                    | <b>(16)</b>                      | <b>(332)</b>               | <b>(130)</b> |
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 32                            | 3                                | 1                          | 36           |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 186                           | (19)                             | (333)                      | (166)        |

01.

02.

03.

## Réserves techniques d'assurance par couvertures

| En millions d'euros  | Passif pour<br>couverture<br>restante<br>Hors perte | Passif pour<br>couverture<br>restante Perte | Passif<br>pour sinistres<br>survenus | Total        |
|--|---|---|--------------------------------------|--------------|
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance                      | 21  | (1)   | 16                                   | 36           |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance                      | (99)  |   | (67)                                 | (166)        |
| <b>SOLDE NET D'OUVERTURE AU 01/01/2023</b>                             | <b>(78)</b>   | <b>(1)</b>                                  | <b>(51)</b>                          | <b>(130)</b> |
| <b>Total des revenus d'assurance</b>                                   | <b>387</b>  |   |                                      | <b>387</b>   |
| Marge reconnue pour les services fournis                               | 180   |   |                                      | 180          |
| Variation de l'ajustement des risques non financiers sur risque expiré | 5   |   |                                      | 5            |
| Charges attendues des services d'assurance encourues - Sinistres       | 49  |   |                                      | 49           |
| Charges attendues des services d'assurance encourues - Dépenses        | 14  |   |                                      | 14           |
| Recouvrement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance          | 139   |   |                                      | 139          |
| <b>Total des dépenses des services d'assurance</b>                     | <b>16</b>   | <b>1</b>                                    | <b>(42)</b>                          | <b>(25)</b>  |
| Dépenses encourues sur services d'assurance - Sinistres                |   | 1   | (61)                                 | (60)         |
| Dépenses encourues sur services d'assurance - Dépenses                 |   | 1   | (4)                                  | (3)          |
| Dépenses encourues sur services d'assurance - Autres mouvements        |   |   | 1                                    | 1            |
| Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance         | 16  |   |                                      | 16           |
| Changements des services passés  |   |   | 22                                   | 22           |
| Pertes et reprises de pertes sur contrat déficitaire                   |   | (1)   |                                      | (1)          |
| <b>RÉSULTAT DU SERVICE D'ASSURANCE</b>                                 | <b>403</b>  | <b>1</b>                                    | <b>(42)</b>                          | <b>362</b>   |
| <b>Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis</b>    | <b>(16)</b>   |   |                                      | <b>(16)</b>  |
| Autres mouvements  | (16)  |   |                                      | (16)         |
| <b>Autres éléments du résultat global</b>                              | <b>(4)</b>  |   | <b>(1)</b>                           | <b>(5)</b>   |
| <b>TOTAL VARIATIONS DU COMPTE DE RÉSULTAT ET OCI</b>                   | <b>383</b>  | <b>1</b>                                    | <b>(43)</b>                          | <b>341</b>   |
| <b>Flux de trésorerie</b>  | <b>(414)</b>  |   | <b>54</b>                            | <b>(360)</b> |
| Primes et impôts sur les primes reçus                                  | (591)   |   |                                      | (591)        |
| Sinistres et autres charges des services d'assurance payées            |   |   | 54                                   | 54           |
| Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance                           | 177   |   |                                      | 177          |
| <b>SOLDE NET DE CLÔTURE AU 31/12/2023</b>                              | <b>(109)</b>  |   | <b>(40)</b>                          | <b>(149)</b> |
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance                      | 27  |   | 6                                    | 33           |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance                      | (136)   |   | (46)                                 | (182)        |

| En millions d'euros  | Passif pour<br>couverture<br>restante<br>Hors perte | Passif pour<br>couverture<br>restante Perte | Passif<br>pour sinistres<br>survenus | Total        |
|--|---|---|--------------------------------------|--------------|
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance                      | 37  |   | 22                                   | 59           |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance                      | (71)  |   | (61)                                 | (132)        |
| <b>SOLDE NET D'OUVERTURE AU 01/01/2022</b>                             | <b>(34)</b>   |   | <b>(39)</b>                          | <b>(73)</b>  |
| <b>Total des revenus d'assurance</b>                                   | <b>359</b>  |   |                                      | <b>359</b>   |
| Marge reconnue pour les services fournis                               | 170   |   |                                      | 170          |
| Variation de l'ajustement des risques non financiers sur risque expiré | 4   |   |                                      | 4            |
| Charges attendues des services d'assurance encourues - Sinistres       | 33  |   |                                      | 33           |
| Charges attendues des services d'assurance encourues - Dépenses        | 15  |   |                                      | 15           |
| Recouvrement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance          | 137   |   |                                      | 137          |
| <b>Total des dépenses des services d'assurance</b>                     |   | <b>(1)</b>                                  | <b>(64)</b>                          | <b>(65)</b>  |
| Dépenses encourues sur services d'assurance - Sinistres                |   |   | (54)                                 | (54)         |
| Dépenses encourues sur services d'assurance - Dépenses                 |   |   | (16)                                 | (16)         |
| Dépenses encourues sur services d'assurance - Autres mouvements        |   |   | 4                                    | 4            |
| Changements des services passés  |   |   | 2                                    | 2            |
| Pertes et reprises de pertes sur contrat déficitaire                   |   | (1)   |                                      | (1)          |
| <b>RÉSULTAT DU SERVICE D'ASSURANCE</b>                                 | <b>359</b>  | <b>(1)</b>                                  | <b>(64)</b>                          | <b>294</b>   |
| <b>Produits et charges des contrats de réassurance</b>                 | <b>1</b>  |   |                                      | <b>1</b>     |
| <b>Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis</b>    | <b>(12)</b>   |   | <b>2</b>                             | <b>(10)</b>  |
| Autres mouvements  | (12)  |   | 2                                    | (10)         |
| <b>TOTAL VARIATIONS DU COMPTE DE RÉSULTAT ET OCI</b>                   | <b>348</b>  | <b>(1)</b>                                  | <b>(62)</b>                          | <b>285</b>   |
| <b>Flux de trésorerie</b>  | <b>(393)</b>  |   | <b>51</b>                            | <b>(342)</b> |
| Primes et impôts sur les primes reçus                                  | (397)   |   |                                      | (397)        |
| Sinistres et autres charges des services d'assurance payées            |   |   | 51                                   | 51           |
| Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance                           | 4   |   |                                      | 4            |
| <b>SOLDE NET DE CLÔTURE AU 31/12/2022</b>                              | <b>(79)</b>   | <b>(1)</b>                                  | <b>(50)</b>                          | <b>(130)</b> |
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance                      | 21  | (1)   | 16                                   | 36           |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance                      | (100)   |   | (66)                                 | (166)        |

01.

02.

03.

### Ventilation par maturité des flux de trésorerie actualisés

| En millions d'euros                               | < 1 an | de 1 à 2 ans | de 2 à 3 ans | de 3 à 4 ans | de 4 à 5 ans | > 5 ans | Total<br>12/2023 |
|---|--------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------|------------------|
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance | 12     | 9            | 6            | 1            |              |         | 28               |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance | (56)   | (56)         | (33)         | (13)         | (4)          |         | (162)            |

| En millions d'euros                               | < 1 an | de 1 à 2 ans | de 2 à 3 ans | de 3 à 4 ans | de 4 à 5 ans | > 5 ans | Total<br>12/2023 |
|---|--------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------|------------------|
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance | 15     | 14           | 2            | 1            |              |         | 32               |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance | (90)   | (34)         | (39)         | (17)         | (5)          | (1)     | (186)            |

### Tests de sensibilités

| En millions d'euros         | Montant avant ajustement d'audit<br>12/2023 | Choc de taux : +100bp de la courbe de taux d'actualisation<br>Sensibilité 1 | Choc du risque d'assurance : hausse permanente de la fréquence des sinistres (+20% à +40% en fonction de la couverture)<br>Sensibilité 2 | Choc réglementaire : baisse de la nouvelle production de 15%<br>Sensibilité 3 |
|-----------------------------|---|---|--|---|
| Résultat avant impôt        | 203   | 203   | 189  | 207   |
| Variations                  | 0   | 0   | (14)   | 4   |
| Éléments du résultat global | (5)   | (7)   | (4)  | (5)   |
| Variations                  | 0   | (2)   | 1  | 0   |

## NOTE 17 Provisions

| En millions d'euros                             | 12/2022    | Dotations | Reprises    |               | Autres (*) | 12/2023    |
|---|------------|-----------|-------------|---------------|------------|------------|
|   |            |           | Utilisées   | Non Utilisées |            |            |
| <b>PROVISIONS SUR OPÉRATIONS BANCAIRES</b>      | <b>45</b>  | <b>27</b> | <b>(2)</b>  | <b>(28)</b>   |            | <b>42</b>  |
| Provisions sur engagement par signature (**)    | 11         | 17        |             | (21)          | 1          | 7          |
| Provisions pour risques de litiges              | 9          |           |             |               | (6)        | 3          |
| Autres provisions                               | 25         | 10        | (1)         | (7)           | 5          | 32         |
| <b>PROVISIONS SUR OPÉRATIONS NON BANCAIRES</b>  | <b>143</b> | <b>30</b> | <b>(70)</b> | <b>(2)</b>    | <b>8</b>   | <b>109</b> |
| Provisions pour engagements de retraite et ass. | 37         | 6         | (10)        |               | 5          | 38         |
| Provisions pour restructurations                | 22         | 6         | (13)        | (1)           |            | 14         |
| Provisions pour risques fiscaux et litiges      | 79         | 14        | (47)        | (1)           | 3          | 48         |
| Autres provisions                               | 5          | 4         |             |               |            | 9          |
| <b>TOTAL DES PROVISIONS</b>                     | <b>188</b> | <b>57</b> | <b>(72)</b> | <b>(30)</b>   | <b>8</b>   | <b>151</b> |

(\*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

(\*\*) Provisions sur engagement de signature = Concernent essentiellement des engagements de financement

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque S.A. ou des sociétés du groupe sont impliquées fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financé par l'entreprise.

Les provisions pour risques de litiges concernent les frais des dossiers facturés aux sociétés commerciales. La dotation de provisions pour risques fiscaux et litiges en 2023 est liée à redressement de TVA de la succursale Italienne (règlé au deuxième semestre). La reprise de provision pour risques fiscaux et litiges en 2023 est liée au paiement d'une provision CSLL du Brésil (dans le cadre d'un contentieux relatif au taux de

l'imposition CSLL, une provision avait été dotée. Le litige en cause ayant été perdu, la provision y afférente a été reprise et la charge d'imposition supplémentaire a été constatée en 2023).

La FCA a interdit en 2021 certains modèles de commissionnement pour le financement automobile qui encourageaient les intermédiaires à augmenter les coûts pour les consommateurs. Plusieurs plaintes ont été déposées concernant les accords de commission mis en place avant cette interdiction. Le service de médiation financière a examiné certaines plaintes rejetées par les entreprises. Il a donné raison aux plaignants dans deux décisions récentes. Cela entraînera probablement une augmentation significative des plaintes des consommateurs auprès des entreprises et du médiateur financier. Le 11 janvier 2024, le Financial Conduct Authority (FCA) a annoncé qu'elle examinerait les accords de commissions et de ventes de financement automobile de plusieurs institutions financières. Il a également annoncé qu'il veillerait à ce que les consommateurs reçoivent un règlement approprié s'il trouvait des preuves d'une mauvaise conduite généralisée. L'examen de la FCA ayant été lancé récemment, Mobilize Financial Services n'est pas en mesure de déterminer si les procédures engagées sont susceptibles d'avoir un impact défavorable significatif sur ses états financiers.

### Provisions pour engagements de retraite et assimilés

| En millions d'euros                                       | 12/2023   | 12/2022   |
|---|-----------|-----------|
| Montant de la provision sociétés françaises               | 26        | 25        |
| Montant de la provision sociétés étrangères               | 12        | 12        |
| <b>TOTAL DE LA PROVISION POUR ENGAGEMENTS DE RETRAITE</b> | <b>38</b> | <b>37</b> |

### Filiales sans fond de pension

|  | France  |         |
|--|---------|---------|
|  | 12/2023 | 12/2022 |
| Principales hypothèses actuarielles retenues |         |         |
| Âge de départ à la retraite                  | 67 ans  | 67 ans  |
| Évolution des salaires                       | 2,44%   | 1,84%   |
| Taux d'actualisation financière              | 3,12%   | 3,10%   |
| Taux de départ                               | 10,33%  | 9,80%   |

### Filiales avec un fond de pension

| Principales hypothèses actuarielles retenues    | Royaume-Uni |         | Suisse  |         | Pays Bas |         |
|---|-------------|---------|---------|---------|----------|---------|
|   | 12/2023     | 12/2022 | 12/2023 | 12/2022 | 12/2023  | 12/2022 |
| Duration moyenne                                | 15 ans      | 17 ans  | 23 ans  | 18 ans  |          | 21 ans  |
| Taux d'indexation des salaires                  |             |         | 1,00%   | 1,00%   |          | 1,00%   |
| Taux d'actualisation                            | 4,40%       | 4,90%   | 1,40%   | 1,80%   |          | 0,80%   |
| Taux de rendement réel des actifs de couverture | 7,50%       | -38,10% | 1,00%   | 1,00%   |          | 0,80%   |

### Variation des provisions pour engagements de retraite au cours de l'exercice

| En millions d'euros   | Valeur actuarielle de l'obligation (A) | Juste valeur des actifs du régime (B) | Plafonnement de l'actif (C) | Passif (actif) net au titre de prestations définies (A)-(B)-(C) |
|---|--|---------------------------------------|-----------------------------|---|
| <b>SOLDE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE</b>  | <b>81</b>                              | <b>43</b>                             |                             | <b>38</b>   |
| Coût des services rendus de la période  | 4                                      |                                       |                             | 4   |
| Intérêt net sur le passif (actif) net   | 2                                      | 1                                     |                             | 1   |
| <b>CHARGE (PRODUIT) AU COMPTE DE RÉSULTAT</b>   | <b>6</b>                               | <b>1</b>                              |                             | <b>5</b>  |
| Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses démographiques | 1                                      |                                       |                             | 1   |
| Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses financières    | 5                                      |                                       |                             | 5   |
| Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des effets d'expérience                     | (2)                                    |                                       |                             | (2)   |
| <b>RÉÉVALUATION DU PASSIF (ACTIF) NET EN AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>                   | <b>4</b>                               |                                       |                             | <b>4</b>  |
| Contributions versées au régime   |  | 4                                     |                             | (4)   |
| Prestations payées au titre du régime   | (6)                                    | (2)                                   |                             | (4)   |
| Effet des variations de cours de change   | (13)                                   | (12)                                  |                             | (1)   |
| <b>SOLDE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b>   | <b>72</b>                              | <b>34</b>                             |                             | <b>38</b>   |

### Nature des fonds investis

| En millions d'euros | 12/2023                   |                               | 12/2022                   |                               |
|---------------------|---------------------------|-------------------------------|---------------------------|-------------------------------|
|                     | Côtés sur un marché actif | Non côtés sur un marché actif | Côtés sur un marché actif | Non côtés sur un marché actif |
| Actions             | 13                        |                               | 11                        |                               |
| Obligations         | 14                        |                               | 26                        |                               |
| Autres              | 7                         |                               | 6                         |                               |
| <b>TOTAL</b>        | <b>34</b>                 |                               | <b>43</b>                 |                               |



## NOTE 18 Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

| En millions d'euros                                  | 12/2022      | Dotations  | Reprises     |               | Autres (*)<br>variations | 12/2023      |
|--|--------------|------------|--------------|---------------|--------------------------|--------------|
|  |              |            | Utilisées    | Non Utilisées |                          |              |
| <b>DÉPRÉCIATIONS SUR OPÉRATIONS BANCAIRES</b>        | <b>1 141</b> | <b>677</b> | <b>(464)</b> | <b>(201)</b>  | <b>15</b>                | <b>1 168</b> |
| Opérations avec la clientèle                         | 1 141        | 677        | (464)        | (201)         | 15                       | 1 168        |
| • Dont dépréciation sur créances saines              | 375          | 294        | (196)        | (141)         | 3                        | 335          |
| • Dont dépréciation sur créances dégradées           | 185          | 157        | (125)        | (34)          | 3                        | 186          |
| • Dont dépréciation des créances en défaut           | 581          | 226        | (143)        | (26)          | 9                        | 647          |
| <b>PROVISIONS SUR OPÉRATIONS NON BANCAIRES</b>       | <b>2</b>     | <b>2</b>   | <b>(1)</b>   |               | <b>(1)</b>               | <b>2</b>     |
| Autres couvertures d'un risque de contrepartie       | 2            | 2          | (1)          |               | (1)                      | 2            |
| <b>PROVISIONS SUR OPÉRATIONS BANCAIRES</b>           | <b>20</b>    | <b>17</b>  | <b>(1)</b>   | <b>(21)</b>   | <b>(5)</b>               | <b>10</b>    |
| Provisions sur engagement par signature              | 11           | 17         | (1)          | (21)          | 1                        | 7            |
| Provisions pour risques de litiges                   | 9            |            |              |               | (6)                      | 3            |
| <b>TOTAL COUVERTURE DES RISQUES DE CONTREPARTIES</b> | <b>1 163</b> | <b>696</b> | <b>(466)</b> | <b>(222)</b>  | <b>9</b>                 | <b>1 180</b> |

(\*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre.

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 7.

## NOTE 19 Dettes subordonnées

| En millions d'euros                      | 12/2023    | 12/2022    |
|--|------------|------------|
| <b>DETTES ÉVALUÉES AU COÛT AMORTI</b>    | <b>882</b> | <b>872</b> |
| Titres subordonnés                       | 865        | 856        |
| Dettes rattachées sur titres subordonnés | 17         | 16         |
| <b>DETTES ÉVALUÉES À LA JUSTE VALEUR</b> | <b>11</b>  | <b>14</b>  |
| Titres participatifs                     | 11         | 14         |
| <b>TOTAL DES DETTES SUBORDONNÉES</b>     | <b>893</b> | <b>886</b> |

Les dettes évaluées au coût amorti représentent les titres subordonnés émis par RCI Banque S.A. en novembre 2019 pour 850 M€ ainsi que le titre subordonné émis par RCI Finance Maroc SA en décembre 2020 pour 6,2 M€. RCI Finance Maroc a émis un titre subordonné pour un montant de 9,2 M€ de nominal en 2023.

Les dettes évaluées à la juste valeur représentent les titres participatifs émis en 1985 par Diac SA pour un montant initial de 500 000 000 Francs.

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale 60 % du TAM (Taux Annuel Monétaire) ;
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %. L'emprunt est perpétuel.

## NOTE 20 Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

| En millions d'euros                                | < 3 mois      | de 3 à 12 mois | de 1 à 5 ans  | > 5 ans      | Total 12/2023 |
|--|---------------|----------------|---------------|--------------|---------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                           | <b>16 429</b> | <b>16 849</b>  | <b>27 182</b> | <b>514</b>   | <b>60 974</b> |
| Caisse et Banques centrales                        | 4 729         | 4              |               |              | 4 733         |
| Instruments dérivés de couverture                  | 21            | 57             | 124           | 23           | 225           |
| Actifs financier                                   | 209           | 108            | 193           | 116          | 626           |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 1 539         |                |               |              | 1 539         |
| Prêts et créances sur la clientèle                 | 9 931         | 16 680         | 26 865        | 375          | 53 851        |
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                          | <b>23 095</b> | <b>10 488</b>  | <b>19 691</b> | <b>2 248</b> | <b>55 522</b> |
| Banques centrales                                  | 357           | 1 547          | 471           |              | 2 375         |
| Instruments dérivés de couverture                  | 15            | 17             | 257           |              | 289           |
| Passifs financier                                  | 35            | 15             | 12            |              | 62            |
| Dettes envers les établissements de crédit         | 605           | 677            | 993           |              | 2 275         |
| Dettes envers la clientèle                         | 19 872        | 4 327          | 4 513         | 600          | 29 312        |
| Dettes représentées par un titre                   | 2 192         | 3 905          | 13 445        | 774          | 20 316        |
| Dettes subordonnées                                | 19            |                |               | 874          | 893           |

| En millions d'euros                                | < 3 mois      | de 3 à 12 mois | de 1 à 5 ans  | > 5 ans      | Total 12/2022 |
|--|---------------|----------------|---------------|--------------|---------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                           | <b>16 691</b> | <b>16 386</b>  | <b>23 676</b> | <b>516</b>   | <b>57 269</b> |
| Caisse et Banques centrales                        | 5 836         | 31             | 7             |              | 5 874         |
| Instruments dérivés de couverture                  | 11            | 24             | 294           |              | 329           |
| Actifs financier                                   | 191           | 257            | 177           | 120          | 745           |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 1 690         |                |               |              | 1 690         |
| Prêts et créances sur la clientèle                 | 8 963         | 16 074         | 23 198        | 396          | 48 631        |
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                          | <b>21 752</b> | <b>9 059</b>   | <b>17 515</b> | <b>2 219</b> | <b>50 545</b> |
| Banques centrales                                  | 4             | 1 750          | 1 961         |              | 3 715         |
| Instruments dérivés de couverture                  | 6             | 12             | 296           | 8            | 322           |
| Passifs financier                                  | 13            | 11             | 5             |              | 29            |
| Dettes envers les établissements de crédit         | 446           | 594            | 972           |              | 2 012         |
| Dettes envers la clientèle                         | 18 907        | 2 573          | 3 293         | 700          | 25 473        |
| Dettes représentées par un titre                   | 2 361         | 4 119          | 10 988        | 640          | 18 108        |
| Dettes subordonnées                                | 15            |                |               | 871          | 886           |

Les emprunts Banque Centrale correspondent aux opérations de financement à Long terme (TLTRO) qui ont été introduites fin 2014 et progressivement utilisées par RCI Banque S.A. Le groupe Mobilize Financial Services a également pu bénéficier du programme TFSME annoncé par la Banque d'Angleterre en 2020.

## NOTE 21 Ventilation des flux futurs contractuels par échéance

| En millions d'euros                                    | < 3 mois      | de 3 à 12 mois | de 1 à 5 ans  | > 5 ans      | Total 12/2023 |
|--|---------------|----------------|---------------|--------------|---------------|
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                              | <b>23 327</b> | <b>11 036</b>  | <b>21 097</b> | <b>2 330</b> | <b>57 790</b> |
| Banques centrales                                      | 350           | 1 500          | 471           |              | 2 321         |
| Instruments dérivés                                    | 10            | 95             | 204           |              | 309           |
| Dettes envers les établissements de crédit             | 595           | 591            | 993           |              | 2 179         |
| Dettes envers la clientèle                             | 19 820        | 4 299          | 4 513         | 600          | 29 232        |
| Dettes représentées par un titre                       | 2 289         | 3 672          | 13 355        | 774          | 20 090        |
| Dettes subordonnées                                    | 19            |                |               | 872          | 891           |
| Intérêts futurs à payer                                | 244           | 879            | 1 561         | 84           | 2 768         |
| <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS ET GARANTIES DONNÉS</b> | <b>3 001</b>  | <b>148</b>     |               | <b>1</b>     | <b>3 150</b>  |
| <b>TOTAL FLUX FUTURS CONTRACTUELS PAR ÉCHÉANCE</b>     | <b>26 328</b> | <b>11 184</b>  | <b>21 097</b> | <b>2 331</b> | <b>60 940</b> |

| En millions d'euros                                    | < 3 mois      | de 3 à 12 mois | de 1 à 5 ans  | > 5 ans      | Total 12/2022 |
|--|---------------|----------------|---------------|--------------|---------------|
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                              | <b>22 166</b> | <b>9 611</b>   | <b>18 622</b> | <b>2 327</b> | <b>52 726</b> |
| Banques centrales                                      |               | 1 750          | 1 961         |              | 3 711         |
| Instruments dérivés                                    | 5             | 82             | 252           | 2            | 341           |
| Dettes envers les établissements de crédit             | 423           | 523            | 972           |              | 1 918         |
| Dettes envers la clientèle                             | 18 873        | 2 561          | 3 293         | 700          | 25 427        |
| Dettes représentées par un titre                       | 2 664         | 4 003          | 10 923        | 640          | 18 230        |
| Dettes subordonnées                                    | 15            |                |               | 866          | 881           |
| Intérêts futurs à payer                                | 186           | 692            | 1 221         | 119          | 2 218         |
| <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS ET GARANTIES DONNÉS</b> | <b>4 199</b>  | <b>25</b>      |               | <b>1</b>     | <b>4 225</b>  |
| <b>TOTAL FLUX FUTURS CONTRACTUELS PAR ÉCHÉANCE</b>     | <b>26 365</b> | <b>9 636</b>   | <b>18 622</b> | <b>2 328</b> | <b>56 951</b> |

La somme des flux futurs contractuels n'est pas égale aux valeurs bilancielle notamment en raison de la prise en compte des intérêts futurs contractuels et des coupons de swaps non actualisés.

Pour les dérivés passifs, les flux contractuels correspondent aux montants à décaisser.

Pour les autres passifs financiers non dérivés, les flux contractuels correspondent au remboursement du nominal et au paiement des intérêts.

Pour les instruments financiers à taux variable, les intérêts ont été estimés sur la base du taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2023.

**NOTE 22** Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13) et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur

| En millions d'euros - 31/12/2023                   | Valeur Comptable | Fair Value |               |               | JV (*)        | Écart (*)    |
|--|------------------|------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
|  |                  | Niveau 1   | Niveau 2      | Niveau 3      |               |              |
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                           | <b>60 974</b>    | <b>596</b> | <b>6 524</b>  | <b>52 925</b> | <b>60 045</b> | <b>(929)</b> |
| Caisse et Banques centrales                        | 4 733            |            | 4 733         |               | 4 733         |              |
| Instruments dérivés de couverture                  | 225              |            | 225           |               | 225           |              |
| Actifs financier                                   | 626              | 596        | 27            | 3             | 626           |              |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 1 539            |            | 1 539         |               | 1 539         |              |
| Prêts et créances sur la clientèle                 | 53 851           |            |               | 52 922        | 52 922        | (929)        |
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                          | <b>55 522</b>    | <b>11</b>  | <b>55 720</b> |               | <b>55 731</b> | <b>(209)</b> |
| Banques centrales                                  | 2 375            |            | 2 378         |               | 2 378         | (3)          |
| Instruments dérivés de couverture                  | 289              |            | 289           |               | 289           |              |
| Passifs financier                                  | 62               |            | 62            |               | 62            |              |
| Dettes envers les établissements de crédit         | 2 275            |            | 2 305         |               | 2 305         | (30)         |
| Dettes envers la clientèle                         | 29 312           |            | 29 312        |               | 29 312        |              |
| Dettes représentées par un titre                   | 20 316           |            | 20 564        |               | 20 564        | (248)        |
| Dettes subordonnées                                | 893              | 11         | 810           |               | 821           | 72           |

(\*) JV : Juste valeur - Écart : Gains ou pertes latents.

| En millions d'euros - 31/12/2022                   | Valeur Comptable | Fair Value |               |               | JV (*)        | Écart (*)    |
|--|------------------|------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
|  |                  | Niveau 1   | Niveau 2      | Niveau 3      |               |              |
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                           | <b>57 269</b>    | <b>627</b> | <b>7 998</b>  | <b>48 317</b> | <b>56 942</b> | <b>(327)</b> |
| Caisse et Banques centrales                        | 5 874            |            | 5 874         |               | 5 874         |              |
| Instruments dérivés de couverture                  | 329              |            | 329           |               | 329           |              |
| Actifs financier                                   | 745              | 627        | 105           | 13            | 745           |              |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 1 690            |            | 1 690         |               | 1 690         |              |
| Prêts et créances sur la clientèle                 | 48 631           |            |               | 48 304        | 48 304        | (327)        |
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                          | <b>50 545</b>    | <b>15</b>  | <b>50 414</b> |               | <b>50 429</b> | <b>116</b>   |
| Banques centrales                                  | 3 715            |            | 3 760         |               | 3 760         | (45)         |
| Instruments dérivés de couverture                  | 322              |            | 322           |               | 322           |              |
| Passifs financier                                  | 29               |            | 29            |               | 29            |              |
| Dettes envers les établissements de crédit         | 2 012            |            | 1 986         |               | 1 986         | 26           |
| Dettes envers la clientèle                         | 25 473           |            | 25 473        |               | 25 473        |              |
| Dettes représentées par un titre                   | 18 108           |            | 18 085        |               | 18 085        | 23           |
| Dettes subordonnées                                | 886              | 15         | 759           |               | 774           | 112          |

(\*) JV : Juste valeur - Écart : Gains ou pertes latents.

Les actifs financiers classés en niveau 3 correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées.

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la

majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées ci-dessous.

### Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à trois niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 7 est la suivante :

- niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques ;
- niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables ;
- niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe Mobilize Financial Services ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

#### Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par le groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2023 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les titres en niveau 3 correspondent aux titres de participations non consolidés pour lesquels il n'existe pas de cotation.

#### Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2023.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

#### Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés au groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2023 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de RCI Banque S.A. des émissions sur le marché secondaire contre trois mois.

01.

02.

03.

## NOTE 23 Accords de compensation et autres engagements similaires

### Convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme et accords similaires

Le groupe Mobilize Financial Services négocie ses contrats d'instruments dérivés à terme sous les conventions-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) et de la FBF (Fédération Bancaire Française).

La survenance d'un cas de défaut donne à la partie non défaillante le droit de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et au paiement ou à la réception d'un solde de résiliation pour l'ensemble des transactions résiliées.

Les conventions-cadre ISDA et FBF ne répondent pas aux critères de compensation dans les états financiers. Le groupe Mobilize Financial Services ne dispose actuellement pas d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés uniquement en cas de défaut ou d'événement de crédit.

### Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

| En millions d'euros - 31/12/2023               | Valeur Brute comptable avant compensation | Montants bruts compensés | Montant net au bilan | Montants non compensés           |                    |                     | Exposition nette |
|--|---|--------------------------|----------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|------------------|
|  |   |                          |                      | Instruments financiers au passif | Garantie au Passif | Garantie hors bilan |                  |
| <b>ACTIFS</b>                                  | <b>1 212</b>                              |                          | <b>1 212</b>         | <b>234</b>                       | <b>703</b>         |                     | <b>275</b>       |
| Dérivés  | 225                                       |                          | 225                  | 234                              |                    |                     | (9)              |
| Créances de financements Réseau <sup>(1)</sup> | 987                                       |                          | 987                  |                                  | 703                |                     | 284              |
| <b>PASSIFS</b>                                 | <b>289</b>                                |                          | <b>289</b>           | <b>234</b>                       |                    |                     | <b>55</b>        |
| Dérivés  | 289                                       |                          | 289                  | 234                              |                    |                     | 55               |

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspond pour 498 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 495 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf. note 13.3) et pour 489 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil SA, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 208 M€ par nantissement des lettras de cambio souscrites par les concessionnaires.

| En millions d'euros - 31/12/2022               | Valeur Brute comptable avant compensation | Montants bruts compensés | Montant net au bilan | Montants non compensés           |                    |                     | Exposition nette |
|--|---|--------------------------|----------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|------------------|
|  |   |                          |                      | Instruments financiers au passif | Garantie au Passif | Garantie hors bilan |                  |
| <b>ACTIFS</b>                                  | <b>1 241</b>                              |                          | <b>1 241</b>         | <b>334</b>                       | <b>720</b>         |                     | <b>187</b>       |
| Dérivés  | 329                                       |                          | 329                  | 334                              |                    |                     | (5)              |
| Créances de financements Réseau <sup>(1)</sup> | 912                                       |                          | 912                  |                                  | 720                |                     | 192              |
| <b>PASSIFS</b>                                 | <b>322</b>                                |                          | <b>322</b>           | <b>334</b>                       |                    |                     | <b>(12)</b>      |
| Dérivés  | 322                                       |                          | 322                  | 334                              |                    |                     | (12)             |

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspond pour 538 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 531 M€ par un gage-espèces accordé par le constructeur Renault (cf. note 13.3) et pour 374 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil SA, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 189 M€ par nantissement des lettras de cambio souscrites par les concessionnaires.

## NOTE 24 Engagements donnés

| En millions d'euros                                  | 12/2023      | 12/2022      |
|--|--------------|--------------|
| <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>                    | <b>3 092</b> | <b>4 209</b> |
| Engagements en faveur de la clientèle                | 3 092        | 4 209        |
| <b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>                       | <b>279</b>   | <b>305</b>   |
| Engagements d'ordre d'établissements de crédit       | 200          | 140          |
| Engagements d'ordre de la clientèle                  | 79           | 165          |
| <b>AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS</b>                     | <b>66</b>    | <b>86</b>    |
| Engagements sur locations mobilières et immobilières | 66           | 86           |
| <b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNÉS (*)</b>              | <b>3 437</b> | <b>4 600</b> |

(\*) Dont entreprises liées.

1

3

## NOTE 25 Engagements reçus

| En millions d'euros                          | 12/2023       | 12/2022       |
|--|---------------|---------------|
| <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>            | <b>4 631</b>  | <b>4 714</b>  |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 4 631         | 4 714         |
| <b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>               | <b>21 603</b> | <b>18 242</b> |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 206           | 175           |
| Engagements reçus de la clientèle            | 6 745         | 6 511         |
| Engagements de reprise reçus                 | 14 652        | 11 556        |
| <b>AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS</b>              | <b>64</b>     | <b>88</b>     |
| Autres engagements reçus                     | 64            | 88            |
| <b>TOTAL DES ENGAGEMENTS REÇUS (*)</b>       | <b>26 298</b> | <b>23 044</b> |
| (*) Dont entreprises liées                   | 5 624         | 5 869         |

Le groupe Mobilize Financial Services dispose au 31 décembre 2023 de 4 631 M€ de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions à court et moyen termes et de 5 182 M€ d'actifs éligibles et mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne ou de la Banque d'Angleterre (après prise en compte des décotes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière.

### Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe Mobilize Financial Services mène donc une gestion active et rigoureuse de ses sûretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

## NOTE 26 Exposition au risque de change

| En millions d'euros - 12/2023 | Bilan           |                 | Hors Bilan      |                 | Position Nette |              |                 |
|-------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|--------------|-----------------|
|                               | Position longue | Position courte | Position longue | Position courte | Total          | Dt Monétaire | Dt Structurelle |
| Position en GBP               | 608             |                 |                 | (273)           | 335            | 1            | 334             |
| Position en JPY               | 2               |                 |                 |                 | 2              | 2            |                 |
| Position en CHF               | 299             |                 |                 | (294)           | 5              | 1            | 4               |
| Position en CZK               | 68              |                 |                 | (51)            | 17             |              | 17              |
| Position en ARS               | 1               |                 |                 |                 | 1              |              | 1               |
| Position en BRL               | 130             |                 |                 |                 | 130            |              | 130             |
| Position en PLN               | 839             |                 |                 | (826)           | 13             |              | 13              |
| Position en HUF               | 5               |                 |                 |                 | 5              |              | 5               |
| Position en RON               | 41              |                 |                 | (41)            |                |              |                 |
| Position en KRW               | 149             |                 |                 |                 | 149            |              | 149             |
| Position en MAD               | 27              |                 |                 |                 | 27             |              | 27              |
| Position en DKK               | 44              |                 |                 | (44)            |                |              |                 |
| Position en TRY               | 2               |                 |                 |                 | 2              |              | 2               |
| Position en SEK               | 104             |                 |                 | (104)           |                |              |                 |
| Position en INR               | 23              |                 |                 |                 | 23             |              | 23              |
| Position en COP               | 28              |                 |                 |                 | 28             |              | 28              |
| <b>EXPOSITIONS TOTALES</b>    | <b>2 370</b>    |                 |                 | <b>(1 633)</b>  | <b>737</b>     | <b>4</b>     | <b>733</b>      |

| En millions d'euros - 12/2022 | Bilan           |                 | Hors Bilan      |                 | Position Nette |              |                 |
|-------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|--------------|-----------------|
|                               | Position longue | Position courte | Position longue | Position courte | Total          | Dt Monétaire | Dt Structurelle |
| Position en GBP               | 802             |                 |                 | (474)           | 328            | 1            | 327             |
| Position en JPY               | 1               |                 |                 |                 | 1              | 1            |                 |
| Position en CHF               | 302             |                 |                 | (298)           | 4              |              | 4               |
| Position en CZK               | 72              |                 |                 | (54)            | 18             |              | 18              |
| Position en ARS               | 3               |                 |                 |                 | 3              |              | 3               |
| Position en BRL               | 124             |                 |                 |                 | 124            |              | 124             |
| Position en PLN               | 563             |                 |                 | (551)           | 12             |              | 12              |
| Position en HUF               | 5               |                 |                 |                 | 5              |              | 5               |
| Position en RON               | 30              |                 |                 | (30)            |                |              |                 |
| Position en KRW               | 159             |                 |                 |                 | 159            |              | 159             |
| Position en MAD               | 26              |                 |                 |                 | 26             |              | 26              |
| Position en DKK               | 35              |                 |                 | (35)            |                |              |                 |
| Position en TRY               | 4               |                 |                 |                 | 4              |              | 4               |
| Position en SEK               | 93              |                 |                 | (93)            |                |              |                 |
| Position en RUB               | 16              |                 |                 | (17)            | (1)            | (1)          |                 |
| Position en INR               | 24              |                 |                 |                 | 24             |              | 24              |
| Position en COP               | 23              |                 |                 |                 | 23             |              | 23              |
| <b>EXPOSITIONS TOTALES</b>    | <b>2 282</b>    |                 |                 | <b>(1 552)</b>  | <b>730</b>     | <b>1</b>     | <b>729</b>      |

La position de change structurelle correspond à la valeur historique de souscription des titres de participations en devises détenus par RCI Banque S.A..

## NOTE 27 Intérêts et produits assimilés

| En millions d'euros  | 12/2023      | 12/2022      |
|--|--------------|--------------|
| <b>INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS</b>                                | <b>4 195</b> | <b>2 965</b> |
| Opérations avec les établissements de crédit                         | 439          | 154          |
| Opérations avec la clientèle   | 2 626        | 1 950        |
| Opérations de location financière                                    | 879          | 730          |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture               | 187          | 80           |
| Intérêts courus et échus des instruments financier                   | 64           | 51           |
| <b>ETALEMENT DES RÉMUNÉRATIONS VERSÉES AUX APPORTEURS D'AFFAIRES</b> | <b>(798)</b> | <b>(813)</b> |
| Opérations avec la clientèle   | (546)        | (603)        |
| Opérations de location financière                                    | (252)        | (210)        |
| <b>TOTAL DES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS (*)</b>                  | <b>3 397</b> | <b>2 152</b> |
| (*) Dont entreprises liées   | 672          | 546          |

La hausse des intérêts et produits assimilés s'explique principalement par la hausse des taux de marché en 2023 qui a abouti à une hausse des taux facturés aux clients afin de protéger notre marge financière.

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.



## NOTE 28 Intérêts et charges assimilées

| En millions d'euros                                    | 12/2023        | 12/2022      |
|--|----------------|--------------|
| Opérations avec les établissements de crédit           | (431)          | (240)        |
| Opérations avec la clientèle                           | (684)          | (158)        |
| Opérations de location financière                      | (3)            | (8)          |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture | (166)          | (31)         |
| Charges sur dettes représentées par un titre           | (807)          | (429)        |
| Autres intérêts et charges assimilées                  | (18)           | (17)         |
| <b>TOTAL DES INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES (*)</b>    | <b>(2 109)</b> | <b>(883)</b> |
| (*) Dont entreprises liées                             | (25)           | (3)          |

La hausse des intérêts et charges assimilées s'explique principalement par la hausse des taux de marché en 2023.

## NOTE 29 Commissions

| En millions d'euros   | 12/2023      | 12/2022      |
|---|--------------|--------------|
| <b>PRODUITS SUR COMMISSIONS</b>                                 | <b>765</b>   | <b>679</b>   |
| Commissions   | 31           | 20           |
| Frais de dossiers   | 21           | 17           |
| Commissions sur activités de services                           | 158          | 126          |
| Commissions de courtage d'assurance                             | 63           | 61           |
| Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement | 266          | 244          |
| Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement | 166          | 150          |
| Autres commissions accessoires aux contrats de financement      | 60           | 61           |
| <b>CHARGES SUR COMMISSIONS</b>                                  | <b>(383)</b> | <b>(311)</b> |
| Commissions   | (50)         | (31)         |
| Commissions sur les activités de services                       | (118)        | (98)         |
| Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement | (52)         | (47)         |
| Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement | (134)        | (108)        |
| Autres commissions accessoires aux contrats de financement      | (29)         | (27)         |
| <b>TOTAL DES COMMISSIONS NETTES (*)</b>                         | <b>382</b>   | <b>368</b>   |
| (*) Dont entreprises liées                                      | 17           | 9            |

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

## NOTE 30 Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

| En millions d'euros  | 12/2023      | 12/2022    |
|--|--------------|------------|
| <b>GAINS (PERTES) NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS</b>                                  | <b>(102)</b> | <b>75</b>  |
| Gains et pertes nets sur opérations de change  | 26           | (20)       |
| Gains et pertes nets sur les instruments dérivés classés en juste valeur par résultat  | (118)        | 82         |
| Gains et pertes nets sur titres participatifs évalués à la juste valeur                | 4            | 2          |
| Couvertures de juste valeur : variation instruments de couverture                      | 185          | (372)      |
| Couvertures de juste valeur : variation éléments couverts                              | (202)        | 383        |
| Gains et pertes nets sur titres évalués à la juste valeur par résultat                 | 3            |            |
| <b>ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT</b>                        | <b>(7)</b>   | <b>(6)</b> |
| Dividendes reçus des titres de participation non consolidés                            |              | 1          |
| Gains et pertes sur actifs en juste valeur par résultat                                | (7)          | (7)        |
| <b>TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR (*)</b> | <b>(109)</b> | <b>69</b>  |
| (*) Dont entreprises liées   | (7)          | 1          |

Dans le cadre de la couverture de certains passifs à taux variable (dépôts), le groupe Mobilize Financial Services a mis en place des dérivés de taux non qualifiés comptablement de dérivés de couverture selon les dispositions d'IFRS 9). Le produit net bancaire a été négativement impacté par un effet

négatif de la valorisation des swaps de taux et dans une moindre mesure par les swaps de change d'un total de -118 M€ principalement dû à l'amortissement du portefeuille ayant généré 82 M€ de bénéfice en 2022.

## NOTE 31 Produits et charges nets des autres activités

| En millions d'euros  | 12/2023      | 12/2022      |
|--|--------------|--------------|
| <b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>                     | <b>785</b>   | <b>573</b>   |
| Produits liés aux fins de co trats de location non-douteux         | 406          | 258          |
| • dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles             | 203          | 49           |
| Opérations de location opérationnelle                              | 340          | 295          |
| Autres produits d'exploitation bancaire                            | 39           | 20           |
| • dont reprise de provisions pour risques bancaires                | 9            | 7            |
| <b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>                      | <b>(739)</b> | <b>(561)</b> |
| Charges liées aux fins de co trats de location non-douteux         | (381)        | (229)        |
| • dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles            | (190)        | (67)         |
| Coûts de distribution non assimilables à des intérêts              | (81)         | (85)         |
| Opérations de location opérationnelle                              | (239)        | (213)        |
| Autres charges d'exploitation bancaire                             | (38)         | (34)         |
| • dont dotation aux provisions pour risques bancaires              | (10)         | (8)          |
| <b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION</b>                   | <b>8</b>     | <b>13</b>    |
| Autres produits d'exploitation                                     | 28           | 28           |
| Autres charges d'exploitation                                      | (20)         | (15)         |
| <b>TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES NETS DES AUTRES ACTIVITÉS (*)</b> | <b>54</b>    | <b>25</b>    |
| (*) Dont entreprises liées   | 10           | 2            |

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

## NOTE 32 Charges générales d'exploitation et des effectifs

| En millions d'euros   | 12/2023      | 12/2022      |
|---|--------------|--------------|
| <b>FRAIS DE PERSONNEL</b>   | <b>(372)</b> | <b>(360)</b> |
| Rémunération du personnel   | (255)        | (231)        |
| Charges de retraites et assimilées - Régime à cotisations définie | (27)         | (22)         |
| Charges de retraites et assimilées - Régime à prestations définie | 4            | (1)          |
| Autres charges sociales   | (81)         | (77)         |
| Autres charges de personnel                                       | (13)         | (29)         |
| <b>AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS</b>                                | <b>(321)</b> | <b>(258)</b> |
| Impôts et taxes hors IS   | (58)         | (54)         |
| Loyers  | (7)          | (7)          |
| Autres frais administratifs                                       | (256)        | (197)        |
| <b>TOTAL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION (*)</b>             | <b>(693)</b> | <b>(618)</b> |
| (*) Dont entreprises liées  | (1)          | 11           |

Les honoraires des Commissaires aux comptes sont analysés dans la partie Annexe 3 « honoraires des Commissaires aux comptes et de leur réseau ».

De plus, les services autres que la certification des comptes fournis par KPMG SA et Mazars au cours de l'exercice à RCI et aux entités qu'elle contrôle concernent essentiellement (i) des évaluations d'expérience client, (ii) préparation de la déclaration d'impôt et (iii) attestations suite à une nouvelle réglementation.

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration et pour risques liés au personnel pour un montant de - 4 M€ au 31 décembre 2023 contre - 19 M€ au 31 décembre 2022.

| Effectif moyen en nombre              | 12/2023      | 12/2022      |
|---------------------------------------|--------------|--------------|
| Financements et services en France    | 1 852        | 1 801        |
| Financements et services à l'étranger | 2 420        | 2 286        |
| <b>TOTAL GROUPE RCI BANQUE</b>        | <b>4 272</b> | <b>4 087</b> |

## NOTE 33 Coût du risque par catégorie de clientèle

| En millions d'euros                               | 12/2023      | 12/2022      |
|---|--------------|--------------|
| <b>COÛT DU RISQUE SUR FINANCEMENT CLIENTÈLE</b>   | <b>(154)</b> | <b>(210)</b> |
| Dotations pour dépréciation                       | (447)        | (331)        |
| Reprises de dépréciation                          | 421          | 221          |
| Pertes sur créances irrécouvrables                | (160)        | (128)        |
| Récupérations sur créances amorties               | 32           | 28           |
| <b>COÛT DU RISQUE SUR FINANCEMENT DES RÉSEAUX</b> | <b>9</b>     | <b>21</b>    |
| Dotations pour dépréciation                       | (43)         | (25)         |
| Reprises de dépréciation                          | 54           | 54           |
| Pertes sur créances irrécouvrables                | (2)          | (8)          |
| <b>COÛT DU RISQUE SUR AUTRES ACTIVITÉS</b>        | <b>(8)</b>   | <b>(6)</b>   |
| Variation des dépréciations des autres créances   |              | (3)          |
| Autres corrections de valeurs                     | (8)          | (3)          |
| <b>TOTAL DU COÛT DU RISQUE</b>                    | <b>(153)</b> | <b>(195)</b> |

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

A fin décembre 2023, le coût du risque total s'établit en dotation nette de 153 M€ dont 154 M€ sur le financement clientèle (soit 0,38% des Actifs Productifs Moyens) et une reprise de 9 M€ (soit -0,09% des Actifs Productifs Moyens) sur le financement des réseaux.

Sur l'activité clientèle, les principaux mouvements intervenus au cours de l'année 2023 sont :

- une augmentation nette de provision de 55 M€ sur les encours en défaut qui s'explique par une augmentation des expositions compensée par une diminution du taux de couverture ;
- une diminution nette de provision de 29 M€ sur les encours sains ou dégradés depuis l'origination expliquée par les éléments suivants :
  - une dotation suite à une augmentation des encours de 38M€;
  - une dotation sur l'évolution du mix par bucket et des paramètres de risque de 10M€
  - une reprise d'expertise sur les paramètres de risque de 21M€

- une reprise de au titre du forward-looking de 20M€
- une reprise d'expertise concernant le risque inflation de 15M€
- une reprise d'expertise concernant les clients fragiles de 6M€
- une reprise de d'expertise sur les risques individuels de 14M€

Sur l'activité Réseau (financement des concessionnaires), le coût du risque (reprise de 9 M€) se décompose en :

- 5 M€ de reprise de provision sur les encours en défaut expliquée par une amélioration dans le mix du portefeuille en B3 avec moins d'exposition sur les contreparties à maturité longue dans le défaut et l'entrée en défaut de contreparties au Brésil dont une partie importante de l'exposition est couverte par garantie ;
- 5 M€ de reprise de provision sur les encours sains ou dégradés depuis l'origination, expliquée en partie par l'amélioration du mix par classe de risque et par la mise à jour de paramètres PD/LGD.

Sur les autres activités, le coût du risque est principalement lié à la dépréciation des prêts d'actionnaire de RNL Leasing (-6 M€).

## NOTE 34 Impôts sur les bénéfices

| En millions d'euros                                     | 12/2023      | 12/2022      |
|---|--------------|--------------|
| <b>IMPÔTS EXIGIBLES</b>                                 | <b>(312)</b> | <b>(288)</b> |
| Impôts courants sur les bénéfices                       | (312)        | (288)        |
| <b>IMPÔTS DIFFÉRÉS</b>                                  | <b>78</b>    | <b>(33)</b>  |
| Impôts différés   | 77           | (33)         |
| Variation de la dépréciation des impôts différés actifs | 1            |              |
| <b>TOTAL DE LA CHARGE D'IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES</b>    | <b>(234)</b> | <b>(321)</b> |

Le montant de la CVAE classé en impôts courants sur les bénéfices s'élève à - 5 M€.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

La charge d'impôt au 31 décembre 2023 tient compte d'un produit d'impôt de 54,5 M€. Ce produit d'impôt correspond au remboursement par l'État Maltais d'un crédit d'impôt équivalent à 6/7 de la charge d'impôt 2022 (soit 6/7 de 63,7 M€).

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

### Ventilation du solde net bilantiel des impôts différés

| En millions d'euros   | 12/2023      | 12/2022      |
|---|--------------|--------------|
| ID sur provisions   | 31           | 24           |
| ID sur provisions et autres charges déductibles lors de leur paiement | (39)         | 5            |
| ID sur déficits reportables   | 93           | 92           |
| ID sur autres actifs et passifs                                       | 107          | (90)         |
| ID sur opérations de location   | (721)        | (708)        |
| ID sur immobilisations  | 14           | 7            |
| Provisions sur impôts différés actif                                  | (8)          | (9)          |
| <b>TOTAL DES IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS AU BILAN</b>                        | <b>(523)</b> | <b>(679)</b> |

Le différentiel de taux sur les entités françaises est essentiellement dû à un mécanisme de plafonnement des déductions charges financières, moins avantageux (effet rabout).

### Impôts différés constatés sur les autres éléments du résultat global

| En millions d'euros                            | Var. 2023 des capitaux propres |    |       | Var. 2022 des capitaux propres |      |     |
|--|--------------------------------|----|-------|--------------------------------|------|-----|
|  | Avant IS                       | IS | Net   | Avant IS                       | IS   | Net |
| Opérations de couverture de flux de trésorerie | (236)                          | 63 | (173) | 265                            | (66) | 199 |
| Variation de JV des actifs financier           | 6                              |    | 4     | (12)                           | 4    | (8) |
| Écarts actuariels sur engagements de retraite  | (6)                            | 2  | (4)   | 15                             | (4)  | 11  |
| Différences de conversion                      | 16                             |    | 16    | (1)                            |      | (1) |
| Variation des contrats d'assurance             | (5)                            | 2  | (3)   |                                |      |     |

## **NOTE 35** Évènements postérieurs à la clôture

L'acquisition de Mobility Concept et de MeinAuto, divisions du Groupe MeinAuto, acteur de premier plan sur le marché allemand du leasing automobile, a été finalisée le 2 janvier 2024 par Mobilize Lease&Co, filiale de RCI Banque S.A. Cette transaction vise à accélérer la croissance et le développement des offres de location longue durée en Allemagne.

Cette synergie permettra à Mobilize Lease&Co de déployer des offres clés en main, des services d'abonnement et des formules de leasing flexibles multimarques.

Cette acquisition représente une opportunité de développement structurante grâce à son portefeuille de 60 000 véhicules pour un total d'environ 1.5 Md€ et ses 350 employés. La juste valeur des actifs nets acquis s'élève à 167 M€. Le goodwill d'acquisition est estimé à 81 M€. L'allocation du prix d'acquisition est en cours.

Aucun autre événement postérieur à la clôture n'est à constater.

## 1.3.8 Filiales et succursales du groupe

### 1.3.8.1 Liste des sociétés consolidées et des succursales à l'étranger

| Pays  | Participation directe de RCI | Participation indirecte de RCI |             | Pourcentage d'intérêt |      |
|---|------------------------------|--------------------------------|-------------|-----------------------|------|
|   |                              | %                              | Détenue par | 2023                  | 2022 |
| <b>SOCIÉTÉ MÈRE</b>   |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Banque S.A.   |                              |                                |             |                       |      |
| <b>SUCCURSALES DE RCI BANQUE</b>  |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland                               |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Banque Sucursal Argentina   |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Banque S.A. Niederlassung Osterreich                                |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Banque S.A. Sucursal en Espana                                      |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Banque Sucursal Portugal  |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Banque S.A. Bancna Podruznicna Ljubljana                            |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Banque Succursale Italiana  |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Banque Branch Ireland   |                              |                                |             |                       |      |
| Renault Finance Nordic, Bankfilial till RCI Banque S.A. Frankrike       |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Banque Spółka Akcyjna Oddział w Polsce                              |                              |                                |             |                       |      |
| <b>SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT</b>                                   |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Versicherungs Service GmbH  |                              |                                |             |                       |      |
| Bipi Mobility Germany GmbH <sup>(1)</sup>                               |                              |                                |             |                       |      |
| Rombo Compania Financiera SA  |                              |                                |             |                       |      |
| Courtage SA   |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Financial Services SA   |                              |                                |             |                       |      |
| AUTOFIN   |                              |                                |             |                       |      |
| Administradora De Consorcio RCI Brasil Ltda.                            |                              |                                |             |                       |      |
| Banco RCI Brasil SA (ex Companhia de Arrendamento Mercantil RCI Brasil) |                              |                                |             |                       |      |
| Corretora de Seguros RCI Brasil SA                                      |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Brasil Serviços e Participações Ltda                                |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Colombia SA Compania De Financiamiento                              |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Servicios Colombia SA   |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Usluge d.o.o <sup>(2)</sup>   |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Financial Services Korea Co, Ltd                                    |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Insurance Service Korea Co.Ltd <sup>(2)</sup>                       |                              |                                |             |                       |      |
| Overlease SA  |                              |                                |             |                       |      |
| Bipi Mobility SL  |                              |                                |             |                       |      |
| Diac SA   |                              |                                |             |                       |      |
| Diac Location SA  |                              |                                |             |                       |      |
| Bipi Mobility France  |                              |                                |             |                       |      |
| Mobilize Insurance SAS <sup>(1)</sup>                                   |                              |                                |             |                       |      |
| Mobilize Lease&Co SAS <sup>(1)</sup>                                    |                              |                                |             |                       |      |
| RCI ZRT   |                              |                                |             |                       |      |
| ES Mobility SRL   |                              |                                |             |                       |      |
| Bipi Mobility Italy SRL   |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Services Ltd  |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Insurance Ltd   |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Life Ltd  |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Finance Maroc SA  |                              |                                |             |                       |      |
| RDFM SAR.L  |                              |                                |             |                       |      |
| RCI Financial Services B.V.   |                              |                                |             |                       |      |

|  | Pays        | Participation directe de RCI | Participation indirecte de RCI |   | Pourcentage d'intérêt |      |
|--|-------------|------------------------------|--------------------------------|---|-----------------------|------|
|  |             |                              | %                              | Détenue par   | 2023                  | 2022 |
| Bipi Mobility Netherlands B.V. <sup>(2)</sup>            | Pays-Bas    | -                            | 100                            | Bipi Mobility SL                                    | 100                   | 100  |
| RCI Leasing Polska Sp. z.o.o                             | Pologne     | 100                          |                                |   | 100                   | 100  |
| RCI COM SA   | Portugal    | 100                          |                                |   | 100                   | 100  |
| RCI GEST SEGUROS - Mediadores de Seguros, Lda            | Portugal    | -                            | 100                            | RCI COM SA  | 100                   | 100  |
| RCI Finance CZ s.r.o.                                    | R. Tchèque  | 100                          |                                |   | 100                   | 100  |
| RCI Financial Services s.r.o.                            | R. Tchèque  | 50                           |                                |   | 50                    | 50   |
| RCI Broker De Asigurare S.R.L.                           | Roumanie    | -                            | 100                            | RCI Finantare Romania                               | 100                   | 100  |
| RCI Finantare Romania                                    | Roumanie    | 100                          |                                |   | 100                   | 100  |
| RCI Leasing Romania IFN SA                               | Roumanie    | 100                          |                                |   | 100                   | 100  |
| RCI Financial Services Ltd                               | Royaume-Uni | -                            | 100                            | RCI Bank UK Ltd                                     | 100                   | 100  |
| RCI Bank UK Ltd  | Royaume-Uni | 100                          |                                |   | 100                   | 100  |
| Bipi Mobility UK Limited <sup>(2)</sup>                  | Royaume-Uni | -                            | 100                            | Bipi Mobility SL                                    | 100                   | 100  |
| Mobilize Lease&Co UK Ltd <sup>(1)</sup>                  | Royaume-Uni | -                            | 85                             | RCI Bank UK Ltd                                     | 85                    | 0    |
| RNL Leasing <sup>(3)</sup>                               | Russie      | 0                            |                                |   | 0                     | 100  |
| RCI Finance SA   | Suisse      | 100                          |                                |   | 100                   | 100  |
| RCI Finance SK S.r.O <sup>(2)</sup>                      | Slovaquie   | 100                          |                                |   | 100                   | 100  |
| RCI Lizing d.o.o <sup>(2)</sup>                          | Slovénie    | 100                          |                                |   | 100                   | 100  |
| <b>SPV</b>   |             |                              |                                |   |                       |      |
| CARS Alliance Auto Loans Germany Master                  | Allemagne   |                              |                                | RCI Banque Niederlassung (cf. note 14) Deutschland  |                       |      |
| CARS Alliance Auto Leases Germany                        | Allemagne   |                              |                                | RCI Banque Niederlassung Deutschland                |                       |      |
| CARS Alliance DFP Germany 2017                           | Allemagne   |                              |                                | RCI Banque Niederlassung (cf. note 14) Deutschland  |                       |      |
| CARS Alliance Auto Loans Germany V 2019-1                | Allemagne   |                              |                                | (RCI Banque Niederlassung (cf. note 14) Deutschland |                       |      |
| CARS Alliance Auto Loans Germany V 2021-1                | Allemagne   |                              |                                | RCI Banque Niederlassung (cf. note 14) Deutschland  |                       |      |
| CARS Alliance Auto Loans Germany V2023-1 <sup>(1)</sup>  | Allemagne   |                              |                                | RCI Banque Niederlassung (cf. note 14) Deutschland  |                       |      |
| CARS Alliance Auto Loans Spain 2022 <sup>(2)</sup>       | Espagne     |                              |                                | RCI Banque (cf. note 14) Sucursal en Espana         |                       |      |
| FCT Cars Alliance DFP France                             | France      |                              |                                | (cf. note 14) Diac SA                               |                       |      |
| CARS Alliance Auto Loans France FCT Master               | France      |                              |                                | (cf. note 14) Diac SA                               |                       |      |
| CARS Alliance Auto Leases France V 2020-1                | France      |                              |                                | (cf. note 14) Diac SA                               |                       |      |
| CARS Alliance Auto Leases France Master                  | France      |                              |                                | (cf. note 14) Diac SA                               |                       |      |
| CARS Alliance Auto Loans France V 2022-1 <sup>(2)</sup>  | France      |                              |                                | (cf. note 14) Diac SA                               |                       |      |
| Diac RV Master   | France      |                              |                                | Diac SA   |                       |      |
| CARS Alliance Auto Leases France V 2023-1 <sup>(1)</sup> | France      |                              |                                | (cf. note 14) Diac SA                               |                       |      |
| CARS Alliance Auto Loans Italy 2015 SRL                  | Italie      |                              |                                | RCI Banque (cf. note 14) Succursale Italiana        |                       |      |
| CARS Alliance UK Master Plc                              | Royaume-Uni |                              |                                | (cf. note 14) RCI Financial Services Ltd            |                       |      |
| CARS Alliance Auto UK 2015 Limited                       | Royaume-Uni |                              |                                | RCI Financial Services Ltd                          |                       |      |
| <b>SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE</b>                     |             |                              |                                |   |                       |      |
| RN SF B.V.   | Pays-Bas    | 50                           |                                |   | 50                    | 50   |
| BARN B.V.  | Pays-Bas    | -                            | 60                             | RN SF B.V.  | 30                    | 30   |
| RN Bank <sup>(3)</sup>                                   | Russie      | -                            | 0                              |   |                       | 30   |



|   | Pays        | Participation directe de RCI | Participation indirecte de RCI |                 | Pourcentage d'intérêt |      |       |
|---|-------------|------------------------------|--------------------------------|-----------------|-----------------------|------|-------|
|   |             |                              | %                              | Détenue par     | 2023                  | 2022 |       |
| Orfin Finansman Anonim Sir eti                      | Turquie     | 50                           |                                |                 |                       | 50   | 50    |
| Renault Crédit Car                                  | Belgique    | -                            | 50,1                           | AUTOFIN         | 50,1                  | 50,1 | 50,10 |
| Nissan Renault Financial Services India Private Ltd | Inde        | 30                           |                                |                 |                       | 30   | 30    |
| Mobility Trader Holding GmbH                        | Allemagne   | 7,4                          |                                |                 |                       | 7,4  | 4,97  |
| Select Vehicule Group Holding Ltd <sup>(1)</sup>    | Royaume-Uni |                              | 36,6                           | RCI Bank UK Ltd |                       | 36,6 |       |

(1) Entités entrées dans le périmètre en 2023.

(2) Entités entrées dans le périmètre en 2022.

(3) Entités cédées et sorties du périmètre de consolidation en 2023

### 1.3.8.2 Filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

| En millions d'euros - 12/2023  | RCI Financial Services, S.r.o. | Rombo Compania Financiera S.A. | Banco RCI Brasil S.A. | RCI Colombia S.A.   |
|--|--------------------------------|--------------------------------|-----------------------|---------------------|
| <b>Avant élimination des opérations intra groupe</b>                               |                                |                                |                       |                     |
| Pays d'implantation  | République tchèque             | Argentine                      | Brésil                | Colombie            |
| Pourcentage d'intérêts détenu par les participations ne donnant pas le contrôle    | 49,90%                         | 40,00%                         | 39,89%                | 49,00%              |
| Pourcentage des droits de vote par les participations ne donnant pas le contrôle   | 49,90%                         | 40,00%                         | 39,89%                | 49,00%              |
| Nature   | Filiale                        | Filiale                        | Filiale               | Filiale             |
| Méthode de consolidation   | Intégration globale            | Intégration globale            | Intégration globale   | Intégration globale |
| Résultat Net - Part des participations ne donnant pas le contrôle                  | 2                              | 3                              | 18                    | (7)                 |
| Capitaux propres - Part des participations ne donnant pas le contrôle              |                                |                                |                       |                     |
| Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle                    | 2                              |                                | 24                    | 4                   |
| Prêts et créances aux établissements de crédit                                     | 4                              | 4                              | 89                    | 83                  |
| Encours nets de crédit et de location financière                                   | 106                            | 34                             | 1 856                 | 834                 |
| Autres Actifs  | 4                              |                                | 151                   | 41                  |
| <b>TOTAL ACTIF</b>   | <b>114</b>                     | <b>38</b>                      | <b>2 096</b>          | <b>958</b>          |
| Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre | 86                             | 28                             | 1 794                 | 886                 |
| Autres Passifs   | 3                              | 2                              | 73                    | 9                   |
| Situation nette  | 25                             | 8                              | 229                   | 63                  |
| <b>TOTAL PASSIF</b>  | <b>114</b>                     | <b>38</b>                      | <b>2 096</b>          | <b>958</b>          |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>  | <b>7</b>                       | <b>9</b>                       | <b>96</b>             | <b>45</b>           |
| Impôts sur les bénéfices   | (1)                            |                                | (12)                  | 7                   |
| Résultat net   | 4                              | 7                              | 44                    | (13)                |
| Autres éléments du résultat global   |                                |                                | (10)                  | (1)                 |
| <b>RÉSULTAT GLOBAL</b>   | <b>4</b>                       | <b>7</b>                       | <b>34</b>             | <b>(14)</b>         |
| Flux de trésorerie des opérations d'exploitation                                   | 14                             | 1                              | 106                   | 86                  |
| Flux de trésorerie liés aux financements   | (9)                            |                                | (101)                 | (15)                |
| Flux de trésorerie liés aux investissements  |                                |                                |                       | (1)                 |
| <b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b> | <b>5</b>                       | <b>1</b>                       | <b>4</b>              | <b>70</b>           |

01.

02.

03.

| En millions d'euros - 12/2022  | RCI Financial Services, S.r.o. | Rombo Compania Financiera S.A. | Banco RCI Brasil S.A | RCI Colombia S.A.   |
|--|--------------------------------|--------------------------------|----------------------|---------------------|
| <b>Avant élimination des opérations intra groupe</b>                               |                                |                                |                      |                     |
| Pays d'implantation  | République tchèque             | Argentine                      | Brésil               | Colombie            |
| Pourcentage d'intérêts détenu par les participations ne donnant pas le contrôle    | 49,90%                         | 40,00%                         | 39,89%               | 49,00%              |
| Pourcentage des droits de vote par les participations ne donnant pas le contrôle   | 49,90%                         | 40,00%                         | 39,89%               | 49,00%              |
| Nature   | Filiale                        | Filiale                        | Filiale              | Filiale             |
| Méthode de consolidation   | Intégration globale            | Intégration globale            | Intégration globale  | Intégration globale |
| Résultat Net - Part des participations ne donnant pas le contrôle                  | 2                              | 1                              | 12                   | 8                   |
| Capitaux propres - Part des participations ne donnant pas le contrôle              |                                |                                |                      | 1                   |
| Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle                    | 3                              |                                | 2                    | 7                   |
| Prêts et créances aux établissements de crédit                                     | 2                              | 19                             | 120                  | 36                  |
| Encours nets de crédit et de location financière                                   | 105                            | 100                            | 1 618                | 701                 |
| Autres Actifs  | 4                              | 3                              | 176                  | 11                  |
| <b>TOTAL ACTIF</b>   | <b>111</b>                     | <b>122</b>                     | <b>1 914</b>         | <b>748</b>          |
| Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre | 81                             | 108                            | 1 544                | 661                 |
| Autres Passifs   | 4                              | 8                              | 116                  | 15                  |
| Situation nette  | 26                             | 6                              | 254                  | 72                  |
| <b>TOTAL PASSIF</b>  | <b>111</b>                     | <b>122</b>                     | <b>1 914</b>         | <b>748</b>          |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>  | <b>8</b>                       | <b>5</b>                       | <b>93</b>            | <b>52</b>           |
| Impôts sur les bénéfices   | (1)                            | 1                              | (9)                  | (10)                |
| Résultat net   | 5                              | 1                              | 29                   | 16                  |
| Autres éléments du résultat global   |                                |                                | 11                   | (1)                 |
| <b>RÉSULTAT GLOBAL</b>   | <b>5</b>                       | <b>1</b>                       | <b>40</b>            | <b>15</b>           |
| Flux de trésorerie des opérations d'exploitation                                   | 3                              | 5                              | (5)                  | 70                  |
| Flux de trésorerie liés aux financements   | (10)                           |                                | (9)                  | (28)                |
| Flux de trésorerie liés aux investissements  |                                |                                |                      | (1)                 |
| <b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b> | <b>(7)</b>                     | <b>5</b>                       | <b>(14)</b>          | <b>41</b>           |

Les pourcentages de droits de vote sont identiques.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour l'entité brésilienne, Banco RCI Brasil SA est classé en « Autres dettes » pour un montant de 109 M€ au 31 décembre 2023 contre 117 M€ au 31 décembre 2022.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour ROMBO Compania Financiera est classé en « Autres dettes » pour un montant de 10 M€ au 31 décembre 2023 contre 4 M€ au 31 décembre 2022.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour RCI Colombia SA est classé en « Autres dettes » pour un montant de 24 M€ au 31 décembre 2023 contre 49 M€ au 31 décembre 2022.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour RCI Financial services S.r.o. est classé en « Autres dettes » pour un montant de 15 M€ au 31 décembre 2023 contre 16 M€ au 31 décembre 2022.

### 1.3.8.3 Entreprises associées et co-entreprises significatives

| En millions d'euros - 12/2023  | ORFIN<br>Finansman<br>Anonim Sirketi | Nissan Renault<br>Financial<br>Services India<br>Private Ltd | Mobility<br>Trader Holding<br>GmbH | Select Vehicle<br>Group Holding<br>Limited |
|--|--------------------------------------|--|------------------------------------|--|
| <b>Avant élimination des opérations intra groupe</b>                               |                                      |  |                                    |  |
| Pays d'implantation  | Turquie                              | Inde   | Allemagne                          | Royaume-Uni                                |
| Pourcentage d'intérêts détenu  | 50,00%                               | 30,00%   | 4,97%                              | 36,60%                                     |
| Nature   | Co-entreprise                        | Entreprise associée  | Entreprise associée                | Entreprise associée                        |
| Méthode de consolidation   | Mise en équivalence                  | Mise en équivalence  | Mise en équivalence                | Mise en équivalence                        |
| Part dans le résultat des entreprises associées et co-entreprises                  | (2)                                  | 2  | (20)                               |  |
| Participations dans les entreprises associées et co-entreprises                    | 13                                   | 37   | 4                                  | 18   |
| Dividendes reçus des entreprises associées et co-entreprises                       |                                      |  |                                    |  |
| Prêts et créances aux établissements de crédit                                     | 71                                   | 4  | 26                                 | 4  |
| Encours nets de crédit et de location financière                                   | 251                                  | 396  | 184                                | 10   |
| Autres Actifs  | 4                                    | 13   | 38                                 | 7  |
| <b>TOTAL ACTIF</b>   | <b>326</b>                           | <b>413</b>   | <b>248</b>                         | <b>21</b>                                  |
| Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre | 295                                  | 157  |                                    | 10   |
| Autres Passifs   | 6                                    | 132  | 96                                 | 6  |
| Situation nette  | 25                                   | 124  | 152                                | 5  |
| <b>TOTAL PASSIF</b>  | <b>326</b>                           | <b>413</b>   | <b>248</b>                         | <b>21</b>                                  |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>  | <b>15</b>                            | <b>19</b>  |                                    | <b>2</b>                                   |
| Impôts sur les bénéfices   | (3)                                  | (2)  |                                    |  |
| Résultat net   | 7                                    | 7  | (269)                              | 0  |
| Autres éléments du résultat global   |                                      |  |                                    |  |
| <b>RÉSULTAT GLOBAL</b>   | <b>7</b>                             | <b>7</b>   | <b>(269)</b>                       | <b>0</b>                                   |
| Flux de trésorerie des opérations d'exploitation                                   | 23                                   | (15)   | (168)                              | (1)  |
| Flux de trésorerie liés aux financements   |                                      |  | 135                                |  |
| Flux de trésorerie liés aux investissements  |                                      |  |                                    |  |
| <b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b> | <b>23</b>                            | <b>(15)</b>  | <b>(33)</b>                        | <b>(1)</b>                                 |

01.

02.

03.

| En millions d'euros - 12/2022  | ORFIN<br>Finansman<br>Anonim Sirketi | Nissan Renault<br>Financial Services<br>India Private Ltd | Mobility<br>Trader Holding<br>GmbH | RN SF B.V.          |
|--|--------------------------------------|---|------------------------------------|---------------------|
| <b>Avant élimination des opérations intra groupe</b>                               |                                      |   |                                    |                     |
| Pays d'implantation  | Turquie                              | Inde  | Allemagne                          | Russie              |
| Pourcentage d'intérêts détenu  | 50,00%                               | 30,00%  | 4,97%                              | 30,00%              |
| Nature   | Co-entreprise                        | Entreprise associée                                       | Entreprise associée                | Entreprise associée |
| Méthode de consolidation   | Mise en équivalence                  | Mise en équivalence                                       | Mise en équivalence                | Mise en équivalence |
| Part dans le résultat des entreprises associées et co-entreprises                  | (3)                                  | 2   | (16)                               |                     |
| Participations dans les entreprises associées et co-entreprises                    | 15                                   | 37  | 14                                 |                     |
| Dividendes reçus des entreprises associées et co-entreprises                       |                                      |   |                                    |                     |
| Prêts et créances aux établissements de crédit                                     | 78                                   | 19  | 59                                 | 206                 |
| Encours nets de crédit et de location financière                                   | 294                                  | 426   |                                    | 845                 |
| Autres Actifs  | 5                                    | 10  | 287                                | 28                  |
| <b>TOTAL ACTIF</b>   | <b>377</b>                           | <b>455</b>  | <b>346</b>                         | <b>1 079</b>        |
| Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre | 339                                  | 196   |                                    | 678                 |
| Autres Passifs   | 8                                    | 137   | 60                                 | 30                  |
| Situation nette  | 30                                   | 122   | 286                                | 371                 |
| <b>TOTAL PASSIF</b>  | <b>377</b>                           | <b>455</b>  | <b>346</b>                         | <b>1 079</b>        |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>  | <b>11</b>                            | <b>20</b>   | <b>(318)</b>                       | <b>88</b>           |
| Impôts sur les bénéfices   | (1)                                  | (3)   |                                    | (8)                 |
| Résultat net   | 5                                    | 9   | (318)                              | 31                  |
| Autres éléments du résultat global   |                                      |   |                                    |                     |
| <b>RÉSULTAT GLOBAL</b>   | <b>5</b>                             | <b>9</b>  |                                    | <b>31</b>           |
| Flux de trésorerie des opérations d'exploitation                                   | 70                                   | 2   | 59                                 | 113                 |
| Flux de trésorerie liés aux financements   |                                      |   |                                    |                     |
| Flux de trésorerie liés aux investissements  |                                      |   |                                    |                     |
| <b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b> | <b>70</b>                            | <b>2</b>  | <b>59</b>                          | <b>113</b>          |

## 1.3.8.4 Restrictions importantes

Le groupe n'a pas de restrictions importantes sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel les filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent exiger des filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidités, de limiter leur exposition à d'autres parties du groupe et de se conformer à d'autres ratios.

## 1.4 Annexe 1 : Informations sur les implantations et activités

| En millions d'euros - 12/2023 |  |                   | Effectifs (fin de période) | Produit net bancaire | Résultat avant impôt | Impôts exigibles | Impôts différés | Subv. publiques reçues |
|-------------------------------|--|-------------------|----------------------------|----------------------|----------------------|------------------|-----------------|------------------------|
| Pays                          | Nom des implantations                        | Nature d'activité |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
| France                        | RCI Banque S.A.                              | Holding           | 480                        | 75                   | (5)                  | (67)             | 55              |                        |
| Allemagne                     | RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland    | Financement       | 377                        | 260                  | 132                  | (44)             | (9)             |                        |
|                               | Bipi Mobility Germany GmbH                   | Service           |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | RCI Versicherungs-Service GmbH               | Service           |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | Mobility Trader Holding GmbH                 | Service           |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
| Argentine                     | RCI Banque Sucursal Argentina                | Financement       | 59                         | 73                   | 16                   |                  | -               |                        |
|                               | Rombo Compania Financiera S.A.               | Financement       |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | Courtage S.A.                                | Service           |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
| Autriche                      | RCI Banque S.A. Niederlassung Österreich     | Financement       | 57                         | 32                   | 22                   | (4)              | (2)             |                        |
| Belgique                      | RCI Financial Services S.A.                  | Financement       | 31                         | 18                   | 12                   | (3)              |                 |                        |
|                               | Autofin S.A.                                 | Financement       |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | Renault Crédit Car S.A.                      | Financement       |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
| Brésil                        | Administradora de Consórcio RCI Brasil Ltda  | Financement       | 171                        | 120                  | 76                   | (9)              | (9)             |                        |
|                               | Banco RCI Brasil S.A.                        | Financement       |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | RCI Brasil Serviços e Participações Ltda     | Service           |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | Corretora de Seguros RCI Brasil S.A.         | Service           |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
| Colombie                      | RCI Colombia S.A. Compania de Financiamiento | Financement       | 109                        | 46                   | (21)                 | (5)              | 12              |                        |
|                               | RCI Servicios Colombia S.A.                  | Financement       |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
| Corée du Sud                  | RCI Financial Services Korea Co. Ltd         | Financement       | 98                         | 42                   | 10                   | (5)              | 2               |                        |
|                               | RCI Insurance Service Korea Co. Ltd          | Service           |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
| Croatie                       | RCI Usluge d.o.o                             | Financement       | 7                          | 2                    | 1                    | -                |                 |                        |
| Espagne                       | Rci Banque S.A. Sucursal En España           | Financement       | 442                        | 144                  | 87                   | (16)             | (10)            |                        |
|                               | Overlease S.A.                               | Financement       |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | Bipi Mobility SL                             | Service           |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
| France                        | Diac S.A.                                    | Financement       | 1 162                      | 402                  | 167                  | (43)             | 26              |                        |
|                               | Diac Location S.A.                           | Financement       |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | Mobilize Insurance SAS                       | Service           |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | Mobilize Lease&Co SAS                        | Service           |                            |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | Bipi Mobility France                         | Service           |                            |                      |                      |                  |                 |                        |

# 01. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Annexe 1 : Informations sur les implantations et activités

| En millions d'euros -<br>12/2023 |   |                   | Effectifs<br>(fin de<br>période) | Produit<br>net<br>bancaire | Résultat<br>avant<br>impôt | Impôts<br>exigibles | Impôts<br>différés | Subv.<br>publiques<br>reçues |
|----------------------------------|---|-------------------|----------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------|--------------------|------------------------------|
| Pays                             | Nom des implantations   | Nature d'activité |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
| Hongrie                          | RCI Zrt   | Financement       | 7                                | -                          | (1)                        |                     |                    |                              |
| Inde                             | Nissan Renault Financial Services India Private Limited           | Financement       | 136                              |                            | 2                          |                     |                    |                              |
| Irlande                          | RCI Banque, Branch Ireland  | Financement       | 32                               | 14                         | 9                          | (1)                 |                    |                              |
| Italie                           | RCI Banque S.A. Succursale Italiana                               | Financement       | 235                              | 159                        | 97                         | (38)                | (1)                |                              |
|                                  | ES Mobility S.R.L.  | Financement       |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
|                                  | Bipi Mobility Italy S.R.L.  | Service           |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
| Malte                            | RCI Services Ltd  | Holding           | 35                               | 208                        | 203                        | (15)                | (1)                |                              |
|                                  | RCI Insurance Ltd   | Service           |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
|                                  | RCI Life Ltd  | Service           |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
| Maroc                            | RCI Finance Maroc S.A.  | Financement       | 48                               | 33                         | 19                         | (6)                 | (1)                |                              |
|                                  | RDFM S.A.R.L.   | Service           |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
| Pays-Bas                         | RCI Financial Services B.V.                                       | Financement       | 54                               | 19                         | 15                         | (2)                 | 1                  |                              |
|                                  | Bipi Mobility Netherlands B.V.                                    | Service           |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
|                                  | RN SF BV  | Service           |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
| Pologne                          | RCI Banque Spółka Akcyjna Oddział w Polsce                        | Financement       | 66                               | 29                         | 17                         | (12)                | 8                  |                              |
|                                  | RCI Leasing Polska Sp. z o.o.                                     | Financement       |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
| Portugal                         | RCI Banque S.A. Sucursal Portugal                                 | Financement       | 40                               | 16                         | 8                          | (3)                 | -                  |                              |
|                                  | RCI COM SA  | Financement       |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
|                                  | RCI Gest Seguros - Mediadores de Seguros Lda                      | Service           |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
| Rep. Tchèque                     | RCI Finance C.Z., S.r.o.  | Financement       | 22                               | 10                         | 7                          | (1)                 |                    |                              |
|                                  | RCI Financial Services, S.r.o.                                    | Financement       |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
| Roumanie                         | RCI Finantare Romania S.r.l.                                      | Financement       | 64                               | 17                         | 10                         | (2)                 |                    |                              |
|                                  | RCI Broker de asigurare S.R.L.                                    | Service           |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
|                                  | RCI Leasing Romania IFN S.A.                                      | Financement       |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
| Royaume-Uni                      | RCI Financial Services Ltd  | Financement       | 348                              | 191                        | 121                        | (29)                | 7                  |                              |
|                                  | RCI Bank Uk Limited   | Financement       |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
|                                  | Mobilize Lease & Co UK Ltd  | Service           |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
|                                  | Select Vehicule Groupe Holding                                    | Service           |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
|                                  | Bipi Mobility UK Limited  | Service           |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
| Slovénie                         | RCI BANQUE S.A. Bančna podružnica Ljubljana                       | Financement       | 39                               | 9                          | 5                          | (1)                 |                    |                              |
|                                  | RCI Lizing d.o.o.   | Financement       |                                  |                            |                            |                     |                    |                              |
| Slovaquie                        | RCI Finance SK S.r.o.   | Financement       | 3                                | 2                          | 3                          | -                   |                    |                              |
| Suède                            | Renault Finance Nordic Bankfilial till RCI Banque S.A., Frankrike | Financement       | 19                               | 7                          | 4                          | (2)                 | 1                  |                              |
| Suisse                           | RCI Finance S.A.  | Financement       | 46                               | 33                         | 19                         | (4)                 |                    |                              |
| Turquie                          | ORFIN Finansman Anonim Sirketi                                    | Financement       | 50                               |                            | (3)                        |                     |                    |                              |
| <b>TOTAL</b>                     |   |                   | <b>4 237</b>                     | <b>1 961</b>               | <b>1 034</b>               | <b>(312)</b>        | <b>78</b>          |                              |

## 1.5 Annexe 2 : Les risques financiers

### Refinancement et gestion de bilan

La Direction Financements et Trésorerie assure le refinancement des entités du groupe éligibles au refinancement centralisé. Elle emprunte les ressources nécessaires à la continuité de l'activité commerciale (émission d'obligations et de titres de créances négociables, titrisations, emprunts interbancaires...), procède aux équilibrages actif-passif et aux ajustements de trésorerie des sociétés du groupe, tout en gérant et minimisant l'exposition aux risques financiers par l'utilisation des swaps de taux d'intérêt et de change ainsi que d'opérations de change au comptant et à terme.

Les principes de politique financière s'étendent à l'ensemble des filiales consolidées du Mobilize Financial Services et sont adaptés et déclinés au sein des filiales dont le refinancement n'est pas centralisé.

Le refinancement des filiales situées dans un pays hors zone euro dont le risque de transfert et convertibilité est jugé matériel par le groupe Mobilize Financial Services est

généralement réalisé localement afin de limiter tout risque « transfrontière ». Les procédures groupe prévoient néanmoins la possibilité pour la centrale de refinancement d'accorder ponctuellement des financements cross-border aux filiales situées dans ces pays pour des montants limités, ou dans le cas où une police d'assurance couvre le risque de non-convertibilité et de non-transfert.

Ces filiales sont également soumises aux mêmes exigences de suivi des risques financiers que les autres filiales du groupe : respect des limites de risque de taux et de change, suivi du risque de liquidité, limitation du risque de contrepartie et suivi spécifique par le biais d'un Comité Financier dédié et d'un reporting ad hoc.

Les opérations sur instruments financiers réalisées par la holding Mobilize Financial Services sont, pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe.

#### 1.5.1 L'organisation du contrôle des risques de marché

Le dispositif spécifique de contrôle des risques de marché s'inscrit dans le cadre du dispositif global de contrôle interne du groupe Mobilize Financial Services, selon des normes validées par le Conseil d'administration de Mobilize Financial Services. La gestion des risques de marché (risque global de taux, de liquidité et de change) et le respect des limites qui s'y rapportent sont assurés, pour l'ensemble du périmètre groupe Mobilize Financial Services, par la Direction Financements et Trésorerie de Mobilize Financial Services. Le système des limites qui encadre le dispositif est validé par l'actionnaire et

périodiquement actualisé. Le Service des Risques Financiers, rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques), assure la production d'un reporting quotidien et la surveillance de l'exposition du groupe aux risques financiers.

Une liste des produits autorisés, validée par le Directeur Général de Mobilize Financial Services, précise les instruments de change et de taux ainsi que la nature des devises susceptibles d'être utilisées au titre de la gestion des risques de marché.

#### 1.5.2 La gestion des risques globaux de taux d'intérêt, de change, de contrepartie et de liquidité

##### Risque de taux

Le risque global de taux d'intérêt représente l'impact d'une variation potentielle des taux sur la valeur économique et les revenus futurs.

L'objectif du groupe Mobilize Financial Services est de limiter au maximum ce risque.

Deux indicateurs de suivi sont utilisés en interne pour le risque de taux :

- La sensibilité actualisée (economic value - EV), qui consiste à mesurer à un instant t l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur la valeur de marché des flux du bilan d'une entité. La valeur de marché est déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux de marché à l'instant. Cette mesure sert à fixer les limites applicables aux entités de gestion du groupe.

- La marge nette d'intérêt qui consiste à mesurer un gain ou une perte, selon une vision compte de résultat. Il est présenté comme la différence de revenu d'intérêts futurs sur un horizon défini. La particularité de la sensibilité en vision MNI, comparativement à la vision actuarielle de la sensibilité, est la linéarisation de l'impact des nouvelles opérations.

Pour tenir compte de la difficulté à ajuster exactement la structure des emprunts avec celle des prêts, une souplesse limitée est admise dans la couverture du risque de taux par chaque filial.

01.

02.

03.

Cette souplesse se traduit par l'attribution d'une limite en sensibilité pour chaque filiale validée par le Comité Financier, déclinaison individuelle de la limite globale définie par le Conseil d'Administration de Mobilize Financial Services.

|  |         |
|--|---------|
| Limite centrale de refinancement :   | 32 M€   |
| Limite des filiales de financement des ventes :  | 25,1 M€ |
| Non Alloués :  | 4,8 M€  |
| Total limite de sensibilité en M€ accordé par le Conseil d'administration sur avis du Comité des risques de RCI Banque : | 70 M€   |

Conformément aux évolutions réglementaires (EBA/GL/2018/12), Mobilize Financial Services mesure également la sensibilité de la marge nette d'intérêts (MNI) et la sensibilité de la valeur économique des Fonds Propres (EVE).

Les calculs sont basés sur des échéanciers (gap) actif et passif moyens mensuels qui intègrent les opérations à taux fixe et les opérations à taux variable jusqu'à leur prochaine date de révision.

Les échéancements des encours sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements historiques de la clientèle (remboursements anticipés, etc.), complétés d'hypothèses sur certains agrégats (fonds propres, etc.).

Le calcul de sensibilité est effectué quotidiennement par devise et par entité de gestion (centrale de refinancement, filiales de financement des ventes françaises et étrangères) et permet une gestion globale du risque de taux sur le périmètre consolidé groupe Mobilize Financial Services. Le suivi est réalisé par le Service des Risques Financiers, qui est rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques).

La situation de chaque entité au regard de sa limite est vérifiée chaque jour, et des directives de couverture immédiate sont données aux filiales si la situation l'impose.

Le résultat des contrôles fait l'objet d'un reporting mensuel au Comité Financier qui vérifie la conformité des positions avec la stratégie financière du groupe ainsi qu'avec les notes de procédure en vigueur.

Au 31 décembre 2023, la sensibilité globale au risque de taux de Mobilize Financial Services s'est maintenue en dessous de la limite fixée par le groupe (70 M€).

Au 31 décembre 2023, une hausse parallèle des taux<sup>(1)</sup> aurait un impact sur la marge nette d'intérêt (MNI) du groupe Mobilize Financial Services de 9.9 M€ en valeur absolue des devises. La contribution par devise est la suivante :

| Devise | K€  | Devise | K€      | Devise | K€    | Devise | K€  |
|--------|-----|--------|---------|--------|-------|--------|-----|
| ARS    | 1   | CZK    | 260     | HUF    | 87    | SEK    | 17  |
| BRL    | 213 | EUR    | (5 408) | KRW    | 631   | RON    | 311 |
| CHF    | 224 | DKK    | (7)     | MAD    | 745   |        |     |
| COP    | 231 | GBP    | (1 279) | PLN    | (569) |        |     |

La somme des valeurs absolues des sensibilités à un choc de taux parallèle<sup>(1)</sup> dans chaque devise s'élève à 10,9 M€.

## 1.5.3 L'analyse du risque structurel de taux fait ressortir les points suivants

### Filiales de financement de ventes

La quasi-totalité des prêts accordés à la clientèle par les filiales de financement des ventes est effectuée à taux fixe pour des durées comprises entre un et soixante-douze mois.

Ces prêts sont couverts par des ressources à taux fixe de même structure. Ils sont adossés en macro-couverture et ne génèrent qu'un risque de taux résiduel.

Dans les filiales où la ressource est à taux variable, le risque de taux est couvert grâce à des swaps de taux d'intérêt de macro-couverture.

### Centrale de refinancement

L'activité principale de RCI Holding est d'assurer le refinancement des filiales commerciales du groupe.

Les encours des filiales de financement des ventes sont adossés à des ressources à taux fixe, pour certaines micro-couvertes par des swaps de taux d'intérêt, et à des ressources à taux variable.

Des opérations de macro-couverture réalisées sous la forme de swaps de taux d'intérêt, permettent de maintenir la sensibilité du holding de refinancement sous la limite définie par le groupe (32 M€).

1) En conformité avec les orientations du régulateur (Guidelines IRRBB de 2018), MFS a mis en place un modèle interne de détermination des chocs de taux dont l'amplitude est fonction de la devise.

Au 31 décembre 2023 les chocs de taux appliqués pour chaque devise ont été de : + 100 bps pour EUR, CHF, DKK et MAD ; + 150 bps pour SEK et GBP ; + 200 bps pour CZK ; + 250 bps pour le HUF ; + 300 bps pour le RON, COP et PLN ; + 350 bps pour le BRL ; + 500 bps pour ARS et RUB.



Ces swaps sont valorisés en juste valeur par les réserves conformément à la norme IFRS 9. Ces opérations de macro-couverture couvrent des ressources à taux variables et/ou des ressources à taux fixe variabilisées par la microcouverture de swaps.

Des tests sont réalisés mensuellement afin de vérifier

- l'efficacité de la couverture des ressources à taux fixe par les swaps d'intérêts les micro-couvrant ;

### 1.5.4 Le risque de liquidité

Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. À cette fin, le groupe s'impose des normes internes strictes.

Le pilotage du risque de liquidité de Mobilize Financial Services repose sur les éléments suivants :

#### La liquidité statique

Cet indicateur mesure l'écart entre le passif et l'actif à une date donnée sans hypothèses de renouvellement de passif ou d'actif. Il matérialise des impasses ou « gaps » de liquidité statique. La politique du groupe est de refinancer ses actifs par des passifs d'une durée supérieure, maintenant ainsi des gaps de liquidité statique positifs sur l'ensemble des pôles du bilan.

#### La réserve de liquidité

La réserve de liquidité correspond aux sources de liquidité d'urgence utilisables par Mobilize Financial Services en cas de besoin. Elle se compose d'actifs hautement liquides, High Quality Liquid Assets (HQLA) tels que définis par le Comité de

### 1.5.5 Le risque de change

La position de change peut être décomposée en :

- la position de change structurelle, qui résulte des investissements à long terme du groupe dans les fonds propres de ses filiales étrangères ;
- la position de change transactionnelle, qui découle des flux de trésorerie libellés dans des devises autres que la devise patrimoniale,

Depuis 2022, Mobilize Financial Services dispose d'une allocation de capital couvrant son exposition au risque de change structurel.

Le groupe bénéficie d'une dérogation de la BCE pour les cinq devises les plus significatives (GBP, BRL, KRW, CHF et MAD) lui permettant, pour ces devises, de ne prendre en compte que l'excédent de capital par rapport à la moyenne du CET1 groupe.

Le risque de change structurel est inclus dans le dispositif d'appétit au risque de Mobilize Financial Services, la position du groupe dans toutes les devises est contrôlée mensuellement lors du Comité capital et liquidité et communiquée trimestriellement au Supérieur.

La position de change transactionnelle est encadrée par des limites.

- la pertinence des opérations de macro-couverture, en confrontant celles-ci aux ressources à taux variable/à taux fixe variabilisées

Ces données sont calculées sur la base de scénarios simplifiés, en partant de l'hypothèse que toutes les positions courent jusqu'à leur maturité et qu'elles ne sont pas réajustées pour tenir compte des nouvelles conditions de marché.

La sensibilité des réserves à une variation des taux d'intérêts exposée ci-dessus ne saurait aucunement être représentative d'un impact sur les résultats futurs.

Bâle pour le calcul du ratio de liquidité LCR, d'actifs financiers non reconnus comme HQLA par le Comité de Bâle, de lignes bancaires bilatérales confirmées et de collatéral mobilisable auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non déjà compté en HQLA ou actifs financiers. Au sein du périmètre de refinancement centralisé et pour les entités en refinancement local matérielles, des niveaux minimum et adéquat de réserve de liquidité sont définis semestriellement par le Comité Financier.

#### Scénarios de stress

Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.

#### Centrale de refinancement

Très faible historiquement, la position de change de RCI Banque S.A., centrale de refinancement, s'est maintenue en dessous de sa limite, à 13 M€, tout au long de l'année.

Aucune position n'est admise dans le cadre de la gestion du refinancement : la salle des marchés assure à cet égard, la couverture systématique de la totalité des flux concernés.

Des positions résiduelles et temporaires en devises, liées aux décalages de flux inhérents à la gestion d'une trésorerie multidevises, peuvent toutefois subsister. Ces positions éventuelles font l'objet d'un suivi quotidien et obéissent au même souci de couverture.

Toute autre opération de change (notamment au titre de l'anticipation de la couverture des dividendes prévisionnels) ne peut être initiée que sur décision du directeur de la Direction financement et trésorerie.

#### Filiales de financement de ventes

Les filiales de financement des ventes ont l'obligation de se refinancer dans leur propre devise et ne sont donc pas exposées.

01.

02.

03.

Par exception, des limites sont allouées aux filiales où les activités de financement des ventes ou le refinancement sont multidevises, ainsi qu'à celles étant autorisées à placer une partie de leurs excédents de trésorerie dans une devise autre que leur devise patrimoniale.

La limite globale du groupe Mobilize Financial Services accordée par le Président du Comité d'administration sur avis du Président du Comité des risques du Conseil a été portée en 2023 à 40 M€, en diminution de 15 M€ par rapport à 2022.

## 1.5.6 Le risque de contrepartie

Le risque de contrepartie bancaire chez Mobilize Financial Services résulte de diverses opérations de marché réalisées par les entités du groupe dans le cadre de leurs activités quotidiennes (placements des excédents de trésorerie, opérations de couverture de taux ou de change, investissements en actifs liquides...).

Les opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre et dont le risque est encadré par des limites définies par Mobilize Financial Services, puis validées par Renault dans le cadre de la consolidation des risques de contrepartie au niveau du groupe.

La calibration des limites s'appuie sur une méthode interne basée sur le niveau des fonds propres, la notation « long terme » par les agences de notation et l'appréciation qualitative de la contrepartie.

Ces limites sont suivies quotidiennement. L'ensemble des résultats des contrôles est communiqué mensuellement au Comité Financier Mobilize Financial Services et intégré au suivi consolidé du risque de contrepartie du groupe Renault.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours « Liquidity Coverage Ratio » (LCR), Mobilize Financial Services a constitué un portefeuille d'investissements en actifs liquides. Ces derniers sont encadrés par des limites en montant et en durée définies pour chaque émetteur.

Mobilize Financial Services a également investi dans des fonds monétaires, des titres de dettes d'entreprises et un fonds composé de titres de créances émises par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Chacun de ces investissements fait l'objet d'une limite spécifique validée en Comité Financier et revue au moins une fois par an.

Des accords ponctuels sont aussi donnés aux filiales de financement des ventes afin qu'elles puissent investir dans des bons du Trésor ou de la Banque Centrale des pays dans lesquelles elles résident.

Ces limites font également l'objet d'un suivi quotidien et sont remontées mensuellement au Comité Financier Mobilize Financial Services.

Au 31 décembre 2023, la position de change transactionnelle consolidée du groupe Mobilize Financial Services est à 17,9M€.

Cette diminution est motivée par un changement de la gestion opérationnelle de l'activité importateur. Cette activité génère une position de change en raison du décalage temporaire entre l'émission de la facture (J+0) et la conversion (J+1). Suite à une évolution d'outil, les factures et conversions sont désormais réalisées le même jour, ce qui neutralise immédiatement la position de change générée.

S'agissant des entités financières, le risque prend en compte l'exposition cash (dépôts et intérêts courus) ainsi que l'exposition sur instruments dérivés calculé par la méthode forfaitaire interne telle que présentée ci-après lorsqu'il n'existe pas de dispositif de mitigation du risque par échange de collatéral.

### Méthode forfaitaire

Mobilize Financial Services a revu sa méthode d'évaluation au risque de marché en 2023.

L'utilisation croissante de techniques d'atténuation du risque sur instruments dérivés (chambres de compensation ou échanges de collatéral avec la contrepartie sur une base bilatérale) a incité Mobilize Financial Services à revoir sa méthode d'évaluation au risque de marché.

Mobilize Financial Services distingue les dérivés enregistrés en chambre de compensation, les dérivés non compensés faisant l'objet d'échange de collatéral et les dérivés non compensés sans échange de collatéral. Un coefficient d'équivalent risque est affecté à chaque type d'opération.

Le coefficient appliqué dépend de la durée pendant laquelle Mobilize Financial Services est exposé à de potentielles variations de valeurs défavorables des instruments dérivés qu'elle détient.

Ces variations de valeurs dépendent des variations des taux d'intérêt ou de change :

- pour les dérivés compensés en chambre, Mobilize Financial Services est en position au maximum un jour ;
- pour les dérivés non compensés faisant l'objet d'échange de collatéral hebdomadaire, Mobilize Financial Services est en position sept jours ;
- pour les dérivés non compensés sans échange de collatéral, Mobilize Financial Services est en position jusqu'à l'échéance de la transaction.

À la suite des différentes analyses sur les évolutions des taux et cours de change, Mobilize Financial Services a opté pour des coefficients d'équivalent risque qui sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Pour s'assurer du caractère conservateur de cette méthode, l'exposition sur dérivés est recalculée périodiquement selon la méthode réglementaire « mark to market positif + add-on » présentée ci-dessous :

### Contrat sur taux d'intérêt

| SWAPS Compensés | SWAPS Bilatérales de taux | SWAPS d'intérêt non compensés |                 |
|-----------------|---------------------------|-------------------------------|-----------------|
|                 |                           | Durée résiduelle              | Coefficient aux |
| 0 %             | 2 %                       | Entre 0 et 1 an               | 2 %             |
|                 |                           | Entre 1 et 2 ans              | 5 %             |
|                 |                           | Entre 2 et 3 ans              | 8 %             |
|                 |                           | Entre 3 et 4 ans              | 11 %            |
|                 |                           | Entre 4 et 5 ans              | 14 %            |
|                 |                           | Entre 5 et 6 ans              | 17 %            |
|                 |                           | Entre 6 et 7 ans              | 20 %            |
|                 |                           | Entre 7 et 8 ans              | 23 %            |
|                 |                           | Entre 8 et 9 ans              | 26 %            |
|                 |                           | Entre 9 et 10 ans             | 29 %            |

### Contrat sur taux de change

| SWAPS bilatérales de change | SWAPS de change non compensés |                  |
|-----------------------------|-------------------------------|------------------|
|                             | Initial duration              | Coefficient chan |
| 6 %                         | Entre 0 et 1 an               | 6 %              |
|                             | Entre 1 et 2 ans              | 18 %             |
|                             | Entre 2 et 3 ans              | 22 %             |
|                             | Entre 3 et 4 ans              | 26 %             |
|                             | Entre 4 et 5 ans              | 30 %             |
|                             | Entre 5 et 6 ans              | 34 %             |
|                             | Entre 6 et 7 ans              | 38 %             |
|                             | Entre 7 et 8 ans              | 42 %             |
|                             | Entre 8 et 9 ans              | 46 %             |
|                             | Entre 9 et 10 ans             | 50 %             |

### Méthode « mark to market positif + add-on »

Cette méthode est basée sur la méthode réglementaire dite des grands risques. L'exposition sur produits dérivés (taux et change), est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d'un « add-on » représentant le risque potentiel futur. Ce risque potentiel futur est déterminé par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 article 274) comme suit :

| Durée résiduelle      | Contrats sur taux d'intérêts<br>(en % du nominal) | Contrats sur taux de change et sur l'or<br>(en % du nominal) |
|-----------------------|---|--|
| <= 1 an               | 0 %   | 1 %  |
| 1 an < durée <= 5 ans | 0,50 %  | 5 %  |
| > 5 ans               | 1,50 %  | 7,50 %   |

Selon la méthode forfaitaire, il s'élève à 188 M€ au 31 décembre 2023, contre 237 M€ au 31 décembre 2022. Selon la méthode « mark to market positif + add on », l'équivalent risque de contrepartie s'élève à 26,3 M€ au 31 décembre 2023, contre 43 M€ au 31 décembre 2022. Ces montants ne concernent que des établissements de crédit. Ils ont été déterminés sans prendre en compte les accords de compensation conformément à la méthodologie décrite ci-dessus.

## 1.6 Annexe 3 : Honoraires des commissaires aux comptes

|   | Réseau MAZARS |             |              |             | Réseau KPMG  |             |              |             | Réseau CAC AUTRES |             |            |             |
|---|---------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|-------------------|-------------|------------|-------------|
|   | 2023          |             | 2022         |             | 2023         |             | 2022         |             | 2023              |             | 2022       |             |
|   | HT            | %           | HT           | %           | HT           | %           | HT           | %           | HT                | %           | HT         | %           |
| Audit légal stricto sensu   | 2 078         | 95%         | 1 897        | 98%         | 1 302        | 93%         | 1 300        | 97%         | 92                | 81%         | 139        | 85%         |
| Services nécessairement rendus en raison d'une réglementation locale                      | 30            | 1%          | 5            | 0%          | 21           | 1%          | 9            | 1%          | 21                | 19%         | 22         | 13%         |
| Services habituellement fournis par les commissaires aux comptes                          | 67            | 3%          | 4            | 0%          |              |             |              |             |                   |             | 2          | 1%          |
| <b>Audit légal et prestations assimilées</b>  | <b>2 176</b>  | <b>100%</b> | <b>1 906</b> | <b>98%</b>  | <b>1 323</b> | <b>94%</b>  | <b>1 309</b> | <b>98%</b>  | <b>113</b>        | <b>100%</b> | <b>163</b> | <b>100%</b> |
| Prestation fiscal , juridique et sociale  | 4             | 0%          |              |             |              |             |              |             |                   |             |            |             |
| Prestation en organisation  |               |             |              |             |              |             |              |             |                   |             |            |             |
| Autres prestations de conseil   |               |             | 30           | 2%          | 78           | 6%          | 28           | 2%          |                   |             |            |             |
| <b>Prestations de service autorisées hors audit légal ayant nécessité une approbation</b> | <b>4</b>      | <b>0%</b>   | <b>30</b>    | <b>2%</b>   | <b>78</b>    | <b>6%</b>   | <b>28</b>    | <b>2%</b>   |                   |             |            |             |
| <b>TOTAL DES HONORAIRES</b>   | <b>2 180</b>  | <b>100%</b> | <b>1 936</b> | <b>100%</b> | <b>1 401</b> | <b>100%</b> | <b>1 337</b> | <b>100%</b> | <b>113</b>        | <b>100%</b> | <b>163</b> | <b>100%</b> |

**01.**

02.

03.

02.

# COMPTES ANNUELS

# SOMMAIRE

|  |           |  |            |
|--|-----------|--|------------|
| <b>2.1 Bilan et compte de résultat</b> | <b>94</b> | <b>2.2 Annexe aux comptes annuels</b>                      | <b>96</b>  |
| Bilan                                  | 94        | 2.2.1 Événements significatifs relatifs à l'exercice       | 96         |
| Compte de résultat                     | 95        | 2.2.2 Règles et méthodes comptables                        | 96         |
| Engagement hors-bilan                  | 95        | 2.2.3 Événements postérieurs à la clôture                  | 102        |
|  |           | 2.2.4 Adaptation à l'environnement économique et financier | 102        |
|  |           | 2.2.5 Notes sur les comptes annuels                        | 105        |
|  |           | <b>2.3 Tableau des filiales et des participations</b>      | <b>126</b> |

## 2.1 Bilan et compte de résultat

### Bilan

#### ACTIF

| En milliers d'euros                               | Notes | 12/2023           | 12/2022           |
|---|-------|-------------------|-------------------|
| Caisse, Banques centrales et CCP                  | 1     | 3 611 597         | 4 558 618         |
| Effets publics et valeurs assimilées              | 2     |                   | 19 999            |
| Créances sur les établissements de crédit         | 3     | 13 821 430        | 12 790 982        |
| Opérations avec la clientèle                      | 4     | 17 774 073        | 15 115 757        |
| Obligations et autres titres à revenu fixe        | 5     | 7 897 761         | 8 284 844         |
| Actions et autres titres à revenu variable        | 6     | 110 989           | 106 733           |
| Autres titres détenus à long terme                | 7     | 4 001             | 4 001             |
| Participation et parts dans les entreprises liées | 8     | 2 459 427         | 2 188 623         |
| Crédit-bail et location avec option d'achat       | 9     | 2 944 032         | 2 478 638         |
| Location simple                                   | 10    | 210 860           | 260 091           |
| Immobilisations incorporelles                     | 11    | 18 024            | 12 760            |
| Immobilisations corporelles                       | 12    | 6 130             | 6 403             |
| Autres actifs                                     | 13    | 772 780           | 522 332           |
| Comptes de régularisation                         | 14    | 464 165           | 245 120           |
| <b>TOTAL ACTIF</b>                                |       | <b>50 095 269</b> | <b>46 594 901</b> |

#### PASSIF

| En milliers d'euros                        | Notes | 12/2023           | 12/2022           |
|--|-------|-------------------|-------------------|
| Dettes envers les établissements de crédit | 15    | 6 571 475         | 7 646 977         |
| Opérations avec la clientèle               | 16    | 24 318 815        | 21 045 499        |
| Dettes représentées par un titre           | 17    | 13 340 543        | 12 456 548        |
| Autres passifs                             | 18    | 612 566           | 534 701           |
| Comptes de régularisation                  | 19    | 544 891           | 397 582           |
| Provisions                                 | 20    | 158 425           | 137 782           |
| Dettes subordonnées                        | 21    | 869 378           | 869 378           |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                    |       | <b>3 679 176</b>  | <b>3 506 434</b>  |
| Capital souscrit                           | 22    | 100 000           | 100 000           |
| Primes d'émission et de fusion             | 22    | 258 807           | 258 807           |
| Réserves                                   | 22    | 319 614           | 319 614           |
| Écart de réévaluation                      | 22    | 76                | 76                |
| Report à nouveau                           | 22    | 2 227 938         | 2 243 393         |
| Résultat de l'exercice                     | 22    | 772 741           | 584 544           |
| <b>TOTAL PASSIF</b>                        |       | <b>50 095 269</b> | <b>46 594 901</b> |



## Compte de résultat

| En milliers d'euros  | Notes | 12/2023          | 12/2022          |
|--|-------|------------------|------------------|
| Intérêts et produits assimilés   | 29    | 2 219 294        | 1 244 402        |
| Intérêts et charges assimilées   | 30    | (1 755 610)      | (835 607)        |
| Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées   | 31    | 825 487          | 769 405          |
| Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées  | 31    | (698 408)        | (679 333)        |
| Produits sur opérations de location simple   | 32    | 56 042           | 61 750           |
| Charges sur opérations de location simple  | 32    | (43 333)         | (47 337)         |
| Revenus des titres à revenu variable   | 33    | 490 917          | 534 871          |
| Commissions (Produits)   | 34    | 67 808           | 52 078           |
| Commissions (Charges)  | 34    | (65 832)         | (28 202)         |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation                                    | 35    | (9 394)          | (2 880)          |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées                        | 35    | 132 498          | (135 487)        |
| Autres produits d'exploitation   | 36    | 188 773          | 226 064          |
| Autres charges d'exploitation  | 37    | (36 219)         | (18 975)         |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>  |       | <b>1 372 023</b> | <b>1 140 749</b> |
| Charges générales d'exploitation   | 38    | (340 334)        | (281 534)        |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles |       | (2 012)          | (2 054)          |
| <b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>  |       | <b>1 029 677</b> | <b>857 161</b>   |
| Coût du risque   | 39    | (70 347)         | (88 623)         |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>   |       | <b>959 330</b>   | <b>768 538</b>   |
| Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés  | 40    | (9 598)          | (82 204)         |
| <b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>  |       | <b>949 732</b>   | <b>686 334</b>   |
| Impôts sur les bénéfices   | 41    | (176 991)        | (101 790)        |
| <b>RÉSULTAT NET</b>  |       | <b>772 741</b>   | <b>584 544</b>   |

## Engagement hors-bilan

| En milliers d'euros        | Notes     | 12/2023           | 12/2022           |
|----------------------------|-----------|-------------------|-------------------|
| <b>Engagements donnés</b>  | <b>25</b> | <b>9 637 885</b>  | <b>10 594 975</b> |
| Engagements de financement |           | 1 526 784         | 1 864 545         |
| Engagements de garantie    |           | 1 034 283         | 1 080 820         |
| Autres engagements donnés  |           | 7 076 818         | 7 649 610         |
| <b>Engagements reçus</b>   | <b>26</b> | <b>16 657 191</b> | <b>14 187 160</b> |
| Engagements de financement |           | 9 401 627         | 8 757 145         |
| Engagements de garantie    |           | 7 255 564         | 5 430 015         |

## 2.2 Annexe aux comptes annuels

### 2.2.1 Événements significatifs relatifs à l'exercice

#### Guerre en Ukraine

Le conflit en Ukraine et les sanctions économiques et commerciales décidées progressivement à l'encontre de la Russie ainsi que les contre-sanctions décidées par la Russie ont impacté l'activité du groupe. Les domaines concernés incluent principalement la sécurité des employés, le risque d'incapacité de financement en Russie, le risque de cyberattaque et de défaillance des systèmes d'information.

L'investissement net de RCI Banque S.A. en Ukraine est limité à la part de capital détenue dans sa filiale locale pour un montant de 0,3 M€ qui a été intégralement provisionné au cours de l'année 2022.

En Russie, la société RN Bank a été cédée le 20 juin 2023 pour un montant de 7 milliards de roubles russes (76,4 M€). Le groupe détenait 30 % des intérêts économiques de cette société à travers la holding RN SF B.V.

Les titres de RN SF B.V. avaient été intégralement dépréciés en 2022.

Le 3 août 2023, Insight Investment Group LLC a conclu un accord pour acquérir 100 % de RNL Leasing LLC (ainsi que sa filiale RNL Finance LLC) auprès de RCI Banque S.A. qui détenait 100 % de RNL Leasing.

La société RNL Leasing LLC et sa filiale RNL Finance LLC ont été cédées pour 1 rouble symbolique. Cette cession a généré une moins-value de cession des titres de 1,03 M€. Le groupe avait également accordé à RNL Leasing LLC un crédit global d'exploitation dont la valeur nette comptable était de 1 458,8 millions de roubles à la date de cession des titres. RCI

Banque S.A. a reçu en remboursement de cette créance la somme de 675 millions de roubles après effets des taxes (6,6 M€), générant une perte sur créance irrécouvrable de 708,8 millions de roubles (7,6 M€). Cette vente de titres représente la dernière étape du retrait de RCI Banque SA de la Fédération de Russie, conformément à la décision prise par le Groupe Renault en 2022.

#### Nouvelle émission de Fonds communs de titrisation

RCI Banque S.A. a placé courant mars une opération pour environ 719 M€ adossés à des prêts automobiles, accordés par sa succursale allemande (dont 700 M€ de titres seniors et environ 19 M€ de titres subordonnés).

RCI Banque S.A. a mis en place un nouveau programme de titrisation des encours de Location avec Option d'Achat (LOA) originés par DIAC. Dans le cadre de ce programme, une opération publique (compartiment « Cars Alliance Auto Lease France V 2023-1 ») pour environ 737 M€ adossée à des créances de loyer a été émise (dont 700 M€ de titres seniors [100 M€ auto-souscrits] et environ 37 M€ de titres subordonnés).

#### Acquisition de titres

En 2023, RCI Banque S.A. a participé aux augmentations de capital d'entités dont les principales sont les suivantes : Mobilize Lease & CO S.A.S. pour 250 M€, Mobilize Insurance pour 23,9 M€ et BIPICAR Mobility SL pour 19 M€ (Voir note 8 - Variations des parts dans les entreprises liées et autres participations).

### 2.2.2 Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément au règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014 (modifié par le règlement ANC N° 2020-10 du 22 décembre 2020) relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des comptes des entreprises du secteur bancaire. Ils intègrent les comptes des succursales à l'étranger.

La société RCI Banque S.A. compte 10 succursales implantées à l'étranger :

- en Allemagne, la succursale finance les ventes des réseaux Renault et Nissan ;
- en Italie, la succursale est dédiée au financement à la clientèle et aux réseaux des marques Renault et Nissan ;
- en Argentine, l'activité de la succursale concerne le financement aux réseaux ;
- au Portugal, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux, ainsi que du leasing ;
- en Slovénie, la succursale finance les stocks de Véhicules Neufs et de Pièces Détachées des concessionnaires Renault du pays et propose une activité de Retail Credit et Leasing ;

- en Espagne, la succursale assure le financement à la clientèle et aux réseaux des marques Renault et Nissan ;
- en Suède, l'entité propose une offre de financements aux concessionnaires et aux clients finaux de Renault établis en Suède, au Danemark, en Finlande et en Norvège ;
- en Autriche, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux ;
- en Irlande, la succursale réalise des financements aux réseaux ;
- en Pologne, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux.

#### 2.2.2.1 Évolution des principes comptables d'évaluation et de présentation des comptes

Il n'y a pas eu d'évolution significative en termes d'évaluation ou de présentation des comptes annuels au cours de l'année.

## 2.2.2.2 Créances sur la clientèle

### Principe d'évaluation et de présentation des prêts et créances sur la clientèle

Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau appartiennent à la catégorie des « prêts et créances émis par l'entreprise ». À ce titre, elles sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Le coût amorti des créances de financement des ventes comprend, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêts reçues du constructeur ou du réseau, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Ces différents éléments, qui concourent au rendement de la créance, sont présentés en minoration ou majoration du montant de la créance. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Conformément au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues, frais de dossiers et autres charges ou produits étalables sont présentés au bilan, avec l'encours de crédit concerné (opérations avec la clientèle).

Au compte de résultat, ces mêmes éléments étalables sont présentés dans le produit net bancaire.

### Identification du risque de crédit

RCI Banque S.A. utilise actuellement différents systèmes de notation interne :

- une notation groupe pour les emprunteurs « Réseau », utilisée aux différentes phases de la relation avec l'emprunteur (acceptation initiale, suivi du risque, dépréciation) ;
- une notation groupe pour les contreparties bancaires, établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie ;
- pour les emprunteurs « Clientèle », différents systèmes de score d'acceptation sont utilisés en fonction des filiales et des types de financement concernés.

Toute créance présentant un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- encours douteux : le classement en créance douteuse intervient au plus tard lorsqu'une échéance est impayée depuis plus de trois mois. Le classement en douteux d'une créance entraîne le transfert en créance douteuse de l'intégralité des encours sur le client concerné ;
- encours compromis : l'identification des encours compromis intervient lorsque la déchéance du terme (crédit) ou la résiliation du contrat (location) est prononcée en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme ou résiliation, elle intervient un an au plus tard après le classement en encours douteux.

Compte tenu de l'incidence de pratiques de gestion locales différenciées, la déchéance du terme ou la résiliation n'ont pas lieu au même âge dans les différents pays où s'exerce l'activité de RCI Banque S.A. Toutefois, on constate une certaine convergence des pratiques par grandes zones géographiques :

- Europe du Nord : la déchéance du terme ou la résiliation a généralement lieu dans les trois à quatre mois qui suivent le premier impayé ;
- Europe du Sud : la déchéance du terme ou la résiliation a généralement lieu dans les six à huit mois qui suivent le premier impayé ;
- Amérique du Sud : la déchéance du terme ou la résiliation intervient généralement dans les six à huit mois qui suivent le premier impayé.

Les indemnités de résiliation et intérêts de retard sur les créances douteuses et compromises sont comptabilisés et dépréciés intégralement jusqu'à leur encaissement.

Le retour d'un encours douteux vers l'encours sain intervient après une période probatoire de trois mois à compter de la date d'apurement des arriérés, période probatoire étendue à deux ans pour les encours restructurés.

### Facteurs réducteurs de risque

RCI Banque S.A. pratique de manière limitée et localisée le recours à la cession des créances douteuses.

### Dépréciation pour risque de crédit

Des dépréciations pour risque de crédit avéré sont constituées pour couvrir les risques de non-recouvrement des créances. Ces dépréciations sont déterminées sur base individuelle (selon le cas, de manière unitaire ou à partir d'une approche statistique des risques) ou sur base collective et classées au bilan en déduction des postes d'actif auxquels elles se rattachent.

### Activité Clientèle

L'approche statistique sur base individuelle est appliquée à l'activité Clientèle. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement. Les créances « Clientèle » sont dépréciées par groupe de risque représentatifs des types de financement et des biens financés

Les flux prévisionnels utilisés dans le cadre de la dépréciation statistique sont déterminés par l'application au montant des créances lors du défaut, d'un taux de récupération périodique en fonction de la durée écoulée suite au passage en douteux. Les flux de récupération sont projetés sur une durée de plusieurs années à l'issue de laquelle le dernier flux représente un forfait des récupérations au-delà de cette durée. Les taux de récupération utilisés résultent de l'observation des récupérations réelles, lissées sur une période de 12 mois.

La dépréciation sur encours douteux est calculée en comparant la valeur recouvrable estimée, constituée des flux de récupération prévisionnels actualisés, avec la valeur comptable des créances concernées. Étant donné le caractère statistique de la méthode permettant de mesurer les flux de récupération prévisionnels, le calcul de la valeur recouvrable estimée est effectué non pas individuellement pour chaque créance, mais collectivement par génération de contrats.

L'encours incidenté non douteux est déprécié en tenant compte de la probabilité de passage en douteux et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux. Il s'agit d'incurved loss, le fait avéré étant constitué par un défaut de paiement inférieur à trois mois.

Dans le cas où l'approche statistique sur base individuelle n'est pas pertinente, les créances incidentées et douteuses font l'objet d'un suivi unitaire, la dépréciation est alors déterminée en fonction d'une classification des entreprises et des phases de recouvrement ou de procédures engagées.

Dès qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié à la suite d'une perte de valeur, les produits d'intérêts ultérieurs sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur.

### Activité Réseau

Les dépréciations pour risques de crédit de l'activité réseau sont calculées selon trois types de créances : incidentée, douteuse et compromise, dont les faits générateurs et le principe de calcul sont décrits ci-après.

L'estimation des pertes à provisionner sur les créances incidentées se base exclusivement sur des méthodes statistiques. Le classement dans la catégorie des créances incidentées est toujours généré par des faits tels que : dégradation de la structure financière, perte de rentabilité, irrégularité de paiement, anomalie des contrôles de stock.

Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées de façon unitaire et individuelle en fonction des encours produits (véhicule neuf, véhicule d'occasion, pièces de rechange, cash...) et selon une classification des contreparties en état de pré-alerte ou en état d'alerte et après une dégradation continue et critique des indicateurs cités ci-dessus par les opérationnels de RCI Banque S.A.

Les encours non douteux et non incidentés qui sont ainsi classés sains ne font pas l'objet de dépréciations.

### Règles de passage en pertes

Lorsqu'une créance présente un risque avéré depuis trois ans et qu'aucun élément ne permet d'envisager le recouvrement, le montant de la dépréciation est repris et l'encours brut est passé en pertes sur créances irrécouvrables.

### Dépréciation des valeurs résiduelles

RCI Banque S.A. assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement.

La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée/kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, une dépréciation est constituée en comparant :

- la valeur économique du contrat : à savoir, la somme des flux futurs contractuels et de la valeur résiduelle réestimés aux conditions de marché à la date d'évaluation et actualisés au taux du contrat ;
- la valeur comptable inscrite au bilan au moment de la valorisation.

La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscale) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

La dépréciation est calculée sans compensation avec les profits éventuels.

## 2.2.2.3 Opérations de crédit-bail et de location financière

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat ou de location longue durée figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du refinancement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont calculés linéairement en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés.

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions versées aux apporteurs d'affaires sont étalées sur la durée de vie effective du contrat selon une méthode actuarielle ou linéaire. Les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues, frais de dossiers et autres charges ou produits étalables sont présentés au bilan, avec le compte rattaché de l'actif immobilisé concerné (opérations de crédit-bail et assimilées).

Au compte de résultat, ces mêmes éléments étalables sont présentés dans le produit net bancaire.

## 2.2.2.4 Opérations de location simple

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de location simple, figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du refinancement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont déterminés en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés.

Les locations de batteries de véhicules électriques sont classées en location simple. Les durées de vie des batteries ont été fixées de huit à dix ans en fonction du type de véhicules électriques.

## 2.2.2.5 Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

### Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle.

On considère comme « Parts dans les entreprises liées » les titres des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable. Les autres titres relevant de cette catégorie mais qui ne sont pas susceptibles d'être inclus par intégration globale dans ce même ensemble sont classés en « Titres de participation ».

### Autres titres détenus à long terme

Relèvent de cette catégorie les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

## Principe d'évaluation et de dépréciation

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur réévaluée au 31 décembre 1976 (réévaluation légale).

Des dépréciations sont constituées lorsque la valeur d'utilité est inférieure à ce coût d'acquisition. Celle-ci est généralement déterminée en fonction de la quote-part d'actif net détenue, calculée selon les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

Les dividendes correspondants sont comptabilisés dans l'année de leur mise en paiement.

### 2.2.2.6 Effets publics et valeurs assimilées, obligations, actions et titres à revenu fixe ou variable

Ces postes regroupent, conformément à la réglementation bancaire française, les valeurs mobilières, les instruments du marché interbancaire, les bons du Trésor et autres titres de créances négociables.

Ces instruments s'inscrivent dans une activité de marché, RCI Banque S.A. n'ayant pas vocation à faire de l'intermédiation.

Les titres sont classés en trois catégories :

#### Titres de transaction

Ce sont des titres destinés à être cédés à brève échéance. L'évaluation de ce portefeuille se fait à la valeur de marché coupons courus inclus et les différences d'évaluation sont comptabilisées au compte de résultat.

#### Titres de placement

Les titres de placement regroupent les titres acquis dans l'intention de les détenir pour une période supérieure à six mois.

Ces titres sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition, hors intérêts courus pour les obligations. Pour les titres à revenu fixe, les différences positives ou négatives apparaissant entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement (décote ou prime) font l'objet d'un étalement sur la durée de vie restante des titres. Cet étalement est porté au compte de résultat.

Des dépréciations sont constituées lorsque la valeur de marché d'une ligne de titres à la date de clôture est inférieure au coût d'acquisition ou à la valeur comptable corrigée de l'étalement des décotes et primes.

#### Titres d'investissement

Les titres d'investissement comprennent exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver de façon durable, en principe jusqu'à leur échéance.

Ces titres sont soit couverts par des instruments de taux d'intérêt pour les protéger de façon durable contre le risque de taux, soit adossés à des financements long terme permettant leur conservation effective jusqu'à l'échéance.

Les décotes ou primes sont étalées sur la durée de vie restante des titres.

Les dépréciations ne sont constituées que lorsqu'il existe une forte probabilité de défaillance de l'émetteur des titres. Les moins-values latentes sont uniquement comptabilisées s'il existe une forte probabilité que RCI Banque S.A. conserve ces titres jusqu'à l'échéance.

### 2.2.2.7 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amorties linéairement sur les durées d'utilisation estimées suivantes :

|                                      |               |
|--------------------------------------|---------------|
| • Constructions                      | 15 à 40 ans ; |
| • Autres immobilisations corporelles | 4 à 8 ans ;   |
| • Logiciels informatiques acquis     | 1 à 3 ans.    |

### 2.2.2.8 Emprunts

#### Primes et frais d'émission de titres ou d'obligations

Les primes et frais d'émission sont amortis sur la durée de vie des emprunts et figurent dans les comptes de régularisation.

#### Opérations complexes

Les opérations structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont généralement adossées à des ressources sous forme de dépôts ou émissions de titres et comprennent des swaps comportant une ou plusieurs clauses optionnelles particulières.

Dans le cadre de ces montages, les risques de marché (taux, change) sont strictement neutralisés.

Les résultats de ces opérations sont inscrits au compte de résultat prorata temporis.

### 2.2.2.9 Provisions

#### Engagements de retraite et assimilés

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte un ajustement de la provision.

La charge nette de l'exercice, correspondant à la somme du coût des services rendus, du coût lié à la désactualisation diminuée de la rentabilité attendue des actifs du régime, et de l'étalement du coût des services passés, est entièrement constatée dans les charges de personnel.

### Provisions risques pays

Les provisions pour risques pays portent sur les créances consenties à certaines filiales et les titres d'investissement détenus par le siège sur ces filiales, et permettent de déduire du résultat fiscal un pourcentage de ces encours. Le pourcentage appliqué ainsi que les pays sur lesquels se calcule la provision sont listés dans la lettre de la Direction de la Législation Fiscale du 24 juillet 2004.

Les filiales sur lesquelles RCI Banque S.A. calcule cette provision sont situées dans des pays :

- de catégorie I avec déduction fiscale de 5 % : Slovénie, Hongrie, Corée, République tchèque et Pologne ;
- de catégorie II avec déduction fiscale de 10 % : Maroc, Roumanie, Slovaquie, Inde et Croatie ;
- de catégorie III avec déduction fiscale de 30 % : Argentine et Brésil.

### 2.2.2.10 Conversion des éléments en devises

#### Conversion des comptes des succursales étrangères

Les succursales à l'étranger sont gérées comme des établissements autonomes. Par conséquent, il a été estimé plus pertinent de traduire les comptes des succursales à l'étranger comme ceux des filiales, à savoir :

- les postes du bilan sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice, ce dernier est utilisé comme une valeur approchée du cours applicable aux transactions sous-jacentes sauf cas de fluctuation significative ;
- les écarts de conversion du hors-bilan sont inclus dans les comptes de régularisation, en compte d'ajustement devises.

#### Opérations en devises

Lors de l'arrêté des comptes, les soldes monétaires exprimés en devises sont convertis au taux de clôture. Les différences de change dégagées à cette occasion sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participations et de filiales libellés en devises et financés en euros sont inscrits dans des comptes d'écart de conversion ; ceux-ci sont regroupés dans les postes de bilan avec les comptes de titres auxquels ils se rapportent.

Les pertes de change ne sont provisionnées que si une cession ou un remboursement des titres est prévu au cours de l'exercice suivant. De même cet écart de change n'est passé au compte de résultat qu'en cas de cession ou remboursement pour la partie des montants afférente aux titres cédés ou remboursés.

### 2.2.2.11 Instruments financiers de change et de taux

Les opérations sur instruments financiers à terme non dénouées figurent dans les engagements hors bilan.

Ces instruments s'inscrivent dans une activité de marché, RCI Banque n'ayant pas vocation à faire de l'intermédiation.

### Instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur les marchés de gré à gré

Il s'agit principalement d'opérations d'échange de taux d'intérêt dans le cadre d'une gestion du risque global de taux. Les charges et produits relatifs à ces opérations d'échange de taux d'intérêt sont inscrits au compte de résultat prorata temporis. Par ailleurs, les résultats dégagés sur les autres instruments financiers à terme de taux d'intérêt, tels que les Forward Rate Agreements (F.R.A.), les caps, les floors et les collars, sont inscrits au compte de résultat de manière échelonnée sur la durée de vie des éléments couverts.

Lorsque le groupe est amené à prendre des positions isolées, les instruments concernés, traités sur des marchés de gré à gré sont valorisés selon la méthode suivante : les flux futurs certains sont actualisés sur une courbe de taux zéro coupon de la classe d'instruments correspondants. Les cotations de courbes de taux et de change sont extraites quotidiennement et automatiquement. Seules les moins-values relatives à des ensembles homogènes de contrats sont provisionnées.

### Instruments de change

Les instruments de change ont essentiellement pour but de couvrir le risque de change. Le résultat relatif à ces opérations est pris en compte de manière symétrique sur la durée de vie des éléments couverts.

### 2.2.2.12 Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés

L'exposition relative au risque de contrepartie est suivie selon deux méthodes.

Le suivi individualisé du risque de contrepartie est fondé sur une méthode forfaitaire interne. Il tient compte, en outre, du risque de livraison et s'appuie sur une méthode de notation interne (déterminée conjointement avec l'actionnaire Renault) qui permet de lier la limite attribuée à chaque contrepartie à une note tenant compte de plusieurs facteurs de risque pondérés : niveau des fonds propres, ratio de solvabilité financière, notations long terme et court terme par les agences de rating, appréciation qualitative de la contrepartie.

La méthode forfaitaire est également employée pour mesurer le risque global de contrepartie encouru sur l'ensemble des produits dérivés contractés par RCI Banque S.A. Elle est fondée sur des coefficients de pondération.

Ces coefficients de pondération sont liés au type d'instruments (3 % par an pour les opérations libellées en une seule devise, et 12 % par an sur les deux premières années de la durée de vie initiale puis 4 % sur les années suivantes pour les opérations engageant deux devises) et à la durée de l'opération. Ces coefficients sont volontairement plus élevés que ceux prévus par la réglementation sur l'adéquation des fonds propres, ce qui correspond à une approche délibérément prudente et conservatrice dans les conditions actuelles du marché. Il n'est pas fait de compensation entre les risques liés aux positions se neutralisant avec une même contrepartie.

Un suivi global en méthode « mark to market positif + add-on » est également réalisé.

Il est fondé sur la méthode réglementaire dite des grands risques. Pour les dépôts et excédents de trésorerie en compte courant, l'exposition est comptabilisée sur la base du montant nominal. Pour les produits dérivés (taux et change), celle-ci est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d'un « add-on » représentant le risque potentiel futur. Ce risque potentiel futur est déterminé par la réglementation bancaire française (Arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement article 267-3) comme suit :

| Durée résiduelle     | Contrats sur taux d'intérêts<br>(en % du nominal) | Contrats sur taux de change<br>(en % du nominal) |
|----------------------|---|--|
| ≤ 1 an               | 0 %   | 1,00 %   |
| 1 an < durée ≤ 5 ans | 0,50 %  | 5,00 %   |
| > 5 ans              | 1,50 %  | 7,50 %   |

### 2.2.2.13 Secteurs Opérationnels

RCI Banque S.A. a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et de services à ses deux marchés de référence : la clientèle finale (Grand Public et Entreprises) et le Réseau de concessionnaires des marques Renault, Nissan, Dacia, Renault Samsung Motors et Mitsubishi.

Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en termes de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication. L'organisation du groupe a été aménagée pour être en parfaite cohérence avec ces deux clientèles, pour renforcer son rôle de pilotage et de support, ainsi que pour accroître l'intégration avec Renault et Nissan, notamment dans les aspects marketing et commerciaux.

La répartition par marché a donc été adoptée en tant que segmentation opérationnelle. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Les informations présentées sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité exécutif groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel ».

- L'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires des groupes Renault, Nissan et Mitsubishi.
- L'activité Clientèle recouvre l'ensemble des financements et services associés, autres que ceux du Réseau.
- Les activités de refinancement et de holding sont regroupées au sein des « Autres activités ».

### 2.2.2.14 Implantation par zones géographiques

Une ventilation par zone géographique d'implantation est présentée dans les notes annexes pour les postes du Bilan et du Compte de Résultat jugés les plus pertinents (conformément à l'article 1124-51 du règlement de l'ANC 2014-07).

### 2.2.2.15 Entreprises liées

Lorsque le montant est significatif, la part des opérations entre la société et les entreprises liées est présentée dans les notes annexes au Bilan et au Compte de Résultat. La grande majorité des entreprises liées est constituée des filiales de RCI Banque S.A. Ces transactions sont conclues aux conditions normales de marché.

### 2.2.2.16 Consolidation

Le groupe établit depuis 2005 ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'approuvé par l'Union Européenne à la date de préparation de ses états financiers, conformément à l'option prévue en France pour les groupes publiant des comptes consolidés.

RCI Banque S.A., société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 100 000 000 € entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A. est situé au 15, rue d'Uzès, 75002 PARIS.

RCI Banque S.A. a pour principale activité le financement des marques des groupes Renault, Nissan et Mitsubishi.

Les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre portent sur la société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

La société RCI Banque S.A. est consolidée par intégration globale dans le groupe Mobilize Financial Services qui est lui-même consolidé par intégration globale dans les comptes du groupe Renault.

## 2.2.3 Événements postérieurs à la clôture

La société Mobilize Lease&Co, détenue à 100% par RCI Banque S.A., a acquis le 2 janvier 2024 les entités allemandes Mobility Concept et MeinAuto. Ces entités sont des divisions du Groupe MeinAuto, acteur de premier plan sur le marché allemand du leasing automobile. Il s'agit d'une opportunité de développement structurante grâce à l'apport d'un actif de flotte d'1,5Md€ composée de 60 000 véhicules et de 350 employés. L'actif net acquis est évalué à 167M€ avec un écart d'acquisition positif estimé à 81M€. L'allocation du prix d'acquisition est en cours.

Cette acquisition vise à accélérer la croissance et le développement des offres de location longue durée en Allemagne.

Les synergies générées permettront à Mobilize Lease&Co de déployer des offres clés en main, des services d'abonnement et des formules de leasing flexibles multimarques.

Aucun autre événement postérieur à la clôture n'est à constater.

## 2.2.4 Adaptation à l'environnement économique et financier

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque S.A. maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

### 2.2.4.1 Liquidité

RCI Banque S.A. porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base historique d'investisseurs obligataires en euros, de nouvelles zones de distribution ont été exploitées avec succès.

L'extension à huit ans des maturités maximales émises en Euro a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de durée. Par ailleurs le groupe accède aux marchés obligataires dans des devises multiples que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner son développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 vient compléter cette diversification et vient renforcer le ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR).

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque S.A. prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **appétit pour le risque** : cet élément est défini par le Comité des risques du Conseil d'administration ;
- **refinancement** : le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement ;
- **réserve de liquidité** : l'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE ou de la Banque d'Angleterre, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité financier ;
- **prix de transfert** : le refinancement des entités européennes du groupe est principalement assuré par la Trésorerie groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification ;

- **scénarios de stress** : le Comité financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressés sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers ;

- **plan d'urgence** : un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

### 2.2.4.2 Risque au titre de l'activité de crédit

La qualité du portefeuille Clientèle est globalement stable en 2023 avec une légère hausse des expositions non performantes par rapport à 2022.

Des ajustements hors modèles ont été retenus. Certains ajustements couvrent des expositions ayant bénéficié de périodes sensibles de moratoires en 2020-2021, et d'autres ajustements des clients identifiés comme fragiles. L'approche visant à systématiser l'identification et le traitement des clients fragiles reste une démarche de fond. En outre, une expertise sur les clients Grand Public dont la solvabilité a été dégradée par l'inflation a été mise en place fin 2022 et mise à jour en juin 2023. Elle consiste à stresser le reste à vivre des clients Grand Public, ce qui permet d'estimer la part des encours sains qui sont susceptibles de se dégrader et d'ajuster le taux de couverture en fonction.

Le groupe conserve l'objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et ses cibles de performance.

### 2.2.4.3 Rentabilité

RCI Banque revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations avec la clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires.

De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.



#### 2.2.4.4 Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des Comités financiers mensuels.

Les Comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales

#### 2.2.4.5 Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie financière résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts bancaires à court terme auprès d'établissements bancaires de premier ordre, d'investissements dans des fonds monétaires, ou d'achats d'obligations (émises par des états, émetteurs supranationaux, agences gouvernementales ou des entreprises) dont la durée moyenne était inférieure à un an au 31 décembre 2023.

Tous ces investissements sont réalisés auprès de contreparties de qualité de crédit supérieure préalablement autorisées par le Comité financier. RCI Banque S.A. porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), RCI Banque S.A. investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an.

En outre, RCI Banque S.A. a également investi dans un fonds dont les actifs sont constitués de titres de créances émis par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Son exposition moyenne au risque de crédit est de six ans avec une limite à neuf ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de deux ans.

Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés peuvent exposer l'entreprise à un risque de contrepartie. En Europe, où le groupe est soumis à la réglementation EMIR, les dérivés font l'objet de techniques de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral ou enregistrement en chambre de compensation. En dehors d'Europe, le groupe est attentif à la qualité de crédit des contreparties bancaires avec lesquelles il traite des dérivés.

#### 2.2.4.6 Environnement macroéconomique

Pour lutter contre l'inflation, les Banques Centrales ont poursuivi leurs politiques de resserrement monétaire au cours du premier semestre 2023. Cette période a également été marquée par un retour de la volatilité sur les marchés financiers qui ont connu des périodes d'aversion au risque, notamment à la suite des difficultés rencontrées par certaines banques régionales américaines ou lors des discussions budgétaires sur les déficits américains. Au cours du second semestre 2023, constatant un reflux de l'inflation et une résilience des économies, les Banques Centrales ont mis fin au cycle de hausse des taux. La FED a initié le mouvement en maintenant ses taux directeurs en juillet, suivie par la BCE qui a été, la dernière banque centrale à augmenter ses taux en septembre. L'objectif de la BCE est d'atteindre un niveau jugé suffisamment élevé pour juguler l'inflation tout en préservant une économie montrant des signes de ralentissement. Fin 2023, le cycle de

politique monétaire entre dans une nouvelle phase avec l'éloignement du risque de récession, la montée des risques géopolitiques et budgétaires.

Aux États-Unis, face à la persistance des tensions inflationnistes et la robustesse du marché du travail, les hausses de taux directeurs se sont poursuivies jusqu'en juillet après avoir marqué une pause en juin (+100 bps de hausse depuis décembre 2022, +525 bps depuis janvier 2022).

En milieu de premier semestre, les marchés financiers ont connu une phase de volatilité et d'aversion au risque. Après une période de hausse des taux, certaines banques, qui détenaient des portefeuilles obligataires importants en moins-values latentes, présentaient un bilan fragilisé. Les autorités américaines ont mis en place des mesures de sauvetage pour protéger les déposants de ces établissements. Fin mai, l'amélioration des statistiques économiques (inflation et prix à la production en baisse, moins de tension sur le marché de l'emploi) a conduit la FED à laisser ses taux directeurs inchangés lors de sa réunion de juin.

Le deuxième semestre est marqué par une accélération de la croissance de l'économie américaine (+4,9% de GDP au T3, +2,9% sur un an), et une prise de conscience de l'ampleur des déficits des gouvernements (nouvelle crise sur le plafond de la dette et dégradation de la notation pays). Entre juillet et octobre, la hausse des taux longs a incité la FED à maintenir ses taux directeurs inchangés, estimant qu'ils produisent des effets équivalents à un resserrement monétaire. La solidité de l'économie US est confirmée par les données publiées en fin d'année et permettent à la FED de confirmer l'arrêt de la hausse des taux lors de la réunion de décembre. Les tensions inflationnistes s'apaisent (3,1% en novembre) tandis que le marché de l'emploi se normalise. Le chômage augmente à 3,9% en novembre contre 3,6% à fin juin et en moyenne annuelle. Les créations d'emplois baissent significativement à 150 k au T3 contre 240 k en moyenne en 2023. Les marchés ont réagi fortement à cette nouvelle orientation de politique monétaire. À fin décembre, ils anticipaient une réduction de 150 bps au cours des 12 prochains mois et une première baisse dès mars 2024.

En Europe, la BCE a augmenté son taux directeur à chaque réunion des gouverneurs de février à septembre 2023 (+200 bps entre décembre 2022 et septembre 2023, +450 bps depuis le début du cycle de resserrement initié en juillet 2022) et a procédé à la réduction de son bilan à partir de début mars 2023 tel qu'annoncé en décembre 2022. Le portefeuille du programme d'achats d'actifs « APP » a été ainsi réduit de 15 Md€ par mois en moyenne. Comme aux États-Unis, les marchés européens ont connu une importante volatilité en milieu de semestre.

La recherche d'un équilibre entre stabilité des prix et stabilité financière a été la priorité de la BCE dans ses décisions de politique monétaire. À partir de septembre, la BCE a indiqué préférer maintenir ses taux hauts pendant longtemps pour continuer de lutter contre l'inflation et réduire les risques économiques. Les indicateurs économiques du deuxième semestre sont contrastés. L'inflation semble maîtrisée et est en forte baisse (+2,4% en novembre, +5,5% en juin vs +8,6% en janvier) mais l'économie montre des signes de faiblesse (PIB : +0,1% fin septembre vs +1,8% fin 2022). Lors de la dernière réunion de l'année, la BCE a décidé de réduire les réinvestissements du PEPP à partir du deuxième semestre 2024 (-7,5 Md€ en moyenne mensuelle) et d'interrompre complètement les réinvestissements à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025. À fin décembre les marchés anticipaient le maintien des taux au niveau actuel jusqu'au T2 2024 et une baisse de 160 bps sur d'ici fin 2024.

La Banque d'Angleterre (BoE), une des premières banques centrales à avoir enclenché le cycle de resserrement monétaire, a relevé son taux directeur de 175 bps entre janvier et août 2023, le portant à 5,25 %, soit une hausse totale de 515 bps depuis le début du cycle de resserrement monétaire en décembre 2021. L'inflation reste élevée mais s'améliore nettement sur la fin d'année (3,9 % en novembre, 8,9 % en septembre vs 13,4 % en janvier) et l'économie du Royaume Uni reste fragile (PIB à - 0,1 % au Q3, - 0,4 % de consommation privée). À fin décembre le marché anticipait un maintien des taux actuels jusqu'au S2 2024 et une baisse de 150 bps sur un an.

Après avoir subi un écartement des taux courts au premier semestre, les taux souverains se sont écartés fortement sur les maturités longues au mois d'octobre puis sont revenus au niveau de début septembre en fin d'année. Les rendements des obligations allemandes à deux ans ont progressé de 51 bps au S1 et baissé de - 28 bps depuis le début de l'année (2,39 % fin 2023 contre 2,67 % début 2023). En parallèle, le taux des emprunts d'état Allemands à 10 ans s'établit à 2,02 % à fin décembre 2023 après avoir atteint un point haut à 3 % mi-octobre (2,39 % à fin juin et 2,44 % début 2023). Les rendements des obligations US ont augmenté de 53 bps sur le deux ans et 14 bps sur le 10 ans depuis début 2023 et atteignent respectivement 4,25 % et 3,88 % fin décembre 2023 (contre 4,38 % et 3,7 % début 2023).

En dépit de quelques périodes de fortes baisses (mars et octobre 2023), les marchés actions ont continué leur reprise amorcée au quatrième trimestre 2022. L'Euro Stoxx 50 et le S&P 500 progressent de + 19 % et + 24,2 % respectivement depuis le début de l'année. Après un épisode de volatilité en milieu de semestre au cours duquel l'index IBOXX Corporate Bond Euro a atteint un plus haut à 115,6 bps, l'indice s'établit à 91 bps à fin décembre 2023, un niveau très proche de celui observé fin 2022.

### 2.2.4.7 Refinancement

Dans ce contexte, le groupe a émis l'équivalent de 3,9 Md€ sur le marché obligataire en 2023. Il a notamment lancé son deuxième emprunt obligataire vert pour 750 M€. Le succès rencontré par cette opération démontre que la stratégie ESG du groupe est appréciée par le marché et confirme l'engagement de MFS dans la lutte contre le changement climatique. Le groupe a également émis 200 MCHF à cinq ans et cinq tranches de 750 M€ à respectivement 3, 3,5, 4, 5 et 6 ans.

Sur le marché de la titrisation, le groupe a placé deux opérations publiques au cours de l'année 2023. La première opération placée pour 719 M€ de titres adossés à des prêts automobiles accordés par sa succursale allemande. La deuxième opération émise pour 737 M€ de titres (dont 100 M€ auto-souscrits) adossés à des créances de Location avec Option d'Achat (LOA) automobiles octroyées par DIAC en France. Les titrisations privées de prêts automobiles au Royaume-Uni, de leasing en Allemagne et de composante valeur résiduelle des contrats de LOA en France ont vu leur période revolving étendue pour une année supplémentaire. Leur montant a été augmenté pour atteindre 600 M€ au Royaume-Uni, de 400 M€ en Allemagne et en 400 M€ en France.

L'activité de collecte d'épargne s'est montrée très dynamique et compétitive en termes de coût de la ressource collectée. Les dépôts ont permis d'atténuer l'impact de l'augmentation du coût des financements de marché, démontrant ainsi la pertinence de la stratégie de diversification des financements initiée il y a plus de 10 ans. Les encours d'épargne collectée ont progressé de 3,8 Md€ depuis le début d'année pour s'établir à 28,2 Md€.

Ces ressources, auxquelles s'ajoutent, sur le périmètre Europe, 4,4 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 5,4 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire des Banques Centrales, 4,6 Md€ d'actifs hautement liquides (HQLA) permettent à RCI Banque S.A. d'assurer le maintien des financements accordés à ses clients pendant plus de 12 mois sans accès à la liquidité extérieure. Au 31 décembre 2023, la réserve de liquidité de RCI Banque S.A. (périmètre Europe) s'établit à 14,6 Md€.

La sensibilité globale au risque de taux de RCI Banque S.A. s'est maintenue en dessous de la limite de 70 M€ fixée par le groupe.

## 2.2.5 Notes sur les comptes annuels

|                |   |     |                |  |     |
|----------------|---|-----|----------------|--|-----|
| <b>NOTE 1</b>  | Caisse, Banques centrales et CCP                                      | 106 | <b>NOTE 22</b> | Capitaux propres   | 115 |
| <b>NOTE 2</b>  | Effets publics et valeurs assimilées                                  | 106 | <b>NOTE 23</b> | Ventilation des actifs et des passifs par durées restants à courir           | 116 |
| <b>NOTE 3</b>  | Créances sur les établissements de crédit                             | 106 | <b>NOTE 24</b> | Ventilation des actifs et des passifs par zones géographiques d'implantation | 117 |
| <b>NOTE 4</b>  | Opérations avec la clientèle  | 107 | <b>NOTE 25</b> | Engagements donnés   | 118 |
| <b>NOTE 5</b>  | Obligations et autres titres à revenu fixe                            | 108 | <b>NOTE 26</b> | Engagements reçus  | 118 |
| <b>NOTE 6</b>  | Actions et autres titres à revenu variable                            | 109 | <b>NOTE 27</b> | Instruments financiers à terme et change au comptant                         | 119 |
| <b>NOTE 7</b>  | Autres titres détenus à long terme                                    | 109 | <b>NOTE 28</b> | Actifs et passifs en devises   | 120 |
| <b>NOTE 8</b>  | Participation et parts dans les entreprises liées                     | 110 | <b>NOTE 29</b> | Intérêts et produits assimilés   | 120 |
| <b>NOTE 9</b>  | Crédit bail et location avec option d'achat                           | 110 | <b>NOTE 30</b> | Intérêts et charges assimilés  | 120 |
| <b>NOTE 10</b> | Location simple   | 111 | <b>NOTE 31</b> | Produits nets sur opérations de crédit-bail et assimilés                     | 120 |
| <b>NOTE 11</b> | Immobilisations incorporelles   | 111 | <b>NOTE 32</b> | Opérations de location simple  | 121 |
| <b>NOTE 12</b> | Immobilisations corporelles   | 111 | <b>NOTE 33</b> | Revenus des titres à revenu variable   | 121 |
| <b>NOTE 13</b> | Autres actifs   | 112 | <b>NOTE 34</b> | Commissions  | 121 |
| <b>NOTE 14</b> | Compte de régularisation  | 112 | <b>NOTE 35</b> | Gains ou pertes sur portefeuilles de négociation ou de placement             | 122 |
| <b>NOTE 15</b> | Dettes envers les établissements de crédit                            | 112 | <b>NOTE 36</b> | Autres produits d'exploitation   | 122 |
| <b>NOTE 16</b> | Opérations avec la clientèle  | 113 | <b>NOTE 37</b> | Autres charges d'exploitation  | 122 |
| <b>NOTE 17</b> | Dettes représentées par un titre                                      | 113 | <b>NOTE 38</b> | Charges générales d'exploitation   | 123 |
| <b>NOTE 18</b> | Autres passifs  | 113 | <b>NOTE 39</b> | Coût du risque par catégorie de clientèle                                    | 124 |
| <b>NOTE 19</b> | Comptes de régularisation   | 114 | <b>NOTE 40</b> | Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés                                  | 124 |
| <b>NOTE 20</b> | Provisions  | 114 | <b>NOTE 41</b> | Impôts sur les bénéfices   | 124 |
|                | 20.1 Provisions pour engagements de retraite et assimilés             | 114 | <b>NOTE 42</b> | Résultats par secteurs d'activité  | 125 |
|                | 20.2 Provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie | 115 |                |  |     |
| <b>NOTE 21</b> | Dettes subordonnées   | 115 |                |  |     |

## NOTE 1 Caisse, Banques centrales et CCP

| En milliers d'euros                               | 12/2023          | 12/2022          |
|---|------------------|------------------|
| Caisse  | 14               | 28               |
| Banques centrales et CCP                          | 3 610 456        | 4 558 105        |
| Créances rattachées                               | 1 127            | 485              |
| <b>TOTAL DES CAISSE, BANQUES CENTRALES ET CCP</b> | <b>3 611 597</b> | <b>4 558 618</b> |

## NOTE 2 Effets publics et valeurs assimilées

| En milliers d'euros                                   | 12/2023 | 12/2022       |
|---|---------|---------------|
| Titres à revenu fixe                                  |         | 19 999        |
| <b>TOTAL DES EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉES</b> |         | <b>19 999</b> |

RCI Banques S.A. ne détient plus de bons du trésor à fin 2023.

## NOTE 3 Créances sur les établissements de crédit

| En milliers d'euros  | 12/2023           | 12/2022           |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>CRÉANCES À VUE SUR ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>                     | <b>491 192</b>    | <b>258 941</b>    |
| Comptes ordinaires débiteurs   | 437 196           | 203 482           |
| Prêts au jour le jour  | 53 520            | 53 925            |
| Créances rattachées  | 476               | 1 534             |
| <b>CRÉANCES À TERME SUR ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>                   | <b>13 330 238</b> | <b>12 532 041</b> |
| Prêts participatifs ou subordonnés                                     | 115 068           | 112 748           |
| Comptes et prêts à terme   | 13 047 947        | 12 303 330        |
| Créances rattachées  | 167 223           | 115 963           |
| <b>TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT(*)</b> | <b>13 821 430</b> | <b>12 790 982</b> |
| (*) Dont entreprises liées :   | 13 612 531        | 12 649 891        |

Les entreprises liées correspondent essentiellement aux opérations de refinancement des filiales

Les créances vis-à-vis des établissements de crédit ne sont pas éligibles au refinancement de la Banque Centrale Européenne.

## NOTE 4 Opérations avec la clientèle

| En milliers d'euros  | 12/2023           | 12/2022           |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>CRÉDITS NON DOUTEUX À LA CLIENTÈLE</b>                          | <b>11 581 507</b> | <b>9 723 039</b>  |
| Encours de crédit affecté non titrisé                              | 7 586 581         | 6 830 390         |
| Encours sur financement réseaux                                    | 4 012 643         | 2 920 873         |
| Créances rattachées sur contrats non douteux                       | 11 466            | 10 208            |
| Dépréciation des créances impayées                                 | (29 183)          | (38 432)          |
| <b>CRÉDITS DOUTEUX À LA CLIENTÈLE</b>                              | <b>66 253</b>     | <b>65 824</b>     |
| Créances rattachées sur contrats douteux                           | 1 192             | 929               |
| Créances sur contrats douteux                                      | 94 577            | 98 370            |
| Dépréciation des contrats douteux                                  | (41 197)          | (48 936)          |
| Créances sur contrats douteux compromis                            | 91 920            | 95 343            |
| Dépréciation des contrats douteux compromis                        | (80 239)          | (79 882)          |
| <b>CONCOURS DIVERS</b>   | <b>5 383 363</b>  | <b>4 691 174</b>  |
| Créances commerciales  | 141 467           | 63 865            |
| Prêts à la clientèle financière                                    | 194 936           | 226 242           |
| Autres concours à la clientèle                                     | 4 935 065         | 4 319 540         |
| Prêts participatifs ou subordonnés sur la clientèle non financière | 14 000            | 14 450            |
| Valeurs non imputées   | 9 152             | 33 315            |
| Créances rattachées sur concours divers                            | 88 326            | 36 043            |
| Créances douteuses sur concours divers                             | 417               | 417               |
| Dépréciation des concours divers                                   |                   | (2 698)           |
| <b>COMPTES ORDINAIRES</b>  | <b>532 031</b>    | <b>292 207</b>    |
| Comptes ordinaires sains   | 484 587           | 267 156           |
| Créances rattachées sur comptes ordinaires non douteux             | 47 444            | 25 051            |
| <b>ÉTALEMENTS</b>  | <b>210 919</b>    | <b>343 513</b>    |
| Étalement des bonifications reçues                                 | (182 585)         | (42 035)          |
| Étalement des frais de dossier reçus                               | (80 151)          | (66 192)          |
| Étalement des commissions versées                                  | 379 320           | 408 016           |
| Étalement des autres charges versées                               | 94 335            | 43 724            |
| <b>TOTAL NET DES CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE(*)</b>                  | <b>17 774 073</b> | <b>15 115 757</b> |
| (*) Dont entreprises liées :                                       | 5 207 348         | 4 563 353         |

Les créances vis-à-vis de la clientèle, hors entreprises liées, pourraient potentiellement être éligibles.

Mais aucun test n'a été effectué. Elles sont donc réputées être toutes non éligibles au refinancement de la BCE en 2023.

| Ventilation par secteurs d'activité            | 12/2023           | 12/2022           |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>FINANCEMENT CLIENTÈLE</b>                   | <b>7 849 333</b>  | <b>7 204 648</b>  |
| Valeur brute des encours                       | 7 973 915         | 7 343 034         |
| • dont Contrats non douteux                    | 7 809 359         | 7 184 163         |
| • dont Contrats douteux                        | 75 524            | 67 085            |
| • dont Contrats douteux compromis              | 89 032            | 91 786            |
| Dépréciation des encours                       | (124 582)         | (138 386)         |
| • dont Contrats non douteux                    | (13 108)          | (20 227)          |
| • dont Contrats douteux                        | (34 053)          | (39 406)          |
| • dont Contrats douteux compromis              | (77 421)          | (78 753)          |
| <b>FINANCEMENT RÉSEAUX</b>                     | <b>4 009 347</b>  | <b>2 927 727</b>  |
| Valeur brute des encours                       | 4 035 384         | 2 956 591         |
| • dont Contrats non douteux                    | 4 012 251         | 2 920 820         |
| • dont Contrats douteux                        | 20 245            | 32 214            |
| • dont Contrats douteux compromis              | 2 888             | 3 557             |
| Dépréciation des encours                       | (26 037)          | (28 864)          |
| • dont Contrats non douteux                    | (16 074)          | (18 205)          |
| • dont Contrats douteux                        | (7 145)           | (9 530)           |
| • dont Contrats douteux compromis              | (2 818)           | (1 129)           |
| <b>AUTRES ACTIVITÉS</b>                        | <b>5 915 393</b>  | <b>4 983 382</b>  |
| Valeur brute des encours                       | 5 915 393         | 4 986 080         |
| • dont Contrats non douteux                    | 5 915 393         | 4 986 080         |
| • dont Contrats douteux                        |                   |                   |
| • dont Contrats douteux compromis              |                   |                   |
| Dépréciation des encours                       |                   | (2 698)           |
| • dont Contrats non douteux                    | (1)               | (2 698)           |
| • dont Contrats douteux                        | 1                 |                   |
| • dont Contrats douteux compromis              |                   |                   |
| <b>TOTAL NET DES CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE</b> | <b>17 774 073</b> | <b>15 115 757</b> |

## NOTE 5 Obligations et autres titres à revenu fixe

| En milliers d'euros  | 12/2023          | 12/2022          |
|--|------------------|------------------|
| <b>TITRES DE PLACEMENT</b>                                     | <b>7 897 761</b> | <b>8 284 844</b> |
| Titres à revenu fixe   | 7 866 487        | 8 396 761        |
| Créances rattachées sur titres de placement à revenu fixe      | 35 182           | 24 489           |
| Dépréciation des titres à revenu fixe                          | (3 908)          | (136 406)        |
| <b>TOTAL DES OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE(*)</b> | <b>7 897 761</b> | <b>8 284 844</b> |
| (*) Dont entreprises liées :                                   | 1                |                  |
| (*) Dont titres cotés :  | 7 073 362        | 7 647 136        |

La valeur de marché des titres de placement à revenu fixe est de 7 972,03 M€ à fin décembre 2023 contre 8 273,67 M€ à fin décembre 2022.

La plus-value latente s'élève à 108,52 M€ en 2023 (après prise en compte de la décote) contre une moins-value latente de -122,43 M€ en 2022.

Les obligations et autres titres à revenu fixe sont émis avec tous types d'émetteurs.

## Détail des titres de placement acquis dans le cadre d'opérations de titrisation

| Entités cédantes   | DIAC SA                                    | DIAC SA                                | DIAC SA                                 | DIAC SA                                  | DIAC SA                                   | Succursale Italienne                       | Succursale Allemande                    | Succursale Allemande                   | Succursale Allemande                     | Succursale Allemande                     | Succursale Allemande                     | Succursale Allemande                      | Succursale Espagnole                |
|--|--|--|---|--|---|--|---|--|--|--|--|---|-------------------------------------|
| Date de début  | Mai 2012                                   | Juillet 2013                           | Octobre 2020                            | Octobre 2020                             | Octobre 2023                              | Juillet 2015                               | Mars 2014                               | Juillet 2017                           | Octobre 2021                             | Mai 2019                                 | Octobre 2021                             | Mars 2023                                 | Novembre 2022                       |
| Véhicule d'émission  | Cars Alliance Auto Loans France FCT Master | FCT Cars Alliance DFP France           | Cars Alliance Auto Leases France Master | Cars Alliance Auto Leases France V2020-1 | CARS Alliance Auto Leases France V 2023-1 | Cars Alliance Auto Loans Italy 2015 s.r.l. | Cars Alliance Auto Loans Germany Master | Cars Alliance DFP Germany 2017         | Cars Alliance Auto Loans Germany V2021-1 | Cars Alliance Auto Loans Germany V2019-1 | Cars Alliance Auto Loans Germany V2021-1 | CARS Alliance Auto Loans Germany V 2023-1 | Cars Alliance Auto Loans Spain 2022 |
| Nature des créances cédées                                       | Crédits automobiles à la clientèle         | Créances concessionnaires indépendants | LOA automobiles à la clientèle (Loyers) | Crédits automobiles à la clientèle       | LOA automobiles (Loyer)                   | Crédits automobiles à la clientèle         | Crédits automobiles à la clientèle      | Créances concessionnaires indépendants | Crédits automobiles à la clientèle       | Crédits automobiles à la clientèle       | Crédits automobiles à la clientèle       | Crédits automobiles à la clientèle        | Crédits automobiles à la clientèle  |
| Montant des titres souscrits au 31/12/2023 (en milliers d'euros) | Class A<br>Notation AAA<br>656 700         | Class A<br>Notation AA<br>1 000 000    | Class A<br>Notation AAA<br>722 200      | Class A<br>Notation AAA<br>63 152        | Class A<br>Notation AAA<br>100 000        | Class A<br>Notation AA<br>1 834 800        | Class A<br>Notation AAA<br>891 100      | Class A<br>Notation AAA<br>540 000     |  |  | Class A<br>Notation AAA<br>136 011       |   | Class A<br>Notation AA<br>1 120 000 |
|  |  |  |   | Class B<br>Notation AA<br>9 400          |   |  | Class B<br>Non notées<br>66 600         |  | Class B<br>Notation A<br>24 300          |  |  |   |                                     |
| Montant des titres souscrits au 31/12/2023 (en milliers d'euros) |  |  |   |  |   | Class J<br>Non notées<br>295 600           |   |  | Class C<br>Non notées<br>48 700          |  |  |   |                                     |
|  |  |  |   |  |   |  |   |  |  | Class C<br>Non notées<br>51 360          |  | Class C<br>Non notées<br>37 840           | Class B<br>Non notées<br>107 700    |

## NOTE 6 Actions et autres titres à revenu variable

| En milliers d'euros  | 12/2023        | 12/2022        |
|--|----------------|----------------|
| Titres à revenu variable                                       | 110 989        | 106 733        |
| <b>TOTAL DES ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE(*)</b> | <b>110 989</b> | <b>106 733</b> |
| (*) Dont titres cotés :  | 70 352         | 70 351         |

La valeur de marché des titres de placement à revenu variable est de 112,07 M€ à fin décembre 2023 contre 105,80 M€ à fin décembre 2022.

La plus-value latente s'élève à 1,08 M€ en 2023 (après prise en compte de la décote) contre une moins-value latente de -0,94 M€ en 2022.

## NOTE 7 Autres titres détenus à long terme

| En milliers d'euros  | 12/2023      | 12/2022      |
|--|--------------|--------------|
| <b>VALEURS BRUTES DES TITRES</b>   | <b>4 212</b> | <b>4 212</b> |
| Autres titres détenus à long terme                                       | 4 212        | 4 212        |
| <b>DÉPRÉCIATION DES TITRES</b>   | <b>(211)</b> | <b>(211)</b> |
| Dépréciation des autres titres détenus à long terme                      | (211)        | (211)        |
| <b>TOTAL DES PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME(*)</b> | <b>4 001</b> | <b>4 001</b> |
| (*) Dont titres cotés.   |              |              |

## NOTE 8 Participation et parts dans les entreprises liées

| En milliers d'euros                                  | 12/2023          | 12/2022          |
|--|------------------|------------------|
| Parts dans les entreprises liées                     | 2 570 051        | 2 258 662        |
| Titres de participation                              | 23 271           | 27 484           |
| Dépréciation des titres de participation             | (11 300)         | (7 000)          |
| Dépréciation des parts dans les entreprises liées    | (122 595)        | (90 523)         |
| <b>TOTAL DES PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES(*)</b> | <b>2 459 427</b> | <b>2 188 623</b> |

(\*) Dont titres cotés.

## Variation des parts dans les entreprises liées et autres participations

| En milliers d'euros                                | Base             | Dépréciation     |
|--|------------------|------------------|
| <b>SOLDE À L'OUVERTURE</b>                         | <b>2 286 146</b> | <b>(97 523)</b>  |
| KADENSIS   |                  | (2 200)          |
| Trader Mobility Holding GmbH                       | 10 000           | (29 930)         |
| Mobilize Pay                                       | 1 300            | (4 300)          |
| Mobilize Lease & CO S.A.S.                         | 250 000          |                  |
| Mobilize Insurance                                 | 23 942           | 58               |
| RCI Servicios Colombia                             | 3 390            |                  |
| RN Finance RUS LLC - Cession pour 1 RUB symbolique | (1 029)          |                  |
| BIPICAR MOBILITY SL                                | 19 000           |                  |
| RCI CO SEGUROS PERSONAS SAU                        | 573              |                  |
| <b>SOLDE À LA CLÔTURE</b>                          | <b>2 593 322</b> | <b>(133 895)</b> |

## NOTE 9 Crédit bail et location avec option d'achat

| En milliers d'euros   | 12/2023          | 12/2022          |
|---|------------------|------------------|
| Immobilisations brutes  | 4 517 411        | 4 076 781        |
| Amortissements  | (1 527 666)      | (1 580 836)      |
| Loyers échus  | 17 259           | 17 970           |
| Dépréciation des créances impayées  | (2 738)          | (3 880)          |
| Créances rattachées   | 457              | 796              |
| Loyers douteux  | 14 035           | 13 177           |
| Dépréciation des loyers douteux   | (7 782)          | (7 016)          |
| Loyers douteux compromis  | 5 591            | 4 424            |
| Dépréciation des loyers douteux compromis                                     | (4 616)          | (3 592)          |
| Étalement des bonifications reçues  | (108 939)        | (82 599)         |
| Étalement des frais de dossier reçus  | (10 701)         | (10 164)         |
| Étalement des commissions versées   | 45 074           | 48 823           |
| Étalement des autres charges versées  | 6 647            | 4 754            |
| <b>TOTAL DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT(*)</b> | <b>2 944 032</b> | <b>2 478 638</b> |

(\*) Dont entreprises liées :

(87 899)

(72 877)



## NOTE 10 Location simple

| En milliers d'euros  | 12/2023        | 12/2022        |
|--|----------------|----------------|
| Immobilisations brutes                                       | 379 908        | 408 571        |
| Amortissements   | (167 458)      | (146 840)      |
| Loyers échus   | 654            | 1 316          |
| Dépréciation des créances impayées et valeurs résiduelles    | (2 467)        | (3 190)        |
| Loyers douteux   | 441            | 399            |
| Dépréciation des loyers douteux                              | (323)          | (307)          |
| Étalement des bonifications reçues                           | (1)            |                |
| Étalement des commissions versées                            | 106            | 142            |
| <b>TOTAL DES OPÉRATIONS DE LOCATION SIMPLE<sup>(*)</sup></b> | <b>210 860</b> | <b>260 091</b> |
| (*) Dont entreprises liées :                                 | 200 018        | 249 772        |

## NOTE 11 Immobilisations incorporelles

| En milliers d'euros   | 12/2023        | 12/2022        |
|---|----------------|----------------|
| <b>VALEUR BRUTE DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>       | <b>25 738</b>  | <b>20 041</b>  |
| Concessions, brevet et droits similaires                    | 25 126         | 19 432         |
| Autres immobilisations incorporelles                        | 612            | 609            |
| <b>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>     | <b>(7 714)</b> | <b>(7 281)</b> |
| Amortissements sur concessions, brevet et droits similaires | (7 333)        | (6 957)        |
| Amortissements sur autres immobilisations incorporelles     | (381)          | (324)          |
| <b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>              | <b>18 024</b>  | <b>12 760</b>  |

## NOTE 12 Immobilisations corporelles

| En milliers d'euros  | 12/2023         | 12/2022         |
|--|-----------------|-----------------|
| <b>VALEUR BRUTE DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>        | <b>30 839</b>   | <b>33 040</b>   |
| Constructions  | 357             | 331             |
| Matériel de transport                                      | 2 936           | 2 429           |
| Matériel et mobilier de bureau                             | 5 353           | 6 477           |
| Matériel et mobilier informatique                          | 9 294           | 10 279          |
| Autres immobilisations corporelles                         | 12 899          | 13 524          |
| <b>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>      | <b>(24 709)</b> | <b>(26 637)</b> |
| Amortissements sur constructions                           | (328)           | (298)           |
| Amortissements sur matériel de transport                   | (414)           | (506)           |
| Amortissements sur matériel et mobilier de bureau          | (4 263)         | (4 944)         |
| Amortissements sur matériel et mobilier informatique       | (8 583)         | (9 580)         |
| Amortissements sur autres immobilisations corporelles      | (11 121)        | (11 309)        |
| <b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES<sup>(*)</sup></b> | <b>6 130</b>    | <b>6 403</b>    |
| (*) Dont entreprises liées :                               | 8               | 8               |

## NOTE 13 Autres actifs

| En milliers d'euros                              | 12/2023        | 12/2022        |
|--|----------------|----------------|
| État   | 184 224        | 41 019         |
| Créances relatives aux opérations sur les titres |                | 105            |
| Créances sociales                                | 141            | 301            |
| Débiteurs divers                                 | 571 559        | 460 725        |
| Créances rattachées sur débiteurs divers         | 16 856         | 20 182         |
| <b>TOTAL DES AUTRES ACTIFS</b>                   | <b>772 780</b> | <b>522 332</b> |

La société RCI Banque S.A. a opté pour la possibilité de comptabiliser au bilan une partie de ses contributions versées annuellement au Fonds de résolution Unique, la partie complémentaire étant quant à elle, enregistrée au compte de résultat en impôts et taxes.

Ainsi les débiteurs divers comprennent au titre du 31 décembre 2023, un montant cumulé de dépôt de garantie au titre du FRU de 16 116 k€ et un montant cumulé de 13 008 k€ au titre du 31 décembre 2022.

En contrepartie un engagement hors-bilan de paiement irrévocable d'un montant identique, est enregistré dans les engagements de financement (note 25).

## NOTE 14 Compte de régularisation

| En milliers d'euros   | 12/2023        | 12/2022        |
|---|----------------|----------------|
| Charges à répartir sur frais et primes des dettes représentées par un titre | 43 398         | 35 443         |
| Charges constatées d'avance   | 19 503         | 21 018         |
| Produits à recevoir sur swaps ou IFT  | 61 318         | 39 461         |
| Autres produits à recevoir  | 128 806        | 39 928         |
| Comptes d'ajustement devises  | 1              | 4 780          |
| Valeurs à l'encaissement  | 211 139        | 104 490        |
| <b>TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION</b>                                  | <b>464 165</b> | <b>245 120</b> |

La contrepartie des produits et des charges résultant de la conversion des opérations de change au comptant et à terme enregistrées au hors bilan est inscrite au bilan en « Compte d'ajustement sur devises ». La conversion est faite en cours de clôture.

## NOTE 15 Dettes envers les établissements de crédit

| En milliers d'euros  | 12/2023          | 12/2022          |
|--|------------------|------------------|
| <b>DETTES À VUE SUR ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>               | <b>93 964</b>    | <b>85 743</b>    |
| Comptes ordinaires créditeurs                                  | 93 964           | 85 212           |
| Emprunts au jour le jour                                       |                  | 529              |
| Dettes rattachées  |                  | 2                |
| <b>CRÉANCES À TERME SUR ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>           | <b>6 477 511</b> | <b>7 561 234</b> |
| Comptes et emprunts à terme                                    | 6 422 753        | 7 557 322        |
| Dettes rattachées  | 54 758           | 3 912            |
| <b>TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT(*)</b> | <b>6 571 475</b> | <b>7 646 977</b> |
| (*) Dont entreprises liées :                                   | 4 441 051        | 4 235 098        |

Le solde du financement accordé par la Banque de France en contrepartie des créances et titres mobilisés est de 1 892,25 M€ à fin décembre 2023 contre 3 210,39 M€ à fin décembre 2022.

## NOTE 16 Opérations avec la clientèle

| En milliers d'euros                                    | 12/2023           | 12/2022           |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>DETTES À VUE SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE</b>   | <b>16 443 502</b> | <b>15 433 169</b> |
| Comptes ordinaires créditeurs                          | 845 701           | 387 130           |
| Compte d'épargne sur livret                            | 15 560 585        | 15 018 738        |
| Acomptes et autres sommes dues                         | 28 460            | 21 862            |
| Dettes vis-à-vis de la clientèle financière            | 322               | 19                |
| Dettes rattachées                                      | 8 434             | 5 420             |
| <b>DETTES À TERME SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE</b> | <b>7 875 313</b>  | <b>5 612 330</b>  |
| Comptes ordinaires créditeurs à terme                  | 7 869 373         | 5 608 138         |
| Dettes rattachées                                      | 5 940             | 4 192             |
| <b>TOTAL DES OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE(*)</b>       | <b>24 318 815</b> | <b>21 045 499</b> |
| (*) Dont entreprises liées :                           | 1 343 837         | 1 078 134         |

## NOTE 17 Dettes représentées par un titre

| En milliers d'euros   | 12/2023           | 12/2022           |
|---|-------------------|-------------------|
| <b>DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE</b>                       | <b>13 179 647</b> | <b>12 366 692</b> |
| Emprunts obligataires   | 12 150 756        | 11 741 759        |
| Titres de créances négociables                                | 1 028 891         | 624 933           |
| <b>DETTES RATTACHÉES SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE</b> | <b>160 896</b>    | <b>89 856</b>     |
| Emprunts obligataires   | 160 896           | 88 256            |
| Titres de créances négociables                                |                   | 1 600             |
| <b>TOTAL DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE</b>             | <b>13 340 543</b> | <b>12 456 548</b> |

## NOTE 18 Autres passifs

| En milliers d'euros   | 12/2023        | 12/2022        |
|---|----------------|----------------|
| État  | 68 948         | 30 480         |
| Dettes sociales   | 11 189         | 10 657         |
| Créditeurs divers   | 329 396        | 331 684        |
| Dettes rattachées sur créditeurs divers                       | 186 208        | 153 481        |
| Dépôts de garantie reçus sur opérations de crédit-bail et as. | 16 825         | 8 399          |
| <b>TOTAL DES AUTRES PASSIFS</b>                               | <b>612 566</b> | <b>534 701</b> |

## NOTE 19 Comptes de régularisation

| En milliers d'euros   | 12/2023        | 12/2022        |
|---|----------------|----------------|
| Produits à répartir sur primes d'émission des emprunts            | 9 588          | 12 213         |
| Produits constatés d'avance sur opérations de crédit-bail et ass. | 59 013         | 49 533         |
| Produits constatés d'avance sur opérations avec la clientèle      | 235 954        | 172 828        |
| Autres produits constatés d'avance                                | 4 966          | 7 929          |
| Comptes d'ajustement devises                                      | 31 822         |                |
| Charges à payer sur swaps ou IFT                                  | 101 067        | 48 879         |
| Autres comptes de régularisation passif                           | 102 481        | 106 200        |
| <b>TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION</b>                        | <b>544 891</b> | <b>397 582</b> |

## NOTE 20 Provisions

| En milliers d'euros                              | 12/2022        | Dotations     | Reprises        |                 | Autres variations(*) | 12/2023        |
|--|----------------|---------------|-----------------|-----------------|----------------------|----------------|
|  |                |               | Utilisées       | Non utilisées   |                      |                |
| <b>DÉPRÉCIATION DES OPÉRATIONS BANCAIRES</b>     | <b>90 592</b>  | <b>32 622</b> |                 | <b>(9 605)</b>  |                      | <b>113 609</b> |
| Litiges avec des clients                         | 2 182          | 186           |                 |                 |                      | 2 368          |
| Risques pays                                     | 88 410         | 32 436        |                 | (9 605)         |                      | 111 241        |
| <b>DÉPRÉCIATION DES OPÉRATIONS NON BANCAIRES</b> | <b>47 190</b>  | <b>19 530</b> | <b>(18 769)</b> | <b>(3 134)</b>  | <b>(1)</b>           | <b>44 816</b>  |
| Engagements de retraite                          | 1 950          | 32            | (75)            | (311)           |                      | 1 596          |
| Risques filiale                                  | 340            | 64            | (287)           |                 |                      | 117            |
| Plans sociaux et de restructuration              | 8 021          | 3 634         | (3 634)         | (1 305)         |                      | 6 716          |
| Autres risques et charges                        | 36 879         | 15 800        | (14 773)        | (1 518)         | (1)                  | 36 387         |
| <b>TOTAL DES PROVISIONS</b>                      | <b>137 782</b> | <b>52 152</b> | <b>(18 769)</b> | <b>(12 739)</b> | <b>(1)</b>           | <b>158 425</b> |

(\*) Autres variations = Reclassements et effet des variations de change.

Aucun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, ne devrait entraîner des pertes significatives n'ayant pas été provisionnées.

### 20.1 Provisions pour engagements de retraite et assimilés

| En milliers d'euros                 | Valeur actuarielle des engagements | Valeur actuarielle des fonds investis | Engagements nets des fonds investis | Écarts actuariels | Provision au bilan |
|-------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|-------------------|--------------------|
| <b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2021</b>    | <b>2 116</b>                       |                                       | <b>2 116</b>                        | <b>(220)</b>      | <b>1 896</b>       |
| Charge nette de l'exercice 2022     | 383                                |                                       | 383                                 |                   | 383                |
| Prestations et contributions payées | (329)                              |                                       | (329)                               |                   | (329)              |
| Écarts actuariels                   | (130)                              |                                       | (130)                               | 130               |                    |
| <b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2022</b>    | <b>2 040</b>                       |                                       | <b>2 040</b>                        | <b>(90)</b>       | <b>1 950</b>       |
| Charge nette de l'exercice 2023     | (123)                              |                                       | (123)                               |                   | (123)              |
| Prestations et contributions payées | (231)                              |                                       | (231)                               |                   | (231)              |
| Écarts actuariels                   | 4                                  |                                       | 4                                   | (4)               |                    |
| <b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2023</b>    | <b>1 690</b>                       |                                       | <b>1 690</b>                        | <b>(94)</b>       | <b>1 596</b>       |

| Principales hypothèses actuarielles retenues | 12/2023 | 12/2022 |
|--|---------|---------|
| Âge de départ à la retraite                  | 67 ans  | 67 ans  |
| Évolution des salaires                       | 1,50 %  | 1,50 %  |
| Taux d'actualisation financière              | 0,30 %  | 0,30 %  |
| Taux de départ des salariés de l'entreprise  | 3,00 %  | 3,00 %  |

Les engagements de retraite ne concernent que la succursale italienne.

## 20.2 Provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

| En milliers d'euros                          | 12/2022        | Dotations      | Reprises         | Autres variations <sup>(*)</sup> | 12/2023        |
|--|----------------|----------------|------------------|----------------------------------|----------------|
| <b>DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉES À L'ACTIF</b> | <b>422 073</b> | <b>162 548</b> | <b>(278 628)</b> | <b>566</b>                       | <b>306 559</b> |
| Opérations avec la clientèle                 | 187 933        | 45 558         | (65 512)         | 566                              | 168 545        |
| Opérations sur titres                        | 234 140        | 116 990        | (213 116)        |                                  | 138 014        |
| <b>DÉPRÉCIATION DES OPÉRATIONS BANCAIRES</b> | <b>90 592</b>  | <b>32 622</b>  | <b>(9 605)</b>   |                                  | <b>113 609</b> |
| Litiges avec des clients                     | 2 182          | 186            |                  |                                  | 2 368          |
| Risques pays                                 | 88 410         | 32 436         | (9 605)          |                                  | 111 241        |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>512 665</b> | <b>195 170</b> | <b>(288 233)</b> | <b>566</b>                       | <b>420 168</b> |

(\*) Autres variations = Reclassements et effet des variations de change.

## NOTE 21 Dettes subordonnées

| En milliers d'euros                      | 12/2023        | 12/2022        |
|--|----------------|----------------|
| Titres subordonnés                       | 850 000        | 850 000        |
| Dettes rattachées sur titres subordonnés | 19 378         | 19 378         |
| <b>TOTAL DES DETTES SUBORDONNÉES</b>     | <b>869 378</b> | <b>869 378</b> |

## NOTE 22 Capitaux propres

| En milliers d'euros               | 12/2022          | Affectation<br>Résultat 2022 | Variation 2023 | 12/2023          |
|-----------------------------------|------------------|------------------------------|----------------|------------------|
| Capital souscrit                  | 100 000          |                              |                | 100 000          |
| Primes d'émission et de fusion    | 258 807          |                              |                | 258 807          |
| Réserve légale                    | 10 000           |                              |                | 10 000           |
| Autres réserves                   | 309 614          |                              |                | 309 614          |
| Écart de réévaluation             | 76               |                              |                | 76               |
| Report à nouveau                  | 2 243 393        | (15 456)                     | 1              | 2 227 938        |
| Résultat de l'exercice            | 584 544          | (584 544)                    | 772 741        | 772 741          |
| <b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b> | <b>3 506 434</b> | <b>(600 000)</b>             | <b>772 742</b> | <b>3 679 176</b> |

Le capital de la société est constitué de 1 000 000 actions dont 999 994 détenues par la société Renault s.a.s.

Le résultat net par action ainsi que le résultat dilué par action s'établit à 772,74 € au 31 décembre 2023 contre 584,54 € en 2022.

RCI Banque n'ayant émis aucun instrument dilutif de type obligations convertibles, le résultat dilué par action est identique au résultat par action.

Il correspond donc bien au résultat de l'année divisé par le nombre total d'actions.

### Proposition d'affectation du résultat 2023

|   |                  |
|---|------------------|
| Report à nouveau après affectation du résultat 2022   | 2 227 938        |
| Résultat de l'exercice                                | 772 741          |
| <b>SOLDE DISPONIBLE</b>                               | <b>3 000 679</b> |
| Dividendes  | 600 000          |
| <b>REPORT À NOUVEAU APRÈS AFFECTATION DU RÉSULTAT</b> | <b>2 400 679</b> |

Au titre de l'exercice 2022, il y a eu une distribution de dividendes de 600 000 000 €, soit 600 € par action.

## NOTE 23 Ventilation des actifs et des passifs par durées restants à courir

| En milliers d'euros                        | Inférieur à 3 mois | De 3 à 12 mois   | De 1 à 5 ans      | Supérieur à 5 ans | Total 12/23       |
|--|--------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                   | <b>15 220 016</b>  | <b>8 322 276</b> | <b>19 234 487</b> | <b>328 082</b>    | <b>43 104 861</b> |
| Caisse, Banques centrales et CCP           | 3 611 597          |                  |                   |                   | 3 611 597         |
| Créances sur les établissements de crédit  | 4 631 698          | 2 284 429        | 6 790 235         | 115 068           | 13 821 430        |
| Opérations avec la clientèle               | 4 894 485          | 5 621 487        | 7 045 087         | 213 014           | 17 774 073        |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 2 082 236          | 416 360          | 5 399 165         |                   | 7 897 761         |
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                  | <b>20 003 029</b>  | <b>4 860 905</b> | <b>15 307 585</b> | <b>4 928 692</b>  | <b>45 100 211</b> |
| Dettes envers les établissements de crédit | 1 696 254          | 1 732 775        | 3 142 446         |                   | 6 571 475         |
| Opérations avec la clientèle               | 16 900 231         | 1 217 642        | 2 872 250         | 3 328 692         | 24 318 815        |
| Dettes représentées par un titre           | 1 387 166          | 1 910 488        | 9 292 889         | 750 000           | 13 340 543        |
| Dettes subordonnées                        | 19 378             |                  |                   | 850 000           | 869 378           |

| En milliers d'euros                        | Inférieur à 3 mois | De 3 à 12 mois    | De 1 à 5 ans      | Supérieur à 5 ans | Total 12/22       |
|--|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                   | <b>13 954 983</b>  | <b>11 320 225</b> | <b>14 193 721</b> | <b>1 301 271</b>  | <b>40 770 200</b> |
| Caisse, Banques centrales et CCP           | 4 558 618          |                   |                   |                   | 4 558 618         |
| Effets publics et valeurs assimilées       | 19 999             |                   |                   |                   | 19 999            |
| Créances sur les établissements de crédit  | 3 946 807          | 3 910 970         | 4 933 205         |                   | 12 790 982        |
| Opérations avec la clientèle               | 3 717 583          | 5 207 155         | 6 009 748         | 181 271           | 15 115 757        |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 1 711 976          | 2 202 100         | 3 250 768         | 1 120 000         | 8 284 844         |
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                  | <b>19 325 645</b>  | <b>7 472 738</b>  | <b>13 020 019</b> | <b>2 200 000</b>  | <b>42 018 402</b> |
| Dettes envers les établissements de crédit | 1 263 831          | 3 333 292         | 3 049 854         |                   | 7 646 977         |
| Opérations avec la clientèle               | 16 337 768         | 1 560 498         | 2 447 233         | 700 000           | 21 045 499        |
| Dettes représentées par un titre           | 1 704 668          | 2 578 948         | 7 522 932         | 650 000           | 12 456 548        |
| Dettes subordonnées                        | 19 378             |                   |                   | 850 000           | 869 378           |

## NOTE 24 Ventilation des actifs et des passifs par zones géographiques d'implantation

| En milliers d'euros                        | France            | Union Européenne<br>(hors France) | Reste du monde | Total 12/23       |
|--|-------------------|-----------------------------------|----------------|-------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                   | <b>34 239 971</b> | <b>26 483 190</b>                 | <b>155 773</b> | <b>60 878 934</b> |
| Caisse, Banques centrales et CCP           | 3 421 676         | 187 912                           | 2 009          | 3 611 597         |
| Créances sur les établissements de crédit  | 13 624 178        | 186 370                           | 10 882         | 13 821 430        |
| Opérations avec la clientèle               | 5 057 750         | 12 644 882                        | 71 441         | 17 774 073        |
| • dont Contrats non douteux                | 5 057 750         | 12 578 629                        | 71 441         | 17 707 820        |
| • dont Contrats douteux                    |                   | 54 572                            |                | 54 572            |
| • dont Contrats douteux compromis          |                   | 11 681                            |                | 11 681            |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 7 078 617         | 819 144                           |                | 7 897 761         |
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                  | <b>24 419 769</b> | <b>20 627 105</b>                 | <b>53 337</b>  | <b>45 100 211</b> |
| Dettes envers les établissements de crédit | 6 438 627         | 106 045                           | 26 803         | 6 571 475         |
| Opérations avec la clientèle               | 3 771 221         | 20 521 060                        | 26 534         | 24 318 815        |
| Dettes représentées par un titre           | 13 340 543        |                                   |                | 13 340 543        |
| Dettes subordonnées                        | 869 378           |                                   |                | 869 378           |

| En milliers d'euros                        | France            | Union Européenne<br>(hors France) | Reste du monde | Total 12/22       |
|--|-------------------|-----------------------------------|----------------|-------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                   | <b>33 379 106</b> | <b>22 269 776</b>                 | <b>237 075</b> | <b>55 885 957</b> |
| Caisse, Banques centrales et CCP           | 4 389 310         | 168 504                           | 804            | 4 558 618         |
| Effets publics et valeurs assimilées       | 19 999            |                                   |                | 19 999            |
| Créances sur les établissements de crédit  | 12 697 833        | 92 072                            | 1 077          | 12 790 982        |
| Opérations avec la clientèle               | 4 376 766         | 10 621 394                        | 117 597        | 15 115 757        |
| • dont Contrats non douteux                | 4 376 766         | 10 555 575                        | 117 592        | 15 049 933        |
| • dont Contrats douteux                    |                   | 50 358                            | 5              | 50 363            |
| • dont Contrats douteux compromis          |                   | 15 461                            |                | 15 461            |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 7 518 432         | 766 412                           |                | 8 284 844         |
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                  | <b>23 633 647</b> | <b>18 309 276</b>                 | <b>75 479</b>  | <b>42 018 402</b> |
| Dettes envers les établissements de crédit | 7 484 880         | 111 274                           | 50 823         | 7 646 977         |
| Opérations avec la clientèle               | 2 822 841         | 18 198 002                        | 24 656         | 21 045 499        |
| Dettes représentées par un titre           | 12 456 548        |                                   |                | 12 456 548        |
| Dettes subordonnées                        | 869 378           |                                   |                | 869 378           |

## NOTE 25 Engagements donnés

| En milliers d'euros  | 12/2023                    | 12/2022           |         |
|--|----------------------------|-------------------|---------|
| <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>                                      | <b>1 526 784</b>           | <b>1 864 545</b>  |         |
| Ouverture de crédits confirmés en faveur des établissements de crédit  | 475 232                    | 240 154           |         |
| Ouverture de crédits confirmés en faveur de la clientèle               | 1 036 552                  | 1 494 391         |         |
| Autres engagements en faveur des établissements de la clientèle        | 15 000                     | 130 000           |         |
| <b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>   | <b>1 034 283</b>           | <b>1 080 820</b>  |         |
| Cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit | 956 453                    | 917 055           |         |
| Cautions, avals et autres garanties d'ordre de la clientèle            | 77 830                     | 163 765           |         |
| <b>AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS</b>                                       | <b>7 076 818</b>           | <b>7 649 610</b>  |         |
| Valeurs affectées en garantie  | 7 076 818                  | 7 649 610         |         |
| <b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNÉS(*)</b>                                 | <b>9 637 885</b>           | <b>10 594 975</b> |         |
| (*) Dont entreprises liées :   |                            |                   |         |
|  | Engagements de garantie    | 756 319           | 777 148 |
|  | Engagements de financement | 496 299           | 380 167 |

Les autres engagements donnés correspondent principalement aux créances et titres donnés en garantie à la Banque Centrale pour l'obtention de l'emprunt lié à la mobilisation.

## NOTE 26 Engagements reçus

| En milliers d'euros  | 12/2023                 | 12/2022           |           |
|--|-------------------------|-------------------|-----------|
| <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>                                    | <b>9 401 627</b>        | <b>8 757 145</b>  |           |
| Ouverture de crédits confirmés reçus des établissements de crédit    | 9 401 627               | 8 757 145         |           |
| <b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>                                       | <b>7 255 564</b>        | <b>5 430 015</b>  |           |
| Cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit | 123 830                 | 91 567            |           |
| Cautions, avals et autres garanties reçus de la clientèle            | 1 116 318               | 1 135 816         |           |
| Gages et autres sûretés réelles reçus de la clientèle                | 919 932                 | 895 713           |           |
| Engagement de reprise des véhicules loués                            | 5 095 484               | 3 306 919         |           |
| <b>TOTAL DES ENGAGEMENTS REÇUS(*)</b>                                | <b>16 657 191</b>       | <b>14 187 160</b> |           |
| (*) Dont entreprises liées :   |                         |                   |           |
|  | Engagements de garantie | 935 397           | 1 160 136 |

Un engagement de financement reçu de la Banque Centrale Européenne a été enregistré au 31 décembre 2023 pour un montant de 7 074 M€ contre 7 723 M€ en 2022.



## NOTE 27 Instruments financiers à terme et change au comptant

| En milliers d'euros                     | Moins 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | VNC 12/23  | Juste valeur 12/23 |
|---|------------|--------------|---------------|------------|--------------------|
| <b>COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE</b>   |            |              |               |            |                    |
| <b>Swap de devises</b>                  |            |              |               |            |                    |
| Achats (Emprunts) de swaps de devises   | 46 645     | 34 066       |               | 80 711     | 1 735              |
| Ventes (Prêts) de swaps de devises      | 46 901     | 34 401       |               | 81 302     | 54 804             |
| <b>Opérations de change à terme</b>     |            |              |               |            |                    |
| Achats de change à terme                | 1 559 841  |              |               | 1 559 841  | 1 674 804          |
| Ventes de change à terme                | 1 605 207  |              |               | 1 605 207  | 1 574 371          |
| <b>Opérations de change au comptant</b> |            |              |               |            |                    |
| Achats de change au comptant            | 2 295      |              |               | 2 295      | 2 295              |
| Ventes de change au comptant            | 15 362     |              |               | 15 362     | 15 362             |
| <b>COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX</b>     |            |              |               |            |                    |
| <b>Swap de taux</b>                     |            |              |               |            |                    |
| Achats (Emprunts) de swaps de taux      | 11 187 088 | 12 194 740   | 500 000       | 23 881 828 | 22 420 125         |
| Ventes (Prêts) de swaps de taux         | 11 187 087 | 12 194 741   | 500 000       | 23 881 828 | 22 334 241         |

La juste valeur correspond au nominal des instruments financiers ajusté à sa valeur de marché.

| En milliers d'euros                     | Moins 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | VNC 12/22  | Juste valeur 12/22 |
|---|------------|--------------|---------------|------------|--------------------|
| <b>COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE</b>   |            |              |               |            |                    |
| <b>Swap de devises</b>                  |            |              |               |            |                    |
| Achats (Emprunts) de swaps de devises   | 94 020     | 36 097       |               | 130 117    | 66 662             |
| Ventes (Prêts) de swaps de devises      | 93 025     | 35 942       |               | 128 967    | 104 998            |
| <b>Opérations de change à terme</b>     |            |              |               |            |                    |
| Achats de change à terme                | 1 449 624  |              |               | 1 449 624  | 1 513 097          |
| Ventes de change à terme                | 1 466 236  |              |               | 1 466 236  | 1 476 306          |
| <b>Opérations de change au comptant</b> |            |              |               |            |                    |
| Achats de change au comptant            | 1 997      |              |               | 1 997      | 1 997              |
| Ventes de change au comptant            | 24 547     |              |               | 24 547     | 24 547             |
| <b>Opérations en devises</b>            |            |              |               |            |                    |
| Devises prêtées non encore livrées      | 16 877     |              |               | 16 877     | 16 877             |
| <b>COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX</b>     |            |              |               |            |                    |
| <b>Swap de taux</b>                     |            |              |               |            |                    |
| Achats (Emprunts) de swaps de taux      | 12 726 744 | 13 206 123   | 250 000       | 26 182 867 | 25 061 602         |
| Ventes (Prêts) de swaps de taux         | 12 726 744 | 13 206 123   | 250 000       | 26 182 867 | 25 098 237         |

La juste valeur correspond au nominal des instruments financiers ajusté à sa valeur de marché.

## NOTE 28 Actifs et passifs en devises

| En milliers d'euros                           | 12/2023   | 12/2022   |
|---|-----------|-----------|
| Contre valeur en euros des actifs en devises  | 2 372 998 | 2 456 732 |
| Contre valeur en euros des passifs en devises | 836 205   | 698 275   |

## NOTE 29 Intérêts et produits assimilés

| En milliers d'euros   | 12/2023          | 12/2022          |
|---|------------------|------------------|
| Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit | 924 412          | 305 861          |
| Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle                 | 995 422          | 734 705          |
| Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe   | 296 389          | 200 023          |
| Intérêts et produits sur autres opérations                            | 3 071            | 3 813            |
| <b>TOTAL DES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS(*)</b>                    | <b>2 219 294</b> | <b>1 244 402</b> |
| (*) Dont entreprises liées :  | 863 638          | 404 167          |

## NOTE 30 Intérêts et charges assimilés

| En milliers d'euros  | 12/2023            | 12/2022          |
|--|--------------------|------------------|
| Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit | (312 861)          | (137 878)        |
| Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle                 | (914 178)          | (518 967)        |
| Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe   | (506 258)          | (156 447)        |
| Intérêts et charges sur dettes subordonnées                          | (22 313)           | (22 313)         |
| Intérêts et charges sur autres opérations                            |                    | (2)              |
| <b>TOTAL DES INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES(*)</b>                   | <b>(1 755 610)</b> | <b>(835 607)</b> |
| (*) Dont entreprises liées :   | (247 799)          | (85 078)         |

## NOTE 31 Produits nets sur opérations de crédit-bail et assimilés

| En milliers d'euros   | 12/2023          | 12/2022          |
|---|------------------|------------------|
| <b>PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET ASSIMILÉES</b> | <b>825 487</b>   | <b>769 405</b>   |
| Loyers  | 783 403          | 719 233          |
| Intérêts de retard  | 2 590            | 2 319            |
| Plus-values sur cession immobilisations                     | 39 490           | 47 971           |
| Perte sur créances irrécouvrables (part intérêts)           | (257)            | (200)            |
| Reprises de provisions                                      | 1 910            | 1 248            |
| Dotations aux provisions                                    | (1 649)          | (1 166)          |
| <b>CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET ASSIMILÉES</b>  | <b>(698 408)</b> | <b>(679 333)</b> |
| Dotation aux amortissements                                 | (612 373)        | (587 260)        |
| Étalement des commissions et autres charges versées         | (48 945)         | (52 070)         |
| Moins-values sur cession immobilisations                    | (32 768)         | (36 969)         |
| Autres charges  | (4 322)          | (3 034)          |
| <b>TOTAL SUR OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET ASSIMILÉES</b>    | <b>127 079</b>   | <b>90 072</b>    |

## NOTE 32 Opérations de location simple

| En milliers d'euros                                 | 12/2023         | 12/2022         |
|---|-----------------|-----------------|
| <b>PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE LOCATION SIMPLE</b>   | <b>56 042</b>   | <b>61 750</b>   |
| Loyers  | 49 168          | 54 983          |
| Intérêts de retard                                  | 24              | 18              |
| Plus-values sur cession immobilisations             | 6 850           | 6 749           |
| <b>CHARGES SUR OPÉRATIONS DE LOCATION SIMPLE</b>    | <b>(43 333)</b> | <b>(47 337)</b> |
| Dotation aux amortissements                         | (36 206)        | (39 813)        |
| Étalement des commissions et autres charges versées | (36)            | (47)            |
| Moins-values sur cession immobilisations            | (7 091)         | (7 301)         |
| Autres charges                                      |                 | (176)           |
| <b>TOTAL SUR OPÉRATIONS DE LOCATION SIMPLE</b>      | <b>12 709</b>   | <b>14 413</b>   |

## NOTE 33 Revenus des titres à revenu variable

| En milliers d'euros  | 12/2023        | 12/2022        |
|--|----------------|----------------|
| Revenus du portefeuille de placement                                     | 124 814        | 113 079        |
| Revenus des parts dans les entreprises liées et titres de participations | 366 103        | 421 792        |
| <b>TOTAL DES REVENUS DES TITRES À REVENU VARIABLE</b>                    | <b>490 917</b> | <b>534 871</b> |

## NOTE 34 Commissions

| En milliers d'euros                  | 12/2023         | 12/2022         |
|--------------------------------------|-----------------|-----------------|
| <b>COMMISSIONS (PRODUITS)</b>        | <b>67 808</b>   | <b>52 078</b>   |
| Commissions clientèles               | 11 124          | 7 960           |
| Commissions titres                   | 3               | 3               |
| Commissions autres                   | 56 681          | 44 115          |
| <b>COMMISSIONS (CHARGES)</b>         | <b>(65 832)</b> | <b>(28 202)</b> |
| Commissions établissements de crédit | (404)           | (665)           |
| Commissions clientèles               | (319)           | (93)            |
| Commissions titres                   | (12 391)        | (383)           |
| Commissions autres                   | (52 718)        | (27 061)        |
| <b>TOTAL DES COMMISSIONS(*)</b>      | <b>1 976</b>    | <b>23 876</b>   |
| (*) Dont entreprises liées :         | 7 631           | 5 278           |

## NOTE 35 Gains ou pertes sur portefeuilles de négociation ou de placement

| En milliers d'euros  | 12/2023        | 12/2022          |
|--|----------------|------------------|
| <b>GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION</b>             | <b>(9 394)</b> | <b>(2 880)</b>   |
| Opérations de changes  | (9 395)        | (2 881)          |
| Opérations de taux   | 1              | 1                |
| <b>GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉES</b> | <b>132 498</b> | <b>(135 487)</b> |
| Dotations aux provisions   | (79 039)       | (135 713)        |
| Reprises de provisions   | 211 537        | 226              |
| <b>TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES</b>                        | <b>123 104</b> | <b>(138 367)</b> |

## NOTE 36 Autres produits d'exploitation

| En milliers d'euros   | 12/2023        | 12/2022        |
|---|----------------|----------------|
| <b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>                              | <b>169 118</b> | <b>202 573</b> |
| Transferts de charges (dt ind. d'assurances reçues sur sinistres véhicules) | 8 454          | 6 278          |
| Opérations faites en commun   | 7 067          | 8 100          |
| Autres produits d'exploitation bancaire                                     | 153 597        | 188 195        |
| <b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>                                       | <b>19 655</b>  | <b>23 491</b>  |
| Produits des prestations des activités de service                           | 18 044         | 18 700         |
| Autres produits d'exploitation  | 1 611          | 4 791          |
| <b>TOTAL DES AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>                             | <b>188 773</b> | <b>226 064</b> |

## NOTE 37 Autres charges d'exploitation

| En milliers d'euros  | 12/2023         | 12/2022         |
|--|-----------------|-----------------|
| <b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>                            | <b>(27 398)</b> | <b>(8 757)</b>  |
| Opérations faites en commun  |                 | (72)            |
| Autres charges d'exploitation bancaire                                   | (27 732)        | (5 344)         |
| Variation des provisions pour risques et charges d'exploitation bancaire | 334             | (3 341)         |
| <b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION</b>                                     | <b>(8 821)</b>  | <b>(10 218)</b> |
| Charges des prestations des activités de service                         | (8 182)         | (7 424)         |
| Autres charges d'exploitation  | (636)           | (1 012)         |
| Variation provisions pour autres risques et charges d'exploitation       | (3)             | (1 782)         |
| <b>TOTAL DES AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION</b>                           | <b>(36 219)</b> | <b>(18 975)</b> |

## NOTE 38 Charges générales d'exploitation

| En milliers d'euros  | 12/2023          | 12/2022          |
|--|------------------|------------------|
| <b>FRAIS DE PERSONNEL</b>  | <b>(163 406)</b> | <b>(146 119)</b> |
| Salaires et traitements  | (71 260)         | (66 570)         |
| Charges sociales sur retraites   | (6 726)          | (3 604)          |
| Autres charges sociales  | (16 350)         | (15 089)         |
| Refacturation des frais de personnel                                   | (68 880)         | (57 733)         |
| Autres frais de personnel  | (190)            | (3 123)          |
| <b>AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS</b>                                     | <b>(176 928)</b> | <b>(135 415)</b> |
| Impôts et taxes  | (39 898)         | (35 257)         |
| Travaux, fournitures et services extérieurs                            | (125 606)        | (95 454)         |
| Charges non étalables versées à des tiers                              | (37 289)         | (25 859)         |
| Variation des dépréciations des autres frais administratifs            | 160              | (15)             |
| Refacturation des frais administratifs                                 | 25 705           | 21 170           |
| <b>TOTAL DES AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION<sup>(*)</sup></b> | <b>(340 334)</b> | <b>(281 534)</b> |
| (*) Dont honoraires de commissariat aux comptes sur audit légal :      | (508)            | (483)            |

Les organes d'administration et de direction ne sont pas rémunérés au titre de leurs mandats.

Concernant les honoraires des Commissaires aux comptes, les services autres que la certification des comptes fournis par KPMG S.A. au cours de l'exercice à RCI et aux entités qu'elle contrôle concernent essentiellement (i) des lettres de confort dans le cadre d'émissions obligataires (ii) des missions

d'attestation portant notamment sur des informations RSE, et (iii) des procédures convenues réalisées principalement pour des raisons de réglementation locale. Les services autres que la certification des comptes fournis par Mazars Audit au cours de l'exercice à RCI et aux entités qu'elle contrôle concernent (i) des lettres de confort dans le cadre d'émissions obligataires, (ii) des procédures convenues réalisées principalement pour des raisons de réglementation locale.

| Effectif moyen                                      | 12/2023      | 12/2022      |
|---|--------------|--------------|
| France  |              |              |
| Union Européenne (hors France)                      | 1 011        | 992          |
| • dont Effectifs inscrits                           | 999          | 976          |
| • dont Personnel mis à la disposition de la société | 12           | 16           |
| Reste du monde                                      | 19           | 18           |
| • dont Effectifs inscrits                           | 19           | 18           |
| <b>TOTAL</b>  | <b>1 030</b> | <b>1 010</b> |

## NOTE 39 Coût du risque par catégorie de clientèle

| En milliers d'euros   | 12/2023         | 12/2022         |
|---|-----------------|-----------------|
| <b>COÛT DU RISQUE SUR OPÉRATIONS DE LOCATION</b>              | <b>36</b>       | <b>2 923</b>    |
| Dotations aux provisions                                      | (9 871)         | (7 476)         |
| Reprises de provisions  | 9 671           | 9 719           |
| Abandons de créances  | (333)           | (357)           |
| Récupérations sur créances amorties                           | 569             | 1 037           |
| <b>COÛT DU RISQUE SUR OPÉRATIONS DE CRÉDIT</b>                | <b>(49 378)</b> | <b>(70 778)</b> |
| Dotations aux provisions                                      | (37 275)        | (39 743)        |
| Reprises de provisions  | 54 676          | 45 216          |
| Abandons de créances  | (71 919)        | (81 277)        |
| Récupérations sur créances amorties                           | 5 140           | 5 026           |
| <b>COÛT DU RISQUE SUR AUTRES OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE</b> | <b>2 012</b>    | <b>(4 996)</b>  |
| Dotations aux provisions                                      |                 | (2 698)         |
| Reprises de provisions  | 2 698           |                 |
| Abandons de créances  | (686)           | (2 298)         |
| <b>COÛT DU RISQUE SUR AUTRES OPÉRATIONS</b>                   | <b>(23 017)</b> | <b>(15 772)</b> |
| Dotations aux provisions                                      | (32 622)        | (23 648)        |
| Reprises de provisions  | 9 605           | 7 876           |
| <b>TOTAL DU COÛT DU RISQUE(*)</b>                             | <b>(70 347)</b> | <b>(88 623)</b> |
| (*) Dont entreprises liées :                                  | 2 012           | (2 698)         |

## NOTE 40 Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés

| En milliers d'euros                                     | 12/2023        | 12/2022         |
|---|----------------|-----------------|
| Gains ou pertes sur immobilisations financières         | (9 582)        | (82 204)        |
| Gains ou pertes sur immobilisations corporelles         | (16)           |                 |
| <b>TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISÉS</b> | <b>(9 598)</b> | <b>(82 204)</b> |

## NOTE 41 Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Les succursales sont imposées dans chacun des pays d'exercice de leur activité.

Pour ses activités françaises, RCI Banque est incluse dans le périmètre de l'intégration fiscale de Renault s.a.s. À ce titre, ses résultats fiscaux sont intégrés à ceux de sa société mère, à qui elle verse l'impôt sur les sociétés correspondant. Le principe retenu est que la charge fiscale de RCI Banque est identique à celle que la société aurait supportée si elle n'avait pas été membre du groupe.

## NOTE 42 Résultats par secteurs d'activité

| En milliers d'euros               | France  | UE (hors France) | Reste du monde | Total 12/23 |
|-----------------------------------|---------|------------------|----------------|-------------|
| <b>FINANCEMENT CLIENTÈLE</b>      |         |                  |                |             |
| Produit net bancaire              |         | 509 265          |                | 509 265     |
| Résultat brut d'exploitation      |         | 270 671          |                | 270 671     |
| Résultat d'exploitation           |         | 230 566          |                | 230 566     |
| Résultat courant avant impôt      |         | 254 290          |                | 254 290     |
| <b>FINANCEMENT RÉSEAUX</b>        |         |                  |                |             |
| Produit net bancaire              |         | 159 749          | 20 187         | 179 936     |
| Résultat brut d'exploitation      |         | 138 795          | 17 302         | 156 097     |
| Résultat d'exploitation           |         | 129 371          | 17 302         | 146 673     |
| Résultat courant avant impôt      |         | 133 227          | 17 302         | 150 529     |
| <b>ACTIVITÉS DE REFINANCEMENT</b> |         |                  |                |             |
| Produit net bancaire              | 682 822 |                  |                | 682 822     |
| Résultat brut d'exploitation      | 602 909 |                  |                | 602 909     |
| Résultat d'exploitation           | 582 091 |                  |                | 582 091     |
| Résultat courant avant impôt      | 544 913 |                  |                | 544 913     |
| <b>TOUTES ACTIVITÉS</b>           |         |                  |                |             |
| Produit net bancaire              | 682 822 | 669 014          | 20 187         | 1 372 023   |
| Résultat brut d'exploitation      | 602 909 | 409 466          | 17 302         | 1 029 677   |
| Résultat d'exploitation           | 582 091 | 359 937          | 17 302         | 959 330     |
| Résultat courant avant impôt      | 544 913 | 387 517          | 17 302         | 949 732     |

| En milliers d'euros               | France  | UE (hors France) | Reste du monde | Total 12/22 |
|-----------------------------------|---------|------------------|----------------|-------------|
| <b>FINANCEMENT CLIENTÈLE</b>      |         |                  |                |             |
| Produit net bancaire              |         | 570 770          |                | 570 770     |
| Résultat brut d'exploitation      |         | 373 040          |                | 373 040     |
| Résultat d'exploitation           |         | 293 384          |                | 293 384     |
| Résultat courant avant impôt      |         | 295 858          |                | 295 858     |
| <b>FINANCEMENT RÉSEAUX</b>        |         |                  |                |             |
| Produit net bancaire              |         | 71 205           | 30 845         | 102 050     |
| Résultat brut d'exploitation      |         | 49 627           | 26 607         | 76 234      |
| Résultat d'exploitation           |         | 59 561           | 26 607         | 86 168      |
| Résultat courant avant impôt      |         | 59 764           | 26 607         | 86 371      |
| <b>ACTIVITÉS DE REFINANCEMENT</b> |         |                  |                |             |
| Produit net bancaire              | 467 929 |                  |                | 467 929     |
| Résultat brut d'exploitation      | 407 887 |                  |                | 407 887     |
| Résultat d'exploitation           | 388 986 |                  |                | 388 986     |
| Résultat courant avant impôt      | 304 105 |                  |                | 304 105     |
| <b>TOUTES ACTIVITÉS</b>           |         |                  |                |             |
| Produit net bancaire              | 467 929 | 641 975          | 30 845         | 1 140 749   |
| Résultat brut d'exploitation      | 407 887 | 422 667          | 26 607         | 857 161     |
| Résultat d'exploitation           | 388 986 | 352 945          | 26 607         | 768 538     |
| Résultat courant avant impôt      | 304 105 | 355 622          | 26 607         | 686 334     |

## 2.3 Tableau des filiales et des participations

| Détail des participations dont la valeur excède 1 % du capital de la société (en milliers d'euros et référentiel IFRS) | Pays       | Capital social | Capitaux propres (hors capital social) | % de détention | Résultats nets du dernier exercice clos |
|--|------------|----------------|--|----------------|---|
| <b>FILIALES DÉTENUES À + DE 50 %</b>   |            |                |  |                |   |
| Mobilize Pay   | France     | 11 300         | (6 331)                                | 100,00 %       | (4 969)                                 |
| Mobilize Lease & CO S.A.S  | France     | 255 000        |  | 100,00 %       | 404                                     |
| Mobilize Insurance   | France     | 24 000         | (742)                                  | 100,00 %       | (4 720)                                 |
| OVERLEASE (EX RLT SERVICE)   | Espagne    | 6 000          | 2 764                                  | 100,00 %       | (499)                                   |
| SL RCI financial se vices BV   | Pays-Bas   | 1 500          | 17 128                                 | 100,00 %       | 5 425                                   |
| RCI FINANCE SA   | Suisse     | 4 320          | 67 809                                 | 100,00 %       | 16 079                                  |
| COURTAGE SA  | Argentine  |                | 4 932                                  | 95,00 %        | 10 576                                  |
| SL RCI Leasing Romania s.r.l.  | Roumanie   | 3 332          | 19 589                                 | 100,00 %       | 2 333                                   |
| Renault Crédit Zrt   | Hongrie    | 261            | 2 756                                  | 100,00 %       | (436)                                   |
| RCI Finance Maroc  | Maroc      | 26 546         | 43 093                                 | 100,00 %       | 12 687                                  |
| RCI Servicios Colombia   | Colombie   | 4              |  | 100,00 %       |   |
| SL RCI Finance CR Sro  | R. Tchèque | 6 148          | 5 508                                  | 100,00 %       | 2 193                                   |
| SL RCI Korea   | Corée      | 52 662         | 185 180                                | 100,00 %       | 7 441                                   |
| BANCO RCI BRASIL S.A.  | Brésil     | 183 749        | 424                                    | 60,11 %        | 44 512                                  |
| ROMBO COMPANIA FINANCIERA  | Argentine  | 67             | 1 122                                  | 60,00 %        | 6 526                                   |
| DIAC   | France     | 415 101        | 1 403 106                              | 100,00 %       | 102 163                                 |
| RENAULT AUTOFIN SA (EX. RENAUL   | Belgique   | 800            | 19 802                                 | 100,00 %       | 8 276                                   |
| SL RCI FINANCIAL SERVICIES   | Belgique   | 1 100          | 6 193                                  | 100,00 %       | 903                                     |
| SL RENAULT CREDIT POLSKA   | Pologne    | 16 016         | 14 570                                 | 100,00 %       | 6 927                                   |
| SL RENAULT LEASING CZ  | R. Tchèque | 2 831          | 18 483                                 | 50,00 %        | 3 569                                   |
| CONSORCIO RENAULT DO BRASIL  | Brésil     | 1 356          | 3 514                                  | 99,92 %        | 2 771                                   |
| RCI SERVICES LTD   | Malte      | 10 000         | (93 342)                               | 100,00 %       | 172 643                                 |
| SOC DE PART RCI BRASIL LTDA  | Brésil     | 18 652         | 3 290                                  | 100,00 %       | 6 211                                   |
| RCI Usluga d.o.o   | Croatie    | 1 566          | 581                                    | 100,00 %       | 1 102                                   |
| RN SF B.V.   | Pays-Bas   | 142 742        | (112 738)                              | 50,00 %        | 17 565                                  |
| RCI Colombia SA Comp.de finan  | Colombie   | 54 828         | 23 086                                 | 51,00 %        | (14 475)                                |
| RCI Bank UK Ltd  | GB         | 334 158        | 227 453                                | 100,00 %       | 117 686                                 |
| BIPICAR MOBILITY SL  | Espagne    | 7 274          | 21 878                                 | 100,00 %       | (4 284)                                 |
| <b>PARTICIPATIONS DÉTENUES ENTRE 10 % ET 50 %</b>  |            |                |  |                |   |
| KADENSIS   | France     | 32 450         | (10 079)                               | 12,33 %        | (7 821)                                 |
| ORFIN Finasman Anonim Sirketi  | Turquie    | 4 747          | 13 507                                 | 50,00 %        | 6 918                                   |
| NRSFI India Private Limited  | Inde       | 77 254         | 39 571                                 | 30,00 %        | 6 928                                   |

| Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations | Filiales   |            | Participations |            | Autres sociétés |            |
|--|------------|------------|----------------|------------|-----------------|------------|
|  | Françaises | Étrangères | Françaises     | Étrangères | Françaises      | Étrangères |
| Valeur comptable brute des titres détenus                        | 1 460 248  | 954 601    |                | 138 683    | 4 000           | 40 000     |
| Valeur comptable nette des titres détenus                        | 1 448 948  | 941 287    |                | 67 101     | 1 800           | 4 290      |
| Prêts et avances consentis par la société                        | 12 517 371 | 3 213 303  |                |            |                 |            |
| Cautions et avals donnés par la société                          | 58         | 756 106    |                |            |                 |            |
| Dividendes encaissés par la société                              | 72 401     | 291 309    |                | 2 390      |                 | 3          |



01.

**02.**

03.

03.

# RAPPORT DE GESTION

au 31 décembre 2023

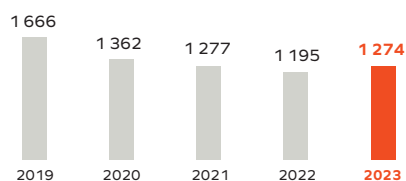
# SOMMAIRE

|            |   |            |            |  |            |
|------------|---|------------|------------|--|------------|
| <b>3.1</b> | <b>Chiffres clefs du groupe Mobilize F.S.</b>   | <b>130</b> | 3.5.4      | Risques opérationnels  | 142        |
| <b>3.2</b> | <b>Présentation des activités du groupe Mobilize Financial Services</b>   | <b>131</b> | 3.5.5      | Risques juridiques, réglementaires et fiscaux  | 143        |
| 3.2.1      | Présentation générale de RCI Banque   | 131        | 3.5.6      | Procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière | 144        |
| 3.2.2      | Présentation de l'offre Produits et Services  | 131        | <b>3.6</b> | <b>Déclaration de performance extra-financière</b>   | <b>146</b> |
| <b>3.3</b> | <b>Activité commerciale</b>   | <b>132</b> | <b>3.7</b> | <b>Responsabilité sociale de l'entreprise</b>  | <b>146</b> |
| 3.3.1      | Évolution du contexte automobile/ des constructeurs de Renault Group et des marques Nissan et Mitsubishi sur le périmètre opéré par RCI Banque      | 132        | 3.7.1      | Activité de la société en matière de recherche et de développement   | 146        |
| 3.3.2      | Performance commerciale   | 132        | 3.7.2      | Développement durable  | 146        |
| <b>3.4</b> | <b>Analyse de la performance économique – comptes consolidés</b>  | <b>133</b> | <b>3.8</b> | <b>Comptes sociaux</b>   | <b>160</b> |
| 3.4.1      | Informations générales financières  | 133        | 3.8.1      | Contexte – Actif – Passif  | 160        |
| 3.4.2      | Analyse des comptes consolidés  | 134        | 3.8.2      | Compte de résultat   | 160        |
| 3.4.3      | Contexte macro-économique et politique financière (refinancement et sécurité)   | 136        | 3.8.3      | Affectation du résultat  | 160        |
| 3.4.4      | Litiges en cours  | 138        | 3.8.4      | La participation salariale   | 161        |
| 3.4.5      | Événements post-clôture   | 138        | 3.8.5      | Frais somptuaires  | 161        |
| 3.4.6      | Perspectives 2024   | 138        | 3.8.6      | Échéancier des dettes fournisseurs   | 162        |
| <b>3.5</b> | <b>Facteurs de risques</b>  | <b>139</b> | 3.8.7      | Résultats des cinq derniers exercices  | 164        |
| 3.5.1      | Risques de développement commercial (y compris le risque stratégique, le risque de concentration et les risques liés au climat et environnementaux) | 139        | <b>3.9</b> | <b>Assemblée générale de RCI Banque S.A. du 20 mai 2024</b>  | <b>165</b> |
| 3.5.2      | Risques financiers  | 140        | 3.9.1      | Ordre du jour  | 165        |
| 3.5.3      | Risques liés aux produits   | 141        | 3.9.2      | Texte de résolutions   | 165        |
|            |   |            | 3.9.3      | Contrôleurs légaux des comptes   | 167        |
|            |   |            | 3.9.4      | Principaux investissements au cours de l'exercice écoulé   | 167        |
|            |   |            | 3.9.5      | Succursales de RCI Banque  | 167        |
|            |   |            | 3.9.6      | Informations légales   | 168        |
|            |   |            | 3.9.7      | Glossaire  | 169        |

## 3.1 Chiffres clefs du groupe Mobilize F.S.

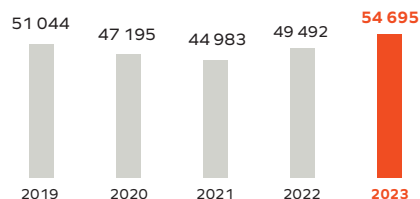
### / NOMBRE TOTAL DE DOSSIERS VÉHICULES

(en milliers)



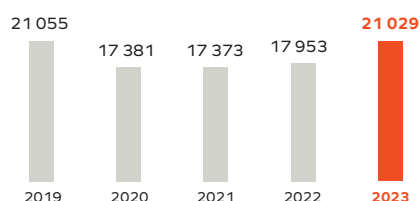
### / ACTIFS NETS À FIN (1)

(en millions d'euros)



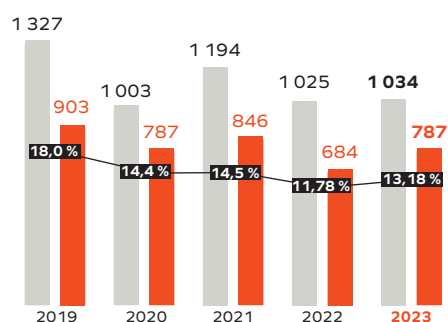
### / NOUVEAUX FINANCEMENTS

(hors prêts personnels et cartes de crédit/en millions d'euros)



### / RÉSULTATS

(en millions d'euros)



● Résultat avant impôts en M€ ● Résultat net après impôts  
● Return On Equity (ROE) (part des actionnaires de la société mère)

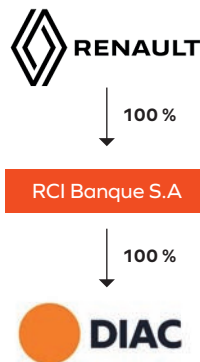
1) Actifs nets à fin = Encours net total à fin + Opérations de location opérationnelle nettes d'amortissements et de provisions.

## 3.2 Présentation des activités du groupe Mobilize Financial Services

### 3.2.1 Présentation générale de RCI Banque

#### Présentation de l'organisation

Conformément à l'article L. 233-13 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la date de clôture de cet exercice, le capital de la société est détenu à 99,99 % par Renault s.a.s. et que RCI Banque détient directement en France, 99,99 % du capital de DIAC S.A., établissement de crédit et intermédiaire, d'assurances, au capital de 415 100 500 € immatriculé au RCS Bobigny sous le numéro 702 002 221



Mobilize Financial Services est une marque détenue et opérée par RCI Banque.

#### Raison d'être

Par décision du Conseil d'administration du 6 janvier 2022, la société a adopté une raison d'être définie comme suit :

Version anglaise :

« AS A PARTNER WHO CARES  
FOR ALL ITS CUSTOMERS  
WE BUILD INNOVATIVE FINANCIAL SERVICES  
TO CREATE SUSTAINABLE MOBILITY FOR ALL »

Version française :

« À L'ÉCOUTE DE TOUS NOS CLIENTS  
NOUS CRÉONS DES SERVICES FINANCIERS INNOVANTS  
POUR CONSTRUIRE UNE MOBILITÉ DURABLE POUR TOUS »

La raison d'être n'est pas inscrite dans les statuts de la société.

### 3.2.2 Présentation de l'offre Produits et Services

En mai 2022, RCI Banque a franchi une nouvelle étape et adopté une nouvelle identité commerciale en devenant Mobilize Financial Services, la marque de référence pour tous les besoins de mobilité liés à l'usage de la voiture. À l'écoute de tous ses clients, Mobilize Financial Services crée des services de financement innovants pour construire une mobilité durable pour tous.

Dans un contexte de changements majeurs pour l'industrie automobile, le renforcement des liens entre Mobilize et Mobilize Financial Services permet d'accompagner la stratégie de Renault Group d'aller au-delà de l'industrie automobile, basée sur un modèle chaîne de valeur des services de mobilité. Pour accompagner le développement de Mobilize, Mobilize Financial Services s'appuie sur ses 100 ans d'expertise, ses performances commerciales et financières, et ses contacts réguliers avec plus de 4 millions de clients, dont la satisfaction ne cesse d'augmenter. Mobilize Financial Services propose des services innovants et des parcours numériques qui permettent aux clients de réduire leur coût d'utilisation tout en accédant à une mobilité plus verte.

#### Des offres sur-mesure, pour chaque type de clientèle

**Aux clients Particuliers**, nous proposons des offres de financements et des services adaptés à leurs projets et à leurs usages pour faciliter, accompagner et enrichir leur expérience, tout au long de leur parcours de mobilité automobile. Nos solutions et services s'appliquent aux véhicules neufs comme aux véhicules d'occasion.

**Aux clients Professionnels**, nous fournissons une grande diversité de solutions de mobilité, pour les libérer des contraintes liées à la gestion de leur parc de véhicules et leur permettre de se concentrer sur leur cœur de métier.

Aux Réseaux des marques de Renault Group et des marques Nissan et Mitsubishi, nous apportons un soutien actif en finançant les stocks (de véhicules neufs, véhicules d'occasion et pièces détachées), ainsi que les besoins de trésorerie à court terme.

## L'activité banque d'épargne, un pilier du refinancement de l'entreprise

Lancée en 2012, l'activité de collecte d'épargne est présente sur sept marchés : France, Allemagne, Autriche, Royaume-Uni, Brésil, Espagne et aux Pays-Bas. La collecte de dépôts constitue un levier de diversification des sources de refinancement de l'activité du groupe. Les montants collectés atteignent 28,1 Md€, soit environ 51 % des actifs nets à fin décembre 2023.

## Près de 4 000 collaborateurs sont pleinement engagés pour créer une mobilité durable pour tous

Mobilize Financial Services se concentre sur trois priorités clés :

- Développer des offres de location et d'abonnement automobile. Mobilize Financial Services s'attend à bénéficier de la croissance du marché de la location opérationnelle et entend déployer des offres d'abonnement en s'appuyant sur les compétences de Bipj, société acquise en 2021.

- Développer le segment du véhicule d'occasion en optimisant son financement sur l'ensemble du cycle de vie. Mobilize Financial Services va accélérer son activité de financement de véhicules d'occasion en se concentrant sur l'ensemble du cycle de vie et en proposant un parcours intégré incluant l'entretien, le recyclage et le remarketing.
- Afin d'atteindre l'ensemble de ces objectifs, Mobilize Financial Services développe de nouvelles méthodes de travail plus transversales qui s'appuient sur l'intelligence collective.

En nous appuyant sur près de 100 ans d'expertise en financement automobile, nous souhaitons développer le financement de véhicules d'occasion ainsi que les offres d'abonnement et de location opérationnelle. Ces dernières nous permettront de disposer à terme des véhicules d'occasion qui viendront faciliter le développement de notre activité de financement et de souscription sur ce créneau. Dans ce contexte, l'exposition au risque de valeur résiduelle va s'accroître.

## 3.3 Activité commerciale

Du fait de la fin des pénuries de semi-conducteurs et des hausses de prix des véhicules, Mobilize Financial Services voit ses nouveaux financements croître de 17,1 % par rapport à l'année 2022.

### 3.3.1 Évolution du contexte automobile/des constructeurs de Renault Group et des marques Nissan et Mitsubishi sur le périmètre opéré par RCI Banque

Dans un marché automobile en progression de 12,8 %, les volumes des marques de Renault Group, Nissan et Mitsubishi s'établissent à 2,17 millions de véhicules sur l'année 2023, en hausse de 14 %.

### 3.3.2 Performance commerciale

Le taux d'intervention s'élève à 43,4 %, en recul de 1,4 pt par rapport à l'année 2022. Le taux d'intervention sur les véhicules électriques est de 48,1 % en 2023 soit + 5,2 pts par rapport au taux d'intervention sur les autres types de motorisation.

Mobilize Financial Services a financé 1 274 199 dossiers sur l'année 2023, en hausse de 6,6 % par rapport à l'année 2022.

L'activité Financements VO affiche un recul de 3,3 % par rapport à l'année 2022 avec 330 352 dossiers financés

Les nouveaux financements (hors cartes et prêts personnels) s'élèvent à 21 Md€, soit une hausse de 17,1 % en raison de la croissance de 9,9 % des montants moyens financés

Les actifs productifs moyens (APM) liés à l'activité Clientèle s'élevèrent à 40,7 Md€ sur l'année 2023. Ils progressent de 6,3 %, portés par la croissance des nouveaux financements.

Les actifs productifs moyens liés à l'activité Réseau progressent de 62,8 % à 10,5 Md€, grâce à un retour à un niveau normal des stocks de véhicules chez les concessionnaires lié à la fin de la pénurie des semi-conducteurs. Au global, les actifs productifs moyens s'établissent à 51,2 Md€, soit une hausse de 14,4 % par rapport à l'année 2022.

Mobilize Financial Services a vendu 3,9 millions de contrats de services et d'assurance sur l'année 2023, en hausse de 1,5 % par rapport à l'année 2022.

La Région Europe reste le cœur de l'activité de Mobilize Financial Services, avec des nouveaux financements (hors cartes et prêts personnels) qui s'élevèrent à 19,3 Md€, en progression de 22 % par rapport à l'année 2022 et qui représentent 92 % des nouveaux financements du groupe. La croissance se concentre principalement en France, en Italie et en Allemagne.

La Région Amériques fait quant à elle face à des difficultés sur l'année 2023 (marché automobile Colombien en baisse par rapport à l'année 2022 et impact négatif de l'évolution des cours de change en Argentine). Les nouveaux financements reculent de 6 % par rapport à l'année 2022, pour s'établir à 1,3 Md€.

Les nouveaux financements de la Région Afrique – Moyen-Orient – Inde et Pacifique s'élevèrent à 0,4 Md€, en recul de 42 % par rapport à l'année 2022. Cette diminution s'explique essentiellement par la baisse des immatriculations de Renault Group en Corée.

## 3.4 Analyse de la performance économique – comptes consolidés

### 3.4.1 Informations générales financières

Le produit net bancaire (PNB) s'établit à 1 961 M€, en recul de 2,7 % par rapport à l'année 2022. Cette diminution résulte principalement de l'impact des swaps de taux couvrant les dépôts à vue qui sont comptabilisés à la valeur de marché. Il convient de noter que l'impact de la valorisation des swaps est un effet non-récurrent. La contribution au PNB des activités de Services représente 36,8 %, en hausse de 5,1 pts par rapport à l'année 2022.

Les frais de fonctionnement s'élevèrent à 712 M€, en hausse de 74 M€ comparé à fin 2022. Ils représentent 1,39 % des actifs productifs moyens (ci-après « APM »), soit une amélioration de 3 points de base par rapport à l'année 2022.

Le coût du risque total s'établit à 0,30 % de l'APM contre 0,44 % à fin décembre 2022, soit une charge de 153 M€ en 2023 contre 195 M€ en 2022.

Le résultat avant impôts s'établit à 1 034 M€ contre 1 025 M€ à fin décembre 2022. Il est impacté positivement par la normalisation du coût du risque clientèle et la marge sur les services. La part des résultats des entreprises associées augmente de + 115 M€. Pour rappel, une dépréciation de 119 M€ sur les titres de participation dans la JV Russe avait été enregistrée en 2022, impactant le résultat.

Le résultat net consolidé – part des actionnaires de la société mère – atteint 787 M€ pour l'année 2023, contre 684 M€ en 2022.

01.

02.

03.

## 3.4.2 Analyse des comptes consolidés

### 3.4.2.1 Bilan

#### Bilan consolidé

| Actif (en millions d'euros)                                       | 12/2023       | 12/2022 Retraité(*) |
|---|---------------|---------------------|
| Caisse et Banques centrales                                       | 4 733         | 5 874               |
| Instruments dérivés de couverture                                 | 225           | 329                 |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres          | 483           | 521                 |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat                  | 143           | 224                 |
| Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit | 1 539         | 1 690               |
| Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle                 | 53 851        | 48 631              |
| Actifs d'impôts courants  | 88            | 41                  |
| Actifs d'impôts différés  | 249           | 220                 |
| Créances fiscales hors impôts courants                            | 322           | 125                 |
| Contrats de réassurance actifs                                    | 33            | 36                  |
| Comptes de régularisation et actifs divers                        | 1 583         | 978                 |
| Actifs non courants destinés à être cédés                         | -             | 19                  |
| Participations dans les entreprises associées et coentreprises    | 97            | 66                  |
| Opérations de location opérationnelle                             | 1 564         | 1 383               |
| Immobilisations corporelles et incorporelles                      | 150           | 123                 |
| Goodwill  | 136           | 137                 |
| <b>TOTAL ACTIF</b>  | <b>65 196</b> | <b>60 397</b>       |

(\*) Retraitement impact IFRS 17.

| Passif (en millions d'euros)   | 12/2023       | 12/2022 Retraité(*) |
|--|---------------|---------------------|
| Banques centrales  | 2 375         | 3 715               |
| Instruments dérivés de couverture  | 289           | 322                 |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat                          | 62            | 29                  |
| Dettes envers les établissements de crédit                                 | 2 275         | 2 012               |
| Dettes envers la clientèle   | 29 312        | 25 473              |
| Dettes représentées par un titre   | 20 316        | 18 108              |
| Passifs d'impôts courants  | 135           | 108                 |
| Passifs d'impôts différés  | 772           | 899                 |
| Dettes fiscales hors impôts courants                                       | 54            | 25                  |
| Comptes de régularisation et passifs divers                                | 1 880         | 2 004               |
| Dettes liées aux actifs destinés à être cédés                              | -             | 1                   |
| Passif sur contrats d'assurance émis                                       | 182           | 166                 |
| Provisions   | 151           | 188                 |
| Dettes subordonnées  | 893           | 886                 |
| Capitaux propres   | 6 500         | 6 461               |
| • dont capitaux propres part du groupe                                     | 6 499         | 6 460               |
| Capital souscrit et réserves liées   | 814           | 814                 |
| Réserves consolidées et autres   | 5 256         | 5 160               |
| Gains ou pertes latents  | (358)         | (198)               |
| Résultat de l'exercice   | 787           | 684                 |
| • dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle | 1             | 1                   |
| <b>TOTAL PASSIF</b>  | <b>65 196</b> | <b>60 397</b>       |

(\*) Retraitement impact IFRS 17.



**Hors bilan consolidé**

| En millions d'euros        | 12/2023       | 12/2022 Retraité <sup>(*)</sup> |
|----------------------------|---------------|---------------------------------|
| <b>Engagements donnés</b>  | <b>3 437</b>  | <b>4 600</b>                    |
| Engagements de financement | 3 092         | 4 209                           |
| Engagements de garantie    | 279           | 305                             |
| Autres engagements donnés  | 66            | 86                              |
| <b>Engagements reçus</b>   | <b>26 298</b> | <b>23 044</b>                   |
| Engagements de financement | 4 631         | 4 714                           |
| Engagements de garantie    | 21 603        | 18 242                          |
| Autres engagements reçus   | 64            | 88                              |

(\*) Retraitement impact IFRS 17.

**3.4.2.2 Compte de résultat consolidé**

| En millions d'euros  | 12/2023      | 12/2022 Retraité <sup>(1)</sup> |
|--|--------------|---------------------------------|
| Intérêts et produits assimilés   | 3 397        | 2 152                           |
| Intérêts et charges assimilées   | (2 109)      | (883)                           |
| Commissions (Produits)   | 765          | 679                             |
| Commissions (Charges)  | (383)        | (311)                           |
| Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat                  | (109)        | 69                              |
| Produits des contrats d'assurance émis   | 387          | 359                             |
| Charges afférentes aux contrats d'assurance émis   | (25)         | (65)                            |
| Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus                              | -            | 1                               |
| Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis                                   | (16)         | (10)                            |
| Produits des autres activités  | 813          | 601                             |
| Charges des autres activités   | (759)        | (576)                           |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>  | <b>1 961</b> | <b>2 016</b>                    |
| Charges générales d'exploitation   | (693)        | (618)                           |
| Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles | (19)         | (20)                            |
| <b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>  | <b>1 249</b> | <b>1 378</b>                    |
| Coût du risque   | (153)        | (195)                           |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>   | <b>1 096</b> | <b>1 183</b>                    |
| Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises <sup>(3)</sup>                | (12)         | (127)                           |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés   | (1)          | -                               |
| Résultat sur exposition inflation <sup>(4)</sup>   | (49)         | (31)                            |
| <b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>   | <b>1 034</b> | <b>1 025</b>                    |
| Impôts sur les bénéfices   | (234)        | (321)                           |
| <b>RÉSULTAT NET</b>  | <b>800</b>   | <b>704</b>                      |
| Dont part des participations ne donnant pas le contrôle  | 13           | 20                              |
| Dont part du groupe  | 787          | 684                             |
| Nombre d'actions   | 1 000 000    | 1 000 000                       |
| Résultat net par action <sup>(2)</sup> et en euros   | 787,00       | 684,12                          |
| Résultat net dilué par action et en euros  | 787,00       | 684,12                          |

(1) Retraitement impact IFRS 17.

(2) Résultat net – Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions.

(3) La valeur de mise en équivalence de RN SF B.V. a été intégralement dépréciée au 31 décembre 2022 du fait des incertitudes sur la recouvrabilité de cet actif, représentant un impact négatif sur la part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises de 119 M€ sur la période. Est également incluse l'impact de l'hyperinflation Turque pour un montant (6) M€.

(4) Hyperinflation Argentine.

## 3.4.3 Contexte macro-économique et politique financière (refinancement et sécurité)

Pour lutter contre l'inflation, les Banques Centrales ont poursuivi leurs politiques de resserrement monétaire au cours du premier semestre 2023. Au cours du second semestre 2023, constatant un reflux de l'inflation et une résilience des économies, les Banques Centrales ont mis fin au cycle de hausse des taux. Fin 2023, le cycle de politique monétaire est entré dans une nouvelle phase avec l'éloignement du risque de récession, la montée des risques géopolitiques et budgétaires.

Aux États-Unis, face à la persistance des tensions inflationnistes et la robustesse du marché du travail, les hausses de taux directeurs se sont poursuivies jusqu'en juillet après avoir marqué une pause en juin (+ 100 bps de hausse depuis décembre 2022, + 525 bps depuis janvier 2022).

En milieu de premier semestre, les marchés financiers ont connu une phase de volatilité et d'aversion au risque. Après une période de hausse des taux, certaines banques, qui détenaient des portefeuilles obligataires importants en moins-values latentes, présentaient un bilan fragilisé. Les autorités américaines ont mis en place des mesures de sauvetage pour protéger les déposants de ces établissements. Fin mai, l'amélioration des statistiques économiques (inflation et prix à la production en baisse, moins de tension sur le marché de l'emploi) a conduit la FED à laisser ses taux directeurs inchangés lors de sa réunion de juin.

Le deuxième semestre a été marqué par une accélération de la croissance de l'économie américaine (+ 4,9 % de GDP au T3, + 2,9 % sur un an), et une prise de conscience de l'ampleur des déficits du Gouvernement fédéral (nouvelle crise sur le plafond de la dette et dégradation de la notation pays). Entre juillet et octobre, la hausse des taux longs a incité la FED à maintenir ses taux directeurs inchangés, estimant qu'ils produisaient des effets équivalents à un resserrement monétaire. La solidité de l'économie US a été confirmée par les données publiées en fin d'année, permettant à la FED de confirmer l'arrêt de la hausse des taux lors de la réunion de décembre. Les tensions inflationnistes se sont apaisées (3,1 % en novembre) tandis que le marché de l'emploi s'est normalisé. Le chômage a augmenté à 3,9 % en novembre contre 3,6 % à fin juin et en moyenne annuelle. Les créations d'emplois ont baissé significativement à 150 k au T3 contre 240 k en moyenne en 2023. Les marchés ont réagi fortement à cette nouvelle orientation de politique monétaire. À fin décembre, ils anticipaient une réduction de 150 bps au cours des 12 prochains mois et une première baisse dès mars 2024.

En Europe, la BCE a augmenté ses taux directeurs à chaque réunion des gouverneurs de février à septembre 2023 (+ 200 bps entre décembre 2022 et septembre 2023, + 450 bps depuis le début du cycle de resserrement initié en juillet 2022) et a procédé à la réduction de son bilan à partir de début mars 2023 tel qu'annoncé en décembre 2022. Le portefeuille du programme d'achats d'actifs « APP » a été ainsi réduit de 15 Md€ par mois en moyenne. Comme aux États Unis, les marchés européens ont connu une importante volatilité en milieu de semestre.

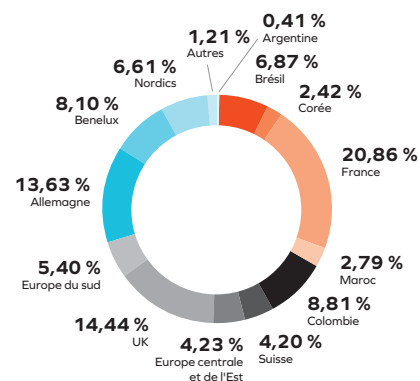
La recherche d'un équilibre entre stabilité des prix et stabilité financière a été la priorité de la BCE dans ses décisions de politique monétaire. À partir de septembre, la BCE a indiqué préférer maintenir ses taux hauts pendant longtemps pour continuer de lutter contre l'inflation et réduire les risques économiques. Les indicateurs économiques du deuxième

semestre étaient contrastés. L'inflation semblait maîtrisée et était en forte baisse (+ 2,4 % en novembre, + 5,5 % en juin vs. + 8,6 % en janvier) mais l'économie montrait des signes de faiblesse (PIB : + 0,1 % fin septembre vs. + 1,8 % fin 2022).

À fin décembre les marchés anticipaient le maintien des taux au niveau actuel jusqu'au T2 2024 et une baisse de 160 bps d'ici fin 2024.

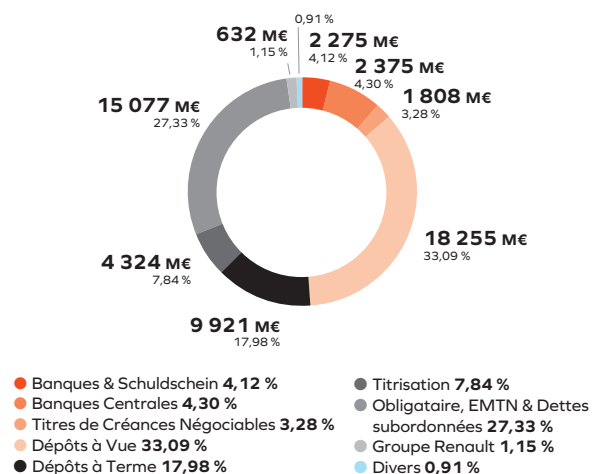
### / RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES RESSOURCES NOUVELLES À 1 AN ET PLUS

(hors dépôts et TLTRO) (au 31 décembre 2023)



### / STRUCTURE DE L'ENDETTEMENT

(au 31 décembre 2023)



La Banque d'Angleterre (BoE), une des premières Banques Centrales à avoir enclenché le cycle de resserrement monétaire, a relevé son taux directeur de 175 bps entre janvier et août 2023, le portant à 5,25 %, soit une hausse totale de 515 bps depuis le début du cycle de resserrement monétaire en décembre 2021. L'inflation, élevée depuis le début de l'année, s'est améliorée nettement sur la fin d'année (3,9 % en novembre, 8,9 % en septembre vs. 13,4 % en janvier). L'économie du Royaume-Uni est restée fragile (PIB à - 0,1 % au Q3, - 0,4 % de consommation privée). À fin décembre, le marché anticipait un maintien des taux actuels jusqu'au S2 2024 et une baisse de 150 bps sur un an.

Après avoir subi un écartement des taux courts au premier semestre, les taux souverains se sont écartés fortement sur les maturités longues au mois d'octobre puis sont revenus au niveau de début septembre en fin d'année. Les rendements des obligations allemandes à deux ans ont progressé de 51 bps au 31 décembre 2023 et baissé de - 28 bps depuis le début de l'année (2,39 % fin 2023 contre 2,67 % début 2023). En parallèle, le taux des emprunts d'état allemands à 10 ans s'est établi à 2,02 % à fin décembre 2023 après avoir atteint un point haut à 3 % mi-octobre (2,39 % à fin juin et 2,44 % début 2023). Les rendements des obligations US ont augmenté de 53 bps sur le 2 ans et 14 bps sur le 10 ans depuis début 2023 et atteignent respectivement 4,25 % et 3,88 % fin décembre 2023 (contre 4,38 % et 3,7 % début 2023).

En dépit de quelques périodes de fortes baisses (mars et octobre 2023), les marchés actions ont continué leur reprise amorcée au quatrième trimestre 2022. L'Eurostoxx 50 et le S&P 500 progressent de + 19 % et + 24,2 % respectivement depuis le début de l'année. Après un épisode de volatilité en milieu de semestre au cours duquel l'index IBOXX Corporate Bond Euro a atteint un plus haut à 115,6 bps, l'indice s'est établi à 91 bps à fin décembre 2023, un niveau très proche de celui observé fin 2022.

Dans ce contexte, le groupe a émis l'équivalent de 3,9 Md€ sur le marché obligataire en 2023 et a vu sa note de crédit réhaussée d'un cran par Moody's au cours du mois d'août. Il a notamment lancé son deuxième emprunt obligataire vert pour 750 M€. Le succès rencontré par cette opération démontre que la stratégie ESG du groupe est appréciée par le marché et confirme l'engagement de Mobilize F.S. dans la lutte contre le changement climatique. Le groupe a également émis 200 MCHF à cinq ans et cinq tranches de 750 M€ à respectivement 3, 3 1/2, 4, 5 et 6 ans.

Sur le marché de la titrisation, le groupe a placé deux opérations publiques au cours de l'année 2023. La première opération placée pour 719 M€ de titres adossés à des prêts automobiles accordés par sa succursale allemande. La deuxième opération émise pour 737 M€ de titres (dont 100 M€ auto-souscrits) adossés à des créances de Location avec Option d'Achat (LOA) automobiles octroyées par sa filiale française. Les titrisations privées de prêts automobiles au Royaume-Uni, de leasing en Allemagne et de composante valeur résiduelle des contrats de LOA en France ont vu leur période revolving étendue pour une année supplémentaire. Leur montant a été augmenté pour atteindre 600 M€ au Royaume-Uni, 400 M€ en Allemagne et 400 M€ en France.

L'activité de collecte d'épargne s'est montrée très dynamique et compétitive en termes de coût de la ressource collectée. Les dépôts ont permis d'atténuer l'impact de l'augmentation du coût des financements de marché, démontrant ainsi la pertinence de la stratégie de diversification des financements initiée il y a plus de 10 ans. Les encours d'épargne collectée ont progressé de 3,8 Md€ depuis le début d'année pour s'établir à 28,2 Md€.

Ces ressources, auxquelles s'ajoutent, sur le périmètre Europe, 4,4 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 5,4 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire des Banques Centrales, 4,6 Md€ d'actifs hautement liquides (HQLA) permettent au groupe Mobilize Financial Services d'assurer le maintien des financements accordés à ses clients pendant plus de 12 mois sans accès à la liquidité extérieure. Au 31 décembre 2023, la réserve de liquidité du groupe Mobilize Financial Services (périmètre Europe) s'est établie à 14,6 Md€.

La sensibilité globale au risque de taux de RCI Banque s'est maintenue en dessous de la limite de 70 M€ fixée par le groupe.

Au 31 décembre 2023, une hausse des taux parallèle<sup>(1)</sup> aurait un impact sur la marge nette d'intérêts (MNI) du groupe de - 4,5 M€ avec la contribution par devise suivante :

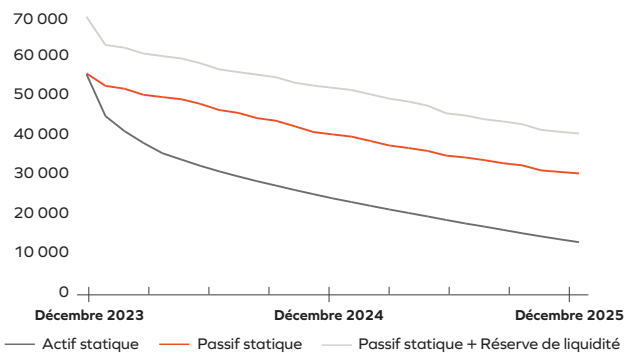
- / - 5,4 M€ en EUR ;
- / - 1,3 M€ en GBP ;
- / + 0,2 M€ en CHF ;
- / - 0,6 M€ en PLN ;
- / + 0,7 M€ en MAD ;
- / + 0,2 M€ en CZK ;

La somme des valeurs absolues des sensibilités à un choc de taux parallèle<sup>(1)</sup> dans chaque devise s'élève à 10,9 M€.

La position de change transactionnelle<sup>(2)</sup> consolidée du groupe RCI Banque atteint 17,9 M€ à fin décembre.

**/ POSITION DE LIQUIDITÉ STATIQUE<sup>(3)</sup>**

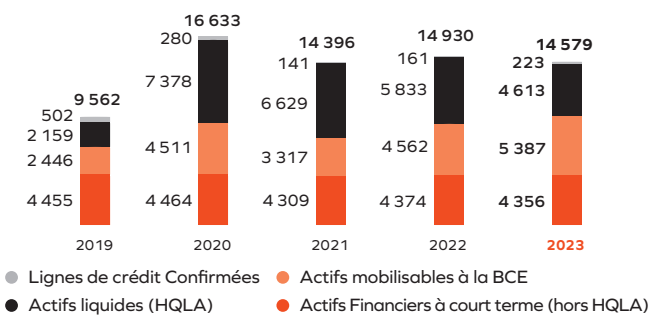
(en millions d'euros)



Actif statique : écoulement des actifs au fil du temps sans hypothèse de renouvellement.  
Passif statique : écoulement des passifs au fil du temps sans hypothèse de renouvellement.

**/ RÉSERVE DE LIQUIDITÉ<sup>(3)</sup>**

(en millions d'euros)



1) Depuis 2021 et en conformité avec les orientations de l'EBA (Guidelines IRRBB), l'amplitude des chocs de taux est fonction de la devise. Au 31 décembre 2023, les chocs de taux appliqués pour chaque devise ont été de : + 100 bps pour EUR, CHF, DKK et MAD ; + 150 bps pour SEK et GBP ; + 200 bps pour CZK ; + 250 bps pour HUF ; + 300 bps pour le RON, COP et PLN BRL ; + 350 bps pour le BRL ; + 500 bps pour ARS et RUB.

2) Position de change excluant les titres de participations au capital des filiales.

3) Périmètre Europe.

### Émissions et programmes du groupe Mobilize F.S.

Les émissions du groupe consolidées sont réalisées par sept émetteurs : RCI Banque, Diac, Rombo Compania Financiera (Argentine), RCI Financial Services Korea Co Ltd (Corée du sud), Banco RCI Brasil (Brésil), RCI Finance Maroc et RCI Colombia S.A. Compañia de Financiamiento (Colombie).

- RCI Banque court terme : S&P : **A-3**/Moody's : **P-2**.
- RCI Banque long terme : S&P : **BBB-** (Stable)/Moody's : **Baa1** (Stable).

#### 3.4.4 Litiges en cours

Il n'existe pas à ce jour de litige en cours pouvant avoir un impact significatif sur les comptes clos au 31 décembre 2023.

#### 3.4.5 Événements post-clôture

L'acquisition de Mobility Concept et de MeinAuto, divisions du groupe MeinAuto, acteur de premier plan sur le marché allemand du leasing automobile, a été finalisée le 2 janvier 2024 par Mobilize Lease&Co, filiale de RCI Banque S.A. Cette transaction vise à accélérer la croissance et le développement des offres de location longue durée en Allemagne.

Cette synergie permettra à Mobilize Lease&Co de déployer des offres clés en main, des services d'abonnement et des formules de leasing flexibles multimarques.

Cette acquisition représente une opportunité de développement structurante grâce à son portefeuille de 60 000 véhicules pour un total d'environ 1,5 Md€ et ses 350 employés. La juste valeur des actifs nets acquis s'élève à 167 M€. Le goodwill d'acquisition est estimé à 81 M€. L'allocation du prix d'acquisition est en cours.

Aucun autre événement postérieur à la clôture n'est à constater.

#### 3.4.6 Perspectives 2024

Après une période marquée dans un premier temps par les pénuries de semi-conducteurs puis par des difficultés logistiques, les marques financées par le groupe Mobilize F.S. anticipent une normalisation du marché automobile. Cette normalisation, couplée à une année riche en lancements commerciaux, devrait conduire à un niveau de ventes robustes et à une croissance soutenue des nouveaux financements de véhicules et des encours de financements.

En 2024, le groupe Mobilize Financial Services entend confirmer la résilience de sa performance financière dans un contexte de réduction progressive des taux d'intérêt qui devraient malgré tout rester supérieurs au niveau qui était le leur avant la forte hausse observée sur les deux dernières années.

Compte tenu de la politique de provisionnement prudente de l'entreprise, le coût du risque en 2024 est attendu en ligne avec les niveaux moyens historiques.

Le volume de valeurs résiduelles pris en risque par Mobilize F.S. devrait augmenter, notamment du fait de l'acquisition des entités du groupe MeinAuto finalisée en janvier 2024.

La revue annoncée par la FCA au Royaume-Uni auprès des acteurs du financement automobile illustre l'attention particulière des régulateurs nationaux à la protection des consommateurs. Les règles applicables en matière de conduite des affaires devraient être renforcées. Mobilize F.S. continuera de mettre la protection et la satisfaction de ses clients au centre de sa stratégie.

## 3.5 Facteurs de risques

Les facteurs de risque présents dans ce chapitre sont ceux identifiés, selon les estimations du groupe, comme pouvant avoir une incidence défavorable majeure sur son activité, sa situation financière et ses résultats. Toutefois, il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de l'ensemble des risques auxquels est exposé le groupe. Les risques propres à l'activité du groupe sont présentés ci-après sous cinq principales catégories, conformément à l'article 16 du règlement (UE) n° 2017/1129 dit « Prospectus 3 » du 14 juin 2017 :

- risques de développement commercial ;
- risques financiers ;
- risques liés aux produits ;
- risques opérationnels ;
- risques juridiques, réglementaires et fiscaux.

### 3.5.1 Risques de développement commercial (y compris le risque stratégique, le risque de concentration et les risques liés au climat et environnementaux)

**Les résultats d'exploitation et la situation financière du groupe Mobilize F.S. dépendent de la stratégie d'entreprise et des ventes de véhicules de marque du Groupe Renault ainsi que pour les marques Nissan et Mitsubishi.**

En tant que filiale financière à 100 % de Renault au service des marques du Groupe Renault ainsi que pour les marques Nissan et Mitsubishi, l'activité prédominante du groupe Mobilize F.S. consiste à financer les ventes de véhicules de ces marques, ce qui représente une majorité substantielle de son produit net bancaire.

En raison des liens stratégiques, commerciaux et financiers du groupe Mobilize F.S. avec le Groupe Renault et du fait que l'activité soit concentrée sur les marques du Groupe Renault ainsi que pour les marques Nissan et Mitsubishi, toute réduction ou suspension de la production ou de la vente de véhicules du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi due à une diminution de la qualité, de la sécurité ou de la fiabilité réelle ou perçue des véhicules, à une interruption de l'approvisionnement par des tiers, à des changements significatifs des programmes ou stratégies de marketing ou à une publicité négative, pourraient avoir un impact négatif significatif sur le niveau du volume de financement du groupe Mobilize F.S. et sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

En outre, la demande de véhicules des marques financées peut être affectée par les facteurs suivants :

- la diversification et l'innovation du parc automobile ;
- la compétitivité des prix de vente des véhicules ;
- les niveaux de la demande des clients pour la vente et la location de véhicules neufs et d'occasion, y compris en raison du contexte macroéconomique qui peut influencer la demande ;
- la demande des clients pour le financement de leurs achats de véhicules ;
- les taux de production des véhicules ; et
- les niveaux de stocks maintenus par les concessionnaires du Groupe Renault, de Nissan et de Mitsubishi.

Par ailleurs, la réussite du plan stratégique du groupe Mobilize F.S. dépend de plusieurs leviers comme la performance de ses produits et investissements ou encore de sa capacité à maintenir un haut niveau de satisfaction de ses clients, mais aussi d'une gouvernance appropriée autour du plan stratégique permettant l'adhésion des salariés du groupe Mobilize F.S.

En outre, la stratégie d'entreprise et la répartition des ventes du Groupe Renault ainsi que pour les marques Nissan et Mitsubishi, peuvent conduire à une concentration des expositions du groupe Mobilize F.S. Un événement défavorable impactant une zone géographique ou une catégorie de clientèle représentant une part importante des actifs du groupe pourrait avoir des conséquences négatives sur sa santé financière.

#### Risque lié à l'instabilité géopolitique

Le groupe Mobilize F.S. est implanté dans différents pays et à ce titre est exposé au risque géopolitique dont les composantes principales sont :

- risque de nationalisation : risque que le pays hôte passe une loi lui permettant de racheter un actif localisé dans sa juridiction pour un prix inférieur à la valeur de cet actif ;
- risque de non-transfert : risque que le pays hôte implémente des limitations aux transferts de fonds hors du pays ;
- risque législatif : risque que le pays hôte passe une loi qui impacte négativement la valeur des actifs situés dans sa juridiction ;
- risque lié à l'adoption de sanctions internationales envers un pays dans lequel le groupe est implanté.

Au cours de ces dernières années, le groupe Mobilize F.S. a été contraint de cesser son activité et de se désengager de sa Joint Venture en Russie en raison des sanctions internationales imposées à ce pays suite à l'invasion de l'Ukraine.

À la date de cette publication, le groupe Mobilize F.S. exerce des activités dans des pays où le contrôle des changes limite la libre convertibilité des devises tels que l'Argentine, le Brésil, la Colombie, la Corée du Sud et le Maroc. Ces cinq pays représentent 16 % du produit net bancaire au 31 décembre 2023 et 10 % de son résultat avant impôt.

Le développement et la rentabilité des activités du groupe Mobilize F.S. dans les pays émergents dépendent de la santé économique et de la stabilité politique de ces pays.

## Les risques climatiques et environnementaux sont susceptibles d'impacter les activités, le résultat d'exploitation, la situation financière et la réputation du groupe Mobilize F.S.

Les risques climatiques et environnementaux sont liés à deux familles de risques :

- les risques physiques : liés aux impacts du changement climatique et de la dégradation de l'environnement à travers les événements extrêmes (inondations, vagues de chaleur...) ou les évolutions à long terme (variabilité des températures, perte de biodiversité...);
- les risques de transition : liés aux évolutions technologiques, de réglementations ou de sentiment de marché contribuant à la transition vers une économie bas carbone.

Ils sont perçus comme des facteurs pouvant accroître certaines catégories traditionnelles de risques (risque de crédit, risque valeurs résiduelles, risque stratégique, risque de liquidité, risque opérationnel et de non-conformité, risque assurance).

Le groupe pourrait être exposé au risque climatique physique impactant sa capacité à maintenir ses services dans des zones géographiques impactées par des événements extrêmes

### 3.5.2 Risques financiers

**Une perturbation des sources de financement du groupe Mobilize F.S. et de l'accès aux marchés de capitaux aurait un effet négatif sur sa position de liquidité.**

Le groupe Mobilize F.S. porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. À cette fin, le groupe s'impose des normes internes strictes. Le groupe finance ses activités par le biais d'émissions de dettes à long terme, d'emprunts bancaires, d'émissions de titres de créances négociables, de titrisation de créances et d'activités de collecte de dépôts et il dépend donc d'un accès fiable à des ressources financières. En raison de ses besoins de financement, le groupe Mobilize F.S. est exposé au risque de liquidité en cas de fermeture du marché ou de tensions de la source de financement.

Le risque de liquidité se matérialise par le fait que le groupe Mobilize F.S. ne puisse pas honorer ses engagements ou ne puisse pas financer le développement de ses activités selon ses objectifs commerciaux. Le risque d'évolution du rating et de coût de refinancement correspond au risque pour le groupe Mobilize F.S. de ne pas pouvoir financer ses activités à un coût compétitif par rapport à ses concurrents.

La liquidité du groupe Mobilize F.S. pourrait être sensiblement affectée par des facteurs que la banque ne peut pas contrôler, tels que des perturbations générales du marché, la perception sur le marché ou des pressions spéculatives sur le marché de la dette. Si les besoins de financement du groupe Mobilize F.S. augmentent ou si le groupe Mobilize F.S. ne peut accéder à de nouvelles sources de fonds, une liquidité insuffisante serait particulièrement préjudiciable à sa position concurrentielle, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

Le ratio de liquidité court terme (Liquidity Coverage Ratio ou LCR) moyen sur 12 mois s'établit à 448 % au 31 décembre 2023. Les réserves de liquidité s'élèvent à 14,6 Md€ au 31 décembre 2023.

(inondations, sécheresses, etc.), ainsi que par l'impact négatif qu'auraient des épisodes climatiques extrêmes sur l'activité de ses clients ou même directement sur l'activité du groupe à travers les produits d'assurance (CPI, GAP). De plus, le groupe pourrait être exposé aux risques de transition à travers son portefeuille de crédit, pour certains secteurs d'activités ou avec la mise en place de réglementations, par exemple dans le domaine de l'automobile afin de limiter l'usage des véhicules ou de favoriser la transition vers les alternatives électriques.

Enfin, des risques de responsabilité et de réputation pourraient également découler de ces deux catégories de risque.

L'impact sur les objectifs stratégiques est potentiellement fort au regard des enjeux très élevés pour les constructeurs automobiles qui doivent répondre à une évolution rapide des réglementations, en particulier sur le niveau d'émissions des véhicules tout en faisant face à un environnement d'infrastructures en construction et à l'entrée de nouveaux intervenants. L'impact sur le risque de crédit est perçu comme significatif à moyen et long terme même s'il reste assez limité à court terme compte tenu de la répartition des prêts par secteur d'activité du portefeuille de financements aux entreprises. Le groupe Mobilize F.S. est en effet peu présent sur les secteurs ayant un risque de transition élevé et, s'agissant du risque physique, la localisation de la clientèle du groupe Mobilize F.S. ne présente pas de concentration géographique excessive.

**Les résultats d'exploitation du groupe Mobilize F.S. peuvent être affectés négativement par les changements des taux d'intérêt du marché ou des taux offerts aux dépôts des clients.**

Le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRRBB) désigne le risque sur le capital et les résultats de la banque qui résulterait d'une évolution défavorable des taux d'intérêt affectant les positions du portefeuille bancaire de la banque. L'objectif du groupe Mobilize F.S. est d'atténuer au maximum ce risque.

Les prêts à la clientèle du groupe Mobilize F.S. sont généralement émis à des taux d'intérêt fixes, pour des durées d'un à soixante-douze mois, tandis que les crédits aux concessionnaires sont émis à des taux fixes pour des durées inférieures à douze mois. L'exposition du groupe Mobilize F.S. aux taux d'intérêt est évaluée quotidiennement en mesurant la sensibilité pour chaque devise, entité de gestion et portefeuille d'actifs et la couverture des flux de trésorerie est systématique, en utilisant des swaps pour convertir les passifs à taux variable en passifs à taux fixes.

Le groupe Mobilize F.S. calcule la sensibilité au taux d'intérêt en appliquant une augmentation hypothétique de taux d'intérêt dont l'intensité dépend de la devise de l'entité. Bien que le groupe Mobilize F.S. surveille son risque de taux d'intérêt en utilisant une méthodologie commune à l'ensemble du groupe, la couverture du risque n'est pas toujours parfaite, reflétant la difficulté d'ajuster la structure d'emprunt pour correspondre à la structure des prêts à la clientèle.

Les variations des taux d'intérêt ne peuvent pas toujours être prévues ou couvertes et, si elles ne sont pas prévues ou couvertes de manière appropriée, elles pourraient avoir un effet négatif sur l'activité, la situation financière et les résultats d'exploitation du groupe Mobilize F.S. La sensibilité globale du groupe Mobilize F.S. au risque de taux d'intérêt est restée inférieure à la limite fixée à 70 M€.

La sensibilité consolidée au risque de taux d'intérêt de la MNI basée sur le périmètre interne, calculée comme la somme des valeurs absolues des sensibilités aux chocs ajustés aux devises dans toutes les devises s'élèvent à 9,9 M€ à fin décembre 2023, contre 5,7 M€ à fin 2022.

### Risque d'évolution défavorable des coûts de refinancement du groupe Mobilize F.S., notamment à la suite d'une détérioration de la notation de RCI Banque S.A. par les agences de notation ou d'un changement global des conditions de financement (marché et dépôts)

L'accès au marché du groupe Mobilize F.S. peut être affecté par les notations de crédit des entités qui le composent et, dans une certaine mesure, du Groupe Renault. RCI Banque S.A. est, à la date de cette publication noté Baa1 (perspective stable) par Moody's France SAS et BBB- (perspective stable) par S&P Global Ratings Europe Limited.

Les agences de notation S&P Global Ratings Europe Limited et Moody's France SAS utilisent des notations pour classer la solvabilité de RCI Banque S.A. afin d'évaluer si RCI Banque S.A. sera en mesure de rembourser ses obligations à l'avenir.

Une détérioration de la position de liquidité de RCI Banque S.A., des politiques de gestion du capital ou un affaiblissement significatif de la rentabilité pourraient conduire à un impact négatif sur sa notation.

RCI Banque S.A. est une filiale à 100 % de Renault et la notation de RCI Banque S.A. reste dépendante du développement économique et de la notation de Renault. Toute action de notation négative à l'égard de la dette à long terme de Renault pourrait entraîner une action similaire à l'égard de la dette à long terme de RCI Banque S.A.

## 3.5.3 Risques liés aux produits

**Le groupe Mobilize F.S. peut subir des pertes à la suite de la défaillance de sa clientèle particuliers et entreprises, de ses concessionnaires ou de ses importateurs (c'est-à-dire l'incapacité de payer les échéances de crédit au groupe Mobilize F.S. en vertu du contrat de crédit (retard de paiement)).**

Le groupe Mobilize F.S. peut être exposé au risque de crédit de ses clients et concessionnaires/importateurs si ses techniques de gestion du risque sont insuffisantes pour le protéger contre les défauts de paiement de ses contreparties.

Le risque de crédit est le risque de perte résultant de la défaillance des clients ou des concessionnaires/importateurs du groupe Mobilize F.S. à remplir les obligations de tout contrat signé. Le risque de crédit dépend fortement de facteurs économiques, y compris le chômage, les faillites d'entreprises, la croissance des revenus personnels, le revenu disponible des ménages, la rentabilité des concessionnaires, les prix des véhicules d'occasion. Le niveau de risque de crédit dans le portefeuille de financement des concessionnaires du groupe Mobilize F.S. est influencé, entre autres facteurs, par la solidité financière des concessionnaires/importateurs du portefeuille du groupe Mobilize F.S., la qualité des garanties et des processus mis en place afin de sécuriser les financements, et la demande

Les financements de RCI Banque S.A. proviennent principalement des dépôts de la clientèle et des marchés de capitaux. Sa capacité à obtenir des financements obligataires à des taux compétitifs dépend des conditions globales des marchés financiers et de sa capacité à obtenir des notations de crédit appropriées. Une baisse de ses notations de crédit, de celles de son actionnaire principal Renault S.A. ou toute révision des perspectives de ces mêmes notes entraînerait probablement une augmentation des coûts d'emprunt de RCI Banque S.A. Cela pourrait également réduire l'accès de RCI Banque S.A. aux marchés des capitaux. Sa capacité à capter et retenir les dépôts de la clientèle dépend de l'attractivité des produits d'épargne que la Banque propose à ses clients. Le coût des dépôts peut ainsi être impacté par la politique commerciale menée par ses concurrents.

### Risque de change

Le groupe Mobilize F.S. est exposé au risque de perte résultant de l'exposition actuelle ou future à des opérations courantes et/ou de refinancement dans une devise autre que l'euro ou d'une baisse potentielle de la valeur des fonds propres du groupe Mobilize F.S. due à la dépréciation des fonds propres détenus dans des pays hors zone euro.

Les participations en devises autres que l'euro (risque de change structurel) peuvent faire l'objet de couverture.

Le risque de change transactionnel (exposition au risque de change hors titres de participation) résulte principalement des prêts multidevises et des factures en devises.

Au 31 décembre 2023, la position de change transactionnelle consolidée du groupe Mobilize F.S. s'élève à 17,9 M€ et à 12,7 M€ au 31 décembre 2022.

globale de véhicules. Le niveau de risque de crédit du portefeuille de clients du groupe Mobilize F.S. est affecté par les conditions macroéconomiques générales qui peuvent affecter la capacité de certains de ses clients à effectuer les paiements prévus.

Le groupe Mobilize F.S. utilise des systèmes avancés d'évaluation du crédit et des recherches dans des bases de données externes pour évaluer les prêts accordés aux particuliers et aux entreprises, et un système de notation interne pour évaluer les concessionnaires. Bien que le groupe Mobilize F.S. ajuste constamment sa politique d'acceptation pour tenir compte des conditions du marché, une augmentation du risque de crédit entraînerait une hausse du coût du risque et des provisions pour pertes sur créances.

Le groupe Mobilize F.S. met également en place des procédures détaillées pour contacter les clients en défaut de paiement, organise la reprise des véhicules impayés et vend les véhicules repris. Cependant, les procédures d'origine du groupe Mobilize F.S., la surveillance du risque de crédit, les activités de service de paiement, la tenue des dossiers des comptes clients ou les politiques de reprise de possession peuvent ne pas être suffisantes pour empêcher un effet négatif sur ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

L'augmentation du risque de crédit augmenterait le coût du risque et les provisions pour pertes sur créances, ce qui aurait un impact direct sur les résultats financiers du groupe Mobilize F.S. et potentiellement sur son capital interne.

Le coût total du risque au 31 décembre 2023 s'élevait à 0,30 % des actifs productifs moyens et au 31 décembre 2022 à 0,44 %.

Au 31 décembre 2023, les actifs nets des clients s'élevaient à 43,1 Md€ et ceux des concessionnaires à 11,6 Md€.

**Une diminution du prix de revente des véhicules loués pourrait avoir un impact négatif sur les résultats d'exploitation et la situation financière du groupe Mobilize F.S.**

Lorsque les véhicules loués sont restitués au groupe Mobilize F.S. à la fin du contrat de location et que le groupe Mobilize F.S. ne bénéficie pas d'un accord de rachat par un tiers (provenant généralement d'un concessionnaire ou d'un constructeur automobile) et/ou qu'un client n'exerce pas une option d'achat du véhicule à la fin du contrat de location, le groupe Mobilize F.S. est exposée au risque de perte dans les situations où le produit de la vente réalisé lors de la vente du véhicule restitué n'est pas suffisant pour couvrir la valeur résiduelle qui a été estimée au début du contrat de location.

### 3.5.4 Risques opérationnels

**Parmi les risques opérationnels les plus importants, on trouve le risque lié aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et le risque d'interruption de l'activité.**

Le risque lié aux technologies de l'information et de la communication se décline en risques sur la gouvernance des systèmes d'information (SI), l'externalisation, la sécurité, la gestion des changements et opérations (production), la continuité d'activité informatique et la qualité/l'intégrité des données.

Le risque lié aux technologies de l'information et de la communication (TIC) couvre donc, entre autres, le risque de divulgation d'informations (confidentialité) ou d'altération d'informations (intégrité) en raison d'un accès non autorisé aux systèmes et données TIC depuis l'intérieur ou l'extérieur de l'institution (par ex. cyber-attaques), le risque d'interruption du système (disponibilité) dû à l'incapacité de rétablir en temps voulu les services de l'institution ou à une défaillance des composants matériels ou logiciels des TIC, y compris l'incapacité de détecter et de corriger les faiblesses de la gestion des systèmes TIC ou l'incapacité de l'institution à gérer les changements des systèmes TIC en temps voulu et de manière contrôlée.

Le risque TIC de l'institution est également étendu aux activités externalisées, car les prestataires de services détiennent, stockent ou traitent les systèmes et informations TIC de l'institution. Un manque de contrôle sur ces tiers externes pour protéger les systèmes et les informations de l'institution (confidentialité, intégrité, disponibilité) peut avoir un impact sur la capacité de l'institution à se conformer aux exigences réglementaires et à assurer correctement ses activités.

Dans la mesure où la valeur résiduelle réelle du véhicule, telle que reflétée dans le produit de la vente, est inférieure à la valeur résiduelle prévue pour le véhicule au début du contrat de location, le groupe Mobilize F.S. subit une perte lors de la cession du véhicule.

Parmi d'autres facteurs, les conditions économiques, les prix et volumes de vente des véhicules neufs, les canaux de distributions, le cycle de vie du modèle, les volumes disponibles de véhicule d'occasion, les spécificités du produit et la concurrence influencent fortement les prix des véhicules d'occasion et donc la valeur résiduelle réelle des véhicules loués. Les différences entre les valeurs résiduelles réelles réalisées sur les véhicules loués et les estimations par le groupe Mobilize F.S. de ces valeurs au début de la location pourraient avoir un impact négatif sur les résultats d'exploitation et la situation financière du groupe Mobilize F.S., en raison de la reconnaissance de pertes plus élevées que prévu.

À fin 2023, le risque direct porté par MFS est de 3 356 M€ (soit + 849 M€ vs. 2022), principalement au Royaume-Uni.

Par exemple, le risque d'incapacité à maintenir/opérer les activités essentielles (importantes/critiques) du groupe Mobilize F.S. en cas d'événement perturbateur externe (inondations, contagion, destruction de SI, cyber-attaque, suicides, attaque terroriste, etc.) ou l'incapacité à maintenir les systèmes d'information opérationnels (se référant respectivement au Plan de Reprise d'Activité, et au Plan de Continuité d'Activité) peut affecter négativement les activités du groupe Mobilize F.S.

Les systèmes informatiques sont une ressource essentielle pour le groupe Mobilize F.S. car ils soutiennent les processus métier dans leurs opérations quotidiennes.

Après avoir accordé un prêt ou financé des plans de location aux particuliers et aux entreprises et mis des prêts à la disposition des concessionnaires, le groupe Mobilize F.S. gère les créances financières. Toute perturbation de son activité de gestion, due à l'incapacité d'accéder aux dossiers des comptes clients ou de les tenir à jour avec précision, ou autre, pourrait avoir un impact négatif important sur sa capacité à recouvrer ces créances et/ou à satisfaire ses clients.

Le groupe Mobilize F.S. s'appuie sur des systèmes d'information et technologiques internes et externes (gérés à la fois par le groupe Mobilize F.S. et par des tiers) pour gérer ses opérations et est exposé à un risque de perte résultant de violations de la sécurité, de défaillances des systèmes ou des contrôles, de processus inadéquats ou défaillants, d'erreurs humaines et d'interruptions d'activité. En outre, le groupe Mobilize F.S. a conclu des accords-cadres avec Renault pour la fourniture de certains systèmes et services informatiques.



### 3.5.5 Risques juridiques, réglementaires et fiscaux

**Le groupe Mobilize F.S. est exposé à des risques juridiques, réglementaires et fiscaux ainsi qu'à des risques de conduite.**

La rentabilité et l'activité du groupe Mobilize F.S. pourraient être affectées par l'environnement réglementaire, juridique et fiscal, tant en France qu'à l'étranger, dans la mesure où le groupe Mobilize F.S. opère dans plusieurs pays et est donc soumis à des régimes de supervision et de réglementation étendus et à des règles et réglementations applicables localement, telles que, sans s'y limiter, la réglementation bancaire, les lois sur le crédit à la consommation, les lois et réglementations sur les valeurs mobilières, les réglementations générales sur la concurrence, les lois sur l'immobilier, les réglementations sur l'emploi, les réglementations contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, les lois sur la protection des données, les lois sur les sociétés et les lois fiscales et les lois et réglementations sur les assurances.

Les régulateurs portent une attention particulière à la protection des consommateurs et ont renforcé les règles applicables en matière de conduite des affaires. Ces règles peuvent conduire à titre d'exemple à limiter le taux d'intérêt que le prêteur peut facturer (taux d'usure), à limiter la vente groupée de produits ou à encadrer la rémunération des intermédiaires.

En cas de non-conformité, les clients pourraient demander réparation s'ils estiment avoir subi un préjudice lors de la vente d'un produit ou en cas de mauvaise application des conditions générales. L'évolution des jugements et les positions des autorités compétentes pourraient conduire à des issues défavorables dans certaines affaires, ce qui pourrait nuire à la réputation du groupe ou avoir un effet négatif sur ses résultats et sa situation financière, en raison de pénalités imposées ou d'indemnités accordées, ainsi que des coûts de défense engagés.

Le caractère protéiforme de la réglementation rend difficile l'évaluation des impacts futurs pour l'établissement. Tout défaut de conformité pourrait conduire à des sanctions financières, en plus de nuire à l'image du groupe, ou à la suspension imposée de ses activités, voire au retrait de ses autorisations accordées pour mener ses activités (y compris de son agrément), ce qui pourrait affecter significativement son activité et son résultat d'exploitation.

Parmi les réglementations qui ont un impact significatif sur le groupe, figurent les réglementations prudentielles bancaires applicables aux établissements de crédit, et notamment les règles prudentielles de Bâle III en matière d'exigences de fonds propres.

Le groupe Mobilize F.S. est principalement soumis au paquet de la directive sur les fonds propres (CRD), comprenant la directive 2013/36/UE (telle que modifiée par la directive (UE) 2019/878 (CRD V)) et le règlement sur les fonds propres n° 575/2013 (« CRR ») (tel que modifié, notamment, par le règlement (UE) 2019/876 (CRR II), (y compris tous les textes d'application en France, notamment la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 relative à la séparation et à la régulation des activités bancaires), la directive 2014/59/UE sur le redressement et la résolution des banques (« BRRD »), ainsi que les normes techniques et lignes directrices pertinentes des organismes de réglementation de l'UE (par exemple, l'Autorité bancaire européenne (ABE) et l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), qui prévoient, entre autres, des exigences de fonds propres pour les établissements de crédit, des mécanismes de redressement et de résolution.

Outre les modifications des dispositions réglementaires exposées ci-dessus, la Banque centrale européenne (la « BCE ») a pris d'importantes initiatives pour garantir que les exigences de fonds propres des banques utilisant des modèles internes soient calculées correctement, de manière cohérente et comparable.

Le groupe Mobilize F.S. utilise ses propres modèles internes pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques et donc les exigences de capital. Au cours des années précédentes, le groupe Mobilize F.S. a reçu des remarques et des commentaires sur certains des modèles vérifiés par la BCE pour lesquels il lui a été demandé de revoir certains paramètres ou d'introduire des ajouts temporaires dans ses calculs. L'établissement répond à la plupart de ces recommandations et à la mise en conformité avec la nouvelle orientation de l'ABE sur l'estimation des PD, l'estimation des LGD et le traitement des actifs en défaut en soumettant des paquets (nouveaux modèles et méthodologies) au superviseur (BCE).

En tant que fournisseur de solutions de financement, d'assurance, de services bancaires (dépôt) et d'autres services liés aux véhicules, le groupe Mobilize F.S. traite très attentivement les exigences des lois et réglementations bancaires et d'assurance, les pratiques de concurrence et les règles de protection des clients, les questions éthiques, les lois sur le blanchiment d'argent, les lois sur la protection des données et les politiques de sécurité de l'information. Toute non-conformité ou incapacité à traiter ces questions de manière appropriée pourrait entraîner un risque juridique supplémentaire et des pertes financières, en raison d'amendes ou de réprimandes réglementaires, de litiges ou d'atteintes à la réputation, et dans des scénarios extrêmes, la suspension des opérations ou même le retrait de l'autorisation d'exercer des activités.

Des réglementations supplémentaires ou des changements dans les lois applicables, pourraient ajouter des coûts importants ou des contraintes opérationnelles qui pourraient nuire à la rentabilité des activités du groupe Mobilize F.S.

Les résultats futurs du groupe Mobilize F.S. peuvent être affectés négativement par l'un de ces facteurs.

01.

02.

03.

### 3.5.6 Procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Le groupe Mobilize F.S. est doté d'un système global de contrôle interne qui vise à recenser, analyser, piloter et contrôler les principaux risques identifiables au regard des objectifs de la société (cf. partie « Les Risques » du rapport annuel RCI). Le Comité contrôle interne groupe a validé le cadre général de ce dispositif décrit dans la charte de contrôle interne applicable à l'ensemble des sociétés françaises et étrangères dont RCI Banque détient le contrôle effectif.

Cette charte définit le dispositif applicable à l'ensemble du groupe et précise notamment :

- le dispositif général de pilotage du contrôle interne ;
- les dispositifs locaux des filiales, succursales et joint-venture ;
- les dispositifs spécifiques des différents domaines fonctionnels.

Le Directeur de la gestion des risques et le Directeur du contrôle interne présentent chaque année au Comité d'audit et des comptes du Conseil d'administration de RCI Banque les résultats des contrôles permanents, notamment les contrôles comptables et les contrôles comptables anti-corruption, et les évolutions des dispositifs connexes ; ce dernier évalue le système de contrôle interne et demande le cas échéant des actions d'amélioration.

Le groupe Mobilize F.S. élabore des comptes consolidés à partir d'un outil de consolidation unique, structuré selon un plan de rubriques de consolidation commun à toutes les entités. L'outil de consolidation produit les reportings comptables et de gestion au travers d'une saisie unique des données, garantissant l'homogénéité des informations contenues dans les états financiers et dans les différents tableaux de bords internes.

La société RCI Banque élabore des comptes individuels en compilant les comptes du siège et de ses succursales. Pour ce faire, elle utilise les éléments figurant dans l'outil commun de consolidation et les transforme en normes comptables françaises.

#### 3.5.6.1 Les principes de l'élaboration des comptes

La société consolidante RCI Banque définit, anime et assure la supervision de l'élaboration de l'information financière et comptable. La responsabilité de l'établissement des comptes sociaux et des comptes retraités pour la consolidation échoit aux Directeurs administratifs et financiers des filiales, sous l'autorité des Présidents et Directeurs généraux de ces mêmes filiales

À tous les niveaux du groupe, les grands principes qui prévalent et qui sont mis en œuvre pour l'élaboration des comptes sont les suivants :

- le traitement de l'exhaustivité des transactions ;
- le respect des principes comptables applicables au groupe. Ainsi, un ensemble de documents de référence définit les normes communes de présentation et d'évaluation du groupe et les schémas comptables. Ces documents, mis à la disposition de toutes les entités, concourent à l'homogénéité de l'information financière remontée ;

- la revue périodique des actifs, passifs et engagements de hors-bilan (créances, emprunts, instruments dérivés, disponibilités...) au travers de procédures de rapprochement de la comptabilité avec les systèmes opérationnels, de justification des comptes et d'inventaires. En outre, l'organisation groupe d'évaluation du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques opérationnels décrits ci-avant s'appliquent au processus d'élaboration de l'information financière et comptable.

Une démarche d'harmonisation comptable a été mise en place. Un guide des bonnes pratiques comptables ainsi que sept procédures comptables cadre ont été rédigés à l'attention des filiales ou succursales ; les procédures ont été transposées localement (Arrêtés comptables, Reportings, Saisies manuelles, Contrôle des alimentations automatiques de la comptabilité, Nouveaux schémas comptables, Archivage, Vérification de la réalisation des contrôles de 1<sup>er</sup> niveau du chef comptable).

La bonne articulation du reporting financier avec les systèmes opérationnels du groupe constitue la clé de voûte de l'élaboration de l'information financière et comptable. Le volume d'informations à traiter, la qualité requise pour les données traitées et le délai de remontée (J + 4), imposent de s'appuyer sur des systèmes d'information performants et contrôlés.

#### 3.5.6.2 Les systèmes d'information utilisés à des fins de gestion des risques et organisation

##### 3.5.6.2.1 L'utilisation d'un logiciel intégré

Le groupe RCI Banque a choisi de mettre en place un outil comptable intégré (Entreprise Ressource Planning ou ERP) reconnu sur le marché. L'utilisation d'un tel progiciel intégré, très structuré, permet d'exploiter sa propre logique de contrôle interne et d'assurer la cohérence et la fiabilité de l'information traitée. Notamment, la définition et le suivi des profils utilisateurs contribuent au respect des règles de séparation des tâches.

Ce progiciel, associé à un interpréteur comptable groupe, a fait l'objet d'une conception permettant, au travers de l'utilisation de ses différents modules, d'intégrer les spécifiques des activités du groupe.

La fiabilité de l'information comptable et financière est essentiellement favorisée par la maîtrise et la standardisation des transactions élémentaires traitées par des systèmes opérationnels suivant un référentiel groupe. Ces transactions élémentaires alimentent, par interfaces, l'interpréteur comptable groupe, qui lui-même transmet la traduction comptable des événements de gestion ou des données d'inventaire à l'ERP.

La maintenance centralisée du système comptable (interpréteur comptable et ERP) au sein d'une équipe d'experts fonctionnels et techniques permet de renforcer la maîtrise de la production comptable.

### 3.5.6.2.2 Les systèmes opérations et contrôle

Les premiers actes de contrôle sont opérés au niveau des systèmes opérationnels majeurs pour les opérations de financement, de service et de refinancement sous la responsabilité des grands métiers (acceptation, recouvrement/contentieux, services, refinancement).

C'est ainsi que les outils d'acceptation, de gestion des contrats de financements et de services, de gestion des relations clients et fournisseurs, d'administration du refinancement, de suivi des commandes d'achat et de gestion des effectifs portent leurs propres logiques de contrôle. Ils s'inscrivent dans le cadre de procédures opérationnelles qui contribuent à la maîtrise des transactions physiques et financières, dans le respect des procédures d'autorisation et de délégation en vigueur dans le groupe.

Une attention particulière est apportée par les équipes comptables au contrôle des transferts d'opérations entre les systèmes opérationnels non intégrés et les systèmes comptables.

Ainsi par exemple, au niveau du groupe :

- en liaison avec les systèmes de gestion des financements, des services, des comptes clients et fournisseurs et du refinancement, le contrôle de l'égalité est assuré par comparaison des flux et des soldes comptables avec les mouvements et les stocks d'opérations de gestion. Les écarts mis en évidence sont analysés et suivis ;
- en liaison avec les systèmes d'achats et de suivi des investissements, les factures d'achats sont contrôlées par rapport aux commandes et la comptabilisation des immobilisations est réalisée.

La tenue des comptes s'effectue selon les normes groupe avec un plan de compte opérationnel unique (plan de comptes groupe enrichi en fonction des besoins spécifiques des pays). Cependant, des comptabilisations selon les normes locales sont possibles et permettent de produire simultanément une comptabilité aux normes groupe et aux normes locales.

L'intégralité des données de l'information financière nécessaire à l'élaboration des comptes consolidés du groupe RCI Banque est collectée et gérée par un outil unique. Le processus de contrôle intégré dans cet outil et sa maintenance effectuée par une cellule dédiée assurent la justesse et la cohérence des données des filiales

### 3.5.6.2.3 Le rôle des équipes comptables et de gestion

Les équipes comptables des filiales secondées par les fonctions centrales opèrent une analyse des comptes et expliquent les évolutions des données financières d'une période à l'autre. Ce travail d'analyse se fait en liaison avec celui des contrôleurs de gestion locaux et centraux qui analysent les performances par comparaison avec les données budgétaires et les prévisions. Si l'analyse des écarts ou tout autre processus de vérification révèle une faiblesse dans la qualité de l'information émanant des systèmes opérationnels ou comptables liés, des plans d'action sont mis en œuvre avec la participation active des opérationnels et de la fonction finance pour enrayer les causes de ces anomalies.

### 3.5.6.2.4 Le rôle du contrôle interne comptable et central

En complément du dispositif existant (contrôle interne, audit RCI Banque, etc.) et dans l'optique d'un processus permanent de fiabilisation de l'information financière, le service de contrôle interne comptable et central, rattaché au Département du contrôle interne, assure des missions d'évaluation de la qualité du contrôle interne comptable. L'objectif du service est de contrôler régulièrement les comptabilités des filiales consolidées. Ce dispositif permet ainsi d'améliorer la connaissance et l'application des principes comptables groupe au sein des filiales

### 3.5.6.2.5 L'animation de la fonction comptable

Un service dédié à l'animation de la fonction comptable s'assure des conditions d'élaboration et de justification des comptes par la remontée d'indicateurs permettant de suivre plus spécifiquement les principaux points comptables critiques. Ces indicateurs sont renseignés par le responsable financier de chaque filiale quatre fois par an.

De plus, chaque année, les Directions financières des différentes entités évaluent leurs dispositifs de maîtrise des risques comptables et financiers par rapport à la politique de gestion du groupe. Cette évaluation s'inscrit dans la démarche globale d'évaluation des risques du groupe RCI Banque.

L'ensemble de ces informations en provenance des filiales fait l'objet, en central, d'analyses et de contrôles.

Par ailleurs, l'avancement des plans d'action (liés aux missions de contrôle comptable) et les insuffisances constatées dans les dispositifs de maîtrise des risques comptables font l'objet d'un suivi.

### 3.5.6.2.6 La publication des comptes

Le groupe publie des informations semestrielles au 30 juin et annuelles au 31 décembre. Ces arrêtés sont anticipés par la réalisation de préclôtures assurées deux fois par an : au 31 mai pour l'arrêté de juin et au 31 octobre pour celui de décembre.

Des réunions de synthèse sont organisées entre la direction du groupe (principalement avec la Direction financière) et les Commissaires aux comptes.

Le groupe RCI Banque établit ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) et dont le règlement d'adoption est paru au Journal officiel de l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes.

01

02

03

## 3.6 Déclaration de performance extra-financière

Conformément à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, les informations relatives aux conséquences sociales et environnementales de l'activité de la société, font l'objet d'une

déclaration consolidée de performance extra-financière au niveau de Renault S.A., société mère du groupe.

## 3.7 Responsabilité sociale de l'entreprise

### 3.7.1 Activité de la société en matière de recherche et de développement

La société ne mène aucune activité en matière de recherche et de développement.

### 3.7.2 Développement durable

#### 3.7.2.1 Notre raison d'être

À travers de notre raison d'être, tous les dirigeants et collaborateurs s'engagent à agir concrètement sur la transformation de l'entreprise vers un modèle de société financière axée autour du développement durable afin de créer de la valeur partagée pour l'ensemble de ses parties prenantes.

#### 3.7.2.2 Notre stratégie ESG, autour de trois piliers et huit ODD (Objectifs de Développement Durable de l'ONU)

- **Climat & Environnement - POUR un futur vert :** en tant qu'acteur de premier plan dans l'industrie automobile, nous reconnaissons pleinement notre responsabilité dans la transition écologique mondiale. Nous avons pris des engagements forts pour atténuer notre impact sur l'environnement et jouer un rôle moteur dans la promotion d'une mobilité durables. Conscients des défis liés au changement climatique, nous nous sommes engagés à réduire de manière significative notre empreinte carbone tout au long de notre chaîne de valeur.
- **Diversité & Inclusion - Des opportunités POUR tous :** nous avons la conviction que la diversité de nos collaborateurs doit être le reflet de la diversité de nos clients. Nous plaçons au cœur de nos préoccupations tous les enjeux liés à la diversité, reconnaissant que chaque voix contribue à renforcer notre capacité à innover et à mieux servir nos clients. Nous consacrons ainsi des efforts significatifs à la promotion de la diversité sous toutes ses formes, qu'il s'agisse de la diversité de genre, de l'inclusion des personnes en situation de handicap ou de la représentation de toutes les communautés au sein de notre effectif.



- **Sécurité & Santé - POUR le bien-être :** nous reconnaissons que le bien-être de nos collaborateurs est la clé de notre succès collectif. En favorisant un environnement épanouissant, nous souhaitons non seulement répondre, mais anticiper les besoins de nos collaborateurs. De la même manière, nous considérons la satisfaction et la sécurité de nos clients comme des enjeux majeurs. Comprendre leurs besoins, dépasser leurs attentes et assurer la qualité de nos produits et services sont des priorités fondamentales.



### 3.7.2.3 Volet Environnemental

#### Notre objectif : la neutralité carbone

En accord avec la stratégie de Renault Group, nous nous engageons à atteindre la neutralité carbone d'ici 2040 en Europe, et 2050 dans le reste du monde. Nous nous sommes fixés des objectifs SBTi (Science Based Target initiative) par scope en guise de ligne directrice pour atteindre ces objectifs ambitieux ; nous souhaitons ainsi réduire nos scopes 1, 2 et 3 amont<sup>(1)</sup> de 35 % d'ici 2030 par rapport à 2019 (année de référence) dont l'empreinte carbone était de 57 k tCO<sub>2</sub>.

En tant que financière de constructeur automobile, nous reconnaissons notre rôle majeur dans la promotion de pratiques financières durables et dans le développement de la mobilité électrique, et nous intégrons cette vision au cœur de notre stratégie. La mobilité électrique, en particulier, représente un pilier essentiel de notre contribution à une transition vers des modes de transport plus respectueux de l'environnement. En encourageant et en favorisant le développement de véhicules électriques, nous aspirons à réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre, diminuant ainsi notre empreinte carbone et contribuant à la préservation de l'environnement.

#### Notre indicateur de suivi et niveau d'avancement



(\*) Entre notre année de référence (2019) et 2022. Le calcul carbone de 2023 est en cours de réalisation.

#### Moyens déployés

Dans le cadre de notre engagement en faveur d'une nouvelle forme de mobilité, plus soucieuse de son empreinte écologique, nous soutenons la mobilité électrique. Nous mettons ainsi l'accent sur le développement d'une infrastructure de recharge robuste et accessible. Le développement progressif de stations de recharge rapide le long des autoroutes, dans les zones urbaines, et dans les parkings publics constitue une priorité pour faciliter l'adoption des véhicules électriques. De plus, nous développons une gamme complète de services visant à simplifier et améliorer l'expérience des utilisateurs de véhicules électriques. Nous cherchons à offrir une expérience client fluide en intégrant des services complémentaires développés par la business unit Mobilize Beyond Automotive, tels que la réservation de places de stationnement équipées de bornes de recharge, la planification d'itinéraire optimisé en fonction de l'autonomie des véhicules, la gestion des paiements, et des informations actualisées sur l'état des infrastructures et leur disponibilité.

En interne, nous avons mis en place un processus de consolidation exhaustif de l'ensemble des émissions générées par nos différentes filiales, grâce à un outil de suivi dédié. Nous avons désormais pour ambition d'établir une trajectoire de décarbonation pour nos émissions propres dans les principaux pays où nous opérons. Grâce à cette approche intégrée et proactive, nous évaluons et gérons notre empreinte carbone globale, renforçant ainsi notre capacité à concrétiser notre objectif de neutralité carbone.

### 3.7.2.4 Volet Social

#### Nos objectifs

En tant qu'employeur, nous accordons une importance primordiale à la construction d'un environnement de travail sain, propice à l'efficacité opérationnelle, à la rétention des talents et à la croissance commerciale.

Ainsi, nous nous engageons résolument à atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes au sein de notre organisation : 0 % d'écart salariale en 2025 et 40 % de femmes dans le top management d'ici 2024. Nous croyons en un environnement de travail équitable et inclusif, où chaque individu a des opportunités de croissance et de réussite égales.

En parallèle, le bien-être de nos collaborateurs est au cœur de nos préoccupations. Nous agissons au travers d'initiatives visant à créer un environnement propice à la santé physique et mentale de nos équipes. Ainsi, nous visons la labélisation GPTW de nos principaux pays et souhaitons l'accessibilité à un large panel de formations pour tous nos employés. Ces objectifs sont facteurs de l'épanouissement de nos collaborateurs, indispensable au succès de notre entreprise qui repose avant tout sur le bien-être global de notre capital humain.

Enfin, en tant qu'acteur majeur dans le secteur des services financiers, la satisfaction de tous nos clients demeure une priorité constante ; atteindre un score NPS de plus de + 56 était pour cela un objectif central. Nous sommes heureux de l'avoir dépassé avec un résultat de + 58 ; cela ratifie l'importance donnée par toutes nos filiales à la satisfaction des clients. De surcroît, nous apportons une attention particulière à l'égalité des chances pour tous nos clients au travers des programmes Caremakers. Au-delà de l'objectif chiffré de 3 000 financements Caremakers, notre volonté est véritablement de comprendre les besoins spécifiques, de personnaliser nos services et de garantir une expérience client exceptionnelle.

1) Notre Scope 3 amont comprend les achats, les voyages et les déplacements domicile-travail des collaborateurs.

## Nos indicateurs de suivi et niveau d'avancement

| Écart salarial              |
|-----------------------------|
| <b>- 1,62 %</b>             |
| - 5,15 % en 2022 (+ 3,53 %) |

| Score NPS                 |
|---------------------------|
| <b>+ 58</b>               |
| + 56 en 2022 (+ 2 points) |

| Pays labélisés GPTW  |
|----------------------|
| <b>7*</b>            |
| 4 en 2022 (+ 3 pays) |

(\*) Brésil, Italie, France, Royaume-Uni, Espagne, Argentine, Colombie

| Part des femmes dans le management |
|------------------------------------|
| <b>37,1 %</b>                      |
| 37 % en 2022 (+ 0,1 %)             |

| Nombre de financements Caremakers |
|-----------------------------------|
| <b>923</b>                        |
| 455 en 2022 (+ 468 financements)  |

## Moyens déployés

Pour matérialiser notre engagement envers l'égalité entre les hommes et les femmes, nous avons affecté des budgets dédiés à des initiatives favorisant la diversité, suivi trimestriellement nos indicateurs de performance en matière de genre, mis en place des outils de suivi pour évaluer l'équité salariale et la représentation des sexes, mais également adopté une politique de recrutement axée sur l'inclusion. Des comités de carrières ont également été établis pour assurer l'équité des opportunités professionnelles, garantissant aux femmes un accès équitable à la formation, à l'avancement et au leadership. Par ailleurs, la tribu Women@Mobilize, qui avait été initialement créée pour agir sur la place des femmes dans l'entreprise, a évolué et a notamment été cette année, à l'origine de nombreuses conférences visant au bien-être de tous les collaborateurs, telle que celle sur la santé mentale.

Afin de favoriser le bien-être de nos collaborateurs, nous mettons en œuvre des plans d'actions élaborés en réponse aux résultats des enquêtes GPTW et Global Employee Survey du groupe. Nous priorisons les actions spécifiquement axées sur le bien-être, en mettant en place des initiatives ciblées, basées sur les retours des employés. De plus, pour renforcer le développement professionnel et personnel, nous avons lancé un portail de formation e-learning comprenant des parcours adaptés à chaque métier, offrant ainsi une flexibilité d'apprentissage. En outre, nous avons établi un partenariat

avec un agrégateur de contenu, élargissant l'accès à des ressources variées pour promouvoir le bien-être global de nos collaborateurs. Nous accordons également une place importante à la proactivité de nos collaborateurs en valorisant le développement de leurs projets, récompensés lors des Awards annuels. Additionnellement au prix du comex, trois prix sont remis par les votes de l'ensemble des collaborateurs.

Enfin, nous avons mis en place un ensemble d'initiatives centrées sur l'amélioration continue de l'expérience de nos clients. Nous réalisons des enquêtes biannuelles de satisfaction client, recueillant ainsi des retours essentiels pour ajuster nos services. Une enquête dédiée évalue également la satisfaction liée à notre offre produit, nous permettant de répondre de manière proactive aux attentes et besoins spécifiques. Aussi, une attention particulière est portée au réseau de concessionnaires, garantissant une qualité de service homogène. En continu, nous mesurons également l'effort déployé par nos clients pour trouver des réponses à leurs besoins, afin d'optimiser constamment notre accessibilité et la clarté de notre communication.

## 3.7.2.5 Volet Gouvernance

### Nos objectifs

Nous nous fixons l'objectif de respecter notre cadre législatif et réglementaire ; au-delà de la simple conformité aux normes établies, notre approche vise à établir une gouvernance solide. Cette approche proactive renforce notre position en tant qu'acteur responsable, contribuant à la durabilité à long terme de notre entreprise et à la préservation de la confiance de nos parties prenantes.

Par ailleurs, nous nous engageons à évoluer dans un cadre éthique à tous les niveaux de notre chaîne de valeur. Cette démarche éthique guide nos actions et décisions. En promouvant la transparence, l'intégrité et le respect des droits humains, nous visons à créer une culture d'entreprise où l'éthique est au cœur de toutes nos interactions.

Nous veillons également à offrir un cadre professionnel soucieux des enjeux environnementaux, sociaux et éthiques, ancrant nos pratiques dans une vision globale de durabilité. Notre objectif est de créer un environnement où la prise en compte de ces dimensions est intégrée à tous les aspects de notre activité. En ce sens, nous intégrons un objectif d'écart de taux d'intervention<sup>(1)</sup> à la rémunération variable du top management ; il s'agit de l'écart entre le taux d'intervention véhicules électriques et le taux d'intervention véhicules thermiques, illustrant le support de Mobilize Financial Services à la transition vers le véhicule électrique. Ainsi, de la définition de nos stratégies à la gestion quotidienne, nous aspirons à aligner nos opérations sur des critères élevés de responsabilité et de conscience.

### Notre indicateur de suivi et niveau d'avancement

| Part des salariés ayant suivi les formations d'éthique en entreprise* |
|---|
| <b>100 %</b>  |

(\*) Cela inclut les formations d'éthique, d'anti-blanchiment et d'anti-corruption.

1) Ce taux représente la part de contrats financés par Mobilize Financial Services par rapport à l'ensemble des immatriculations de Renault Group et des marques Nissan et Mitsubishi.

## Moyens déployés

Afin de concrétiser nos engagements en matière de responsabilité d'entreprise, nous avons déployé une série de moyens stratégiques pour atteindre nos objectifs clés. Notre engagement envers la durabilité a été reconnu par Morningstar Sustainalytics en mai 2023, qui a évalué Mobilize Financial Services comme présentant un risque négligeable de subir des impacts financiers matériels liés à des facteurs ESG (score de 9 vs. 10 en 2022). Cette reconnaissance externe renforce notre position en tant qu'acteur responsable sur le plan ESG. Par ailleurs, pour soutenir nos initiatives durables, nous avons émis des green bonds, renforçant ainsi notre engagement envers le financement responsable et contribuant à des projets alignés sur nos objectifs de développement durable.

Dans le cadre de la promotion de pratiques d'achat responsables, nous avons élaboré une charte dédiée qui énonce clairement nos principes et engagements en matière d'achat responsable. Cette charte guide nos interactions avec les fournisseurs, renforçant notre engagement envers des pratiques durables.

Centré sur la durabilité et la gestion responsable, notre troisième objectif s'est concrétisé à travers l'élaboration d'une Green Product Policy, un document de référence guidant notre utilisation des termes liés à la durabilité. Pour consolider ces efforts, nous avons nommé un Chief Sustainability Office au niveau Corporate, ainsi que des Sustainability Champions dans chaque pays où nous opérons. Ces nominations reflètent notre engagement à intégrer la durabilité dans tous les aspects de notre organisation, du sommet à la base. Ces mesures combinées démontrent notre approche holistique et intégrée pour atteindre nos objectifs en matière de responsabilité d'entreprise, renforçant ainsi notre position en tant qu'acteur proactif et responsable dans notre secteur d'activité.

### 3.7.2.6 Taxonomie

Une partie significative des efforts du groupe Mobilize F.S. en matière de développement durable est désormais mis en valeur par le règlement européen 2020/852 du 18 juin 2020, complété par le règlement 2023/2486 du 27 juin 2023, établissant un cadre visant à favoriser les investissements durables au sein de l'Union Européenne, dit « Taxonomie ».

Pour l'exercice 2023, le groupe Mobilize F.S. considère que, parmi ses différentes activités, sont éligibles à la taxonomie les activités suivantes, au titre de la contribution à l'objectif d'atténuation du changement climatique :

- **transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires** (code taxonomique 6.5), comprenant notamment les activités d'achat, financement, location, crédit-bail et exploitation de véhicules particuliers et utilitaires légers.

Ces activités éligibles concernent aussi bien les véhicules électriques que ceux à motorisation thermique ; le groupe se conforme ainsi au document « *Commission notice on the interpretation of certain legal provisions of the Disclosures Delegated Act under Article 8 of EU Taxonomy Regulation on the reporting of eligible economic activities and assets* » (2022/C 385/01), publié le 6 octobre 2022.

Au sein de ce périmètre, sont considérées comme alignées les activités qui **apportent une contribution substantielle à l'objectif considéré, ne causent aucun préjudice important (« Do Not Significantly Harm » ou DNSH) aux autres objectifs environnementaux et respectent les garanties minimales.**

L'activité 6.5 alignée ne concerne que les véhicules émettant moins de 50 g de CO<sub>2e</sub> par kilomètre, également dénommés « véhicules à faibles émissions » dans cette section. Il s'agit de l'ensemble des gammes électriques (EV) et hybrides rechargeables (PHEV) de toutes les marques financées par le groupe Mobilize F.S. Les diligences effectuées pour la vérification détaillée des critères DNSH et des garanties minimales sont décrites dans la note méthodologique qui suit les indicateurs clés de performance.

Le groupe Mobilize F.S. fait partie de Renault Group, et à ce titre intègre les KPIs des activités alignées présentés par Renault Group.

À titre volontaire, le groupe Mobilize F.S. présente dans ce rapport le KPI du Green Asset Ratio (stock) propre aux institutions financières à fin décembre 2023 et fin décembre 2022.

### Indicateurs-clé de performance (KPI) des activités alignées

Est présenté ci-dessous la synthèse des valeurs du KPI Green Asset Ratio (stock) pour l'exercice 2023 et pour l'exercice 2022, avec le même jeu de critères DNSH.

01.

02.

03.

**Actifs entrant dans le calcul du GAR**

**Au 31 décembre 2023**

|   | a  | b             | c             | d                              | e                   | f                  |          |
|---|--|---------------|---------------|--------------------------------|---------------------|--------------------|----------|
|   | <b>Au 31 décembre 2023</b>   |               |               |                                |                     |                    |          |
|   | <b>Atténuation du changement climatique (CCM)</b>  |               |               |                                |                     |                    |          |
|   | <b>Dont vers secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)</b>  |               |               |                                |                     |                    |          |
|   | <b>Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)</b>  |               |               |                                |                     |                    |          |
|   | Valeur<br>comptable<br>(brute) totale  |               |               | Dont utilisation<br>du produit | Dont<br>transitoire | Dont<br>habilitant |          |
| En millions d'euros   |  |               |               |                                |                     |                    |          |
| <b>GAR – ACTIFS COUVERTS PAR LE NUMÉRATEUR ET LE DÉNOMINATEUR</b> |  |               |               |                                |                     |                    |          |
| 1   | Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR | 43 560        | 33 057        | 3 147                          | 3 147               | 210                | 0        |
| <b>2</b>  | <b>Entreprises financières</b>   | <b>265</b>    | <b>150</b>    | <b>27</b>                      | <b>27</b>           | <b>2</b>           | <b>0</b> |
| 3   | Établissements de crédit   | 150           | 150           | 27                             | 27                  | 2                  | 0        |
| 4   | Prêts et avances   | 150           | 150           | 27                             | 27                  | 2                  | 0        |
| 5   | Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)  | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                  | 0        |
| 6   | Instruments de capitaux propres  | 1             | 0             | 0                              |                     | 0                  | 0        |
| 7   | Autres entreprises financières   | 114           | 0             | 0                              | 0                   | 0                  | 0        |
| 8   | <i>dont entreprises d'investissement</i>   | <i>114</i>    | <i>0</i>      | <i>0</i>                       | <i>0</i>            | <i>0</i>           | <i>0</i> |
| 9   | Prêts et avances   | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                  | 0        |
| 10  | Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)  | 74            | 0             | 0                              | 0                   | 0                  | 0        |
| 11  | Instruments de capitaux propres  | 41            | 0             | 0                              |                     | 0                  | 0        |
| 12  | <i>dont sociétés de gestion</i>  | <i>0</i>      | <i>0</i>      | <i>0</i>                       | <i>0</i>            | <i>0</i>           | <i>0</i> |
| 13  | Prêts et avances   | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                  | 0        |
| 14  | Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)  | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                  | 0        |
| 15  | Instruments de capitaux propres  | 0             | 0             | 0                              |                     | 0                  | 0        |
| 16  | <i>dont entreprises d'assurance</i>  | <i>0</i>      | <i>0</i>      | <i>0</i>                       | <i>0</i>            | <i>0</i>           | <i>0</i> |
| 17  | Prêts et avances   | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                  | 0        |
| 18  | Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)  | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                  | 0        |
| 19  | Instruments de capitaux propres  | 0             | 0             | 0                              |                     | 0                  | 0        |
| <b>20</b>   | <b>Entreprises non financières (soumises aux obligations de publication de la NFRD)</b>  | <b>11 162</b> | <b>11 160</b> | <b>856</b>                     | <b>856</b>          | <b>43</b>          | <b>0</b> |
| 21  | Prêts et avances   | 11 160        | 11 160        | 856                            | 856                 | 43                 | 0        |
| 22  | Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)  | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                  | 0        |
| 23  | Instruments de capitaux propres  | 2             | 0             | 0                              |                     | 0                  | 0        |
| <b>24</b>   | <b>Ménages</b>   | <b>32 133</b> | <b>21 747</b> | <b>2 264</b>                   | <b>2 264</b>        | <b>165</b>         | <b>0</b> |
| 25  | <i>dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels</i>  | <i>0</i>      | <i>0</i>      | <i>0</i>                       | <i>0</i>            | <i>0</i>           | <i>0</i> |
| 26  | <i>dont prêts à la rénovation de bâtiments</i>   | <i>0</i>      | <i>0</i>      | <i>0</i>                       | <i>0</i>            | <i>0</i>           | <i>0</i> |
| 27  | <i>dont prêts pour véhicules à moteur</i>  | <i>32 133</i> | <i>21 747</i> | <i>2 264</i>                   | <i>2 264</i>        | <i>165</i>         | <i>0</i> |
| <b>28</b>   | <b>Financement d'administrations locales</b>   | <b>0</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>                       | <b>0</b>            | <b>0</b>           | <b>0</b> |
| 29  | Financement de logements   | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                  | 0        |
| 30  | Autres financements d'administration locales   | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                  | 0        |



| ab  | ac            | ad                                     | ae                          | af                       |
|---|---------------|--|-----------------------------|--------------------------|
| <b>Au 31 décembre 2023</b>  |               |  |                             |                          |
| <b>TOTAL (CCM + CCA)</b>  |               |  |                             |                          |
| <b>Dont vers secteurs pertinents pour la taxinomie<br/>(éligibles à la taxinomie)</b> |               |  |                             |                          |
| <b>Dont durable sur le plan environnemental<br/>(aligné sur la taxinomie)</b>         |               |  |                             |                          |
|   |               | <b>Dont utilisation<br/>du produit</b> | <b>Dont<br/>transitoire</b> | <b>Dont<br/>habitant</b> |
| 43 560  | 33 057        | 3 147                                  | 3 147                       | 210                      |
| <b>265</b>  | <b>150</b>    | <b>27</b>                              | <b>27</b>                   | <b>2</b>                 |
| 150   | 150           | 27                                     | 27                          | 2                        |
| 150   | 150           | 27                                     | 27                          | 2                        |
| 0   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 1   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 114   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 114   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 0   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 74  | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 41  | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 0   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 0   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 0   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 0   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 0   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 0   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 0   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| <b>11 162</b>   | <b>11 160</b> | <b>856</b>                             | <b>856</b>                  | <b>43</b>                |
| 11 160  | 11 160        | 856                                    | 856                         | 43                       |
| 0   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 2   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| <b>32 133</b>   | <b>21 747</b> | <b>2 264</b>                           | <b>2 264</b>                | <b>165</b>               |
| 0   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 0   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 32 133  | 21 747        | 2 264                                  | 2 264                       | 165                      |
| <b>0</b>  | <b>0</b>      | <b>0</b>                               | <b>0</b>                    | <b>0</b>                 |
| 0   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |
| 0   | 0             | 0                                      | 0                           | 0                        |

01.

02.

03.

|                     | a  | b             | c             | d                                  | e                       | f                    |
|---------------------|--|---------------|---------------|------------------------------------|-------------------------|----------------------|
|                     | <b>Au 31 décembre 2023</b>   |               |               |                                    |                         |                      |
|                     | <b>Atténuation du changement climatique (CCM)</b>  |               |               |                                    |                         |                      |
|                     | <b>Dont vers secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)</b>                              |               |               |                                    |                         |                      |
|                     | <b>Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)</b>                                      |               |               |                                    |                         |                      |
|                     | <b>Valeur comptable (brute) totale</b>   |               |               | <b>Dont utilisation du produit</b> | <b>Dont transitoire</b> | <b>Dont habitant</b> |
| En millions d'euros |  |               |               |                                    |                         |                      |
| <b>31</b>           | <b>Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux</b>                             | <b>0</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>                           | <b>0</b>                | <b>0</b>             |
| <b>32</b>           | <b>ACTIFS EXCLUS DU NUMÉRATEUR POUR LE CALCUL DU GAR (MAIS INCLUS DANS LE DÉNOMINATEUR)</b>                    | <b>16 638</b> | <b>0</b>      | <b>0</b>                           | <b>0</b>                | <b>0</b>             |
| <b>33</b>           | <b>Entreprises financières et non financières</b>  | <b>10 600</b> |               |                                    |                         |                      |
| 34                  | PME et entreprises non financières (autres que des PME) non soumises aux obligations de publication de la NFRD | 7 508         |               |                                    |                         |                      |
| 35                  | Prêts et avances   | 7 508         |               |                                    |                         |                      |
| 36                  | dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux  | 0             |               |                                    |                         |                      |
| 37                  | dont prêts à la rénovation de bâtiments  | 0             |               |                                    |                         |                      |
| 38                  | Titres de créance  | 0             |               |                                    |                         |                      |
| 39                  | Instruments de capitaux propres  | 0             |               |                                    |                         |                      |
| 40                  | Contreparties de pays tiers non soumises aux obligations de publication de la NFRD                             | 3 092         |               |                                    |                         |                      |
| 41                  | Prêts et avances   | 3 092         |               |                                    |                         |                      |
| 42                  | Titres de créance  | 0             |               |                                    |                         |                      |
| 43                  | Instruments de capitaux propres  | 0             |               |                                    |                         |                      |
| <b>44</b>           | <b>Dérivés</b>   | <b>225</b>    |               |                                    |                         |                      |
| <b>45</b>           | <b>Prêts interbancaires à vue</b>  | <b>1 413</b>  |               |                                    |                         |                      |
| <b>46</b>           | <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>   | <b>0</b>      |               |                                    |                         |                      |
| <b>47</b>           | <b>Autres catégories d'actifs (goodwill, matières premières...)</b>  | <b>4 400</b>  |               |                                    |                         |                      |
| <b>48</b>           | <b>TOTAL DES ACTIFS DU GAR</b>   | <b>60 198</b> | <b>33 057</b> | <b>3 147</b>                       | <b>3 147</b>            | <b>210</b>           |
| <b>49</b>           | <b>ACTIFS N'ENTRANT PAS DANS LE CALCUL DU GAR</b>  | <b>5 146</b>  |               |                                    |                         |                      |
| <b>50</b>           | <b>Administrations centrales et émetteurs supranationaux</b>   | <b>281</b>    |               |                                    |                         |                      |
| <b>51</b>           | <b>Expositions sur des banques centrales</b>   | <b>4 838</b>  |               |                                    |                         |                      |
| <b>52</b>           | <b>Portefeuille de négociation</b>   | <b>27</b>     |               |                                    |                         |                      |
| <b>53</b>           | <b>TOTAL DES ACTIFS</b>  | <b>65 344</b> | <b>33 057</b> | <b>3 147</b>                       | <b>3 147</b>            | <b>210</b>           |
|                     | <b>EXPOSITIONS DE HORS BILAN - ENTREPRISES SOUMISES AUX OBLIGATIONS DU PUBLICATION DE LA NFRD</b>              |               |               |                                    |                         |                      |
| 54                  | Garanties financières  | 279           | 0             | 0                                  | 0                       | 0                    |
| 55                  | Actifs sous gestion  | 0             | 0             | 0                                  | 0                       | 0                    |
| 56                  | Dont titres de créances  | 0             | 0             | 0                                  | 0                       | 0                    |
| 57                  | Dont instruments de capitaux propres   | 0             | 0             | 0                                  | 0                       | 0                    |

| ab   | ac | ad                          | ae               | af              |
|--|----|-----------------------------|------------------|-----------------|
| Au 31 décembre 2023  |    |                             |                  |                 |
| TOTAL (CCM + CCA)  |    |                             |                  |                 |
| Dont vers secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie) |    |                             |                  |                 |
| Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)         |    |                             |                  |                 |
|  |    | Dont utilisation du produit | Dont transitoire | Dont habilitant |
| 0  | 0  | 0                           | 0                | 0               |
| 16 638   | 0  | 0                           | 0                | 0               |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |
|  |    |                             |                  |                 |

|             | ICP                                  |                                     |  |  |
|-------------|--------------------------------------|-------------------------------------|--|--|
|             | Atténuation du changement climatique | Adaptation au changement climatique | Total (atténuation du changement climatique + adaptation au changement climatique) | % de couverture (par rapport au total des actifs) <sup>(*)</sup> |
| GAR Encours | 5,2 %                                |                                     | 5,2 %  | 50,6 %   |

(\*) % d'actifs sur lesquels porte l'ICP, par rapport au total des actifs bancaires de la banque.

01.  
02.  
03.

**Au 31 décembre 2022**

|   | a  | b             | c             | d                              | e                   | f                |          |
|---|--|---------------|---------------|--------------------------------|---------------------|------------------|----------|
|   | Au 31 décembre 2022  |               |               |                                |                     |                  |          |
|   | Atténuation du changement climatique (CCM)   |               |               |                                |                     |                  |          |
|   | Dont vers secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)   |               |               |                                |                     |                  |          |
|   | Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)   |               |               |                                |                     |                  |          |
|   | Valeur<br>comptable<br>(brute) totale  |               |               |                                |                     |                  |          |
| En millions d'euros   |  |               |               | Dont utilisation<br>du produit | Dont<br>transitoire | Dont<br>habitant |          |
| <b>GAR - ACTIFS COUVERTS PAR LE NUMÉRATEUR ET LE DÉNOMINATEUR</b> |  |               |               |                                |                     |                  |          |
| 1   | Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR | 39 743        | 21 919        | 2 284                          | 2 284               | 214              | 0        |
| <b>2</b>  | <b>Entreprises financières</b>   | <b>159</b>    | <b>52</b>     | <b>8</b>                       | <b>8</b>            | <b>1</b>         | <b>0</b> |
| 3   | Établissements de crédit   | 121           | 52            | 8                              | 8                   | 1                | 0        |
| 4   | Prêts et avances   | 52            | 52            | 8                              | 8                   | 1                | 0        |
| 5   | Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)  | 69            | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 6   | Instruments de capitaux propres  | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 7   | Autres entreprises financières   | 38            | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 8   | dont entreprises d'investissement  | 38            | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 9   | Prêts et avances   | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 10  | Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)  | 1             | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 11  | Instruments de capitaux propres  | 36            | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 12  | dont sociétés de gestion   | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 13  | Prêts et avances   | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 14  | Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)  | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 15  | Instruments de capitaux propres  | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 16  | dont entreprises d'assurance   | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 17  | Prêts et avances   | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 18  | Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)  | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 19  | Instruments de capitaux propres  | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| <b>20</b>   | <b>Entreprises non financières (soumises aux obligations de publication de la NFRD)</b>  | <b>9 981</b>  | <b>9 968</b>  | <b>1 087</b>                   | <b>1 087</b>        | <b>79</b>        | <b>0</b> |
| 21  | Prêts et avances   | 9 968         | 9 968         | 1 087                          | 1 087               | 79               | 0        |
| 22  | Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)  | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 23  | Instruments de capitaux propres  | 13            | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| <b>24</b>   | <b>Ménages</b>   | <b>29 604</b> | <b>11 899</b> | <b>1 189</b>                   | <b>1 189</b>        | <b>134</b>       | <b>0</b> |
| 25  | dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels   | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 26  | dont prêts à la rénovation de bâtiments  | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 27  | dont prêts pour véhicules à moteur   | 29 604        | 11 899        | 1 189                          | 1 189               | 134              | 0        |
| <b>28</b>   | <b>Financement d'administrations locales</b>   | <b>0</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>                       | <b>0</b>            | <b>0</b>         | <b>0</b> |
| 29  | Financement de logements   | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |
| 30  | Autres financements d'administration locales   | 0             | 0             | 0                              | 0                   | 0                | 0        |

| ab  | ac            | ad                             | ae                  | af                 |
|---|---------------|--------------------------------|---------------------|--------------------|
| Au 31 décembre 2022   |               |                                |                     |                    |
| <b>TOTAL (CCM + CCA)</b>  |               |                                |                     |                    |
| Dont vers secteurs pertinents pour la taxinomie<br>(éligibles à la taxinomie) |               |                                |                     |                    |
| Dont durable sur le plan environnemental<br>(aligné sur la taxinomie)         |               |                                |                     |                    |
|   |               | Dont utilisation<br>du produit | Dont<br>transitoire | Dont<br>habilitant |
| 39 743  | 21 919        | 2 284                          | 2 284               | 214                |
| <b>159</b>  | <b>52</b>     | <b>8</b>                       | <b>8</b>            | <b>1</b>           |
| 121   | 52            | 8                              | 8                   | 1                  |
| 52  | 52            | 8                              | 8                   | 1                  |
| 69  | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 0   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 38  | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 38  | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 0   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 1   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 36  | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 0   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 0   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 0   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 0   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 0   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 0   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 0   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 0   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 0   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| <b>9 981</b>  | <b>9 968</b>  | <b>1 087</b>                   | <b>1 087</b>        | <b>79</b>          |
| 9 968   | 9 968         | 1 087                          | 1 087               | 79                 |
| 0   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 13  | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| <b>29 604</b>   | <b>11 899</b> | <b>1 189</b>                   | <b>1 189</b>        | <b>134</b>         |
| 0   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 0   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 29 604  | 11 899        | 1 189                          | 1 189               | 134                |
| <b>0</b>  | <b>0</b>      | <b>0</b>                       | <b>0</b>            | <b>0</b>           |
| 0   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |
| 0   | 0             | 0                              | 0                   | 0                  |

01.

02.

**03.**

|   | a   | b             | c            | d                                  | e                       | f                      |
|---|---|---------------|--------------|------------------------------------|-------------------------|------------------------|
|   | <b>Au 31 décembre 2022</b>  |               |              |                                    |                         |                        |
|   | <b>Atténuation du changement climatique (CCM)</b>                                 |               |              |                                    |                         |                        |
|   | <b>Dont vers secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)</b> |               |              |                                    |                         |                        |
|   | <b>Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)</b>         |               |              |                                    |                         |                        |
|   | <b>Valeur comptable (brute) totale</b>  |               |              | <b>Dont utilisation du produit</b> | <b>Dont transitoire</b> | <b>Dont habilitant</b> |
| En millions d'euros   |   |               |              |                                    |                         |                        |
| <b>31 Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux</b>                             | <b>0</b>  | <b>0</b>      | <b>0</b>     | <b>0</b>                           | <b>0</b>                | <b>0</b>               |
| <b>32 ACTIFS EXCLUS DU NUMÉRATEUR POUR LE CALCUL DU GAR (MAIS INCLUS DANS LE DÉNOMINATEUR)</b>                    | <b>14 213</b>   | <b>0</b>      | <b>0</b>     | <b>0</b>                           | <b>0</b>                | <b>0</b>               |
| <b>33 Entreprises financières et non financières</b>  | <b>9 121</b>  |               |              |                                    |                         |                        |
| 34 PME et entreprises non financières (autres que des PME) non soumises aux obligations de publication de la NFRD | 6 501   |               |              |                                    |                         |                        |
| 35 Prêts et avances   | 6 501   |               |              |                                    |                         |                        |
| 36 <i>dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux</i>   | 0   |               |              |                                    |                         |                        |
| 37 <i>dont prêts à la rénovation de bâtiments</i>   | 0   |               |              |                                    |                         |                        |
| 38 Titres de créance  | 0   |               |              |                                    |                         |                        |
| 39 Instruments de capitaux propres  | 0   |               |              |                                    |                         |                        |
| 40 Contreparties de pays tiers non soumises aux obligations de publication de la NFRD                             | 2 620   |               |              |                                    |                         |                        |
| 41 Prêts et avances   | 2 620   |               |              |                                    |                         |                        |
| 42 Titres de créance  | 0   |               |              |                                    |                         |                        |
| 43 Instruments de capitaux propres  | 0   |               |              |                                    |                         |                        |
| <b>44 Dérivés</b>   | <b>329</b>  |               |              |                                    |                         |                        |
| <b>45 Prêts interbancaires à vue</b>  | <b>1 654</b>  |               |              |                                    |                         |                        |
| <b>46 Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>   | <b>0</b>  |               |              |                                    |                         |                        |
| <b>47 Autres catégories d'actifs (goodwill, matières premières...)</b>  | <b>3 110</b>  |               |              |                                    |                         |                        |
| <b>48 TOTAL DES ACTIFS DU GAR</b>   | <b>53 957</b>   | <b>21 919</b> | <b>2 284</b> | <b>2 284</b>                       | <b>214</b>              | <b>0</b>               |
| <b>49 ACTIFS N'ENTRANT PAS DANS LE CALCUL DU GAR</b>  | <b>6 413</b>  |               |              |                                    |                         |                        |
| <b>50 Administrations centrales et émetteurs supranationaux</b>   | <b>338</b>  |               |              |                                    |                         |                        |
| <b>51 Expositions sur des banques centrales</b>   | <b>5 970</b>  |               |              |                                    |                         |                        |
| <b>52 Portefeuille de négociation</b>   | <b>105</b>  |               |              |                                    |                         |                        |
| <b>53 TOTAL DES ACTIFS</b>  | <b>60 370</b>   | <b>21 919</b> | <b>2 284</b> | <b>2 284</b>                       | <b>214</b>              | <b>0</b>               |
| <b>EXPOSITIONS DE HORS BILAN - ENTREPRISES SOUMISES AUX OBLIGATIONS DU PUBLICATION DE LA NFRD</b>                 |   |               |              |                                    |                         |                        |
| 54 Garanties financières  | 305   | 0             | 0            | 0                                  | 0                       | 0                      |
| 55 Actifs sous gestion  | 0   | 0             | 0            | 0                                  | 0                       | 0                      |
| 56 <i>Dont titres de créances</i>   | 0   | 0             | 0            | 0                                  | 0                       | 0                      |
| 57 <i>Dont instruments de capitaux propres</i>  | 0   | 0             | 0            | 0                                  | 0                       | 0                      |

| ab  | ac | ad                                 | ae                      | af                     |
|---|----|------------------------------------|-------------------------|------------------------|
| <b>Au 31 décembre 2022</b>  |    |                                    |                         |                        |
| <b>TOTAL (CCM + CCA)</b>  |    |                                    |                         |                        |
| <b>Dont vers secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)</b> |    |                                    |                         |                        |
| <b>Dont durable sur le plan environnemental (aligné sur la taxinomie)</b>         |    |                                    |                         |                        |
|   |    | <b>Dont utilisation du produit</b> | <b>Dont transitoire</b> | <b>Dont habilitant</b> |
| 0   | 0  | 0                                  | 0                       | 0                      |
| 14 213  | 0  | 0                                  | 0                       | 0                      |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |
|   |    |                                    |                         |                        |

01.

02.

03.

|             | Atténuation du changement climatique | Adaptation au changement climatique | ICP<br>Total (atténuation du changement climatique + adaptation au changement climatique) | % de couverture (par rapport au total des actifs) (*) |
|-------------|--------------------------------------|-------------------------------------|---|---|
| GAR Encours | 4,2 %                                |                                     | 4,2 %   | 36,3 %  |
| GAR Flux    |                                      |                                     |   |   |

(\*) % d'actifs sur lesquels porte l'ICP, par rapport au total des actifs bancaires de la banque.

### Méthode utilisée pour déterminer le périmètre des activités à contribution substantielle

Pour déterminer la contribution substantielle des activités éligibles liées aux véhicules, nous avons analysé les prêts et avances vis à vis des entreprises financières, entreprises non financières, ménages et administrations locales en nous basant sur le modèle de véhicule et la technologie du groupe motopropulseur. Les autres types d'actifs n'ont pas été évalués.

Conformément à la note 4, du tableau 1. Actifs entrant dans le calcul du GAR, Annexe VI - Modèle pour les ICP d'établissements de crédit du règlement délégué (UE) 2023/2486 du 27 juin 2023, les prêts automobiles vis-à-vis des ménages créés avant la date d'entrée en application de l'obligation de publication sont exclus. À ce titre, seuls les contrats de financement vis-à-vis des ménages débutés après le 1<sup>er</sup> janvier 2022 sont déclarés éligibles et font l'objet d'une étude sur leur alignement.

### Adaptation au changement climatique

Au titre de la TCFD, Renault Group réalise une évaluation des risques climatiques et de la vulnérabilité afin d'identifier les sites susceptibles d'être affectés par des risques climatiques physiques. Les risques climatiques physiques identifiés ont été évalués sur la base de la durée de vie de l'immobilisation concernée et sont essentiellement de trois natures (chaleur extrême, stress hydrique et inondation) couvertes par des plans d'actions appropriés.

Le groupe Mobilize F.S. a réalisé une revue de ses sites y compris sites de prestataires informatiques en termes d'expositions à plusieurs événements climatiques extrêmes (inondations, vague de chaleur, stress hydrique...). Cette évaluation a été réalisée avec l'assistance d'un cabinet spécialisé et a démontré que les sites du groupe Mobilize F.S. ne sont pas concentrés dans des zones fortement exposées aux risques climatiques physiques. Pour les sites identifiés comme vulnérable, cela doit conduire à une prise en compte dans les plans de continuité d'activité.

### Transition vers une économie circulaire

Les standards de Renault Group en matière d'éco-conception appliqués aux véhicules et aux batteries qui permettent une utilisation frugale des matériaux rares, l'intégration de matériaux recyclés, la prédisposition des véhicules à leur démantèlement et le recyclage en fin de vie. 95 % de la masse des véhicules de Renault Group vendus dans le monde est recyclable ou valorisable depuis 2007. Les véhicules à faibles émissions que le groupe Mobilize F.S. finance, loue ou opère ont été mis en circulation postérieurement à cette date.

À l'issue de la vie des véhicules électriques commercialisés par le Groupe Renault, leur batterie est collectée et orientée vers une seconde vie ou recyclée à l'issue d'un diagnostic de son état de santé.

En ce qui concerne la gestion des déchets, Renault Group et les usines européennes de Renault Group produisant des véhicules à faibles émissions priorisent le recyclage en essayant de minimiser toute mise en décharge.

### Prévention et contrôle de la pollution

Les véhicules à faibles émissions que le groupe Mobilize F.S. finance, loue ou opère sont tous équipés de pneus dans des classes de bruit de roulement externe et de coefficient de résistance au roulement conformes aux exigences européennes fixées par le règlement CE 661/2009. Les exigences de la Taxonomie allant au-delà de la conformité réglementaire sur ce critère, une analyse complémentaire a été menée et a permis de démontrer que la plupart des références de pneus équipant à l'origine un véhicule à faibles émissions satisfont ce critère. Toutefois, malgré les efforts déployés, il n'a pas été possible de le vérifier pour l'intégralité des véhicules financés, car l'information relative à leur monte effective de pneumatiques n'est pas disponible. À date, ce critère est considéré inopérable. Cette position sera réévaluée dans le futur en fonction de la mise à disposition de données nécessaires.

Avec un niveau sonore homologué largement inférieur à 68 dBA, les véhicules électriques de la gamme Renault respectent depuis 2021 les limites de niveau de bruit extérieur qui seront applicables à partir de 2024, contribuant ainsi à la réduction du bruit ambiant et à la qualité de vie dans les zones urbaines. Tous les véhicules commercialisés par Renault en Europe sont donc conformes au règlement européen 540/2014/EC applicable aux véhicules homologués depuis juillet 2016, qui exigent un maximum de 72 dBA (cf. 2.2.2.3.3).

### Vérification des garanties minimales (Minimum Safeguards)

En cohérence avec le Plan de Vigilance de Renault Group, le groupe Mobilize F.S. s'assure en continu de la bonne réalisation des diligences raisonnables et des procédures de remédiation nécessaires à la confirmation de l'alignement avec les textes suivants :

- les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ;
- les Conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ;
- les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ; et
- les droits fondamentaux au travail et la Charte internationale des droits de l'homme.

Le traitement de ces points est suivi mensuellement en comité de pilotage du Plan de Vigilance de Renault Group.

La Direction compliance de Mobilize F.S., sous la surveillance du Comité d'éthique et de conformité déploie une démarche structurée visant à analyser et assurer la robustesse de sa conformité réglementaire de manière durable et anticipative, sur un périmètre de domaines réglementés majeurs comprenant notamment les thématiques « concurrence » et « corruption ».

Le Département fiscal du groupe Mobilize F.S. veille au respect, dans tous les pays où il est implanté, des règles fiscales applicables à son activité, conformément aux conventions internationales et aux lois locales, grâce à un dispositif de gestion approprié.

Le groupe Mobilize F.S. n'a pas fait, au meilleur de notre connaissance, l'objet de condamnation en 2023 en matière de corruption, d'évasion fiscale, et de non-respect des droits humains ou, de la part d'une autorité de concurrence, au titre de pratiques anticoncurrentielles.



### 3.7.2.7 Les initiatives ESG des pays

#### La Fresque de climat pour tous les collaborateurs du Maroc

Au travers de cette initiative, nous souhaitons fournir à nos collaborateurs une compréhension approfondie et engageante des enjeux climatiques actuels. La Fresque du Climat offre un outil pédagogique interactif, favorisant la prise de conscience collective et l'identification des leviers d'action que nous pouvons mobiliser en tant qu'entreprise responsable.

Le 13 janvier 2023, Mobilize F.S. Maroc a décidé d'utiliser cet outil dans le cadre d'un team building pour l'ensemble des employés de la structure. Près de quatre heures d'atelier ont été animées par deux animatrices agréées de la Fresque du Climat.

Les bénéfices de l'initiative ont été multiples ; d'une part pour l'organisation qui renforce sa stratégie développement durable et son engagement, et d'autre part pour les collaborateurs qui ont mis à profit leur intelligence collective ainsi que leur créativité. Comme le souligne le PDG de Mobilize F.S. Maroc Vincent Hauville : « On ne peut pas vendre de la mobilité sans avoir une réflexion commune autour de l'environnement ».

#### Le Livret d'éducation financière du Brésil

Cette initiative avait pour ambition de fournir à nos clients des outils et des informations essentielles pour renforcer leur compréhension des concepts financiers, tels que la gestion budgétaire, les investissements et la planification financière à long terme. Nous aspirons à autonomiser nos clients, en les aidant à prendre des décisions éclairées et à maximiser leur stabilité financière.

Mobilize F.S. Brazil a publié son livret d'éducation financière durant l'été 2023. Les clients y trouveront de nombreux conseils et des instructions détaillées sur différentes thématiques : crédit, financement, investissement, prêt, budget, revenu, et bien plus encore.

Cette initiative a mené à des résultats significatifs, puisqu'environ 23 000 clients ont été touchés par le biais de campagnes d'e-mailing, et que les messages sur les réseaux sociaux faisant la promotion de la brochure ont été consultés plus de 50 000 fois. Cela témoigne de l'accueil positif et de l'engagement de notre public, et contribue à donner à nos clients les connaissances dont ils ont besoin pour naviguer dans leur parcours financier.

#### Women in tech au UK

Au travers de cette initiative, nous souhaitons agir concrètement sur la problématique de la place des femmes dans le secteur de la Tech, en les incitant davantage à rejoindre nos effectifs, en leur offrant des opportunités, des formations, du mentorat, et en leur garantissant un environnement inclusif.

Concrètement, Mobilize F.S. UK a décidé d'agir sur trois principaux leviers d'actions : traiter la problématique au niveau des futures générations, proposer des perspectives de croissance et d'évolution notamment pour les femmes intéressées par le secteur de la Tech, et parrainer les collaboratrices.

Depuis le lancement de Women in Tech, Mobilize F.S. UK a réussi à atteindre une parité homme-femme au sein du management de l'équipe informatique affichant une représentation féminine de 40 %, soulignant les efforts déployés pour favoriser la diversité et l'inclusion dans des domaines traditionnellement masculins.

01.

02.

03.

## 3.8 Comptes sociaux

### 3.8.1 Contexte – Actif – Passif

Le total bilan de RCI Banque s'inscrit à 50,10 Md€ à fin 2023, contre 46,59 Md€ à fin 2022 soit une hausse de 8 %.

À l'actif du bilan, on observe notamment une hausse significative des opérations avec la clientèle (+ 3,074 Md€) et une diminution des obligations et titres à revenu fixe (- 0,387 Md€).

Au Passif, le pied de bilan augmente de + 3,35 Md€. Cette hausse s'explique essentiellement par les opérations avec la clientèle (+ 3,273 Md€) et par les dettes représentées par des titres (+ 0,884 Md€).

La situation nette de RCI Banque s'établit à 3 679 Md€ à fin 2023, contre 3 506 Md€ à fin 2022.

### 3.8.2 Compte de résultat

Le résultat net de l'exercice s'établit à 773 Md€ à fin 2023, contre 585 Md€ à fin 2022 soit une hausse de 32 %. On note notamment une hausse du Produit Net Bancaire (+ 231,3 M€) et une hausse des charges générales d'exploitation (+ 58,8 M€), ainsi qu'une baisse du coût du risque (- 18,3 M€).

### 3.8.3 Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le résultat de la façon suivante :

|  |                         |
|--|-------------------------|
| <b>Résultat net de l'exercice 2023</b> | <b>772 741 821,90 €</b> |
| Report à nouveau antérieur             | 2 227 938 275,11 €      |
| Solde disponible                       | 3 000 680 097,01 €      |
| <b>Dividendes à distribuer</b>         | <b>600 000 000,00 €</b> |
| Solde du compte report à nouveau 2023  | 2 400 680 097,01 €      |

Il est proposé à l'Assemblée générale de fixer en conséquence le dividende à **600 000 000 €** au titre de l'exercice 2023, soit à 600 € par action.

Ce dividende :

- ouvre droit à un abattement de 40 % lorsque les bénéficiaires sont des personnes physiques imposables à l'impôt sur le revenu en France, conformément à l'article 158-3-2° du Code général des impôts ; et
- n'ouvre pas droit à cet abattement dans les autres cas.

Les dividendes versés au titre des trois précédents exercices ont été les suivants :

- Au titre de l'exercice 2022, il y a eu une distribution de dividendes d'un montant de 600 000 000 €, soit 600 € par action.
- Au titre de l'exercice 2021, il y a eu une distribution de dividendes d'un montant de 800 000 000 €, soit 800 € par action.
- Au titre de l'exercice 2020, il y a eu une distribution de dividendes d'un montant de 69 400 000 €, soit 69,4 € par action, complétée par une distribution exceptionnelle sur le report à nouveau de 930 600 000 € par décision de l'Assemblée générale du 30 septembre 2021. Le total de la distribution au titre de l'exercice 2020 s'élève à 1 000 000 000 €, soit 1 000 € par action.

### 3.8.4 La participation salariale

Les contrats de travail des collaborateurs de notre société étant conclus avec la filiale DIAC, notre société n'est pas concernée par l'article L. 225-102 du Code de commerce relatif à la participation des salariés au capital.

### 3.8.5 Frais somptuaires

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal

01.

02.

03.

### 3.8.6 Échéancier des dettes fournisseurs

Conformément à l'article D. 441-6 du Code de commerce, nous vous présentons dans le tableau ci-dessous la décomposition, au 31 décembre 2023, du nombre et montant total hors taxe des factures fournisseurs en attente de règlement.

L'information sur les factures émises et les délais de paiement des clients n'est pas pertinente au regard de l'activité bancaire de RCI Banque qui ne repose pas sur des délais de paiement à 90 jours ou plus.

| 31/12/2023 (en euros)   | Fournisseurs  |              |               |               |                          | Total<br>(1 jour et plus) |
|---|---|--------------|---------------|---------------|--------------------------|---------------------------|
|   | Article D. 441 I. 1° : factures reçues non réglées<br>à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu |              |               |               |                          |                           |
|   | 0 jour<br>(indicatif)   | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus         |                           |
| <b>(A) Tranches de retard de paiement</b>   |   |              |               |               |                          |                           |
| Nombre de factures concernées   | 283   |              |               |               |                          | 584                       |
| Montant total des factures concernées TTC   | 35 882 942  | 4 044        | 2 884         | 4 714         | 255 579                  | 267 221                   |
| Pourcentage du montant total des achats de l'exercice HT  | 12 %  | 0 %          | 0 %           | 0 %           | 0 %                      | 0 %                       |
| Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice Préciser HT   |   |              |               |               |                          |                           |
| <b>(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées</b>                                     |   |              |               |               |                          |                           |
| Nombre de factures exclues  |   |              |               |               |                          | 0                         |
| Montant total des factures exclues TTC  |   |              |               |               |                          | 0                         |
| <b>(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)</b> |   |              |               |               |                          |                           |
| Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement  |   |              |               |               | Délais légaux : 30 jours |                           |

01.

02.

**03.**

Clients

Article D. 441 I. 2° : factures émises non réglées  
à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

| 0 jour<br>(indicatif) | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total<br>(1 jour et plus) |
|-----------------------|--------------|---------------|---------------|------------------|---------------------------|
| 168                   |              |               |               |                  | 50                        |
| 24 820 698            | 210 426      | 3 324 926     | 11 351        | 988 863          | 4 535 567                 |
| 18 %                  | 0 %          | 2 %           | 0 %           | 1 %              | 3 %                       |
|                       |              |               |               |                  | 0                         |
|                       |              |               |               |                  | 0                         |

Délais légaux : 30 jours

### 3.8.7 Résultats des cinq derniers exercices

| Années  | 2019      | 2020      | 2021      | 2022      | 2023      |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Capital en fin d'exercice (en milliers d'euros)</b>              |           |           |           |           |           |
| Capital social  | 100 000   | 100 000   | 100 000   | 100 000   | 100 000   |
| Nombre d'actions ordinaires émises                                  | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 |
| <b>Opérations et résultats de l'exercice (en milliers d'euros)</b>  |           |           |           |           |           |
| Produit net bancaire  | 1 134 305 | 1 136 264 | 1 212 312 | 1 140 749 | 1 372 023 |
| Bénéfice avant impôts, dotations aux amortissements et provisions   | 1 270 826 | 1 351 899 | 1 463 664 | 1 551 962 | 1 505 452 |
| Impôts sur les bénéfices  | (194 280) | (132 890) | (131 071) | (101 790) | (176 991) |
| Bénéfice après impôts, dotations aux amortissements et provisions   | 525 043   | 606 430   | 758 581   | 584 544   | 772 741   |
| Résultat distribué  | 750 000   | 1 000 000 | 800 000   | 600 000   | 600 000   |
| <b>Résultats par action (en euros)</b>                              |           |           |           |           |           |
| Bénéfice après impôts mais avant dotations aux amort. et provisions | 1 076,55  | 1 219,01  | 1 332,59  | 1 450,17  | 1 328,46  |
| Bénéfice après impôts, dotations aux amortissements et provisions   | 525,04    | 606,43    | 758,58    | 584,54    | 772,74    |
| Résultat distribué par action                                       | 750,00    | 1 000,00  | 800,00    | 600,00    | 600,00    |
| <b>Personnel</b>  |           |           |           |           |           |
| Effectif moyen de l'exercice  | 991       | 999       | 1 002     | 1 010     | 1 030     |
| Masse salariale de l'exercice                                       | 59 339    | 61 155    | 61 990    | 66 570    | 71 260    |
| Avantages sociaux de l'exercice                                     | 26 300    | 20 532    | 19 941    | 21 816    | 23 266    |

## 3.9 Assemblée générale de RCI Banque S.A. du 20 mai 2024

### 3.9.1 Ordre du jour

#### À titre ordinaire

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023
- Affectation du résultat et fixation du dividendes
- Approbation des conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce
- Quitus aux administrateurs pour leur gestion au titre de l'exercice écoulé
- Ratification de la nomination de Madame Céleste Thomasson par cooptation en qualité d'administrateur

- Renouvellement du mandat de Madame Isabelle Landrot en qualité d'administrateur
- Renouvellement du mandat de Madame Isabelle Maury en qualité d'administrateur
- Renouvellement du mandat de Monsieur Patrick Claude en qualité d'administrateur
- Grille de rémunération des administrateurs au titre de l'exercice 2024
- Pouvoir pour accomplir les formalités

### 3.9.2 Texte de résolutions

#### À titre ordinaire

##### Première résolution (Approbation des comptes annuels)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels, approuve tels qu'ils ont été présentés, les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe et faisant ressortir un bénéfice net de **772 741 821,90 €**.

##### Deuxième résolution (Approbation des comptes consolidés)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve, tels qu'ils ont été présentés les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, établis conformément aux dispositions des articles L. 233-16 et suivants du Code de commerce faisant ressortir un bénéfice net part du groupe de **786 999 000 €**.

##### Troisième résolution (Affectation du résultat et fixation du dividende)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, décide d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

|                                       |                         |
|---------------------------------------|-------------------------|
| Résultat net de l'exercice 2023       | <b>772 741 821,90 €</b> |
| Report à nouveau antérieur            | 2 227 938 275,11 €      |
| Solde disponible                      | 3 000 680 097,01 €      |
| <b>Dividendes à distribuer</b>        | <b>600 000 000 €</b>    |
| Solde du compte report à nouveau 2023 | 2 400 680 097,01 €      |

L'Assemblée générale fixe en conséquence le dividende à **600 000 000 €** au titre de l'exercice 2023, soit à 600 € par action.

Ce dividende versé au titre de l'année 2021 :

- ouvre droit à un abattement de 40 % lorsque les bénéficiaires sont des personnes physiques imposables à l'impôt sur le revenu en France, conformément à l'article 158-3-2° du Code général des impôts ; et
- n'ouvre pas droit à cet abattement dans les autres cas.

Les dividendes versés au titre des trois précédents exercices ont été les suivants :

Au titre de l'exercice 2022, il y a eu une distribution de dividendes d'un montant de 600 000 000 €, soit 600 € par action.

Au titre de l'exercice 2021, il y a eu une distribution de dividendes d'un montant de 800 000 000 €, soit 800 € par action.

Au titre de l'exercice 2020, il y a eu une distribution de dividendes d'un montant de 69 400 000 €, soit 69,4 € par action, complétée par une distribution exceptionnelle sur le report à nouveau de 930 600 000 € par décision de l'Assemblée générale du 30 septembre 2021. Le total de la distribution au titre de l'exercice 2020 s'élève à 1 000 000 000 €, soit 1 000 € par action.

### Quatrième résolution (Absence de Conventions réglementées)

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes mentionnant l'absence durant l'exercice de conventions de la nature de celles visées à l'article L. 225-38 et suivants du Code de commerce, en prend acte purement et simplement.

### Cinquième résolution (Quitus aux administrateurs)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, donne quitus aux administrateurs de leur gestion pour l'exercice 2023.

### Sixième résolution (Ratification de la nomination par cooptation de Madame Céleste Thomasson en qualité d'administrateur)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, ratifie la nomination par le Conseil d'administration du 8 décembre 2023, de Madame Céleste Thomasson en qualité d'administrateur en remplacement de Madame Fedra Ribeiro et ce, pour la durée du mandat restant à courir de cette dernière, soit jusqu'à l'Assemblée générale appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

### Septième résolution (Renouvellement du mandat de Madame Isabelle Landrot en qualité d'administrateur)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, renouvelle le mandat de Madame Isabelle Landrot en qualité d'administrateur, pour une durée de trois ans arrivant à expiration à l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026.

### Huitième résolution (Renouvellement du mandat de Madame Isabelle Maury en qualité d'administrateur)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, renouvelle le mandat de Madame Isabelle Maury en qualité d'administrateur, pour une durée de trois ans arrivant à expiration à l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026.

### Neuvième résolution (Renouvellement du mandat de Monsieur Patrick Claude en qualité d'administrateur)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, renouvelle le mandat de Monsieur Patrick Claude en qualité d'administrateur, pour une durée de trois ans arrivant à expiration à l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026.

### Dixième résolution (Pouvoirs)

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente délibération pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.



## Informations complémentaires

### 3.9.3 Contrôleurs légaux des comptes

#### KPMG S.A.

Tour Eqho, 2, avenue Gambetta  
 92066 Paris La Défense CEDEX  
 S.A. enregistrée au R.C.S. de Nanterre n° 775 726 417  
 Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale de Versailles  
 Durée du mandat : six ans  
 Date de fin de mandat : exercice comptable 2025  
 Représenté au 31 décembre 2023 par M. Ulrich Sarfati

#### Mazars

Tour Exaltis, 61, rue Henri-Regnault  
 92075 Paris La Défense CEDEX  
 S.A. enregistrée au R.C.S. de Nanterre n° 784 824 153  
 Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale de Versailles  
 Durée du mandat : six ans  
 Date de fin de mandat : exercice comptable 2027  
 Représenté au 31 décembre 2023 par Mme Anne Veaute

### 3.9.4 Principaux investissements au cours de l'exercice écoulé

|             | Cession - Dissolutions - Fusions   | Acquisitions   | Créations  |
|-------------|--|--|--|
| <b>2023</b> | <b>Russie :</b><br>Cession de RN Bank<br>Cession de RNL Finance<br>Cession de RN Finance | <b>Allemagne :</b><br>Acquisition de Mobility Concept GmbH<br>Acquisition de DFD Deutscher Fahrzeugdienst GmbH<br>Acquisition de MS Mobility Solutions GmbH<br>Acquisition de MeinAuto GmbH<br>(finalisé le 02/01/2024)<br><b>Royaume-Uni :</b><br>Acquisition de Select Vehicle Group Ltd | <b>Allemagne :</b><br>Constitution de BIPI Mobility Germany GmbH<br><b>Royaume-Uni :</b><br>Constitution de Mobilize Lease&Co UK Ltd |

### 3.9.5 Succursales de RCI Banque

| Succursale  | Pays      |
|---|-----------|
| RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland                         | Allemagne |
| RCI Banque Sucursal Argentina                                     | Argentine |
| RCI Banque S.A. Niederlassung Osterreich                          | Autriche  |
| RCI Banque S.A. Sucursal en Espana                                | Espagne   |
| RCI Banque Branch Ireland   | Irlande   |
| RCI Banque Succursale Italiana                                    | Italie    |
| RCI Banque Spółka Akcyjna Oddział w Polsce                        | Pologne   |
| RCI Banque Sucursal Portugal                                      | Portugal  |
| RCI Banque S.A. Bancna Podružnica Ljubljana                       | Slovénie  |
| Renault Finance Nordic, Bankfilial till RCI Banque S.A. Frankrike | Suède     |

### 3.9.6 Informations légales

#### Dénomination sociale et siège social

##### **RCI Banque S.A.**

Nom commercial : Mobilize Financial Services

Nationalité : française

Siège social : 15, rue d'Uzès 75002 Paris

Tel. : + 33 1 49 32 80 00

#### Forme juridique

Société anonyme à Conseil d'administration

#### Législation

La société est régie par les dispositions du Code de commerce.

Depuis son agrément bancaire, accordé par la Banque de France le 7 mars 1991, RCI Banque est également soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires s'appliquant aux établissements de crédit, en particulier celles reprises dans le Code monétaire et financier.

L'entité ne se conforme à aucun code spécifique émanant des organisations représentatives des entreprises.

#### Date de constitution et durée

La société a été créée le 9 avril 1974, et enregistrée au Tribunal de Commerce de Paris le 4 juin 1974, avec un début d'exploitation le 21 août 1974, pour une durée de 99 ans, soit jusqu'en août 2073.

#### Objet social

La société anonyme RCI Banque a pour objet, tant en France qu'à l'étranger, directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers :

- les opérations de crédit ou de banque, sous toutes leurs formes, destinées ou non au financement de l'acquisition de biens ou de services, et en particulier les opérations de crédit permanent ainsi que l'émission ou la gestion de moyens de paiement liés à ces opérations ;
- l'étude de tous projets relatifs à la création, à l'extension et à la transformation d'entreprises industrielles, commerciales, financières et de services ;
- toutes études complètes ou partielles, toutes activités de conseil et de négociations dans les domaines économiques, financiers, commerciaux et de gestion ;

- toutes recherches de conception et d'amélioration de systèmes de gestion, d'organisation et de financement ; la réalisation des projets issus des études sus-énoncées ou la contribution à leur réalisation par tous moyens appropriés, y compris par prise de participation ou d'intérêts dans toutes entreprises existantes ou à créer ;
- le financement des entreprises, en particulier sous forme de participation à leur capital, de souscription à des emprunts, au moyen de ressources provenant des fonds propres de la société ou des emprunts contractés par elle ; la prestation de services d'investissement au sens de la Loi de Modernisation des activités financières n° 96-597 du 2 juillet 1996 ;
- la gestion du portefeuille de valeurs mobilières résultant de cette activité, et notamment la réalisation de toutes opérations d'achat, de vente, d'échange de souscription, d'apport de toutes valeurs mobilières ;
- l'intermédiation en assurances, au sens de la loi française du 15 décembre 2005, de transposition de la directive européenne du 9 décembre 2002, toute activité de mandataire, de commissionnaire ou de courtier ;
- d'une manière générale, la réalisation de toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes et pouvant être utiles à l'objet social ou en faciliter la réalisation et le développement.

#### Lieu de consultation des documents juridiques

Les documents juridiques relatifs à l'émetteur peuvent être consultés au siège social de la société.

#### Registre et numéro d'identification

La société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° SIREN 306 523 358, n° SIRET : 306 523 358 00076, n° inscription ORIAS : 07023704, code APE 6419Z.

#### Exercice social

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se clôture le 31 décembre de chaque année.

### 3.9.7 Glossaire

|    | Acronyme  | Définitio  |
|----|---|--|
| 1  | APM   | Les actifs productifs moyens : les APM correspondent à la moyenne du capital dû par les clients et/ou le réseau auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.  |
| 2  | ETP   | Effectifs équivalent Temps Plein.  |
| 3  | ROE (Return On Equity)  | Résultat net de la période divisé par les fonds propres moyens (hors Résultat net de la période).  |
| 4  | Risque structurel de taux d'intérêt et de change  | Risques de pertes ou de dépréciations sur les actifs du groupe en cas de variation sur les taux d'intérêt et de change. Les risques structurels de taux d'intérêt et de change sont liés aux activités commerciales et aux opérations de gestion propre.   |
| 5  | RWA – Risk Weighted Assets  | Actifs pondérés par le risque ou encours risqués pondérés : valeur de l'exposition multipliée par son taux de pondération en risque.   |
| 6  | Taux brut d'encours douteux   | Rapport entre les encours douteux et les encours bruts de crédit comptables (prêts et créances sur la clientèle, prêts et créances sur les établissements de crédit, locations-financeme t et locations simples).  |
| 7  | Taux d'intervention   | Il est le rapport entre le nombre de nouveaux dossiers de financeme t VN (hors dossiers VN « autres marques ») et les immatriculations de la période.  |
| 8  | Nouveaux financeme ts   | Montants effectivement financés par la filial , qui s'entendent après déduction des acomptes, des dépôts de garantie et des premiers loyers perçus d'avance. Les nouveaux financeme ts doivent donc être seulement déclarés par les entités qui portent les actifs associés dans leur bilan. Sont donc exclus : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les dossiers liés à des activités en accord commercial chez un partenaire ;</li> <li>• les dossiers liés à des JV virtuelles avec un partenaire (sauf si accord donné par le DCPG à la demande de la filiale).</li> </ul>                               |
| 9  | Actifs productifs   | Somme de l'actif productif (activité de crédit et de location financiè e), et de la valeur nette comptable des actifs en location opérationnelle (batteries et véhicules) et générant des intérêts ou des loyers.  |
| 10 | Actifs productifs moyen clientèle   | Moyenne des encours à fin de début et de fin de période pour la clientèle Grand public et Entreprise.  |
| 11 | Actifs productifs moyen réseau  | Moyenne des encours productifs journaliers pour le réseau.   |
| 12 | Coût du risque  | Cet agrégat regroupe les charges de la période directement rapportables aux risques de non-recouvrement (hors financeme t des services, qui n'est pas inclus dans le calcul du coût du risque). Il reflète le risque relatif au défaut de paiement.  |
| 13 | RCI Banque S.A.<br>Mobilize Financial Services<br>Mobilize F.S.<br>Groupe Mobilize F.S. | RCI Banque S.A. a opéré sous le nom commercial RCI Bank and Services depuis février 2016 et a adopté Mobilize Financial Services comme nouvelle identité commerciale en mai 2022. Sa dénomination sociale, est inchangée et demeure RCI Banque S.A. Ce nom commercial, ainsi que son acronyme Mobilize F.S., pourront être utilisés par le groupe comme alias à sa dénomination sociale. RCI Banque S.A. et ses filiales peuvent être désignées sous l'appellation « groupe Mobilize F.S. ». Mobilize Financial Services accompagne les marques de Renault Group (Renault, Dacia, Alpine, Renault Korea Motors). |



## DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Ce document est disponible sur le site [www.mobilize-fs.com](http://www.mobilize-fs.com).

Conformément à l'article L225-102-1 du Code de commerce, les informations relatives aux conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société, font l'objet d'une déclaration consolidée de performance extra-financière au niveau de Renault S.A, société mère du Groupe.

Toute personne souhaitant obtenir des renseignements complémentaires sur le groupe RCI Banque peut en faire la demande auprès de :

RCI Banque

Direction Financement et Trésorerie

FR UZS 000 015

15 rue d'Uzès 75002 Paris - France



**MØBILIZE**  
FINANCIAL SERVICES

[www.mobilize-fs.com](http://www.mobilize-fs.com)